

Centre de Recherches Historiques
sur les Sociétés et Cultures de l'Ouest Européen
CRHISCO / UMR CNRS 6040

Thierry Fillaut

Guide des sources de l'histoire contemporaine de la protection sociale en Bretagne

Document réalisé pour le compte du Comité breton d'histoire de la Sécurité sociale

Décembre 2001

Université de Rennes 2 — Haute-Bretagne
6, avenue Gaston Berger - 35043, Rennes Cedex

CRHISCO / Université de Rennes 2 — Comité breton d'histoire de la Sécurité sociale
décembre 2001

Entrepris dans le cadre d'une convention signée entre le Comité breton d'histoire de la Sécurité sociale et le Centre de recherches historiques sur les sociétés et cultures de l'Ouest européen (UMR-CNRS 6040), ce guide des sources de l'histoire contemporaine de la protection sociale en Bretagne a été réalisé par Thierry Fillaut, membre du CHRISCO et professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bretagne Sud.

Après une présentation du cadre dans lequel se développe aujourd'hui l'histoire de la protection sociale, ce document comporte deux grands volets :

- Un volet archivistique qui consiste en un repérage des principales sources conservées dans les services d'archives de la région.

Sont ainsi présentées les grandes séries contemporaines dans lesquelles l'historien de la protection sociale peut espérer trouver les informations les plus nombreuses et les plus pertinentes, à savoir les séries M (administration générale, 1800-1940), X (assistance et prévoyance sociale, 1800-1940) et W (archives contemporaines) des cinq services d'archives départementales de la région et les séries I (police, hygiène publique et justice), Q (assistance, aide sociale et prévoyance) et W (archives contemporaines) de quelques services d'archives communales.

En ce qui concerne les archives des organismes de Sécurité sociale, sont uniquement présentés les fonds conservés au Centre régional d'archives historiques de la Sécurité sociale situé au Mans et quelques fonds d'archives conservés sur place par diverses caisses¹, afin de permettre aux lecteurs d'appréhender la richesse de l'information potentiellement disponible dans ces organismes.

Enfin, des informations diverses concernant les archives hospitalières et divers fonds privés d'archives (organismes mutualistes, archives syndicales, Centre d'archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence à Angers) viennent compléter cette approche.

- Un volet bibliographique qui présente, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité, divers écrits (ouvrages, articles, tapuscrits) conservés dans les principales bibliothèques de la région, les principaux centres de recherche et écoles (École Nationale de la Santé Publique par

¹ Un récolelement des archives conservées dans les divers organismes de la région, à l'instar de ceux faits par Mikaëlle Hermel à la CPAM, la CAF et la MSA d'Ille-et-Vilaine en 1998, aurait été impossible à réaliser dans le cadre d'une telle étude. À terme, un tel inventaire serait pour le moins nécessaire, non seulement pour permettre aux historiens de disposer des matériaux nécessaires à leurs recherches, mais également pour éviter aux caisses, notamment celles qui n'appartiennent pas au régime général plus directement concerné par les instructions relatives à la conservation des archives – cf. annexe 2 –, de voir disparaître une partie de leur patrimoine (destruction par exemple).

exemple) et les bibliothèques administratives des services d'archives.

Quelque 700 études ont pu être repérées qui concernent uniquement la région.

Pour ce travail, le parti retenu a été d'étudier la protection sociale au sens large : l'assistance (aide sociale), la bienfaisance privée (charité, associations...), la prévoyance et les mutuelles, les assurances sociales et la sécurité sociale. Il a été également tenu compte de son environnement (état de santé des populations, professions médicales...).

Quant au champ géographique, il concerne principalement la région administrative (compte tenu de la compétence du Comité breton) mais il a été complété par un repérage succinct des sources disponibles en Loire-Atlantique (Bretagne historique).

Enfin, dans la mesure où il est principalement destiné à un public de néophytes (historiens locaux, professionnels du secteur ou étudiants en maîtrise d'histoire s'intéressant à ce domaine particulier de l'histoire), ce travail se présente autant sous la forme d'un guide de recherche (conseils de méthodes, pistes bibliographiques générales) que d'un guide des sources à proprement parler (document non exhaustif en ce qui concerne les lieux de conservation).

L'auteur tient à remercier vivement toutes les personnes qui, à titre ou à un autre, ont bien voulu lui apporter leur aide et leurs conseils, en particulier MM. Chouaran (Comité breton d'histoire de la Sécurité sociale), Géraudie (Centre régional d'archives historiques de la Sécurité sociale, Le Mans) et Garçon (service d'archives et d'histoire, École Nationale de la Santé Publique).

Présentation

Depuis quelques années, l'histoire de la protection sociale est l'objet d'un certain engouement, moins de la part des historiens peut-être que de celle des sociologues, des politologues, des juristes ou des économistes. C'est là une conséquence de l'actualité sociale : la crise de l'État providence, la montée des dépenses sociales, le développement des politiques de lutte contre l'exclusion ou encore la multiplication des commémorations officielles, à l'occasion par exemple du cinquantenaire de la création de la Sécurité sociale ou du centenaire de la charte de la Mutualité, ont été ou sont autant de raisons pour porter un regard historique sur ce domaine et de donner lieu à des travaux variés – colloques, ouvrages, expositions... – s'y rapportant.

Parallèlement, une demande sociale d'histoire, plus ou moins forte selon les régions et les thèmes, émane des professionnels, responsables ou administrateurs des diverses institutions qui interviennent dans le champ de la protection sociale. Cette demande s'observe en particulier dans le domaine de l'histoire hospitalière : elle se traduit par exemple par un souci de préservation du patrimoine hospitalier mais aussi, et il est intéressant de le souligner, par une sensibilisation à l'histoire des cadres hospitaliers à l'École nationale de la santé publique. Elle s'observe également au sein du mouvement mutualiste : la preuve en a été le lancement par la Mutualité française d'une collection intitulée « racines mutualistes » à la fin des années 1980. Bien évidemment, cette demande sociale doit être rapprochée d'une crise identitaire affectant ces secteurs : pour les hôpitaux, les objectifs de maîtrise des dépenses de santé ont remis en question les principes de croissance exponentielle sur lesquels reposait leur développement ; pour les mutuelles, c'est leur spécificité qui est remise en cause par l'intégration européenne.

Un tel contexte général ne peut donc être ignoré lorsque l'on s'intéresse à l'histoire de la protection sociale dans le cadre d'une région comme la Bretagne qui, à première vue, ne semble pas avoir été motrice en ce domaine et dans laquelle la demande sociale demeure assez marginale (partie 1). Il convient également de s'interroger sur le bien fondé d'une approche locale de l'histoire contemporaine de la protection sociale (partie 2), et de la mise en œuvre d'une telle recherche : quelles études engager et comment le faire (partie 3) ? Ce sont

ces trois aspects qui sous-tendront cette présentation même si nous ne prétendrons nullement y apporter des réponses fermes et définitives.

L'histoire de la protection sociale : un terrain complexe à explorer

Avant d'aller plus avant, il est nécessaire de définir ce que l'on entend par « protection sociale » car ce terme est finalement assez imprécis. Puis de brosser un rapide tableau de l'état des travaux historiques relatifs à ce secteur.

Essai de cadrage du champ de la protection sociale

D'une manière stricte, on peut, à l'instar de l'économiste Nadine Richez-Battesti, considérer que « la protection sociale recouvre tous les mécanismes de prévoyance collective permettant aux individus de faire face aux risques sociaux que constituent la maladie, la vieillesse, la famille, les accidents du travail, le chômage..., la pauvreté et l'exclusion...² ». C'est le parti que retenait implicitement Jean Imbert dans le tome du *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*³ qu'il a rédigé (il s'agit du deuxième tome qui couvre le XIX^e siècle) : dans le chapitre qu'il consacre aux « mesures législatives et gouvernementales de protection sociale », il traite ainsi à la fois de la protection des travailleurs, de l'aide à l'enfance, des progrès de la santé et des monts-de-piété.

Une telle définition de la protection sociale, qui prévaut aussi bien en droit qu'en économie, s'appuie principalement sur une considération d'ordre économique : le but est de garantir la sécurité « économique » des individus, en compensant les événements (les « risques ») qui peuvent amputer le revenu professionnel ou réduire le niveau de vie d'un individu et/ou des personnes qui sont à sa charge.

- Dans le premier cas, sont concernés les risques physiques, professionnels (comme les accidents du travail) ou non (comme l'invalidité ou la vieillesse), et les risques économiques (comme le chômage) qui engendrent la perte ou la réduction du revenu.
- Dans le second cas, on trouve les risques qui, par les dépenses exceptionnelles qu'ils engendrent, diminuent le revenu : c'est le cas des dépenses de soins ou des charges de famille.

Cette distinction transparaît d'ailleurs dans la forme des prestations qui sont versées : d'un côté, les prestations en espèces sont des prestations monétaires de remplacement ou de

² Nadine Richez-Battesti, *Dictionnaire des questions sociales* (article : « protection sociale), Paris, Hatier, 1994, 237 p. [collection Initial].

³ Jean Imbert, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale, Volume II (1789-1914)*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1997, 253 p.

complément (c'est le cas des allocations de chômage et des allocations familiales, ou encore des indemnités journalières versées au titre de la maladie ou de la maternité) ; de l'autre, les prestations en nature sont des prestations monétaires versées en remboursement de frais engagés pour l'achat de biens et de services (c'est le cas bien connu des remboursements de soins).

Une telle définition a le mérite de tracer les frontières d'un domaine d'une relative complexité. Car étudier l'histoire du système de protection sociale oblige à dépasser la simple histoire des organismes de sécurité sociale qui prennent en charge les risques classiques de la maladie, de la vieillesse, des accidents et maladies professionnelles et de la famille, pour s'intéresser aux autres formes de couverture sociale, notamment celles qui existaient en amont de la Sécurité sociale et ont continué d'exister depuis sa création, et plus largement aux politiques sociales et aux raisons d'être de celles-ci, entre autres aux besoins de la population.

La définition « économique » de la protection sociale souligne d'ailleurs la nécessité qu'il y a à s'intéresser par exemple à la législation du travail, qui constitue un des premiers temps forts de la législation sociale (on pensera tout naturellement à la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants), ainsi qu'à l'aide et à l'action sociales (la pauvreté et l'exclusion). Mais elle conduit aussi à élargir l'analyse à toutes les institutions qui interviennent dans ce cadre au titre de la prévoyance – par exemple les mutuelles –, de l'assurance – organismes de sécurité sociale notamment –, et de la solidarité – État et collectivités territoriales –, voire de la bienfaisance ou de la charité. Et bien entendu, par extension, à s'intéresser aux acteurs qui décident, mettent en œuvre mais aussi profitent, voire subissent, l'ensemble des mesures de protection sociale (on pensera par exemple au colloque singulier entre le malade et son médecin placé aujourd'hui sous le regard, parfois inquisiteur, du contrôle des caisses d'assurance maladie).

Les frontières demeurent donc assez floues et à vouloir faire l'histoire de la protection sociale, on risque finalement de se heurter à deux écueils :

- d'une part, restreindre exagérément la protection sociale aux seules actions menées par les organismes de sécurité sociale ;
- d'autre part, d'étendre à l'excès ce champ à toutes les politiques et institutions « relatives au bien-être de chacun des membres de la société et, par conséquent, la satisfaction de tous les droits indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité », ce qui conduirait à l'élargir aussi bien aux politiques économiques, aux politiques éducatives ou culturelles.

Force est de constater que le cadre de la protection sociale n'est pas envisagé de manière aussi extensive par tous les auteurs. En témoignent deux synthèses récentes sur l'histoire des politiques sociales : à l'inverse de certains ouvrages qui tendent à élargir le champ des

politiques sociales à toutes les politiques qui touchent au bien-être, Jacques Bichot⁴ et Francis Démier⁵ ont au contraire centré leur propos sur la prise en charge des risques classiques (maladie, famille et vieillesse), en accordant même assez peu de place aux politiques de l'emploi.

Ce parti a sa raison d'être en France du fait de la séparation traditionnelle entre le social, le sanitaire et l'emploi. De fait, le champ envisagé correspond aux compétences de l'administration des affaires sanitaires et sociales avant la décentralisation. Pour notre part, c'est également celui que nous suivrons dans le cadre de ce travail demandé par le Comité breton d'histoire de la sécurité sociale ; il permet néanmoins d'évoquer la question de l'emploi indirectement au travers de la question de la pauvreté et de l'exclusion. En revanche, parce que l'étude des mécanismes de prévoyance collective, « de réduction et de socialisation des incertitudes de l'existence⁶ » pour reprendre une formule de Didier Renard (IEP Grenoble), ne peut être isolée de leurs raisons d'être, nous nous intéresserons aussi bien aux institutions qui mettent en oeuvre la protection sociale et aux politiques qui la définissent qu'aux risques qui en sont à l'origine et qu'aux acteurs qui en sont les victimes ou qui les prennent en charge.

L'histoire de la protection sociale : le poids de l'actualité

D'une manière générale, on peut dire que l'histoire de la protection sociale est récente. Jusqu'aux années soixante, il s'est agi principalement d'une histoire institutionnelle. Tel est le cas par exemple de l'histoire hospitalière qui était « avant tout l'affaire de non-historiens, d'érudits d'abord, de juristes ensuite⁷ » comme le rappelait Olivier Faure lors de la Rencontre internationale « hôpital et musée » qui se déroulait à Charlieu (Loire) en 1997. C'était une histoire presque exclusivement monographique réalisée le plus souvent par des archivistes, des notables locaux ou des responsables hospitaliers qui pour l'écrire, s'appuyaient principalement sur les seules délibérations des commissions administratives.

Gabriel Désert en résumait fort bien le contenu il y a un peu plus de vingt ans dans un travail dans lequel il montrait l'intérêt des archives hospitalières pour écrire l'histoire économique et sociale : « L'histoire des hôpitaux et des hospices, écrivait-il, a été faite, sauf de très rares exceptions, sous un aspect institutionnel avec une préférence marquée pour la période ancienne. Ouvrages et articles retracent l'histoire de leur fondation, le rôle tenu par de grands

⁴ Jacques Bichot, *Les politiques sociales en France au XX^e siècle*, Armand Colin, 1997, 189 p. (collection Cursus).

⁵ Francis Démier, *Histoire des politiques sociales*, Seuil, 1996, 94 p. (collection Mémo).

⁶ Didier Renard, « Intervention de l'État et genèse de la protection sociale en France (1880-1940) », *Lien social et politiques*, printemps 1995, n° 33, p. 13.

⁷ Olivier Faure, « L'histoire hospitalière aujourd'hui », p. 147, in *Hôpital et musée*, Actes de la rencontre internationale de Charlieu (26 et 27 septembre 1997), textes réunis par Jacques Poisat, Presses Universitaires de Saint-Étienne, 1999.

personnages, par des notables, par des ordres hospitaliers, insistent sur les reconstructions, les extensions de bâtiments d'accueil⁸ ».

Une tentative pour changer les choses devait venir de juristes et d'hospitaliers à la fin des années 1950. Sous l'impulsion de Marcel Candille, qui était le responsable de la documentation et des archives de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, de Jean Imbert, professeur d'histoire du droit à Paris, et de Maurice Rochaix, un hospitalier qui venait de soutenir une thèse d'histoire du droit sur l'évolution des hôpitaux depuis la fin de l'Ancien régime, était fondée la Société française d'histoire des hôpitaux : celle-ci devait avoir avec « pour objet d'étudier l'histoire des hôpitaux et des questions qui s'y rattachent, considérées aux divers points de vue de l'évolution des doctrines et des institutions, de la bibliographie et des recherches documentaires ». Pour ce faire, la société se proposait « d'agir en faveur de la sauvegarde des archives hospitalières... », « d'aider financièrement et techniquement les érudits en facilitant leurs recherches [et] en aidant à la publication de leurs travaux », grâce notamment à l'attribution de prix visant à récompenser les meilleurs travaux publiés dans le domaine de l'histoire hospitalière, et enfin, « d'étudier, à la lumière de l'histoire, l'évolution contemporaine du droit et des structures hospitalières⁹ ». Force est de reconnaître, à compulsé le Bulletin d'information qu'elle publie depuis son origine, que cette société, assez confidentielle, a surtout privilégié les deux premiers aspects et a peu valorisé des études historiques de fond sur le monde hospitalier.

Vingt ans plus tard, une initiative de même nature sera tentée dans le domaine de la sécurité sociale avec la création du Comité d'histoire de la Sécurité sociale, sous l'impulsion notamment de Pierre Laroque, considéré comme le père de l'ordonnance fondatrice du 4 octobre 1945. Ce Comité toutefois présente une particularité : c'est une instance officielle créée par arrêté interministériel (arrêté du 9 mars 1973) dont le siège est d'ailleurs au ministère des affaires sociales. Son action est prolongée par une association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale et par des comités locaux plus ou moins vivaces selon les régions.

Le Bulletin de liaison du Comité permet lui aussi de mesurer le chemin parcouru dans ce domaine : pendant les premières années, c'était principalement un outil de travail qui donnait des cadres et des conseils pour la recherche d'informations et la rédaction de monographies d'histoire des organismes de sécurité sociale : dans la lignée de ces conseils, seront publiés ultérieurement divers guides des sources (dont celui de Jean Imbert sur le XIX^e siècle). Puis à partir du milieu des années 1980, la priorité est donnée à la publication de documents dont certains sont ensuite repris en recueil. Au même moment, le Comité et l'Association débutent la

⁸ Gabriel Désert, *Les archives hospitalières, source d'histoire économique et sociale*, Caen, Cahier des Annales de Normandie, n° 10, 1977, p. 11.

⁹ *Bulletin de la Société française d'histoire des hôpitaux*, 1959, n° 1.

publication de compilations de textes administratifs relatifs à l'histoire de la protection sociale (plusieurs volumes retracent ainsi l'évolution de la sécurité sociale de la Révolution à 1981).

Si l'on en croit Michel Dreyfus, la création du Comité d'histoire de la Sécurité sociale devait servir de catalyseur pour l'histoire de cette autre institution déterminante de la solidarité qu'est la mutualité. Mais plus fondamentalement, c'est le contexte de crise et de mutation du social qui paraît expliquer l'intérêt grandissant que porte le mouvement mutualiste à son histoire. Comme l'expliquait René Teulade, alors président de la Mutualité française, dans la préface du premier volume de la collection *Racines mutualistes*, l'objectif est de permettre « aux Mutualistes de se réapproprier leur histoire », de rappeler « une histoire somme toute glorieuse » et de « déceler dans les décennies de cette histoire comment la Mutualité... a su adapter ses principes permanents aux réalités¹⁰ ».

On entre ainsi dans le registre d'une histoire finalisée, en vogue également dans le monde hospitalier (c'est aussi le moment où l'histoire d'entreprise connaît un franc succès). L'intérêt pour l'historien est évident : ce besoin d'histoire se traduit dans les faits par un souci de protection du patrimoine qui permet de sauvegarder une partie de la mémoire de ces institutions. Mais il peut également constituer un défi dans la mesure où cette demande sociale ne peut être totalement ignorée ; il serait dommage que les historiens ne s'en saisissent pas.

À côté de ce courant institutionnel, on peut signaler un deuxième courant d'études, qui ne relève pas, à proprement parler, des historiens mais est davantage le fait de sociologues et de politologues. À l'origine de ce courant, on trouve par exemple le travail pionnier d'Henri Hatzfeld (*Du paupérisme à la sécurité sociale, 1850-1940*), publié chez Armand Colin en 1971, dont le projet était un « examen critique de l'idée selon laquelle la sécurité sociale était une conquête ouvrière » : il y soulignera notamment « le lien fort qui existe en France entre l'institution de la protection sociale et celle de la République ».

Mais c'est dans les années 1980, avec le développement de la crise et la remise en question de l'interventionnisme de l'État, que ce courant d'études s'est développé avec pour questionnement central, le rôle et la place de l'État dans la société. Différents travaux ont d'abord cherché à démontrer les mécanismes de l'apparition de l'État-providence et les rapports qu'entretient l'État avec la société civile. C'est le cas par exemple des travaux de François Ewald sur *l'Etat-providence* (Grasset, 1986), ou de ceux de Pierre Rosanvallon sur *La crise de l'Etat-providence* ou sur *La nouvelle question sociale*. D'autres, en général plus récents, s'intéressent davantage aux dynamiques locales sous l'influence manifeste d'une territorialisation croissante des politiques sociales, nettement perceptibles dans les politiques de la ville ou plus largement de lutte contre l'exclusion.

¹⁰ René Teulade, préface à l'ouvrage de Michel Dreyfus, *La Mutualité, une histoire maintenant accessible*, Paris, FNMF, 1988 [coll. *Racines mutualistes*].

Enfin, un dernier courant doit être mentionné, d'autant qu'il est davantage investi par les historiens. Il s'agit de l'histoire de la santé publique, au sens large du terme, qui s'intéresse à la fois aux pratiques de santé et à la protection sociale. Initiée notamment par Jacques Léonard¹¹, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Haute-Bretagne décédé prématurément en 1988, cette histoire de la santé a conquis des territoires de plus en plus larges : elle couvre en effet le champ des professions soignantes et sociales, les médecins bien entendu — on pensera naturellement ici aux travaux de Jacques Léonard, à sa thèse sur les médecins de l'Ouest ou encore à son ouvrage devenu une référence incontournable, *La médecine entre les savoirs et les pouvoirs* paru chez Aubier ; d'autres ont suivi ses traces, par exemple Pierre Guillaume ou Olivier Faure —, mais aussi les infirmières ou les travailleurs sociaux (avec par exemple les travaux sur ces deux professions d'Yvonne Knibhieler) ; elles s'intéressent aux institutions, les hôpitaux ou les établissements chargés de la lutte contre la tuberculose par exemple ; elle s'intéresse plus largement aux populations et à leurs comportements vis à vis de la maladie, des accidents, de la vieillesse ou de la maternité et à leur manière de les prendre en charge.

En ces domaines aussi, l'influence de l'actualité ne peut être négligée : la preuve en est la multiplication des travaux sur la pauvreté et le vagabondage dans les cinq dernières années (par exemple, *Les exclus en Europe. 1830-1930*, ouvrage sous la direction d'André Gueslin et Dominique Kalifa qui, publié en 1999, reprend les communications d'un colloque qui s'était tenu à Paris l'année précédente sous l'égide de la Commission européenne, du Comité d'histoire de la Sécurité sociale et de la Mission recherche expérimentation du ministère du Travail et des Affaires sociales).

Or, sauf à en rester au niveau des théories et des principes, cette histoire souvent plus proche du vécu des acteurs, ne peut être négligée lorsqu'on aborde celle de la protection sociale.

Les raisons d'être d'une approche locale de l'histoire de la protection sociale

Force est de constater que les questionnements autour de l'État providence tendent plutôt à privilégier le plan national : ce n'est sans doute pas un hasard si l'essentiel des travaux se concentrent sur la Troisième République et l'émergence des assurances sociales (question des modèles européens par exemple).

Pourtant, deux aspects majeurs justifient de s'intéresser au plan local : le premier est le primat de la commune et du département dans la prise en compte des risques sociaux jusqu'à la fin de

¹¹ Sur Jacques Léonard et sur son apport intellectuel majeur dans le domaine de ce qu'il appelait lui-même la biostoire, on consultera *Pour l'histoire de la médecine. Autour de l'œuvre de Jacques Léonard*. Rennes, PUR, 1994, 122 p.

Pour les autres ouvrages cités, on se reportera aux données générales de la partie bibliographie de ce document.

la Troisième république, et même au-delà ; le second est la tendance récente à la territorialisation des politiques, tant dans le social que dans le sanitaire. La convergence entre la réalité ancienne et les préoccupations récentes constitue finalement un atout pour des réflexions plus locales.

L'importance du local

Pour comprendre l'intérêt d'un abord local de l'histoire de la protection sociale, il convient simplement de rappeler que l'État central n'intervient guère dans ce domaine jusque l'avènement de la Troisième République. La critique virulente que feront les hygiénistes du système français dans les années 1870-1880 et leurs interventions en faveur de la concentration des pouvoirs en matière d'hygiène entre les mains d'un seul ministre permettent d'ailleurs de s'en convaincre. Ainsi, selon les chiffres qu'alignent le Dr Jules Rochard dans son *Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique*, les collectivités publiques intervenaient peu et le détail des dépenses d'assistance publique pour l'année 1885 le montre bien. Cette année-là, l'ensemble des dépenses d'assistance s'élèvent à 184 millions de francs : l'État et les collectivités locales n'interviennent qu'à hauteur de 48 %, le reste des dépenses étant financées par les dotations propres des établissements de bienfaisance (revenus immobiliers, rentes, produits en nature notamment). Et encore, faudrait-il déduire le cas de Paris où les dépenses d'assistance représentent 13,54 francs par habitant quand dans le reste du pays, elles n'atteignent que 1,60 franc.

En fait, tout le problème était celui de l'ouverture des crédits nécessaires dans les budgets des départements et des communes, et ce, même lorsqu'une loi prévoyait l'existence de tel ou tel service. De fait, comme le remarquait Henri Nappias dans cette même Encyclopédie, « on trouve plus aisément dans les budgets communaux les fonds nécessaires à la construction d'une salle de spectacle que ceux qu'il faudrait pour construire un hôpital neuf dans des conditions convenables d'hygiène et de salubrité¹² ».

Tout naturellement, les hygiénistes montraient les communes du doigt puisque, aux termes de la législation, l'essentiel du pouvoir leur revenait, par exemple en matière de salubrité publique. Ainsi, les lois du 14 décembre 1789 et des 16 et 24 août 1790 énumèrent au sein des compétences municipales celle « de faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment de la propreté et de la salubrité dans les rues, lieux, édifices publics... » ; on pourrait également citer la loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres qui visait à interdire la location de locaux reconnus comme tels ou à prescrire l'exécution de travaux destinés à supprimer l'insalubrité et dont l'exécution reposait sur la constitution de commissions laissées au vouloir des conseils municipaux.

¹² Henri Nappias, « Hygiène hospitalière et assistance publique », livre V, in *Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique* sous la direction du Dr Jules Rochard, Paris, L. Battaille éditeurs, 1893.

En matière d'assistance, la situation est similaire. Jusqu'en 1893, année de l'adoption de la loi sur l'assistance médicale gratuite, l'État n'intervient pas directement dans la gestion de l'assistance. Et c'est surtout au niveau de la commune, ou du département pour certains types d'assistance (enfants et aliénés par exemple), que l'aide est attribuée, aide qui a pour caractéristique d'être le plus souvent en nature et d'être en général ciblée. C'est dans ce cadre qu'interviennent notamment les hôpitaux et les hospices qui, malgré une tendance à la médicalisation, demeurent d'abord des lieux d'accueil des populations indigentes fragilisées par la maladie, la vieillesse, le handicap ou l'abandon pour les enfants. Or, le libre accès aux soins n'y est pas reconnu. La loi organique du 7 août 1851 qui constituera la base légale de l'admission des malades dans les hôpitaux oblige certes chaque établissement à accueillir et à prendre en charge sur ses fonds propres, c'est-à-dire gratuitement, tout « individu privé de ressources (qui) tombe malade » dans son ressort administratif, et ce sans pouvoir exiger une quelconque condition de domicile (article 1) ; mais dans tous les autres cas, l'admission est facultative et résulte d'un accord passé entre les hôpitaux et les communes qui, ne possédant pas d'établissement hospitalier, s'engagent à rembourser les frais de séjour de leurs malades, ce que bien peu s'engageront à faire (articles 3 et 16 de la loi de 1851). Dès lors, les commissions administratives mettront souvent tout en œuvre pour limiter les admissions, ce qu'elles feront d'autant plus aisément que « l'admission des malades indigents dans l'hôpital est prononcée par l'administrateur de service » qui « prend, autant que possible l'avis du médecin de l'établissement ». A Redon par exemple, pour éviter de « céder trop facilement aux demandes... formulées » par les différents médecins de la ville, la commission administrative juge bon de modifier en 1874 son règlement afin que l'admission ne soit accordée « que sur la présentation d'un certificat du maire, attestant que le malade est indigent, et qu'il est domicilié à Redon, et d'un certificat délivré par le médecin en service dans l'hospice ...¹³ ».

Mais la prégnance du local ne s'apprécie pas seulement aux institutions publiques. C'est là également que se développent les formes traditionnelles de la protection sociale, notamment la charité dont le poids dans une région comme la Bretagne ne peut être ignoré. Rappelons par exemple, à la suite de Jacques Léonard, le rôle essentiel des congrégations féminines dans la prise en charge de la maladie et l'organisation des soins au XIX^e siècle. Enfin, sans vouloir alourdir le tableau, il convient également d'insister sur le fait que les sociétés de secours mutuels se sont très souvent développées dans un cadre communal (en application notamment du décret du 28 mars 1852).

Or, le développement des lois sociales sous la Troisième République, lois d'assistance d'abord et lois sur les assurances sociales ensuite, n'aura nullement pour conséquence de reléguer le local à un rôle accessoire.

¹³ Archives du Centre hospitalier de Redon, Registres des délibérations 1863-1875.

Ainsi en matière d'assistance, c'est moins à un recul du local que l'on assiste qu'à une redistribution progressive des pouvoirs, avec une montée en puissance du département qui se fait pour une part aux dépens des communes, dont beaucoup ne sont pas à même de mettre en œuvre seules les nouvelles législations. L'évolution de l'admission à l'assistance en est un signe : dans les premières années de l'application des lois d'assistance, loi sur l'assistance médicale de 1893 et loi sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables de 1905, c'est à la commune que revient le rôle essentiel de l'admission, de la désignation des bénéficiaires ; ce rôle lui sera retiré en 1935 par un décret-loi du 30 octobre qui attribuera désormais cette responsabilité à une commission cantonale, jusqu'alors juridiction de premiers secours. Parallèlement, le développement des institutions sanitaires et sociales conduira l'État à constituer dans chaque département deux directions administratives au milieu des années 1930, l'une chargée de la coordination de l'assistance, l'autre de la coordination sanitaire.

En matière d'assurances sociales, le poids du local est tout aussi important dans la mesure où la loi des Assurances sociales laisse une grande liberté pour constituer les caisses. Ainsi, les assurés sociaux ont-ils la possibilité d'adhérer à quatre types d'organismes : les caisses mutualistes lorsqu'ils adhèrent à une mutuelle, les caisses professionnelles (caisses d'entreprise par exemple), les caisses syndicales ou associatives, ou à défaut à une caisse départementale.

Un dernier acte, plus proche de nous, révèle également le poids du local. Il s'agit de la décentralisation qui a mis en exergue le rôle central du département en matière d'aide et d'action sociales, alors que l'État affirmait son pouvoir sur le sanitaire.

Nul besoin d'insister : ce rappel, déjà un peu long, montre bien que c'est d'abord à l'échelon local que s'apprécient les conditions de mise en œuvre des mesures visant à protéger les individus contre les risques sociaux.

La solidarité est d'abord affaire de proximité quand bien même l'intervention de l'État, pour des raisons d'équité et de régulation, se fait davantage présente au fil des XIX^e et XX^e siècles. Partir du local pour apprécier comment se sont tissés les liens de cette solidarité ou comment se sont imposées petit à petit les nouvelles normes en la matière est donc parfaitement justifié.

Un exemple à suivre : le Lyonnais

L'intérêt d'une démarche locale et la conduite à tenir pour mener à bien celle-ci transparaissent au travers des travaux menés seuls ou en commun par Olivier Faure, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lyon 3, et par Dominique Dessertine, ingénieur d'études au CNRS. Tous deux sont les auteurs d'un grand nombre d'ouvrages relatifs aux champs de la santé et du social. Olivier Faure a par exemple consacré divers travaux à l'histoire des hôpitaux, en particulier sa thèse. Il s'est intéressé également à la médicalisation de la société,

thème sur lequel il a notamment publié une synthèse (*Les Français et leur médecine au XIXème siècle*) chez Belin en 1993.

Mais c'est au texte issu d'un rapport de recherche financé par le CNRS et par la Mission Recherche Expérimentation du Ministère des Affaires sociales que nous nous intéresserons ici. Ce texte a été publié en 1994 par la Mutualité française dans la collection « Racines mutualistes » sous le titre *La maladie entre libéralisme et solidarités (1850-1940)*, bien que l'étude traite uniquement de la région lyonnaise.

Son intérêt transparaît dès les premières lignes. À l'inverse de la plupart des travaux d'histoire de la protection sociale qui analysent surtout les « grands débats autour des questions idéologiques et de principes » et les grandes décisions de politique nationale, en s'appuyant principalement sur les textes législatifs et réglementaires et quelques grands textes théoriques, l'étude réalisée par Olivier Faure et Dominique Dessertine part du terrain local (ici, la région lyonnaise) pour « mieux mesurer l'enracinement de la diversité de notre système de protection sociale théoriquement unifié¹⁴ ».

Trois points, qui correspondent aux trois chapitres de l'ouvrage, sont successivement abordés :

- Le premier (chapitre 1 : « La diversité des institutions ») présente les systèmes qui vont être expérimentés, successivement ou parallèlement (assistance et prévoyance, assurances sociales), pour prendre en charge la maladie qui devient une préoccupation sociale essentielle dans le cours du XIX^e siècle. Les auteurs y montrent notamment quelles conséquences auront les lois sur les assurances sociales de 1928-1930 sur le système préexistant (œuvres privées, assistance et mutualité). Ils soulignent en particulier le fait que la complexité institutionnelle conduira à reléguer au second plan les débats et les intérêts des assurés en raison d'une place prépondérante donnée aux problèmes organisationnels.
- Le second concerne les bénéficiaires de la couverture sociale (chapitre 2 : « l'extension des solidarités »). Là, les auteurs insistent sur la formidable extension du nombre des bénéficiaires, en particulier des femmes à propos desquelles il convient de rappeler qu'elles étaient souvent exclues dans les premiers statuts des mutuelles. Cette extension, de fait, est due pour une part à la fin de certaines exclusions spécifiques (par exemple, les vénériens). Mais elle a aussi pour corrélatif une notable amélioration des prestations, avec le développement par exemple d'indemnités journalières pour la maladie, ce qui pose d'ores et déjà des questionnements quant au niveau des cotisations.
- Le troisième est consacré au rôle des institutions de protection sociale dans l'évolution de l'équipement sanitaire (chapitre 3 : « La force du libéralisme »). Les auteurs, dans la lignée de leurs travaux précédents, y insistent notamment sur les tendances conflictuelles qui régissent les relations entre les institutions et le corps médical dont le prestige et le poids

¹⁴ Olivier Faure et Dominique Dessertine, *La maladie entre libéralisme et solidarités (1850-1940)*, Paris, Mutualité française, 1994, p. 16.

social croissent avec la médicalisation et qui conduisent à la mise en place d'un « réseau alternatif » de soins (caisses chirurgicales, cliniques mutualistes).

Au fil de leur étude, Olivier Faure et Dominique Dessertine montrent finalement en quoi la maladie est en fait « le premier objet autour duquel s'élaborent et se mettent en place les façons modernes de remédier aux situations sociales difficiles¹⁵ ». Ils insistent également sur le fait que très vite mise en place dans ses principes (indemnités journalières et prestations en nature), principes toujours d'actualité, la couverture maladie se heurte également très tôt à un enchevêtrement administratif qui paraît à l'origine d'une dérive bureaucratique qui « accorde aux problèmes de gestion au jour le jour plus de place qu'aux grands débats¹⁶ », d'autant que l'extension progressive de la protection sociale échappe souvent aux choix locaux.

Or par delà leurs apports, qui montrent bien que le développement de la protection sociale en France est infiniment plus complexe que pourrait le laisser penser la seule lecture des textes réglementaires (interactions entre les divers systèmes existants), c'est la démarche qui doit retenir l'attention : partant de questionnements actuels sur la protection sociale (pesanteur et coût du système, relations entre caisses et corps médical en particulier), Olivier Faure et Dominique Dessertine s'intéressent moins aux réflexions et aux théories d'ensemble qu'à l'analyse détaillée des pratiques de terrain, ce qui permet de mieux saisir les origines de telle ou telle décision, de telle ou telle mesure, et de mieux apprécier l'importance des expérimentations locales dans les décisions nationales.

Ainsi, tout l'intérêt de l'étude locale transparaît-il dans la portée des expérimentations et dans les écarts que l'on peut relever entre les décisions prises à l'échelon national et les réalités du terrain. Voilà à n'en point douter une voie qu'il serait bon de défricher en Bretagne, d'autant que la manière d'envisager le sujet peut être aisément étendue de la maladie à la vieillesse ou aux questions familiales. Mais notre région se prête-t-elle à de telles approches ?

La Bretagne : quelle exemplarité ?

Au prime abord, l'on pourrait être tenté de penser que la Bretagne, qui ne paraît pas avoir eu un rôle moteur en matière d'histoire de la protection sociale, n'est pas nécessairement le cadre idéal pour une telle étude.

Or, plusieurs faits plaident à l'inverse pour une analyse fine de la protection sociale dans la région :

- Le premier est bien connu : c'est l'état de santé de la population bretonne. L'écart à la moyenne nationale est important et se mesure parfaitement au fil du temps à l'aide

¹⁵ Olivier Faure et Dominique Dessertine, *id*, p. 145.

¹⁶ Olivier Faure et Dominique Dessertine, *ibid*, p. 149.

d'indicateurs comme l'espérance de vie : dans les années 1880, la vie moyenne ne s'élevait qu'à 28 ans dans le Finistère quand elle était de l'ordre de 40 ans pour l'ensemble de la France ; aujourd'hui, malgré les progrès sensibles enregistrés, la comparaison est toujours défavorable à la région. Bien entendu, cet état de santé est à mettre en relation avec de nombreux éléments, comme le niveau de vie, mais aussi avec la médicalisation et l'équipement en services de soins et services sociaux.

- Le deuxième est non moins connu : ce sont les différences, sinon les oppositions, entre Haute et Basse-Bretagne dans le domaine de l'assistance. Jacques Léonard avait souligné ces différences à propos des bureaux de bienfaisance, dont la densité est en moyenne plus faible en Bretagne que la moyenne nationale ; or l'écart est dû principalement à la Basse-Bretagne. Plus récemment, Guy Haudebourg, dans sa thèse sur les *Mendiants et vagabonds en Bretagne au XIXème siècle* a également insisté sur ces différences, qui concernent aussi bien les politiques que leur acceptation par les populations.
- Le troisième l'est tout autant : c'est l'importance à la fois du monde agricole et du monde maritime en Bretagne. Or, pour les populations agricoles et les populations maritimes, existent des modes de prise en charge spécifique. C'est le cas de la Mutualité sociale agricole : pour mieux cerner le développement de ce régime spécifique, qui est le second en importance derrière le régime général des salariés, la Bretagne est donc un bon exemple.
- Le quatrième concerne le poids et le rôle de l'église catholique en Bretagne. D'évidence, l'étude historique de la protection sanitaire ou de l'émergence des organismes de protection sociale doit prendre ce fait social et culturel en compte : difficile par exemple de passer sous silence le rôle des congrégations religieuses en matière de soins à domicile ou en établissement.
- Enfin, faute d'études suffisantes pour l'instant sur la protection sociale en Bretagne, certains faits sont peu connus : le meilleur exemple concerne le développement des caisses de compensation à l'origine des caisses d'allocations familiales. Traditionnellement, dans les historiques des allocations familiales, le mérite de « l'invention » de ces caisses est attribué à Emile Romanet, directeur d'un établissement industriel de Grenoble qui, en novembre 1916, réussit à convaincre d'autres industriels de cette ville à créer une mutuelle pour prendre en charge le risque « d'inégalité dans les charges familiales » et donc le versement du sur-salaire familial. En tous les cas, le fait est que la constitution définitive de la caisse de compensation de Grenoble n'eut lieu qu'en mai 1918 alors que la première déclarée le fut à Lorient à l'initiative d'un industriel local, Emile Marcesche, en janvier 1918 (veuf avec 6 enfants à charge, celui-ci avait pris la mesure des besoins réels des familles et décidait à l'issue du Premier Conflit mondial d'offrir de meilleurs salaires à ses ouvriers chargés de famille). Et tout aussi intéressant à noter est le fait qu'en octobre 1920, seules 37 caisses ont été créées en France, parmi lesquelles on compte Lorient, Nantes et Rennes.

Reste que pour mener à bien leur étude, Olivier Faure et Dominique Dessertine ont pu profiter d'un environnement relativement favorable. Comme ils le soulignent eux-mêmes en introduction

« le cadre d'observation retenu, une région lyonnaise au sens large du terme » [offrait] « des ressources archivistiques variées capables d'appuyer des descriptions précises¹⁷ ». Outre la richesse des archives départementales du Rhône et de la Loire et des archives municipales de Lyon et de St-Etienne, ils ont pu ainsi profiter d'un centre spécialisé qui rassemble les archives des organismes locaux de Sécurité sociale et d'une Union mutualiste, l'Union générale de la mutualité du Rhône qui a conservé partiellement les archives de sociétés mutualistes aujourd'hui disparues.

Le chercheur qui se lance sur le terrain de l'histoire de la protection sociale en Bretagne peut-il espérer glaner autant d'informations ? Oui, peut-on répondre sans aucune hésitation au vu de l'inventaire, même partiel, des archives et de la littérature que nous avons effectué.

Avec quelles sources faire l'histoire contemporaine de la protection sociale en Bretagne ?

Pour mener à bien une recherche dans le domaine de l'histoire de la protection sociale en Bretagne, et après avoir lu quelques-uns des travaux désormais classiques que l'on a cité précédemment, le chercheur ne peut échapper à une double démarche : d'abord s'imprégner des caractéristiques techniques de la protection sociale, ensuite se plonger dans les archives. C'est à cette condition qu'il pourra produire un document utile pour enrichir la connaissance de ce sujet.

De la connaissance de l'environnement

Avant de se lancer dans la recherche de sources primaires, de documents originaux ou de témoignages oraux, l'historien néophyte a tout intérêt par commencer à affiner sa réflexion en effectuant des lectures générales (qui, en fonction de son degré de connaissance de la méthode historique et/ou de la protection sociale, seront plus ou moins approfondies) et des lectures plus spécialisées et plus ciblées en fonction du thème qu'il envisage d'aborder. Il doit d'abord mieux comprendre le domaine qu'il investit : l'acteur de terrain devra prendre la mesure de la difficulté de l'écriture de l'histoire¹⁸ ; l'étudiant en histoire sur la trace des questions sanitaires et sociales aura besoin de mieux saisir ce qu'est ce domaine, par exemple en se confrontant aux méandres de la législation sociale ; tous deux ne peuvent négliger de s'intéresser à l'histoire du milieu dans lequel la protection s'exerce.

¹⁷ Olivier Faure et Dominique Dessertine, déjà cité, p. 14.

¹⁸ Pour ce faire, le *Guide de l'histoire locale*, sous la direction d'Alain Croix et Didier Guivarc'h (Seuil, 1990) est un outil de tout premier ordre.

À consulter également : Françoise Hildesheimer, *Introduction à l'histoire*, Paris, Hachette supérieur, 1994, 155 p. [collection Les fondamentaux].

Le plus difficile est sans conteste de se plonger dans les méandres de la législation sociale. Nous l'avons dit au départ, la protection sociale est un domaine complexe. Or cette complexité est due pour une bonne part à la technicité de ce domaine qui oblige le chercheur à se confronter à une multitude de textes officiels, parfois obscurs, voire, ce qui peut rebuter plus d'un historien, à des documents comptables. On comprend donc pourquoi, dans le volume du *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*¹⁹ qu'il consacre au XIX^e siècle, Jean Imbert rappelle qu'en préalable à toute approche de la protection sociale, il convient de maîtriser la législation. Un telle prescription n'est certes pas étonnante venant d'un professeur d'histoire du droit. Pour autant, l'ignorer serait une grossière erreur et l'historien du local ne pourra faire l'économie d'une plongée dans les textes législatifs et réglementaires pour appréhender la complexité d'un système qui s'est construit par touches et accumulations successives. Ce sera l'unique façon pour lui de maîtriser les concepts.

Heureusement, cette plongée nécessaire dans la législation sanitaire et sociale est grandement facilitée par la publication récente de quelques synthèses, comme celle de Jacques Bichot sur *les politiques sociales au XX^e siècle*²⁰, qui peuvent faciliter et accélérer le repérage de l'évolution en cette matière, sans oublier pour la période plus récente, des ouvrages de base en droit social comme le *Droit de la sécurité sociale* de Jean-Jacques Dupeyroux²¹. Par ailleurs, le Comité d'histoire de la Sécurité sociale et l'Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale mettent à la portée des chercheurs l'ensemble de la réglementation sous la forme d'une compilation publiée en plusieurs volumes et intitulée *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*²².

Pour approfondir le champ réglementaire et son environnement, la consultation du *Journal officiel* s'impose d'autant plus que celui-ci se compose de plusieurs éditions : outre les actes officiels proprement dits, sont également publiés les débats et rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat, particulièrement utiles pour comprendre le contexte dans lequel tel ou tel

¹⁹ Jean Imbert, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*, Volume II : 1789-1914, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1997, 253 p.
Le tome I, réalisé par Jean-Pierre Gutton et publié sous le même titre, couvre la période allant de la fin du Moyen âge à 1789 (1994, 214 p.).

²⁰ Jacques Bichot, *Les politiques sociales en France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1997, 187 p. [coll. Cursus économie].

²¹ Jean-Jacques Dupeyroux, *Droit de la Sécurité sociale*, Paris, Dalloz, nombreuses éditions [coll. Précis Dalloz].

De tels ouvrages de synthèse ont toujours existé et constituent donc un moyen pratique de cerner l'évolution de la réglementation, ou ce qu'était celle-ci à un moment donné. On peut citer par exemple :
H. Derouin, A. Gary, F. Worms, *Traité théorique et pratique d'assistance publique*, Paris, Sirey, 1914, 2 vol.
Paul Penciolelli, *Code de l'assistance*, Paris, Dunod, 1924, 188 p.
Etienne Antonelli, *Guide pratique des assurances sociales*, Paris, Payot, 1931, 217 p.

²² *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*
Tome 1, 1780-1870, dirigé par Michel Guillaume, 1998, 718 p..
Tome 2, 1870-1945, Pierre Leclerc, 1996, 784 p.
Tome 3, 1945-1981, dirigé par Alain Barjot, 1988, 905 p.
Tome 4, 1919-1981, *la Mutualité sociale agricole*, Gross-Chabert, 1991, 315 p.
Tome 5, *Histoire du droit international de la Sécurité sociale*, Guy Perrin, 1993, 741 p.

texte a été voté ou telle ou telle décision prise. En complément, la lecture du *Bulletin officiel* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité constitue une entrée importante pour la recherche : y figurent en effet de nombreux textes (notamment des circulaires) qui, bien que ne paraissant pas au *Journal officiel*, permettent de mieux appréhender la politique menée par les pouvoirs publics et ce quasiment depuis la Révolution. Certes, le *Bulletin Officiel* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité n'existe que depuis 1935 : il s'intitulait alors *Bulletin du Ministère de la Santé publique et de la Population*. Mais pour la période précédente, une recension des textes a été publiée sous la forme d'un recueil qui couvre la période 1790 à 1935 et comporte neuf tomes²³.

De leur côté, les caisses de Sécurité sociale disposent d'un *bulletin juridique* dont l'intérêt est de dépasser le cadre des seuls textes législatifs et réglementaires publiés au *Journal officiel* ou au *Bulletin officiel*. Il est composé de feuillets mobiles publiés de manière hebdomadaire par l'Union des Caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) et réunis en classeurs : les feuillets, de couleurs différentes, sont organisés en quatre grandes rubriques : textes officiels, circulaires des caisses nationales, commentaires (réponses hiérarchiques sur les points particuliers d'application des instructions par exemple), jurisprudence²⁴.

À la recherche des sources

Mieux armé sur le plan conceptuel, le chercheur néophyte peut alors se mettre en quête des sources qui lui permettront d'écrire une page de l'histoire locale de la protection sociale. Or, celles-ci ne manquent pas, qu'il s'agisse de sources écrites, orales ou visuelles. En effet, on ne fait pas de l'histoire en s'appuyant uniquement sur des documents écrits, manuscrits ou imprimés. Par document, on doit entendre toute trace, tout témoignage existant du passé que l'on étudie. On s'intéressera donc aussi bien aux documents iconographiques, aux objets et aux

²³ *Recueil des textes officiels concernant la protection de la santé publique*, Paris, Imprimerie Nationale, 9 tomes.

Tome 1 : Années 1790 à 1830.

Tome 2 : Années 1831 à 1870

Tome 3 : Années 1871 à 1900

Tome 4 : Années 1901 à 1910

Tome 5 : Années 1911 à 1920

Tome 6 : Années 1921 à 1928

Tome 7 : Années 1929 à 1931

Tome 8 : Années 1932 et 1933

Tome 9 : Années 1934 et 1935.

Pour le guider, le chercheur dispose de quelques outils précieux comme par exemple les *Tables générales de la législation sanitaire française — 1790-1955* de Bourguin Dr F, Bourguin-Fenzy M. et Le Bas M. (Paris, Imp. Nationale, 1957) :

Volume 1, Table chronologique générale, 1039 p.

Volume 2, Sommaires annuels, 720 p.

Volume 3, Table analytique par mots souches, 349 p.

En outre, plusieurs des volumes de la *Bibliographie pour servir à l'histoire de la Sécurité sociale, de l'assistance et de la mutualité en France de 1789 à nos jours*, réalisée par Nadine Dada-Porcin et Anne Proutière sous l'égide de la Fondation nationale des Sciences politiques, recensent les travaux parlementaires et actes de l'autorité (7 volumes, 1984-1987).

²⁴ Des collections reliées de ce *Bulletin juridique* depuis son origine en 1945 sont conservées par certaines caisses (par exemple la CPAM d'Ille-et-Vilaine).

traces architecturales (particulièrement importantes pour comprendre par exemple la vie quotidienne d'un établissement de santé) qu'à la mémoire des acteurs.

Ainsi, dans la mesure où elle s'est largement développée depuis la fin du XIX^e siècle, l'image, fixe ou animée, sonorisée ou non, constitue-t-elle un support qu'il convient de prendre en compte : la prégnance de l'image dans notre société est d'ailleurs telle que ce type de document, malheureusement parfois difficile à se procurer, est aujourd'hui incontournable pour écrire l'histoire.²⁵ Et ce d'autant que les professionnels de santé en ont vite compris l'intérêt comme moyen d'information. Films et affiches de propagande sur l'alcoolisme ou la tuberculose, vidéos sur les accidents du travail ou les maladies professionnelles, reportages d'actualité pour les informations locales sur tel ou tel événement marquant dans le champ de la santé et du social (inauguration d'un service dans un établissement sanitaire ou social, élections à la Sécurité sociale, manifestations pour la défense de la retraite à 60 ans...), les exemples ne manquent pas de documents de grand intérêt pour le chercheur, non seulement pour servir d'illustration à son propos ou pour une quelconque exposition, mais aussi comme véritable source d'information²⁶.

L'acteur de terrain, lui, sera sans doute tenté de privilégier le recours à la mémoire de ceux qui avant lui ou autour de lui ont une longue expérience du domaine qu'il envisage d'étudier. Lorsqu'il est possible d'interviewer des témoins, il serait en effet dommage de négliger leur apport. Pour autant, comme le rappelle Guy Thuillier et Jean Tulard, « les règles d'utilisation de ces sources orales sont complexes », d'une part, parce que la collecte d'une telle information est difficile (nécessité de faire un enregistrement et de le retranscrire intégralement par exemple), et d'autre part, parce que « la mémoire est toujours poreuse » et que « le témoin, par force, n'a pu voir qu'une partie des choses²⁷ » : il faut donc savoir faire preuve à l'encontre des témoignages oraux de prudence et d'esprit critique, à l'instar de ce que l'on peut faire pour d'autres types de documents.

Pareillement, de nombreux néophytes auront tendance à limiter leurs investigations aux documents imprimés (ouvrages, revues, documentation officielle) les plus accessibles en négligeant parfois la littérature grise (notamment mémoires de maîtrise et thèses). Or, une

²⁵ En matière cinématographique, la Bretagne possède un atout important, à savoir l'existence d'une cinémathèque régionale, la Cinémathèque de Bretagne dont le siège est à Brest et qui possède diverses antennes locales, notamment à Nantes et à Rennes. Crée en 1986, la cinémathèque de Bretagne s'est donnée pour objectifs de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine cinématographique régional en collectant aussi bien les films réalisés par des professionnels que par des amateurs, et ce quel qu'en soit le thème.

²⁶ On peut à titre d'exemple citer le cas de *Vivre*, film d'Émile Gaudu, réalisé à l'initiative du Comité départemental de lutte contre la Tuberculose des Côtes-du-Nord (Lutetia Films, 1946, 45 mn) qui, diffusé dans les salles de cinémas à la fin des années 40, nous brosse un tableau de l'ensemble de l'armement antituberculeux destiné à la jeunesse de ce département ou celui d'*Alcool, zone limite*, documentaire de Yann Gicquel et Frédéric Nery (Le Grenier films et FJT Guingamp, 1983) consacré à l'alcoolisation des jeunes qui fut diffusé sur une chaîne nationale (TF 1) au début des années 1980.

²⁷ Guy Thuillier et Jean Tulard, *La méthode en histoire*, Paris, PUF, 1991, 2^{ème} édition, p. 76.
À ce sujet, voir pour ce qui concerne la sécurité sociale : Aron-Schnapper D., Hanet D., Deswarte S. Et Pasquier D., *Histoire orale ou archives orales*, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1980, 110 p.

plongée dans les archives est indispensable pour appréhender au mieux la réalité du domaine. Pour ce faire, deux grandes directions s'offrent au chercheur : les services publics d'archives (archives départementales et communales) et les fonds privés²⁸.

Au plan départemental, dans la mesure où la protection sanitaire et sociale a toujours fait l'objet d'une activité administrative importante, on en trouve trace dans trois grandes séries. Traditionnellement, deux séries regroupent l'essentiel des documents qui ont trait à la protection sociale pour la période antérieure à la Seconde Guerre mondiale : il s'agit de la série M – Administration générale et économie – et surtout de la série X – Assistance et prévoyance sociale. Pour la période postérieure, il faut se reporter à la série W qui réunit, dans un classement en continu, toutes les archives contemporaines (beaucoup de ces documents sont consultables immédiatement ou soumis à un délai de communicabilité de 30 ans).

Du côté de la série M, c'est la sous-série 5 M – Hygiène et santé publique – qui offre le plus grand nombre d'informations. On y trouve à la fois des éléments relatifs au personnel médical et paramédical, à l'enseignement de la médecine et surtout à la médecine gratuite ; on y trouve également des informations sur l'administration sanitaire, les épidémies, les vaccinations ou encore la mortalité (causes de décès). Mais d'autres sous-séries comportent des éléments à exploiter : la sous-série 4 M, relative à la police administrative et à la sûreté générale, comporte ainsi des données sur l'indigence, sur l'hygiène publique ou encore sur les associations ; la sous-série 6 M, outre les éléments sur les mouvements de population, offre des informations statistiques diverses.

La série X renferme quant à elle exclusivement des données sociales. Dans le Morbihan par exemple, la série X, qui compte quelque 150 mètres linéaires, totalise 336 articles relevant de l'administration hospitalière, 596 sur les bureaux de bienfaisance, 129 pour les aliénés et 740 pour l'assistance sociale, rubrique subdivisée selon les grands domaines d'intervention de l'assistance (assistance aux enfants, assistance médicale, assistance aux vieillards et infirmes, assistance aux familles et aux femmes en couches). En revanche, la prévoyance sociale est moins riche : il n'y a que 180 articles pour les sociétés de secours mutuels d'une part et les caisses d'épargne d'autre part. Les assurances sociales sont presque indigentes : 9 articles seulement.

Tout autant que les archives départementales, les archives communales offrent une mine de documents exploitables en matière d'histoire locale de la protection sociale. Ce qui est tout à fait normal si l'on se souvient que la commune a été tout au long du XIX^e siècle, et même au delà, le pivot de l'assistance et de la bienfaisance. À titre d'exemple, les actuels Centres communaux d'action sociale sont ainsi les héritiers des bureaux d'assistance, chargé et des

²⁸ On se reportera à l'introduction de la partie suivante pour de plus amples informations sur cette division un peu formelle que nous avons établie, les archives des organismes de Sécurité sociale étant en effet considérées comme des archives publiques.

bureaux de bienfaisance, dont la fusion en un unique Bureau d'aide sociale fut décidée en 1953. C'est également dans le cadre communal qu'hôpitaux et hospices fonctionnaient. Enfin, les municipalités ont toujours joué aussi un rôle majeur dans le domaine de l'hygiène et de la santé, notamment en soutenant financièrement, voire en étant les promoteurs de diverses structures de prise en charge de la santé et du social : on pensera aux crèches, aux dispensaires de lutte contre la tuberculose puis plus tardivement aux maisons de retraite et aux foyers logement. Enfin, l'on ne doit pas négliger le fait que nombre de mutuelles se sont constituées, notamment dans le cadre de la législation mise en place sous le second Empire, dans un cadre territorial. Rares sont enfin les associations, mutuelles et autres sociétés de prévoyance ou de bienfaisance qui ne se sont tournées, à un moment ou à un autre de leur existence, vers les conseils municipaux pour obtenir leur appui et quelques subsides.

Dès lors, des traces de ces actions multiples ont pu être conservées et peuvent être retrouvées aux archives municipales. Pour la période allant de la Révolution aux années 1960, la plupart des documents exploitables se trouvent en général réunis dans la série Q – assistance et prévoyance. Pour la période plus récente, ils sont conservés dans la série W dont de nombreux dossiers malheureusement comportent des restrictions de communication. Outre ces deux principales séries, il faudrait également consulter les séries C – bibliothèque administrative –, F – Population, économie sociale et statistique –, ou encore I – Police, hygiène publique, justice.

Aux archives départementales et communales, viennent s'ajouter les archives hospitalières conservées soit dans les premières ou les secondes dans des séries particulières, ou encore au sein des hôpitaux, au moins pour une partie d'entre elles²⁹. Dans les faits, beaucoup d'établissements de santé n'ont pas déposé leurs archives dans un service public d'archives, ni même classé leurs archives malgré les incitations en ce sens faites par le ministère de la santé. Il est certes rare que les établissements conservent des fonds anciens de plus d'un siècle ; en revanche, bon nombre d'entre eux conservent de nombreux documents postérieurs à 1945 et notamment les registres des conseils d'administration, les rapports de gestion et autres documents budgétaires qui permettent d'apprécier, au moins pour partie, l'évolution des structures et de leurs missions.

Qu'en est-il enfin des archives des organismes de protection sociale ? Si au titre des contrôles des autorités ou des subsides versés par les communes, il est possible de trouver une information large sur la protection sociale en Bretagne dans les archives publiques, il n'en demeure pas moins qu'une bonne part du domaine de la protection sociale relève de l'initiative privée ou pour le moins d'organismes privés. Tels sont les cas des organismes locaux de sécurité sociale (seuls les caisses nationales sont des établissements publics) et des mutuelles.

²⁹ Ainsi, le *Guide des archives d'Ille-et-Vilaine* (t. 1, 1994) précise-t-il que les fonds déposés par les hôpitaux ne concernent en règle générale que des fonds d'établissements nés à l'époque médiévale dont les archives s'arrêtent en 1940.

Il faut donc s'adresser directement à ces organismes pour espérer approcher au plus près le domaine de la protection sociale.

En matière de sécurité sociale, la plupart des quelque 30 organismes que compte la Bretagne, Loire-Atlantique comprise, conservent tout ou partie de leurs archives historiques dans leurs propres locaux. Néanmoins, certains d'entre eux en ont déposé une partie au Centre régional des archives de la Sécurité sociale au Mans créé au milieu des années 1980 pour conserver les archives des organismes relevant du régime général.

D'une façon générale, les documents conservés d'une caisse à l'autre sont de même nature. On trouve bien évidemment des éléments relatifs aux organes décisionnels des caisses, en particulier des dossiers relatifs aux administrateurs et bien entendu les comptes-rendus des conseils d'administration ; on trouve également des éléments nombreux sur l'activité des caisses, par exemple divers rapports et données statistiques et les compte-rendus de divers services, en particulier ceux des services sociaux ou du service médical. Les grandes étapes de l'organisation de la sécurité sociale font aussi l'objet de divers dossiers : on peut ainsi signaler l'existence dans les archives de la CPAM d'Ille-et-Vilaine de dossiers sur la réforme de la sécurité sociale en 1967, ou sur l'humanisation des services à la même époque. La vie quotidienne des caisses transparaît aussi au travers des dossiers d'institutions qui en dépendent, ou des audiences des délégués du personnel. Parfois même, comme à la CPAM d'Ille-et-Vilaine, le chercheur peut avoir la chance de trouver des dossiers de synthèse regroupant divers aspects de la vie de l'organisme au fil du temps.

À côté des archives des organismes de sécurité sociale, il convient également de penser aux archives des mutuelles. Malheureusement, faute pour l'instant d'un repérage suffisant de ces archives, il est difficile d'en apprécier la richesse à leur juste valeur. Néanmoins, à voir l'importance et la diversité des documents conservés dans les archives publiques, on peut raisonnablement penser qu'il existe un matériau important, presque totalement inexploité. Et donc des potentialités de recherches multiples en ce domaine.

Fort de toute cette documentation qu'il lui faudra analyser et synthétiser dans le respect des méthodes propres à l'historien, le chercheur pourra alors faire œuvre utile en communiquant le résultat de ses recherches sous les formes les plus diverses (de l'article dans une revue locale à la monographie d'entreprise en passant par l'exposition ou le film). Sans doute, cette étape est-elle souvent la plus difficile à mettre en œuvre, comparée au plaisir que provoque la recherche et la collecte des informations, mais elle est indispensable : c'est seulement grâce à ce moyen que la connaissance de l'histoire de la protection sociale dans la région progressera réellement.

Archives publiques et privées relatives à l'histoire contemporaine de la protection sanitaire et sociale en Bretagne

Dans ce chapitre, nous avons fait le choix de distinguer deux grands sous-ensembles :

- Les services publics d'archives, à savoir les services d'archives gérés par des collectivités locales (les archives nationales ne sont pas étudiées ici) [partie 1].
- Les services privés d'archives³⁰, en particulier les archives des organismes de protection sociale [partie 2].

En préalable, un rappel doit être fait : avant de se plonger abruptement dans la recherche d'information et la consultation des liasses de documents conservées en ces lieux et pour éviter de se heurter à de trop nombreuses difficultés dans le recueil de l'information, le chercheur néophyte doit commencer par consulter les différents guides, outils de recherche et répertoires qui sont mis à sa disposition dans les services d'archives et solliciter si nécessaire l'aide des personnels de ces services (par exemple pour les règles de communication et de consultation des documents, pour connaître le règlement applicable dans chaque service...).

À titre indicatif, nous lui conseillons de consulter les quelques ouvrages et guides suivants :

- BASTIEN Hervé, *La France contemporaine (XIX^e-XX^e siècles). Méthode pratique pour la recherche historique*, Paris, Masson Histoire, 1995, 217 p.
- Cet ouvrage répond aux grandes questions (où et comment ?) que doit se poser le chercheur néophyte lorsqu'il aborde un thème d'histoire contemporaine. Il est divisé en 3 grandes parties : cadres généraux de la recherche, présentation des archives et de la bibliographie propres à chaque grand thème d'activité, renseignements pratiques.
- CROIX Alain, GUILVARC'H Didier (direction), *Guide de l'histoire locale*, Paris, Seuil, 1990, 351 p.

³⁰ Notre distinction repose sur la nature des services et non des archives proprement dites puisque, aux termes de l'article 3 de la loi 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, les « documents qui procèdent de l'activité » des caisses de Sécurité sociale, « organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public », doivent être considérés comme des archives publiques.

Destiné aux amateurs d'histoire locale, ce guide est un outil méthodologique indispensable pour tout historien néophyte en le conseillant utilement pour toutes les étapes d'une recherche.

- DARTEVELLE Raymond et HILDESHEIMER Françoise, *Les archives. Aux sources de l'histoire des entreprises*, Paris, Les éditions de l'Épargne, 1995, 143 p.
- DELSALLE Paul, *Lexique des archives et des documents historiques*, Nathan Université, 1996, 128 p. (coll. 128 – Histoire).
Lexique qui présente 260 définitions qui concernent les services d'archives, les types de documents et les instruments de recherche.
- DELSALLE Paul (direction), *La recherche historique en archives (XIX^e et XX^e siècles)*, Ophrys, 1996, 312 p. (Documents histoire).
- Direction des archives de France, *État des inventaires des archives départementales, communales et hospitalières au 1^{er} janvier 1983*, Paris, Archives nationales, 1984, 2 t., 1275 p.

Dans le domaine spécifique de la protection sanitaire et sociale, nous lui conseillons en outre de consulter :

- BOSMAN Françoise (direction), *Patrimoine archivistique contemporain des ministères sociaux*, Paris, Ministères du Travail et des Affaires sociales, 1991, 272 p.
- DREYFUS Michel, *Les sources de l'histoire, ouvrière, sociale et industrielle en France, XIX-XX^e siècle. Guide documentaire*, Paris, Éditions ouvrières, 1988, 300 p.
Pour chaque département, cet ouvrage fournit des indications relatives aux lieux de dépôt et donne des éléments d'informations sur les fonds remarquables dans le domaine.

Une version informatisée de ce travail essentiel est mise en ligne sur le site www.maitron.org.

- GUTTON Jean-Pierre, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*, Volume I (fin du Moyen Âge – 1789), Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1994, 214 p.
- IMBERT Jean, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*, Volume II (1789-1914), Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1997, 253 p.

Après une première partie qui fait le point sur l'évolution de la protection sociale de 1789 à 1914, l'auteur dresse une liste de sources qui s'organise autour de quelques points : rapports, enquêtes et périodiques ; fonds d'archives spécialisés (établissements hospitaliers, archives privées, archives de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, Hospices de Lyon) ; principaux fonds d'archives non spécialisés, avec quelques

exemples dans les archives départementales et communales ; manuscrits des bibliothèques. L'ouvrage comprend également une bibliographie (sources imprimées et travaux divers).

- NOUGARET Roger (coordination), *Guide des services d'archives des entreprises et organismes du monde du travail*, Association des archivistes français / CNRS éditions, 1998, 275 p.

Enfin, le chercheur néophyte a tout intérêt à prendre connaissance des particularités et des enjeux de la conservation des archives pour ce domaine spécifique qu'est la protection sanitaire et sociale. Diverses journées d'études, qui ont donné lieu à des publications, et articles permettent d'en saisir la portée.

- « Les archives de la santé et de l'assistance », *Archives en Limousin*, 1994, n° 5, 56 p.
- « La conservation des archives des organismes de Sécurité sociale du régime général », *Bulletin de liaison du Comité d'histoire de la Sécurité sociale*, 1985, n° 12, pp 21-28.
- « Note d'orientation pour une monographie de caisse », *Bulletin de liaison du Comité d'histoire de la Sécurité sociale*, 1976, n° 2, pp 1-21.
- BASTIEN Hervé, « Service public, archives privées », *La Gazette des Archives*, 1994, n° 167 [n° spécial : Les archives de la santé], pp 369-373.
- DREYFUS Michel, « À la recherche des archives de la Mutualité », *La Gazette des Archives*, 1994, n° 167 [n° spécial : Les archives de la santé], pp 354-361.
- FILLAUT Thierry, « Les archives des directions des affaires sanitaires et sociales », *La Gazette des Archives*, 1994, n° 167 [n° spécial : Les archives de la santé], pp 395-405.
- NEUSCHWANDER Isabelle, « Pour quelle raison les instruments de recherche de la série X sont-ils peu nombreux », *La Gazette des Archives*, 1994, n° 167 [n° spécial : Les archives de la santé], pp 347-353.
- POIRIER Jean-Claude, « Les archives, matériaux indispensables à l'histoire de la Sécurité sociale », *Bulletin de liaison du Comité d'histoire de la Sécurité sociale*, 1977, n° 3, pp 1-40.
- ROUBERT Jacqueline, « Pour une collecte des archives des œuvres privées d'assistance », *La Gazette des Archives*, 1994, n° 167 [n° spécial : Les archives de la santé], pp 362-368.
- SCHNAPPER Dominique et HANET Danièle, « Archives orales pour l'histoire de la Sécurité sociale », *Bulletin de liaison du Comité d'histoire de la Sécurité sociale*, 1977, n° 4, pp 7-17.
- THUILLIER G. « Que sera l'historien de la protection sociale en 2050 ? », *Bulletin d'histoire de la Sécurité sociale*, 38, 1998.

Les services publics d'archives

Nous avons retenu le parti de ne présenter que les grandes séries exploitables dans les services d'archives publics locaux, c'est-à-dire ceux des cinq départements de la région historique et quelques services d'archives municipales pris à titre d'exemples.

En revanche, dans la mesure où elles constituent un champ spécifique, les archives hospitalières n'ont pas été prises en considération ici et la partie relative à ces archives se limite à une courte présentation de leurs contenus. Pour de plus amples informations sur l'histoire et les archives hospitalières, le lecteur pourra se reporter aux ouvrages suivants :

- DÉSERT Gabriel, *Les archives hospitalières, source d'histoire économique et sociale*, Caen, 1977, 252 p. [Cahier des annales de Normandie, n° 10].
- FILLAUT Thierry (direction) : *Lieux de soins, lieux d'histoire : la Bretagne. Guide d'histoire hospitalière*, Préface de Jean-Yves Andrieux, Rennes, Ed. ENSP, 1995, 224 p.

Il aura également un bon aperçu de la richesse et de la diversité des sources hospitalières en se plongeant dans l'ouvrage de Sophie RICHÉ et Sylvain RIQUIER, *Des hôpitaux à Paris. État des fonds des archives de l'AP-HP, XII-XX^e siècles*, Paris, Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP), 2000, 864 p. [coll. Histoire des hôpitaux], ouvrage qui répertorie l'ensemble des documents conservés dans les archives du plus grand ensemble hospitalier d'Europe.

De même, nous n'avons pas indiqué ici les fonds qui pouvaient éventuellement être conservés dans les services d'archives de la Marine dont il existe des dépôts locaux à Brest et Lorient. Pour ces services, le guide d'Erik Le Maresquer fournit d'utiles indications sur les conditions d'accès et des pistes pour la recherche.

- Le Maresquer Erik, *Archives de la Marine. Guide du lecteur. État des répertoires et inventaires*, Paris, Imprimerie de la Marine, 1983, 51 p.

Archives départementales

En ce qui concerne les archives départementales, notre attention a porté principalement sur les trois grandes séries modernes et contemporaines dans lesquelles se trouve l'essentiel de l'information relative à l'histoire de la santé et de la protection sociale, à savoir :

- La série M – Administration générale et économie (sous-série 5 M – Santé publique et hygiène).
- La série X – Assistance et prévoyance sociale.

- La série W – Archives administratives postérieures au 10 juillet 1940³¹.

On trouvera le détail du cadre de classement des archives départementales et des informations complémentaires concernant les séries M et X en annexe 1.

Dans la série M, d'autres sous-séries que la sous-série 5 M doivent être exploitées, notamment les sous-séries :

- 4 M – Police administrative et sûreté générale : on y trouve des éléments relatifs aux *indigents* (par exemple dans le Morbihan : secours, application du décret du 24 mars 1812, instruction correspondance, 1812-1814 ; établissements de bienfaisance, ateliers de charité, 1848-1874 ; secours aux indigents, procès verbaux des séances et correspondance du comité départemental de répartition), aux *nomades* (carnets anthropométriques d'identité par exemple), à la *police des mœurs* (prostitution) et à la *lutte contre l'alcoolisme* (police des débits de boissons) et aux *associations, cercles et sociétés* (instructions, correspondances, subventions ; dossiers divers d'associations).
- 6 M – Population, subsistances, statistiques : dans cette sous-série, se trouvent conservés les documents relatifs aux *dénombrements et aux mouvements de la population*, à l'*émigration*, et de nombreuses données statistiques (par exemple dans le Finistère : statistique médicale, 1852-1853 ; statistiques sanitaires, bulletins mensuels et relevés annuels, 1852-1911 ; sourds-muets et aveugles, 1828-1906 ; aliénés, 1834-1913 ; établissement et bureaux de bienfaisance, statistique et situation financière, 1838-1914 ; statistiques annuelles de l'assistance médicale gratuite, 1895-1902 ; assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, 1903-1909 ; établissements divers de bienfaisance, 1853-1870).
- 7 M – Agriculture, eaux et forêts : voir ce qui a trait aux associations et assurances mutuelles agricoles (par exemple : Caisses d'assurances mutuelles contre les accidents).
- 10 M – Travail, main-d'œuvre : y sont classés les dossiers relatifs à la *réglementation générale* (Inspection du travail, travail des femmes et des enfants, emploi obligatoire des pensionnés de guerre, durée du travail), aux *accidents du travail*, au *chômage* et aux *syndicats*.

De nombreux documents peuvent également se trouver dans d'autres séries et sous-séries que celles mentionnées ci-dessus. Le chercheur aura donc intérêt à élargir son champ d'investigation au moins aux séries suivantes :

- Série N – Administration et comptabilité départementales (1800-1940) : s'y trouvent en particulier la correspondance et les rapports fournis par les administrations pour les sessions du Conseil général ; on peut y trouver également des éléments relatifs aux Caisses départementales de retraite et à certains biens du département.

³¹ Toujours se renseigner sur les conditions de communicabilité des documents et, si nécessaire, de demander de dérogation (cf. annexe 1, articles de loi 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives qui précisent les délais de communicabilité).

- Série O – Administration et comptabilité communales (1800-1940) : on peut y trouver aussi bien des dossiers concernant les salles d'asile et les crèches que dossiers concernant les régimes de retraités et les allocations familiales des personnels communaux ou diverses décisions relatives à l'hygiène et à la santé (dans la sous-série 2 O des Archives départementales du Morbihan, sont ainsi classés différents éléments par commune, par exemple pour Lorient des décisions relatives aux hôpitaux et hospices, 1855-1939, au sanatorium de Kerpape, 1908-1913, à la Goutte de lait, au fourneau économique, à la maison de la mutualité et à l'auberge de jeunesse).
- Série Y – Établissements pénitentiaires (exemple de l'établissement d'éducation surveillée de Belle-Ile-en-Mer).
- Série Z – Fonds des sous-préfectures.

Enfin, le chercheur doit également dépouiller les répertoires de la Série J, Fonds privés. Il pourra y trouver divers éléments entrés par des voies extraordinaires aux archives. Ainsi, aux Archives départementales de Loire-Atlantique, se trouvent conservés dans cette série les fonds de l'Entraide nantaise (1922-1953), de la Société de bienfaisance des écoles laïques de Nantes (fin XIX^e – milieu XX^e), de l'Union des Mutualités de Loire-Atlantique (en cours de classement) ou encore le fonds Ange Guépin (médecin et préfet).

Archives départementales des Côtes-d'Armor

Pour les trois séries étudiées (M, X et W), les archives départementales des Côtes-d'Armor mettent à la disposition du chercheur des répertoires numériques détaillés. En ce qui concerne la série M, il existe néanmoins quelques distorsions entre le répertoire dactylographié et l'état sommaire manuscrit dont il est le pendant (ordre des documents par exemple).

Série M – Administration générale (1800-1940)

5 M – Santé publique et hygiène :

Personnel médical et paramédical : instructions, circulaires (an XI-1864), jurys médicaux (1818-1854), liste des médecins, pharmaciens, sages-femmes (an XI-1910) (5 M 1) ; registres d'inscription des titres –an XI-1832) (5 M 2) ; pharmaciens : inspection des pharmacies, drogueries, vente illégale de remèdes (An VIII-1924) (5 M 3) ; cours d'accouchements et élèves sages-femmes (5 M 4).

Hygiène et salubrité publique : règlement sanitaire départemental, logements insalubres : instructions, enquêtes, enquête relative à l'hygiène publique dans le communes de plus de 5000 habitants, hygiène alimentaire (5 M 5) ; conseils, comités, commissions et services d'hygiène : inspection départementale, laboratoire et service de désinfection (5 M 6).

Service sanitaire maritime (an X-1940) : police sanitaire du littoral, ordonnances, instructions pour prévenir les maladies contagieuses (5 M 7) ; service sanitaire du littoral (5 M 8 à 10).

Épidémies :instructions, circulaires (an XIII-1921), médecins des

épidémies – nominations, rapports des médecins, rapports du Dr Bellamy sur la mortalité dans les Côtes-du-Nord (5 M 11) ; maladies épidémiques (1892-1905) et dossiers divers (5 M 12) ; choléra (1832-1867), instructions, rapports et correspondances (5 M 13 à 15) ; mesures motivées par l'état de guerre 1914-1918 (5 M 16-17).

Vaccinations (an XI-1940) : circulaires et instructions, organisation des comités de vaccination, correspondances sur la vaccination (5 M 18).

Eaux minérales (an XI-1939) : sources, rapports, correspondances, autorisation de fabriquer des eaux gazeuses (5 M 19) ;

Hygiène alimentaire, répression des fraudes (1897-1940) (5 M 20 à 37).

Établissements dangereux et insalubres (1803-1939) (5 M 38 à 85).

Série X - Assistance et prévoyance sociale (an VIII-1940)

- Tocque Brigitte, *Répertoire numérique de la série X — Assistance et prévoyance (1800-1940)*, AD Côtes-du-Nord, 1986, 48 p.

1 X – Administration hospitalière :

Établissements hospitaliers et bureaux de bienfaisance : documentation commune (1 X 1 à 8).

Établissements hospitaliers : généralités – fonctionnement, statistiques, instructions, personnels, comptabilité (1 X 9 à 18) ; dossiers par hospice, Crehen, Dinan, Guingamp, Lamballe, Lannion, Loudéac, Moncontour, Paimpol, Quintin, St-Brieuc, Trebivan, Tréguier (1 X 19 à 52) ; comptes de gestion par établissement (1 X 53 à 83) ; sanatoriums et préventoriums (1 X 84 à 89) ; enfance inadaptée (1 X 90-91) ; sourds-muets et aveugles (1 X 92 à 96) ; aliénés, généralités et répertoires des aliénés internés dans les asiles (1 X 97 à 120).

2 X – Bureaux de bienfaisance et d'assistance :

Généralités : pièces générales, circulaires, notes, correspondance, statistiques, an VIII-1939 (2 X 1 à 5).

Dossiers par bureau de bienfaisance, classement communal, biens, travaux, contentieux (2 X 6 à 57) ; renouvellement des délégués, 1928-1939 (2 X 382).

Comptabilité : comptes de gestion des bureaux de bienfaisance classés par commune (2 X 58 à 381).

3 X – Assistance sociale :

Affaires générales : instructions, circulaires, lois et décrets sur l'assistance, 1900-1939 ; enquêtes générales sur les institutions d'assistance, 1899-1933 ; règlement départemental d'assistance ; commissions d'assistance ; contrôle sur place des assistés ; taux d'allocation et dépenses d'assistance (3 X 1 à 9).

Indigents (an X-1935) : généralités, demandes de secours ; extinction de la mendicité ; associations et œuvres publiques et privées de bienfaisance ; droits des pauvres ; statistiques et

listes communales des indigents (3 X 10 à 26).

Assistance médicale gratuite (1893-1942) : généralités ; règlement départemental d'AMG ; comité départemental ; statistiques ; inspections et enquêtes ; tarifs médicaux et pharmaceutiques ; AMG aux réfugiés et étrangers ; comptabilité, budgets, contingents des communes ; dispensaires, assistance aux tuberculeux (3 X 27 à 36).

Assistance aux femmes en couches et allaitement maternel (1913-1940) : généralités ; dames visiteuses ; statistiques ; taux d'allocation ; comptabilité, budgets, dépenses (3 X 37 à 41).

Primes à la natalité et service départemental de la natalité (1922-1939) : généralités ; statistiques des primes payées par le département et les communes ; états des familles de 4 enfants et plus ; délibérations des conseils municipaux sur la prime à la natalité (3 X 42 à 45).

Assistance aux familles nombreuses (1901-1940) : généralités ; correspondances ministérielles ; statistiques annuelles de l'encouragement national aux familles nombreuses ; commissions cantonales ; dossiers de demandes d'allocations (3 X 46 à 51).

Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (1905-1940) : généralités ; commission centrale et commissions cantonales d'assistance ; prévisions budgétaires (3 X 52 à 54).

Enfants trouvés, abandonnés et orphelins (an IX-1940) : généralités ; correspondances relatives à l'échange des enfants entre départements ; dépenses des enfants assistés ; enfants trouvés et abandonnés remis à leurs parents ; admissions d'enfants dans les hospices ; statistiques annuelles des enfants assistés ; livre journal d'inscription ; registres de tutelle ; registres de placement des pupilles ; registres des nourriciers demandeurs de pupilles ; registres d'entrées des enfants en hospice (3 X 55 à 94).

Assistance publique (1839-1942) : organisation des services d'inspection ; personnel de l'assistance publique, notices et généralités ; dossiers de demandes de secours et affaires diverses (3 X 95 à 98).

Habitations à bon marché (1902-1940) : généralités ; enquêtes et correspondances sur la crise du logement ; sociétés de crédit immobilier et sociétés coopératives d'HBM ; office départemental d'HBM ; offices municipaux d'HBM de Guingamp, Lamballe, St-Brieuc et Tréguier (3 X 99 à 105).

Dossiers de pupilles (3 X 110 à 539).

4 X – Prévoyance sociale :

Sociétés de secours mutuels, généralités (1852-1939) : instructions, circulaires, listes des sociétés ; correspondances, délibérations de conseils municipaux ; fonds de retraite ; subventions ; récompenses honorifiques et élections au conseil supérieur de la mutualité ; comptes rendus annuels des sociétés de secours mutuels ; bulletin des SSM ; procès verbaux du conseil supérieur de la mutualité (4 X 1 à 19).

Dossiers des sociétés de secours mutuels (1853-1940) : dossiers des sociétés sans n° d'ordre au registre départemental ; dossiers des sociétés enregistrées classés par commune ; dossiers de sociétés non identifiées (4 X 20 à 36).

Monts de piété (4 X 37).

Caisse d'épargne (1819-1940) : généralités ; créations, statuts, correspondances, affaires de personnel ; statistiques ; comptes-rendus des opérations (4 X 38 à 60).

5 X – Assurances sociales et allocations familiales :

Caisse de retraites pour la vieillesse (1845-1944) : livrets d'enregistrement ; enquêtes, circulaires, correspondances ; caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; retraites ouvrières et paysannes (5 X 1 à 4).

Assurances en cas de décès et d'accidents (1868-1902) : créations, rapports, correspondance (5 X 5).

Assurances sociales (1929-1940) : généralités, personnel (5 X 6).

Allocations familiales (1923-1940) : généralités ; allocations familiales agricoles ; allocations familiales ouvrières et pour les employés communaux (5 X 7 à 9).

Série W - Archives administratives contemporaines

Le repérage des documents conservés en série W est facilité par un index des versements présentés par descripteurs, services et organismes.

Le descripteur Sécurité sociale permet ainsi de repérer 9 versements dans lesquels ce thème figure, à savoir :

- 19 W, préfecture, 2^{ème} bureau (MSA, 1940-1962 ; sécurité sociale et allocations familiales, 1955-1967).
- 35 W, Préfecture, 2^{ème} direction (action sanitaire et sociale, 1950-1968 ; sécurité sociale et caisse de retraite, 1924-1961).
- 43 W, Préfecture, cabinet (action sanitaire et sociale, 1941-1966 ; sécurité sociale 1950-1966).
- 46 W, Préfecture, cabinet (action sanitaire et sociale, 1960-1962).
- 94 W, Préfecture, 4^{ème} division (allocations familiales, 1940-1959 ; assistance sociale, 1952-1963 ; aide sociale, 1940-1963 ; établissements hospitaliers, 1891-1962 ; HLM, 1924-1968 ; mutualité, 1940-1961 ; sécurité sociale, 1943-1959).
- 1079 W, Préfecture, cabinet (action sanitaire et sociale et hôpitaux, 1950-1985).
- 1089 W, Préfecture, service des élections (élections au CA de la caisse d'assurance vieillesse, sécurité sociale, MSA, 1945-1983).
- 1160 W, Préfecture, cabinet (action sanitaire et sociale, 1934-1988 ; sécurité sociale, 1987).
- 1196 W, Préfecture, direction des affaires locales (sécurité sociale : états généraux, 1987).

L'approche par service permet de repérer les différents versements effectués par ces services au fil du temps et l'objet de ces versements.

Enfin, chaque versement peut comprendre un très grand nombre d'articles (liasses, boîtes d'archives), comme le montre le bordereau du versement 94 W, signalé ci-dessus :

- Établissements hospitaliers : hôpitaux psychiatriques (9 articles) ; sanatorium (3 articles) ; hôpitaux et hospices (16 articles).
- Bureaux de bienfaisance et d'aide sociale (9 articles) ; comptes de gestion des bureaux (13 articles).
- Assistance sociales et assistantes sociales (4 articles).
- Mutualité (9 articles).
- HLM (25 articles).
- Sécurité sociale (13 articles).
- Allocations familiales (2 articles).
- Divers (3 articles).

Archives départementales du Finistère

Le repérage des sources de l'histoire contemporaine de la protection sanitaire et sociale ne pose pas de difficultés particulières dans le département du Finistère. Pour l'organisation générale des fonds, on pourra se reporter au *Guide des archives du Finistère* (1973, 516 p.) de Jacques Charpy.

Série M – Administration générale (1800-1940)

5 M – Hygiène et santé publique :

Personnel médical et paramédical : Jurys, listes, an XI à 1878 (5 M 1 à 7).
Service sanitaire maritime : (5 M 8 à 16).
Pharmacie : (5 M 17-20).
Sages-femmes, cours d'accouchement : (5 M 21 à 26).
Hygiène sociale : Conseil départemental d'hygiène (5 M 27 à 34).
Hygiène : (5 M 35 à 38).
Épidémies : ...choléra (5 M 39 à 64).
Établissements industriels insalubres et dangereux : (5 M 60 à 100).

Série X – Assistance et prévoyance sociale (1800-1940)

- Élie Leostic, *Répertoire numérique provisoire de la série X – Assistance et prévoyance sociale*, Quimper, 1990, 57 p. + annexes.

1 X – Administration hospitalière :

Établissements hospitaliers et bureaux de bienfaisance : documentation commune (1 X 1 à 4).
Établissements hospitaliers : Affaires générales (1 X 5 à 12) ; comptabilité (1 X 13 à 75).

2 X – Bureaux de bienfaisance :

Affaires générales (2 X 1-2).
Comptabilité (2 X 3 à 246).

3 X – Assistance sociale :

Affaires générales : organisation des services de l'assistance, 1906-1940... (3 X 1 à 12).
Personnel : (3 X 13 à 16).
Indigents : (3 X 17 à 23)
Assistance médicale gratuite : (3 X 24 à 32).
Mendicité : (3 X 33 à 44).
Assistance aux vieillards, infirmes et incurables : (3 X 45 à 54).
Crèches et sociétés de charité maternelle : (3 X 55 à 57)
Protection des enfants du premier âge : (3 X 58 à 60).
Enfants assistés : règlements, instructions ; correspondance générale, admissions et frais de séjours dans les hospices, placements chez les nourrices ; rapports annuels de l'inspecteur départemental, 1833-1894. Beaucoup d'états nominatifs et états de dépenses, fiches individuelles d'enfants (3 X 61 à 334).
Crise du logement : (3 X 335 à 339).
Habitations à bon marché : (3 X 340 à 349).

4 X – Prévoyance sociale :

Sociétés de secours mutuels : Instructions, correspondances, listes, 1812-1928 (4 X 1-2) ; créations de sociétés – projets abandonnés ou non autorisés (4 X 3) ; liste générale des sociétés, 1845-1934 (4 X 4) ; subventions (4 X 5-6) ; récompenses honorifiques (4 X 7) ; Conseil supérieur de la mutualité (4 X 8) ; fonds de retraite, pensions de retraites, 1856-1932 (4 X 9-11) ; dossiers individuels des sociétés – statuts, rapports annuels..., 1845-1936 (4 X 12 à 15) ; comptes-rendus annuels des sociétés, 1852-1932 (4 X 16 à 45).
Caisses d'épargne (4 X 46 à 59).
Caisses de retraites pour la vieillesse (4 X 60 à 64).
Retraites ouvrières et paysannes (4 X 65).
Sociétés d'assurance et de capitalisation (4 X 66-67).
Annexe : Tableau répertoire des différentes mutuelles créées entre 1845 et 1934.

5 X – Assurances sociales :

Instructions, correspondance générale, 1909-1943 (5 X 1 à 3).
Conseils d'administration des caisses départementales et régionales : désignation des membres et des présidents, 1935-1944 (5 X 2).
Personnels des caisses : dossiers individuels, 1913-1940 (5 X 3).

Série W – Archives contemporaines

Préfecture :

Le cabinet, le service des affaires économiques et la direction de l'administration générale ont des dossiers divers sur la protection sociale, par exemple : aide sociale et tutelle des établissements hospitaliers (12 W : 302 articles) ; procès-verbaux des commissions cantonales et départementales d'aide sociale (15 W) ; dossiers individuels de frais de séjours (38 W, 220 W) ; élections du conseil d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales (45 W 64, 1258 w 118) ;

rapports de visite d'entreprises des inspecteurs de prévention (200 W 283) ; élections à la Sécurité sociale, 1947-1955 (53 W).

Direction départementale de l'Agriculture :

Inspection départementale des lois sociales en agriculture : dossiers divers, correspondances, 1946-1960 (67 W).

Direction des Affaires sanitaires et sociales :

Inspection de la santé : dossiers de cliniques dont l'activité a cessé (1168 W) ; malades mentaux et maladies mentales – dossiers individuels notamment (1048 W) ; Comité médical (1147 W) ; alcoolisme et toxicomanie (1206 W).

Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux : CAT et IME, 1978-1985 (1136 W, 23 boîtes) ; dossiers budgétaires des établissements sanitaires, 1972-1990 (1264 W).

Conseil départemental d'hygiène : rapports, Procès-verbaux, 1941-1989 (1146 W et 1152 W).

Cellule statistique : nombreuses enquêtes, données locales des enquêtes nationales (1291 W).

Aide et Action sociales : Politique de la ville et développement social des quartiers ; habitat et logement ; comités locaux de prévention de la délinquance de Brest et Quimper ; CODES ; Personnes âgées, CODERPA, plan gérontologique ; COTOREP, handicapés (12923 W, 35 boîtes) ; Sociétés mutualistes liquidées ou ayant fusionné ; UDAF, 1952-1991 (1293 W). Aide médicale et assurance personnelle des RMIstes et gens du voyage ; insertion des jeunes ; Foyers de jeunes travailleurs.

Direction de l'action sociale départementale :

1140 W : Dossiers individuels d'anciens pupilles nés entre 1877 et 1899 – Lettres entre le pupille et l'inspecteur ; certificats de naissances, mariages, décès ; livret du pupille ; placements ; correspondances diverses.

1145 W : idem, pupilles nés entre 1900 et 1910.

1268 et 1269 W : idem, pupilles nés entre 1911 et 1934.

URSSAF :

Pas de bordereaux de versements.

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

La principale difficulté à laquelle se heurte actuellement le chercheur en histoire de la protection sanitaire et sociale aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine concerne la série X qui est en cours de reclassement. Pour la série W, particulièrement imposante, la recherche est facilitée par l'informatisation.

Série M – Administration générale (1800-1940)

5 M – Hygiène et santé publique :

Affaires générales (1832-1935) : service de la protection de la santé publique, organisation et réorganisation des services d'hygiène (5 M 1).

Statistiques sanitaires (1853-1937) : relevés trimestriels et déclarations annuelles de décès, instructions ; enquêtes diverses ; relevé de statistiques sanitaires (5 M 2 à 9).

Exercice de la médecine, jurys médicaux (an IX-1857) : composition, convocation, procès-verbaux des séances... (5 M 10 à 13)

Personnel médical et para-médical (an VIII-1938) : médecins, chirurgiens, officiers de santé, sages-femmes, instructions, correspondances, états nominatifs ; enregistrement des diplômes ; remplaçants (5 M 14 à 23).

Assistance publique, personnels, inspection (1870-1938) : inspecteurs, médecins assermentés, puériculture, diplômes d'IDE, concours d'infirmières (5 M 24 à 29).

Cours d'accouchements (an IX-1940) : instructions, listes des élèves, bourses (5 M 30 à 34).

Conseils d'hygiène et commissions sanitaires (an VIII-1939) : instructions, organisation, intendance sanitaire, procès-verbaux des conseils de salubrité et des conseils et commissions d'hygiène (5 M 35 à 52).

Police sanitaire maritime (1806-1899) : police sanitaire du littoral de St-Malo, instructions, rapports, comptabilité ; police sanitaire régionale (5 M 53 à 60).

Protection de la santé publique (guerre 1914-1918) : création de circonscriptions sanitaires, instructions, enquêtes, personnel médical (5 M 61 à 63).

Office public d'hygiène sociale (1925-1929) : registres des délibérations, organisation, procès-verbaux divers (5 M 64 à 66).

Lutte antituberculeuse (1914-1936) : office départemental d'assistance et de préservation antituberculeuse, rapports ; dispensaires, créations, aménagements ; écoles d'infirmières visiteuses... (5 M 67 à 69).

Contrôle et organisation des services d'hygiène publique (1926-1937). Comité de coordination des œuvres de protection sanitaires, statuts, rapports de l'inspection départementale (5 M 70 à 72).

Épidémies, maladies diverses (an XI-1941) : rapports et enquêtes, déclarations des maladies épidémiques, dont choléra, grippe, typhoïde (5 M 73 à 102).

Protection du premier âge (1878-1940) : instructions, inspection départementale de l'assistance, rapports par commune, rapports d'enquêtes (5 M 103 à 108).

Hygiène et médecine scolaires (1925-1934) : inspection départementale d'hygiène, inspection médicale des écoles (rapports mensuels des médecins) (5 M 109 à 112).

Vaccinations (an IX-1936) : instructions, affaires diverses, vaccination antivariolique, enquêtes diverses (5 M 113 à 117).

Prévention, prophylaxie antivénérianne (an VIII-1936) : instructions, rapports, organisation du service antivénérian, statistiques trimestrielles et annuelles (5 M 118 à 121).

Service départemental de bactériologie, service départemental de désinfection (1897-1941) : organisation du laboratoire et du service de désinfection, rapports annuels, registres des déclarations et des opérations (5 M 122 à 138).

Répression des fraudes (1810-1940) : instructions et affaires

diverses, personnels ; registres d'inscription d'échantillons prélevés (5 M 139 à 168).

Contrôle des pharmacies (an VIII-1940) : police de la pharmacie ; inspection des pharmacies, drogueries ; visites effectuées (5 M 169 à 171).

Contrôle des eaux minérales (an IX-1911) (5 M 172-173).

Assainissement (an XIII-1939) : assainissement des localités ; excédents de mortalité (5 M 174 à 176).

Amélioration de l'urbanisme (1830-1942) : expropriations ; commission départementale d'aménagement et d'extension des villes et villages : délibérations et procès-verbaux des séances (5 M 177 à 183).

Logements insalubres (1850-1940) : instructions, circulaires ; arrêtés du maire de Rennes ; statistiques (5 M 184 à 186).

Établissements insalubres (an X-1945) : généralités ; industries agroalimentaires ; autres industries (5 M 187 à 299).

Série X - Assistance et prévoyance sociale (1800-1940)

Dans cette série en cours de classement, les sous-séries vont être organisées conformément aux instructions de la direction des Archives de France au fur et à mesure de l'avancement du travail de repérage. La cotation en continu, appliquée jusqu'alors, disparaîtra.

En l'état actuel, les comptes de gestion des bureaux de bienfaisance et d'assistance, rangés par commune, ont été classés dans la sous-série 2 X. Quant à la sous-série 3 X, elle regroupe dans l'immédiat principalement des dossiers individuels du service des enfants assistés et quelques éléments généraux concernant ce service (législation de l'enfance et de la direction de l'assistance, registres matricules de placements à l'hospice de Rennes, visites médicales, service des enfants moralement abandonnés).

Pour information, l'ancien classement en continu permet de repérer un grand nombre de documents relatifs aux hôpitaux et hospices, qui seront ultérieurement reclassés en 1 X (entre autres des dossiers d'acquisition, de ventes, les comptes de gestion et budgets de nombreux établissements, en particulier Rennes, Vitré, St-Servan, Montfort-sur-Meu...). On trouve également de nombreuses informations sur les sociétés de secours mutuels (instructions et statistiques pour la période 1848-1925, dossiers de diverses sociétés), sur les caisses d'épargne (8 liasses), les habitations à bon marché, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et l'assistance aux aliénés.

Série W - Archives contemporaines

Pour repérer les documents conservés dans cette série, le chercheur dispose aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine de deux moyens complémentaires de recherche : d'une part, de répertoires dactylographiés sous la forme d'un classement en continu ; d'autre part, d'un classement thématique informatisé accessible directement en salle de lecture.

Comme c'est le cas dans tous les chefs-lieux de région, les archives départementales d'Ille-et-Vilaine ont une série W particulièrement importante qui comporte à la fois des documents issus des services administratifs départementaux (Préfecture, Direction des affaires sanitaires et sociales et services départementaux relevant de l'autorité du Président du Conseil général) et des services régionaux (DRASS, Secrétariat général aux affaires régionales...).

La liste ci-dessous, nullement exhaustive, fournit quelques indications sur les principales séries comportant des informations sur la santé et le social (il faudrait par exemple compléter ces éléments par des recherches spécifiques dans les dossiers des sous-préfectures, ceux des établissements communaux et des communes, ceux ayant trait au logement ou encore ceux des architectes départementaux) :

- 6 W 1 à 12 – Assistance : statistiques générales d'assistance ; commissions cantonales et départementales d'assistance (procès-verbaux, fonctionnement) ; allocations familiales, instructions (1940-1952).
- 7 W 1 à 55 – Hôpitaux et hospices : comptes de gestion, comptes administratifs, prix de journée ; délibérations des commissions administratives ; personnel (1940-1952).
- 8 W 1 à 57 – Hôpital psychiatrique départemental : budgets, comptes de gestion ; rapports ; travaux ; organisation de services ; listes des aliénés ; frais de séjours (1940-1955).
- 9 W 1 à 40 – Aide médicale temporaire aux prisonniers de guerre et déportés politiques : comptabilité, assurances sociales, liste de prisonniers, déportés, rapatriés ; secours ; fichier alphabétique de l'aide médicale temporaire ; liste des victimes civiles de guerre, instructions (1942-1949).
- 10 W 1 à 65 – Aide aux vieillards, infirmes et incurables : budget départemental, liquidation et mandatements (1940-1953).
- 11 W 1 à 69 – Assistance à la famille : circulaires, réglementation, commissions cantonales ; allocations familiales agricoles ; allocations aux femmes en couches et primes à la première naissance ; caisse des écoles et médaille de la famille française (1940-1949).
- 14 W 1 à 132 – Assistance médicale gratuite : circulaires, instructions ; comptabilité ; domiciles de secours ; contingents communaux ; listes des bénéficiaires ; recours sur successions ; assistance aux tuberculeux ; dossiers des hospitalisés (1940-1949).
- 32 W – Finances communales : budgets communaux et des bureaux de bienfaisance (séparés ou non) (1946-1952).
- 34 W 116 à 123 – Mutualité agricole : comité provisoire d'administration des caisses de mutualité sociale agricole ; listes des délégués... (1946-1956).
- 35 W 31 à 51 – Administration générale, 1^{er} bureau : sécurité sociale et allocations familiales, élections des membres des conseils d'administration des caisses, recensement des électeurs, procès-verbaux des votes.
- 38 W 1 à 132 – Aide médicale (1941-1961) : instructions générales et commissions ; assistance individuelle ; comptabilité ; successions ; affaires diverses ; malades mentaux ;

- aveugles et grands infirmes ; rééducation ; personnes âgées ; allocations spéciales ; aide aux tuberculeux ; aide médicale temporaire.
- 40 W 33 à 67 : Administration générale, sociétés mutualistes : institutions, correspondance ; dossiers des sociétés ayant cessé leur activité ou ayant fusionné ; statistiques et tableaux récapitulatifs ; répertoire alphabétique des mutuelles (1940-1965).
 - 138 W 1 à 16 – Service régional de l'action sanitaire et sociale (couvre les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine et deux départements des Pays-de-Loire ; pour le Morbihan et la Loire-Inférieure, voir le service de Nantes) : 2^{ème} plan d'équipement social ; 1^{er} plan d'équipement sanitaire (1958-1961).
 - 238 W – Secrétariat général aux affaires régionales (1966-1970) : 5^{ème} plan d'équipement sanitaire et social, inventaire des besoins et de moyens, travaux préparatoires, comptes-rendus d'exécution (238 W 10-15, 17-179 et 35-39) ; centres hospitaliers, enquêtes et analyse de gestion (238 W 20-34).
 - 327 W 47 à 57 – Cabinet du préfet, affaires diverses (1941-1972) : organisation des services et de leurs secteurs d'activité (ENSP, action sanitaire et sociale, hôpitaux et hospices, centre anticancéreux, sécurité sociale).
 - 502 W 32-33 – Cabinet du préfet, occupation et libération : documents imprimés du régime de Vichy, secrétariat d'État à la famille.
 - 1018 W 475 à 492 – Mission régionale, programmes et plans (1962-1979) : divers articles concernant les plans en matière sanitaire.
 - 1021 W 23 à 27 – Mission régionale (1966-1976) : Commissions régionales d'action sanitaire et sociale (procès-verbaux) ; caisses mutuelles régionales, aides temporaires aux commerçants...
 - 1075 W – SGAR (1964-1982) : santé, programmation, humanisation, dossiers particuliers par département (1075 W 140 à 151) ; programmes (1075 W 270-272) ; plan médico-hospitalier breton (1075 W 284).
 - 1076 W – SGAR : plan médico-hospitalier breton (1973-1979), mise en place, dossiers des réunions, avant-projet.
 - 1078 W – SGAR, commission régionale des opérations immobilières, dossiers de projets de divers organismes : constructions, reconstructions, agrandissements d'établissements et de services (hôpitaux, organismes de sécurité sociale et établissements gérés par ces organismes).
 - 1134 W 1 à 53 – Délégation régionale aux droits des femmes (1971-1983).
 - 1144 W – DRASS de Bretagne, comptes-rendus financiers approuvés des organismes de sécurité sociale (1947-1982).
 - 1150 W 1 à 28 – Conseil général d'Ille-et-Vilaine, direction des affaires sociales : dossiers d'aide sociale (1978-1980).
 - 1164 W 69 à 89 – Cabinet du préfet (1960-1981) : santé et assistance (instructions de base, politique et économie de la santé ; conseils d'administration des hôpitaux ; CHR de Rennes) ; hygiène publique (ENSP, conseil département d'hygiène, protection de

l'enfance) ; Sécurité sociale (instructions diverses, politique de la sécurité sociale en Bretagne, conventions médicales).

- 1177 W 1 à 22 – DRASS, organismes sous tutelle : comptes-rendus financiers approuvés (1978-1984).
- 1219 W 1 à 16 – DRASS, organismes sous tutelle : comptes-rendus financiers approuvés (1975-1985).
- 1246 W 1 à 30 – DRASS, organismes sous tutelle : comptes-rendus financiers approuvés (1981-1987).
- 1247 W 1 à 45 – DRASS, accidents du travail : décisions de la commission régionale d'incapacité permanente (1947-1970).
- 1258 W 1 à 755 – ENSP, archives de l'établissement.
- 1259 W 1 à 487 – Fédération bretonne de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (1944-1984) : essentiellement des dossiers individuels de mineurs ; fonctionnement des centres de la Prévalaye (Rennes) et des Rabinardières (St-Grégoire).
- 1262 W 7 à 10 – Direction interdépartementale de l'industrie de Bretagne, ancien service des mines (1930-1976) : caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs.
- 1301 W 1 à 6 – Préfecture, 1^{er} bureau (1949-1987) : mutualité et associations mutualistes (arrêtés préfectoraux, cotisations mutualistes ; comité départemental de la mutualité ; dossiers de diverses sociétés).
- 1316 W 1 à 65 – DRASS, inspection générale de la pharmacie (1975-1991) : dossiers d'officines ; rapports de l'inspection ; conseil de l'ordre des pharmaciens.
- 1319 W 1 à 70 – DRASS, service de la planification : carte sanitaire et équipement sanitaire (1960-1991) ; budgets des établissements gérés par des organismes de sécurité sociale ; dossiers d'établissements sanitaires fermés ; schéma régional d'organisation sanitaire ; rapports divers, notamment sur la psychiatrie ; actions de promotions de la santé.
- 1327 W 1 à 47 – DRASS. Comptes-rendus financiers, bilans approuvés des caisses de sécurité sociale de Bretagne (1977-1989).
- 1364 W 1 à 91 – Conseil général d'Ille-et-Vilaine, direction des affaires sociales : service de l'aide sociale à l'enfance (1927-1979) : placements chez les nourrices, répertoires des enfants, matricules des enfants abandonnés...
- 1433 W 1-12 – Centre régional d'études et d'actions sur les inadaptations et les handicaps (CREAI de Bretagne) : dossiers administratifs des associations et établissements dépendant du CREAI (IME, IMpro, CAT, foyers...).
- 1470 w 1 à 99 – DRASS, service protection sociale (1990-1995) : bilans des CAF, des CPAM, organismes conventionnés, MSA, URSAFF, CRAM, ORGANIC...

Archives départementales de Loire-Atlantique

Les archives départementales de Loire-Atlantique présentent une particularité qui peut, au prime abord, désarçonner le chercheur : celui-ci n'a pas à sa disposition de répertoires numériques imprimés pour les séries modernes et contemporaines.

Pour les séries modernes, le chercheur dispose de répertoires sur fiches :

- Pour la série M, existe une rubrique « santé publique », correspondant de fait à la sous-série 5 M ; cette rubrique est subdivisée en quelques grands thèmes : statistiques ; organisation et personnel sanitaire (personnel médical et sanitaire, conseils d'hygiène, service sanitaire) ; contrôle (exercice illégal de la médecine) ; police sanitaire maritime ; épidémies (choléra, vaccination) ; établissements insalubres ; hygiène urbaine ; stations balnéaires ; fraudes vinicoles.
- Pour la série X, l'organisation est moins explicite. On y retrouve deux types d'informations : d'une part des fonds de la Préfecture et d'autre part, les éléments du service des enfants assistés. Pour les fonds de la préfecture, Henri de Berranger dans le tome 2 du *Guide des archives de la Loire-Atlantique* (1964) en précise les grandes lignes de l'organisation et du contenu :
 - 1/ Affaires générales, sécurité sociale, allocations familiales.
 - 2 / Établissements hospitaliers (hôpitaux, hospices, sanatoriums et maisons de repos, asiles d'aliénés, maternités) ; bureaux de bienfaisance.
 - 3 / Assistance : aide médicale (AM) ; assistance aux vieillards, infirmes et incurables (AVII) ; assistance aux malades mentaux (AMM) ; assistance aux femmes en couches (AFC) ; assistance à la famille ; primes à la natalité ; allocations compensatrices de loyers ; économiquement faibles ; assistance aux réfugiés ; allocations de vieillesse.
 - 4 / Prévoyance : sociétés de secours mutuels, coopératives, caisses d'épargne ; monts de piété ; HBM et HLM ; retraites ouvrières et paysannes.

Une telle présentation, qui peut faciliter le travail du chercheur à la recherche d'un thème précis, rend en revanche difficile l'appréciation globale du contenu de ces séries modernes. C'est pourquoi, nous n'avons pas cherché dans ce cas à présenter aux lecteurs un repérage minimal des liasses conservées.

Pour ce qui concerne la série W, le répertoire est informatisé et peut être interrogé à partir de mots-clés. Un thésaurus aide à la recherche (pour le thème Santé, on trouve par exemple les entrées : action sanitaire, épidémiologie, hôpital, hygiène, hygiène sociale, organisation sanitaire, pharmacie, profession médicale, PMI, thermoclimatisme ; chacune de ces entrées est ensuite subdivisée en diverses rubriques par exemple : alcoolisme, cancer, sida, tabagisme, tuberculose pour action sanitaire).

Une interrogation sur quelques mots-clés de cette série en montre rapidement la richesse : pour Sécurité sociale, on obtient ainsi 130 résultats et pour Organismes de sécurité sociale, près de 680 résultats.

Beaucoup de versements de cette série ont été le fait de la DRASS des Pays-de-Loire (et ancienne Direction régionale de la Sécurité sociale) : on trouve parmi ceux-ci de nombreux rapports d'activité, budgets, procès-verbaux et délibérations des conseils d'administration des diverses caisses de sécurité sociale ayant leur siège dans le département de la Loire-Atlantique

(par exemple CPAM de Nantes et de St-Nazaire, CRAM des Pays-de-Loire, caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce).

D'autres services ont versé des archives, par exemple la Préfecture (dossiers de diverses sociétés de secours mutuels et de mutuelles de Loire-Atlantique pour les périodes 1885 à 1955 par exemple), la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales ou la Direction de l'Agriculture (éléments relatifs aux caisses de Mutualité sociale agricole, service régional de l'Inspection du travail et de la politique sociale agricole).

Archives départementales du Morbihan

Aux archives départementales du Morbihan, le chercheur en histoire contemporaine de la protection sanitaire et sociale est, sans conteste, privilégié : il dispose en effet de répertoires clairs et précis pour les trois principales séries sur lesquelles il peut travailler. Il est donc dommage que ces fonds d'archives soient aujourd'hui sous-exploités, notamment dans le cadre de mémoires universitaires (maîtrises d'histoire en particulier).

Série M – Administration générale (1800-1940)

5 M – Hygiène et santé publique :

Personnel médical et paramédical : jurys médicaux (composition, comptes-rendu) du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine et du Finistère pour les candidats du Morbihan, 1808-1854 (5 M 1 à 4) ; listes nominatives des médecins, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, pharmaciens, herboristes, an XI à 1939 (5 M 5 à 37).

Enseignement médical et paramédical : demandes de subventions des étudiants en médecine, cours d'accouchements, écoles d'infirmières, an XI à 1937 (5 M 38 à 52).

Médecine : médecine gratuite, mise en place d'un service de médecine gratuite dans le département (5 M 53-54) ; exercice illégal de la médecine (5 M 55-56).

Administration sanitaire : conseils d'hygiène et de salubrité, 1848-1938 (5 M 57 à 63) ; service sanitaire du littoral, quarantaine, lazarets..., 1814-1913 (5 M 64 à 69).

Épidémies et maladies : circulaires et instructions, 1830-1931 (5 M 70) ; déclarations d'épidémies, an XI à 1932 (5 M 71 à 99) ; maladies vénériennes, an XI à 1936 (5 M 103 à 110) ; tuberculose, enquête préfectorale sur les décès par tuberculose, 1928-1939 (5 M 114).

Vaccinations : vaccination antivariolique, an XII à 1905 (5 M 115 à 123) ; vaccination antityphique, circulaires et instructions, correspondances, 1912-1922 (5 M 124) ; vaccination antidiptérique, circulaires et instructions, 1928-1930 (5 M 125) ; BCG, circulaires et instruction, propagande, correspondances, 1928-1933 (5 M 126).

Mortalité : répartition semestrielle des décès par cause et par âge dans les communes de moins de 5000 habitants, puis dans chaque commune, 1902-1937 ; tableaux récapitulatifs (5 M 127 à 135).

Pharmacies et laboratoires : inspection des pharmacies (5 M 136 à 146), laboratoires (5 M 147).

Conditions sanitaires : diverses enquêtes sur l'alimentation en eau, l'hygiène alimentaire, l'alcoolisme, l'état sanitaire, l'armement sanitaire, les stations climatiques, les logements insalubres pour la période 1878 à 1938 (5 M 148 à 157).

Établissements insalubres et dangereux : dossiers classés par commune et type d'établissement (5 M 158 à 232).

Série X - Assistance et prévoyance sociale (1800-1940)

Cette série représente quelque 150 mètres linéaires d'archives. Dans la mesure où les articles ne sont pas cotés en continu, n'est précisé que leur nombre.

Administration hospitalière (336 articles) :

Hôpitaux et bureaux de bienfaisance, affaires générales : instructions et circulaires, 1803-1939 ; statistiques, 1854-1936 ; commissions administratives ; dons et legs ; personnel (règlements, statuts) ; assistance aux tuberculeux, sanatoriums, pavillons de tuberculeux, 1888-1934 ; dispensaires antituberculeux, 1933-1943.

Dossiers par établissement : administration générale, comptabilité (Auray, Carentoir, Caudan, Guémené, Hennebont, Josselin, Lorient, Malestroit, Noyal-Pontivy, Le Palais, Ploërmel, Pontivy, Port-Louis, Questembert, La Roche-Bernard, Rochefort, Sarzeau, Vannes).

Affaires diverses : arrêts de la Cour des comptes ; Petites sœurs des pauvres de Lorient ; maison maternelle de Lorient ; hospice des vieillardes, infirmes et incurables de Vannes, 1884-1925...

Bureaux de bienfaisance (596 articles) :

Bienfaisance privée : affaires diverses, 1895-1936.

Bureaux de bienfaisance : comptes de gestion, budgets, statistiques, comité de charité, 1855-1939

Administration et personnel : création de bureaux, renouvellement des membres des commissions administratives, situations financières.

Dons et legs : classement alphabétique, 1801-1939.

Biens et revenus : classement alphabétique, 1802-1946.

Comptabilité : comptes de gestion, budgets, travaux et marchés (classement alphabétique)

Attestation d'attribution de biens de fabrique (1905-1940).

Aliénés (129 articles) :

Versements de la Préfecture : registre des aliénés, 1821-1893 ; affaires générales, an X-1904 ; personnel, 1818-1911 ; statistique générale, 1882-1905 ; correspondance, 1896-1940 ; effectifs, 1906-1940 ; placements d'office par arrondissement, 1898-1922 ; répertoires des entrées et des sorties, 1886-1936 ; administration des biens des internés ; aliénés de la Seine et étrangers ; états comptables divers ; circulaires, instructions, statistiques ; commissions de surveillance.

Versement Asile de Lesvellec : internés, hommes et femmes ; registres divers ; dossiers d'hospitalisation, 1918-1946.

Assistance sociale (710 articles) :

Affaires générales : circulaires, 1897-1900 ; établissements de bienfaisance privés, états nominatifs, 1860-1936.

Assistance aux femmes en couches : instructions, 1919-1940 ; subventions, 1921-1932 ; école d'accouchement de Lorient, rapports annuels du directeur, 1922-1939.

Assistance à l'enfance (fonds de la Préfecture et de l'assistance) : enfants trouvés et abandonnés, enfants assistés et moralement abandonnés, dossiers généraux (circulaires et instructions depuis 1801, rapports annuels des médecins inspecteurs, 1850-1860, registres d'entrées et de sorties dans les hospices de Vannes, Lorient et Pontivy, rapports annuels des

inspecteurs départementaux, statistiques, comptabilité) ; dossiers individuels (par année et ordre alphabétique, 1874-1939) ; protection du premier âge (comité départemental de la protection de l'enfance depuis 1875, rapports, statistiques, subventions, rapports des médecins, enquête sur les œuvres départementales) ; protection de l'enfance (inspections médicales des écoles, 1924-1934, hygiène sociale, 1890-1903, colonies de vacances, patronages et œuvres diverses, 1890-1903).

Assistance aux familles : assistance aux familles nombreuses, instructions et circulaires, subventions, 1914-1939 ; habitations à bon marché, lois et règlements, élections au conseil supérieur des HBM, délibérations de l'office départemental, comptes de gestion, subventions, rapports d'inspection, 1895-1940.

Assistance médicale : instructions et circulaires, correspondance, 1894-1902 ; assistance médicale gratuite : subventions communales, commissions cantonales ; comptabilité des bureaux d'assistance médicale gratuite, 1896-1938.

Assistance aux vieillards, infirmes et incurables : subventions, contingents des communes, 1907-1931.

Assistance aux aveugles et sourds-muets : statistiques, correspondance, demandes d'hospitalisation depuis 1819.

Prévoyance sociale (180 articles) :

Sociétés de secours mutuels et sociétés diverses d'assistance : statuts, instructions, comptes rendus de fonctionnement, statistiques, subventions, 1834-1955.

Caisses d'épargne : circulaires et instructions, correspondance, personnel, comptes rendus de fonctionnement, statistiques, 1848-1939.

Assurances sociales (9 articles) :

Assurances sociales : arrêtés et circulaires, 1938-1939.

Caisse nationale de retraite pour la vieillesse : instructions, registres, 1891-1937.

Caisse départementale d'allocations familiales : procès-verbaux des assemblées générales, 1934-1936 ; délibérations de la caisse, 1934-1942.

Versements divers :

Versements du Cabinet du Préfet : assistance publique, personnel, 1890-1940 ; assurances sociales, personnel, 1915-1939 ; hôpitaux, asiles d'aliénés ; maison de l'Empereur, secours divers, 1857-1870.

Versement des sous-préfectures (série Z) : sous-préfecture de Lorient, versement de l'office HLM d'Hennebont, 1927-1939, école d'accouchement de Lorient, sanatorium de Kerpape ; sous-préfecture de Ploërmel, hospices, instructions statistiques, dons et legs ; sous-préfecture de Pontivy, caisses épargne, sociétés de secours mutuels, hospice de Guémené, 1847-1874 et de Pontivy, 1828-1933.

Série W - Archives contemporaines

La recherche au sein de cette série est grandement facilitée par l'existence d'un instrument de recherche détaillé sur *L'action sanitaire et sociale depuis 1940* (dactylographié, 128 p.) qui couvre la période allant de 1940 à 1995. Cet instrument de recherche est subdivisé en deux parties : la première est organisée par service producteur (préfecture, Direction des affaires sanitaires et sociales et Direction des interventions sanitaires et sociales, hôpitaux, CAF, trésorerie générale) ; la seconde est classée par objet d'analyse (aide sociale, logement, hôpitaux par exemple). Le tout est complété par une série d'index et précédé par une intéressante introduction institutionnelle qui permet de situer les attributions de chaque service.

Les fonds étant classés en continu, nous donnons ici quelques éléments de repérage des documents conservés par service producteur.

Préfecture (1940-1964) :

Cabinet du Préfet, 1940-1964 : Société de secours familial des fonctionnaires – Statuts, instructions, Procès-verbaux des assemblées générales et du Conseil d'administration, 1943-1946 (882 W 4).

3^{ème} division (chargée de l'instruction publique, de l'enseignement technique et de l'assistance), 1940-1964 : Prestations familiales agricoles – documentation, réglementation, applications d'office à la caisse mutuelle des Allocations familiales du Morbihan, 1944-1960 (887 W 73 à 80) ; Sécurité sociale et allocations familiales – documentation et réglementation, états nominatifs des mères à la maternité, 1949-1961 (887 W 81-82).

4^{ème} division (chargée des affaires économiques et sociales), 1940-1964 : Assurances sociales agricoles – instructions et correspondances, listes et statuts des caisses, élections, 1951-1962 (886 W 21-28) ; CAF de Vannes, élections, 1955-1962 (886 W 12) ; Caisses d'allocations vieillesse, commission départementale des conflits d'affiliations, instructions, procès-verbaux..., 1940-1963 (886 W 8-11) ; Comité départemental de coordination de la mutualité, 1946-1958 (886 W 14) ; Sécurité sociale, affaires générales, correspondances, élections, 1943-1963 (886 W 12 à 20 et 1173 W 102) ; sociétés de secours mutuels, subventions..., 1940-1961 (886 W 29-33) ; sociétés mutualistes, comptes rendus chiffrés, 1959-1962 (886 W 6-7 et 1173 W 100).

1^{ère} direction, 1964-1983 : plusieurs articles sur les élections dans les diverses caisses, par exemple CMR (1173 W 105) et MSA (1173 W 108-109) ; Sociétés mutualistes, approbations et modifications des statuts, classement par commune, 1868 à 1968 (945 W 2 à 7).

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (1964-) :

Statistiques ; études et rapports ; dossiers documentaires ; dossiers de subventions ; comptes-rendus de réunion avec des organismes officiels et des associations ; dossiers, arrêtés et nomination concernant le personnel médical et para-médical ; Registre de contrôle des professions de santé et de délibérations de divers organes de contrôle ; dossiers d'enfants assistés, de tutelle d'incapables majeurs ; dossiers d'aide sociale ; dossiers de regroupement familial ; budgets et comptes financiers d'établissements sanitaires et médico-sociaux ; dossiers de création, extension et d'aménagement d'établissements sanitaires et médico-sociaux ; dossiers d'établissements classés (versements 979 W, 980 W, 981 W, 982 W, 1066 W, 1109 W, 1110 W, 1112 W, 1113 W, 1114 W, 1115 W, 1116 W, 1327 W, 1328 W, 1329 W, 1330 W, 1331 W, 1340 W, 1341 W, 1345 W, 1384 W, 1390 W, 1402 W)

Direction départementale des Interventions Sanitaires et Sociales (1984...) :

Dossiers de prêts et d'aides financières ; dossiers d'aide sociale ; dossiers de demandes d'adoption, de retrait temporaire, de placement et de pupilles ; rapports annuels ; enquêtes et études ; comptes-rendus de réunion avec des organismes officiels et des associations ; pièces de dépenses et de recettes (versements 1151 W, 1152 W, 1153 W, 1192 W, 1193 W, 1229 W, 1234 W, 1239 W, 1240 W, 1241 W, 1303 W, 1321 W, 1362 W)

Centre hospitalier spécialisé de Saint-Avé :

Dossiers médicaux ; registres d'entrées et des décès ; répertoires des entrées (1310 W)

Archives communales

En matière d'archives communales, aucune série ne doit être négligée compte tenu de l'implication des communes dans la protection sanitaire et sociale pendant toute la période concernée. Néanmoins, à l'instar des archives départementales, l'essentiel des sources se trouve conservé dans les trois séries suivantes :

- Série I – Police, Hygiène publique, Justice.
- Série Q – Assistance, aide sociale et prévoyance.
- Série W – Archives contemporaines³².

On trouvera le détail du cadre de classement des archives communales et des informations complémentaires concernant le contenu des séries I et Q en annexe 1.

³² Toujours se renseigner sur les conditions de communicabilité des documents et, si nécessaire, de demande de dérogation (cf. annexe 1, articles de loi 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives qui précisent les délais de communicabilité).

Dans la mesure où la collecte des sources et leur classement présentent de nombreuses similarités d'un service d'archives à l'autre, nous nous sommes volontairement limité à quelques exemples particuliers qui suffisent à mettre en évidence la richesse des informations conservées dans les services d'archives communales. Nous avons choisi d'une part de présenter un panorama de toutes les sources relatives à l'histoire de la protection sanitaire et sociale conservées aux archives de Rennes, et d'autre part, d'illustrer les contenus de chacune des principales séries indiquées ci-dessus au travers de divers service d'archives (Quimper pour la série I, Brest et Nantes pour la série Q et enfin Lorient pour la série W).

Archives municipales de Rennes

Le chercheur dispose aux archives de Rennes de répertoires dactylographiés détaillés pour chaque série et sous-série. Les archives modernes couvrent en général la période 1790 à 1953 mais peuvent aller au-delà. Les archives contemporaines sont riches de dossiers très récents qui, dans divers cas, peuvent déjà être consultés par le public.

Série C - Bibliothèque administrative

2 C – Administration de la commune :

Service municipal de désinfection (2 C/27-28) ; hygiène et salubrité, arrêtés 1908 et 1926 (2 C/29-30) ; crèche municipale de St-Hélier, 1914 (2 C/31) ; règlement sur les pensions et secours en faveur des employés de la ville et de l'octroi, 1818 – 1873 (2 C/32-35) ; caisse municipale de retraite, statuts divers (2 C/36 à 40).

3 C – Police municipale :

Prostitution : règlements de police relatifs aux filles et femmes publiques, 1833-1941 (3 C/16 et 16 bis). Mesures de salubrité publique (3 C/22).

4 C – Propriétés communales – Bâtiments communaux :

Reconstruction de l'Hôtel-Dieu de Rennes et projet de translation de l'hospice des Incurables (4 C/11 à 17).

5 C – Urbanisme et voirie :

Alimentation en eau potable (5 C/9 à 26) ; répuration des boues (5 C/27 à 36) ; commission des logements insalubres, 1881 (5 C/37) ; fonctionnement du bureau d'hygiène, 1908 (5 C/38) ; comité de salubrité publique (5 C/39).

7 C – Assistance et bienfaisance :

Extinction de la mendicité, 1793-1853 (7 C1 à 7) ; hospices et hôpitaux, 1845-1853 (7 C12) ; œuvre des asiles (7 C13) ; crèches municipales (7 C14 à 16) ; société de Saint Vincent de Paul (7 C17-18) ; société de charité maternelle ; rapports sur les

service des enfants assistés (7 C22) ; fourneaux économiques (7 C23).

9 C – Commerce et industrie :

Éléments ponctuels : 9 C/4, formation d'une caisse de prévoyance de la boulangerie à Rennes, 1854.

11 et 12 C – Bulletin municipal :

11 C – Bulletin municipal (1890-1965)

12 C – *Le Rennais*, bulletin d'information de la ville de Rennes. À partir de 1969.

Série D – Administration générale de la commune

Les délibérations du conseil municipal (1 D) et les arrêtés du maire (2 D) sont conservés dans cette série.

5 D – Affiches municipales :

Les classement des affiches reprend l'ordre des grandes séries. À consulter notamment : 5 D VII, Police (vagabondage, mendicité), 5 D XIII, santé et hygiène (logements insalubres, établissements dangereux, médecins et sages-femmes, vaccination, maladies contagieuses, soins...) et 5 D XXI, assistance et prévoyance (secours, caisses d'épargne, établissements hospitaliers, retraites et allocations, assurances sociales, assistance médicale, aide sociale...).

Série F – Population, économie sociale et statistiques.

3 F – Travail :

Travail, réglementation et conditions de travail, accidents, horaires, 1847-1948 (3 F1) ; bourse du travail, création, fonctionnement (3F14) ; bureaux de placement, 1855-1941 (3 F15-16) ; chômage, fonds municipal du chômage, 1927-1952 (3 F20 à 22) ; travail des femmes et des enfants, règlement, états statistiques, 1837-1882 (3 F25) ; sociétés coopératives de production, de consommation et de crédits, 1868-1939 (3 F27)...

7 F – Mesures d'exception :

Législation des loyers. Crise du logement, 1915-1952 (7 F4).

Série I - Police, hygiène publique, justice

Les articles sont classés en continu.

- I 49 – Bains et lavois ; bains douches, 1818-1923.
- I 50-51 – Police de la prostitution, 1829-1940.
- I 52 – Vagabondage, mendicité ; rage ; crimes, suicides, 1797-1950.
- I 89-91 – Hygiène ; commissions sanitaires ; bureau municipal d'hygiène (organisation, fonctionnement) ; règlement sanitaire, 1831-1953.
- I 92 – Médecine et pharmacie ; service médical de nuit, 1806-1946.
- I 93-94 – Établissements insalubres et dangereux, 1806-1951.
- I 95 – Hygiène des voies publiques ; hygiène scolaire, hygiène des écoles, 1814-1949.
- I 97-99 – Épidémies de choléra ; vaccinations ; laboratoire municipal, 1822-1952.

Série Q - Assistance, aide sociale et prévoyance

1 Q – Bureau de bienfaisance puis Bureau d'aide sociale :

Registres des délibérations, an VII-1950 (1 Q 1 à 17) ; historique, XIX^e-XX^e (1 Q 18) ; biens immobiliers et legs, 1705-1969 (1 Q 19 à 31) ; finances, an VII -1959 (1 Q 32 à 57) ; conseil d'administration – personnel, an VII -1960 (1 Q 58 à 60) ; Inventaires, règlements et inspections, 1854- 1924 (1 Q 61) ; gros travaux et travaux d'entretien, 1869-1958 (1 Q 62 à 65) ; assurances, réquisitions et dommages de guerre, 1826-1946 (1 Q 66-67) ; denrées alimentaires, fournitures, 1899- 1961 (1 Q 68) ; collectes de fonds au profit des pauvres et secours, droits des pauvres sur les spectacles, 1791- 1949 (1 Q 69 à 71) ; Sœurs de la charité, 1791-1956 (1 Q 72) ; orphelinats, 1852-1929 (1 Q 73) ; Invitations et réceptions officielles, 1896-1939 (1 Q 74) ; congrès et bulletins de l'UBASF, 1933-1960 (1 Q 75).

2 Q – Œuvres charitables et établissements de bienfaisance :

Ateliers de charité, 1789-1902 (2 Q 1 à 3) ; fourneaux économiques, 1812-1944 (2 Q 4) ; Sociétés de secours mutuels, 1813- 951 (2 Q 5 à 18) ; Œuvres charitables, 1851-1953 (2 Q 19 à 2 Q 29) ; établissements de bienfaisance, 1853-1933 (2 Q 30 à 33).

3 Q – Établissements hospitaliers :

Hospices civils, administration générale, 1789-1951 (3 Q 1 à 18) ; hospices civils, finances, 1791-1952 (3 Q 19-32).

4 Q – Institutions d'assistance :

Société d'épargne, an V -1949 (4 Q 1 à 6) ; Habitations à bon marché, puis HLM, 1897-1961, (4 Q 7 à 23) ; Instituts pour sourds-muets, aveugles et arriérés, 1836-1944, (4 Q 24 à 29) ; Écoles de rééducation des mutilés, 1915-1943 (4 Q 30-31).

5 Q – Application des lois d'assistance et de prévoyance

Assistance médicale gratuite, 1859-1955 (5 Q 1 à 11) ;
Assistance aux vieillards, infirmes et incurables, 1854-1952
(5 Q 12 à 16) ; Assistance à la famille, 1905-1950 (5 Q 17) ;
Assistance maternelle et infantile, 1809-1954 (5 Q 18 à 28) ;
Assistance aux tuberculeux, 1888-1949 (5 Q 29) ; Admissions
aux différentes lois sociales, 1950-1959 (5 Q 30) ; Caisses de
sécurité sociale et d'allocations familiales, 1938-1949 (5 Q 31 à
33) ; Caisse bretonne de compensation des travailleurs
indépendants, 1940-1942 (5 Q 34) ; Caisse municipale des
retraites, 1880-1949 (5 Q 35).

Série W - Archives contemporaines

10 W – Hygiène et santé :

Crèches (album photos, 1902-1923) ; crèches collectives,
statistiques, bilan, états...
Généralités : fonctionnement du bureau d'hygiène (1893-1969),
centres sociaux, actions de santé.
Immeubles insalubres, établissements classés.
Santé scolaire, vaccinations.

11 W – Aide sociale :

Cellule des affaires sanitaires et sociales, 1962-1977 ; FJT ;
fonctionnement du CCAS, 1954-1989 ; habitat social, 1987-
1989 ; personnes âgées, Coderpa, OPAR ; plan de lutte contre la
pauvreté ; mise en place du RMI en Ille-et-Vilaine ; centres
sociaux ; contrat de ville, Maurepas.

Dans la série W, on ne négligera pas de consulter les autres sous-séries, en
particulier les sous séries 1 W – archives des élus et 2 W – administration
générale.

Série Z - Documents privés

Voir notamment dans la sous-série 6 Z – Fonds Jean-Yves Veillard, les
éléments relatifs à la conversion de l'Hôtel-Dieu en établissement pour
personnes âgées et la sous-série 7 Z – Fonds de la marmite des pauvres
(institution de charité, 1674-1797).

Contenu des séries I, Q et W de quelques autres services d'archives communales

Archives de Quimper - Série I, Police, hygiène publique, justice (1789-1959)

- GLORENNEC Hervé, *Répertoire numérique de la Série I, Police, Hygiène publique, Justice (1789-1959)*, Quimper, AM, 1995, 18 p.

Cette série représente environ 10 mètres linéaires.

Les éléments ci-après ne concernent que le volet Hygiène publique et salubrité.

- 42 I 01 à 03 : Intendance sanitaire. Correspondances (1831-1832).
43 I 01 à 04 : Commissions sanitaires : instructions, circulaires, correspondances, registres, règlement sanitaire départemental (1829-1943).
44 I 01-02 : Statistiques sanitaires (1887-1928).
45 I 01 : Correspondances au sujet de l'exercice de la pharmacie ; états statistiques des professions de santé (1820-1895).
46 I 01 à 03 : Établissements incommodes et insalubres. Instructions, circulaires, correspondances (1834-1958).
47 I 01 : Immeubles menaçant ruines, logements insalubres. Instructions, circulaires, correspondances (1840-1859)
48 I 01 à 03 : Ambulances. Correspondances, statistiques, tarifs (1934-1951).
49 I 01-02 : Vaccinations. Liste des vaccinés (1897-1940).
50 I 01 à 06 : Choléra (1832). Correspondances, brochures, affiches, souscriptions, bulletins sanitaires, factures d'ordonnances.
51 I 01 à 05 : Choléra (1834).
52 I 01 à 07 : Choléra (1849).
53 I 01 : Choléra (1885).
54 I 01 : Choléra (1893-1894)
55 I 01 : Décharges publiques.
56 I 01 : Service vétérinaire.
57 I 01 : Surveillance du bétail.

Archives de Brest - Série Q, Assistance, aide sociale et prévoyance

- PERSON A (sous la direction de HENWOOD A.), *Archives municipales de Brest, Série Q, assistance et prévoyance*, répertoire 1986-1987, 47 p.

1 Q – Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence jusqu'en 1945 :

- 1 Q 1/1 à 60 - Bureaux de bienfaisance : bureaux de bienfaisance avant 1813 ; administration du bureau de bienfaisance (1813-1942) ; commission administrative, délibérations de la commission administrative (1813-1948) ; comptabilité (1813-1947) ; personnel (1816-1953) ; droits sur les spectacles et les fêtes ; quêtes, collectes, dons et legs ; union des bureaux de bienfaisance (1923-1937) ; listes nominatives d'indigents secourus (1818-1874).
1 Q 2/1-2 - Secours d'urgence (1813-1949) ; voyageurs indigents.

2 Q – Oeuvres charitables jusqu'à 1945 :

- 2 Q 1/1-5 – Fourneaux économiques, soupes populaires ou soupes économiques.
2 Q 2/1-21 – Atelier de charité de Recouvrance (1808-1821).
2 Q 3/1-2 – Travaux de secours, ateliers de secours ou de charité (1811-1872).
2 Q 4/1-4 – Établissement de Poul-Ar-Bachet : asile puis dépôt de mendicité (1854-1938).
2 Q 5 – Asile de nuit (1891-1912).
2 Q 6/1-9 – Société pour l'extension de la mendicité devenue œuvre de secours des loyers (1833-1954).
2 Q 7/1-5 – Sociétés de bienfaisance : dossiers divers de sociétés et associations (1810-1945).
2 Q 8/1-4 – Secours exceptionnels et foyer pour jeunes filles (1831-1945).

2 Q 9/1-4 – Loteries, fêtes et concerts de bienfaisance (1817-1912).

3 Q – Établissements hospitaliers, hospitalisations jusqu'à 1945 :

3 Q 1/1-19 – Hôpitaux et hospices : hôpitaux de Brest et de Recouvrance (1790-an V) ; hôpital de Brest (1790-an VIII) ; hôpital de Recouvrance (1790-1810) ; hospice civil : administration, comptabilité, commissions administratives, personnel, affaires diverses (an IX-1945).

3 Q 2/1-2 – Hospitalisations : aliénés, aveugles et sourds-muets (1833-1935) ; malades mentaux (1889-1963).

4 Q – Institutions diverses jusqu'à 1945 :

4 Q 1/1-3 – Caisse d'épargne : statuts, bilans, instructions (1820-1945).

4 Q 2/1-3 – Mont-de-piété puis Crédit municipal de Brest après 1920 (an IX- 1941)

4 Q 3/1-6 – Habitations à non marché (1906-1945) : législation ; La familiale ; le Foyer ouvrier brestois ; office public communal d'HBM ; crédit immobilier du nord-Finistère ; société bretonne de HBM.

4 Q 4 – Jardins ouvriers (1917-1944).

5 Q – Application des lois d'assistance et de prévoyance jusqu'à 1945 :

5 Q 1/1-3 – Documents généraux : commissions d'assistance, réglementation, admissions et refus (1909-1946).

5 Q 2/1-4 – Pensions civiles et militaires et allocations aux familles de militaires (1791-1945).

5 Q 3 – Assurances sociales (loi du 5 avril 1928) : liste des caisses maladie-maternité (1935-1943).

5 Q 4/1-3 – Assistance médicale gratuite (1893-1943).

5 Q 5 – Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (1868-1945)

5 Q 6/1-2 – Assistance aux tuberculeux (1920-1945)

5 Q 7/1-6 – Protection maternelle et infantile (1846-1945) : protection du premier âge ; assistance aux femmes en couches et primes d'allaitement ; crèches et pouponnières ; Goutte de lait ; consultation de nourrissons ; nourrices et nourrissons.

5 Q 8 – Enfants assistés (1863-1941).

5 Q 9/1-4 – Protection de la famille (1928-1945) : aide aux familles nombreuses, primes pour la natalité, allocations familiales.

5 Q 10/1-8 – Sociétés de secours mutuels : réglementation et dossiers de diverses mutuelles (1845-1945).

6 Q – Bureau de bienfaisance puis bureau d'aide sociale, secours non imposés par les lois de 1946 à 1974 :

6 Q 1/1-36 – Bureau de bienfaisance puis bureau d'aide sociale : administration (1946-1974) ; commissions administratives (1946-1974) ; personnel (1949-1974) ; comptabilité (1956-1974) ; ressources et biens immobiliers (1946-1974) ; Union nationale des bureaux d'aide sociale (1955-1974).

6 Q 2/1-11 – Secours non imposés par les lois : généralités (1946-1974) ; aide aux personnes âgées (1950-1974) ; quêtes sur la voie publique, journées et semaines nationales (1951-1968) ; aide aux grévistes (1950-1974).

7 Q – Oeuvres charitables et institutions diverses, de 1946 à 1974 :

7 Q 1 – Foyers pour personnes âgées (1953-1974).

7 Q 2 – Logements-foyers et résidences pour personnes âgées (1960-1974).

7 Q 3 – Asiles de nuit (1947-1974).

7 Q 4/1-3 – Fourneaux économiques ou cantines municipales (1946-1962).

7 Q 5/1-2 – Cantines scolaires (1946-1974)

7 Q 6 – Célébrations de Noël (1946-1974).

7 Q 7/1-4 – Oeuvre des secours de loyers (1946-1974).

7 Q 8/1-6 – Comité d'aide aux sinistrés du 28 juillet 1947 (explosion du navire *Ocean-Liberty* dans le port de Brest).

7 Q 9/1-11 – Sociétés de bienfaisance et de secours mutuels : nombreux dossiers de sociétés et associations (1946-1974).

7 Q 10 – Secours occasionnels (1947-1974).

7 Q 11 – Caisse d'Épargne (1946-1974).

7 Q 12 – Habitations à bon marché (1946-1952).

7 Q 13 – Jardins ouvriers (1952).

8 Q – Hospices civils puis Centre hospitalier, de 1946 à 1974 :

8 Q 1/1-16 – Administration : commission administrative (1946-1972) ; délibérations de la commission administrative et du conseil d'administration (1946-1975) ; délibérations de la commission médicale consultative (1970-1974).

8 Q 2/1-2 – Personnel et personnel médical (1946-1958).

8 Q 3/1-5 – Comptabilité et propriétés : comptes et rapports sur l'activité et la gestion (1954-1974) ; dons et legs (1946-1974) ; propriétés.

8 Q 4 – Aliénés (1946-1972).

9 Q – Application des lois d'assistance et de prévoyance, de 1946 à 1974 :

9 Q 1/1-24 – Sécurité sociale : relations avec la commune, rapports, élections (1946-1971).

9 Q 2/1-14 – Assurances légales groupées : listes d'assistés, diverses assurances légales (1950-1974).

9 Q 3/1-2 – Pensions civiles et militaires et allocations aux familles de militaires.

9 Q 4/1-5 – Assistance médicale gratuite : instructions, listes nominatives (1946-1974).

9 Q 5 – Assistance aux vieillards, infirmes et incurables :

instructions, états de paiement (1946-1955).
9 Q 6/1-4 – Assistance aux infirmes, aveugles et grands infirmes (1950-1977).
9 Q 7 – Assistance aux économiquement faibles (1950-1973).
9 Q 8 – Allocations compensatrices de loyers (1951-1967).
9 Q 9/1-2 – Aide aux personnes âgées (1946-1974).
9 Q 10 – Assistance aux tuberculeux (1949-1972).
9 Q 11/10 – Assistance maternelle et infantile (1946-1974) : assistance aux femmes en couches ; enfants du premier âge ; enfance ; Goutte de lait ou centrale laitière ; pouponnières et crèches ; gardiennes de pouponnières.
9 Q 12/1-3 – Assistance à la famille (1946-1971).
9 Q 13 – Aide aux chômeurs (1946-1974).

10 Q – Centres sociaux et logements sociaux :

Définition, création, activité (1962-1968).

Archives de Nantes - Série Q, Assistance, aide sociale et prévoyance

➤ NOUGARET Christine, *Guide des archives municipales de Nantes*, Nantes, AM, 1991, 156 p.

Q 1 – Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence :

Bureau de bienfaisance (1792-1837), personnel (an V-1935), administration (an III-1912), comptabilité (an V-1913), subventions, droits sur les bals, spectacles et autres fêtes, collectes (1789-1935), dons et legs (1790-1931), affaires diverses (non daté), statistiques (an X-1889).
Secours d'urgence (1793-1926).

Q 2 – Œuvres charitables :

Fourneaux économiques (an X-1934), orphelinats et ouvroirs (1832-1908), asiles de nuit (1873-1906), ateliers de charité (1790-1870), sociétés de bienfaisance (1818-1941), fêtes et concerts de bienfaisance (an X-1916), dispensaires (1894-1911), cantines scolaires (1897 -1929).

Q 3 – Établissements hospitaliers, hospitalisation :

Hôpitaux et hospices, hôtel-Dieu et Sanitat (an II-1908), personnel (1792-1941), administration (an III-1917), comptabilité (1790-1935), propriétés des hospices (1793-1936), fournitures et mobilier (1793-1911), dons et legs (1816-1936), affaires diverses (non daté), statistiques (an IV-1901).
Sourds-muets (an III-1900), aveugles (1800-1910), aliénés (1793-1931).
Secours aux indigents (1790-1877), maison Saint-Joseph (1827-1908), asile Sainte-Anne (1853-1909).
Asile de vieillards (1849-1852).
Enfants assistés (1791-1909).

Q 4 – Institutions diverses :

Caisse d'épargne (1820-1911), mont-de-piété, crédit municipal (an V-1933), habitations à bon marché (1849-1937), jardins ouvriers (1897), bourse du travail (1892-1917) .

Q 5 – Application des lois d'assistance et de prévoyance :

Retraites et pensions civiles et militaires (1843-1922), caisse des retraites municipales (1805-1833), secours au personnel municipal (1893-1926).
Retraites ouvrières (1908-1932) .
Accidents du travail (1899-1935).
Assistance médicale gratuite (1809-1925) .
Assistance aux vieillards, infirme et incurables (1897 -1921).
Assistance aux tuberculeux (1902-1909).
Protection du premier âge et de l'enfance (1874-1930), assistance aux femmes en couches (non daté), crèches publiques et privées (1810-1930), goutte de lait (1899-1932), nourrices (1823-1906).
Enfants assistés (1895-1911), filles-mères (1790-1855).
Aide aux familles nombreuses (non daté), primes pour la natalité (1923-1929).
Mutualité (1903-1907), sociétés de secours mutuels (1807-1931).

Archives de Lorient - Série W, Archives contemporaines

Une grande partie des archives modernes de la ville de Lorient a été détruite lors de la Seconde Guerre mondiale (bombardements, déplacement des services administratifs...). Les séries traditionnelles pour l'étude de l'histoire de la protection sanitaire et sociale sont de ce fait peu étoffées : en série Q par exemple, les principaux documents concernent l'assistance aux vieillards et aux femmes en couches et se trouvent en sous-série 4 Q (9 articles).

En série W, les archives de Lorient disposent d'un versement important qui a été fait par le Centre communal d'action sociale mais dont le détail montre qu'il s'agit principalement de dossiers individuels (demandes d'aides par exemple). Ce sont les éléments présentés ci-dessous.

Application des lois d'assistance et d'aide sociale :

Assistance et aide médicale, 1945-1981 (37 W 229 à 232).
Aide médicale spécialisée : assistance médicale aux tuberculeux, 1945-1954 (37 W 233 et 234) ; assistance aux malades mentaux, 1948-1982 (37 W 235 à 239).
Mesures en faveur de la famille : protection maternelle et infantile, 1945-1968 (37 W 240 et 241) ; assistance à la famille, 1945-1953 (37 W 242 et 243) ; allocations mensuelles d'aide à l'enfance, 1952-1983 (37 W 244 à 246) ; soutiens de famille, 1946-1981 (37 W 247 et 248).
Aide aux personnes âgées et aux économiquement faibles, 1946-1980 (37 W 249 à 256).
Aide sociale aux aveugles et grands infirmes, 1945-1982 (37 W 257 et 258).

Assistances légales groupées : surtout dossiers d'aide sociale, 1946-1986 (37 W 259 à 268).

Action sociale :

Aide facultative : service médical, 1947-1968 (37 W 269 à 272) ; secours en nature, 1947-1983 (37 W 273-276) ; secours en espèces, 1962-1987 (37 W 277 à 281) ; secours exceptionnels, 1953-1972 (37 W 282) ; mesures de bienfaisance en faveur des personnes âgées, 1951-1983 (37 W 283-286).

Actions d'insertion et de prévention : programme local d'insertion, lutte contre la pauvreté, 1983-1987 (37 W 287 à 293).

Prestations de service :

Auprès des usagers ; services de soins à domicile, portage de repas, alerte téléphonique, 1980-1987 (37 W 294 à 296).

Auprès du département, 1943-1963 (37 W 297).

Établissements collectifs : plan d'équipement sanitaire et social, foyer ouvrier, restaurant social, hôtel maternel, crèches, foyer de personnes âgées, 1960-1986 (37 W 298 à 306).

Archives hospitalières

Comme le rappelle la circulaire ministérielle AD 93-4 du 4 mai 1993 relative aux archives des établissements publics d'hospitalisation³³, les hôpitaux publics sont tenus de verser ou de déposer, selon le cas et leur statut administratif, leurs archives dans les services publics d'archives : les établissements publics communaux, situation la plus courante, doivent verser leurs archives aux archives communales à l'instar de n'importe quel établissement public communal (par exemple, le centre communal d'action sociale) ; les autres établissements (par exemple, les hôpitaux psychiatriques qui sont souvent des établissements publics départementaux) sont tenus de verser leurs archives dans les services départementaux d'archives.

Des dérogations sont néanmoins possibles et les hôpitaux peuvent ainsi conserver sur place leurs archives ou, en ce qui concerne les établissements publics communaux, les mettre en dépôt dans les services départementaux.

Pour ce qui concerne le classement, les archives mises en dépôt (au sein notamment de la série H dépôt des archives départementales) ou conservées sur place par les hôpitaux publics devraient en théorie être organisées selon le cadre de classement prévu par une circulaire du 11 mars 1968 et se présenter comme suit :

J	Réglementation générale et locale
---	-----------------------------------

³³ Cette circulaire est reproduite en annexe 3. Le classement simplifié des archives hospitalières est présenté en annexe 1.

K	Personnel
L	Administration générale
M	Financement
N	Capital, immobilisation
O	Travaux et matériel
P	Économat
Q	Population (malades hospitalisés)
R	Archives médicales
S	Aumônerie
T	Bibliothèque administrative et médicale, bibliothèque des malades
U	Service des archives
Z	Divers.

Dans les autres cas (versements des établissements communaux aux archives communales et versements des établissements départementaux ou d'État aux archives départementales), les archives devraient être insérées dans les séries prévues à cet effet, à savoir :

- Série S, documents divers, et W, archives contemporaines, pour les archives communales ;
- Série X, assistance et prévoyance, et W, archives contemporaines, pour les archives départementales.

Ces divers modes d'entrée des archives hospitalières dans les services publics d'archives et de classement ne facilitent évidemment pas le travail du chercheur néophyte qui devra vérifier en divers lieux et dans diverses séries la possible existence de documents relatifs à tel ou tel établissement. Il ne pourra d'ailleurs pas se dispenser d'une recherche élargie dans la mesure où les établissements hospitaliers publics font l'objet d'un contrôle de l'État (d'où la nécessité de consulter les fonds versés par les services compétents des préfectures et les administrations sanitaires et sociales).

Repérage des archives hospitalières en Bretagne (1995)

À titre indicatif, nous reproduisons ici un repérage succinct des archives hospitalières réalisé il y a quelques années par Jack Garçon, responsable de l'unité d'archives et d'histoire de l'École nationale de la santé publique (Rennes), pour la rédaction de l'ouvrage *Lieux de soins, lieux d'histoire : la Bretagne*³⁴.

Il est à noter que bon nombre d'établissements hospitaliers conservent une partie de leurs archives récentes et des pièces éparses pour les archives antérieures à la loi hospitalière de

³⁴ Thierry Fillaut (direction) : *Lieux de soins, lieux d'histoire : la Bretagne. Guide d'histoire hospitalière*, Préface de Jean-Yves Andrieux, Rennes, Ed. ENSP, 1995, 224 p.

1970. Les registres de délibérations des commissions administratives puis des conseils d'administration ainsi que les rapports administratifs et de gestion sont en général conservés par les établissements. De même, ceux-ci gardent souvent des dossiers d'équipements et de construction, des plans et des photographies, voire des maquettes.

Côtes-d'Armor

	Lieu de conservation Archives départementales (AD), Archives municipales (AM) ou Hôpital	Cotes AD. (H dépôt ou supplément) ou A. M. le cas échéant	Observations
Dinan	Hôpital		
Guingamp	Hôpital AD 22	H dépôt 2	Pièces éparses
Lamballe	Hôpital		
Lannion	AD 22	H dépôt 3	
Loudéac	Hôpital		
Paimpol	Hôpital		
Quintin	Hôpital		
St-Brieuc	AD 22	H dépôt 13-34, 201-344	

Finistère

	Lieu de conservation Archives départementales (AD), Archives municipales (AM) ou Hôpital	Cotes AD. (H dépôt ou supplément) ou A. M. le cas échéant	Observations
Brest	AM AD 29	Brest 3 Q 1/1-19; 8 Q 1/1-16, 8 Q 2/1-2, 8 Q 3/1-3; 8 Q 4.1; 42 H 1-2	Voir aussi 1 B 1668, 2458 ; 100 J 299 ; 1 L 40 ; 1 Q 2537
Carhaix	AD 29	43 H 1-16	Voir aussi 1 Q 2538
Châteaulin	AD 29	44 H	Voir aussi 1 Q 2539
Concarneau	AD AM Concarneau	29 1 Q 2540	Voir aussi 100 J 582, 28 L 76.
Crozon	AD 29	1 Q 2540	
Douarnenez	AD 29	1 Q 2540	
Landerneau	AD 29	45 H 1, H dépôt	Voir aussi 100 J 300, 1 Q 2541, 2 Q 508
Lanmeur	AD 29	46 H 1-3, H dépôt	Voir aussi 1 Q 2541
Lesneven	AD 29	53 H 1	Voir aussi 1 Q 2541
Morlaix	AD 29	47 H 1-5, H dépôt	Voir aussi 20 B 4212, 4266, E 1505, 100 J 301, 1 Q 2542
Pont-l'Abbé (hospice)	AD 29	48 H 1-2	Voir aussi 100 J 302
Quimper (CHG))	AM AD 29	Quimper Série M ; 49 H 1-13, H dépôt	Pièces éparses
Quimper (CHS)	AD 29	50 H 1-15	
Quimperlé	AD 29	5 H 89, 96	Voir aussi 105 J 475 et 981-982.

St-Pol-de-Léon	AD 29	52 H 1	
St-Renan	AD 29	H dépôt	

Ille-et-Vilaine

Pour les archives d'Ille-et-Vilaine, se reporter au *Guide des Archives d'Ille-et-Vilaine*, Rennes, AD, 1994, t.1, vol. 1.

	Lieu de conservation Archives départementales (AD), Archives municipales (AM) ou Hôpital	Cotes AD. (H dépôt ou supplément) ou A. M. le cas échéant	Observations
Antrain	Hôpital		Avant 1940 : registres des délibérations, entrées sorties des malades, plans...
Fougères	AM Fougères	Fonds des hôpitaux de Fougères	Inventaire analytique n° 108 aux AD 35.
Grand-Fougeray	Hôpital		
Janzé	Hôpital		
La Guerche-de-Bretagne	AD 35	Fonds de l'hôpital	Répertoire n° 109.
Montfort-sur-Meu	AD Hôpital 35	Fonds de l'hôpital	
Redon	AD Hôpital 35	Fonds de l'hôpital	Répertoire n° 110.
Rennes (CHR)	AD AM Rennes 35	Fonds des hôpitaux de Rennes Série Q	Répertoires n° 111 à 114 Voir aussi série M aux AD
Rennes (CHS)	AD AM 35 Rennes	Fonds de l'hôpital St-Méen	Répertoire n° 115

	Hôpital	série Q	
St-Brice-en-Coglès	Hôpital		Registres et budgets depuis 1925
St-Malo	AD AM St-Malo 35	Fonds des hôpitaux de St-Malo et de St-Servan	Répertoires n° 116 à 118 aux AD 35.
St-Méen-le-Grand	AD 35	Fonds de l'hôpital	Répertoire n° 119
Vitré	AD 35	Fonds des hôpitaux de Vitré	Répertoires n° 120 et 121.

Loire-Atlantique

	Lieu de conservation Archives départementales (AD), Archives municipales (AM) ou Hôpital	Cotes AD. (H dépôt ou supplément) ou A. M. le cas échéant	Observations
Ancenis	AD 44	E dépôt 12/GG 37-66	
Blain	Hôpital		
Bourgneuf	Hôpital		
Châteaubriant	AD 44	H dépôt 1	
Clisson	AD 44		
Le Croisic	AM Le Croisic Hôpital		
Guérande	AD 44	H dépôt 2	Fonds de l'Hôtel-dieu et de l'hôpital St-Louis
Nantes	AD AM Nantes 44	H dépôt Série Q 3 3	Fonds de l'Hôtel-Dieu et du Sanitat, 1790-1941. Voir aussi en série W

Paimbœuf	Hôpital		
Pornic	Hôpital		
Savenay	AD 44	H dépôt 5	

Morbihan

	Lieu de conservation Archives départementales (AD), Archives municipales (AM) ou Hôpital	Cotes AD. (H dépôt ou supplément) ou A. M. le cas échéant	Observations
Auray	AD 56	1 HS 1-4, 2 HS 1-13	Hôpital général (1660-1809) Hôtel-Dieu (1577-1792)
Caudan	AD 56 Hospice de Caudan	3 HS	Archives détruites en 1944 Registre de délibérations
Guémené-sur-Scorff	AD 56 Hôpital	4 HS 1-12 3 ES 73	(1552-1895) Archives municipales en dépôt aux AD XIX ^e - XX ^e
Hennebont	AD 56 AM Hôpital	5 HS 1 3 QQ1-3,3 M1/I-2	(1645-1755) XIX ^e - XX ^e
Josselin	AD 56	6 HS 1-2	(1667-1895)
Lorient	AD 56 AM Lorient	10 HS 1-178 Pièces éparses	(1755-1942)
Malestroit	AD 56	7 HS 1-10	(1620-1848)
Palais (le)	AD 56	8 HS 1-4	(1695-1921)
Ploërmel	AD 56	9 HS 1-49	(1607-1917)

Pontivy	AD AM Pontivy	56	19 HS Fonds en dépôt	1-2	(1674-1972)
Port-Louis	AD 56		11 HS 1-42		(1710-1905)
Rochefort-en-Terre	AD 56		12 HS 1-10		(1732-1942)
Sarzeau	AD 56		13 HS 1-8		(1737-1953)
Vannes	AD Hôpital	56	14 HS 15 HS 16 HS 1-5	1-8 1-19	Centre Chubert (1677-1790) Hôtel-Dieu (1477-1817) Incurables (1682-1790)

Exemples d'archives hospitalières

Que peut trouver le chercheur dans les archives hospitalières ? Pour mieux saisir la teneur de l'information conservée, nous donnerons deux exemples : le premier concerne les archives du CHR de Rennes déposées aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine, le second les archives du centre hospitalier de Lannion déposées aux archives des Côtes-d'Armor.

CHR de Rennes

Plutôt qu'un recensement de l'ensemble des archives du CHR, nous reproduisons ici les sources principalement utilisées par Florence Guittier pour étudier *Les hospices civils de Rennes dans la première moitié du 20^{ème} siècle (1900-1940)* dans le cadre de son mémoire de maîtrise d'histoire soutenu à Rennes 2 en 1984. On peut ainsi constater que si les fonds déposés par le CHR de Rennes aux archives départementales constituent la principale source d'information, ils doivent néanmoins être complétés par d'autres investigations dans les séries M et X des archives départementales et aux archives municipales de Rennes.

Archives hospitalières (dépôt aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine) :

Série J – Réglementation générale et locale (1 J 1 à 13) :
Réglementation générale ; règlements des hospices de Rennes ; organisation des services médicaux ; organisation des consultations externes à l'Hôtel-dieu, 1899-1939 ; installation d'une pharmacie annexe, 1899-1939 ; consultation d'urologie, 1914-1928 ; organisation du laboratoire central des hospices, 1899-1939 ; Hôtel-dieu, service de maladies vénériennes ; Hôtel-dieu, service d'électroradiologie ; Pontchaillou ; orphelins ; enseignement médical.

Série K – Personnel : Hospices civils, relevé du personnel des hospices au 10 Novembre 1912, échelle de traitement, gages et

salaires du personnel en 1923 (1 K1) ; concours d'internat en médecine et en chirurgie (1 K 22) ; internat, 20^{ème} siècle (1 K 22) ; registre récapitulatif des employés administratifs. du personnel médical et des religieuses hospitalières, 1859-1935 (1 K 24).

Série L – Administration générale : Registre des délibérations de la Commission Administrative, 1900-1939 (1 L 27 à 45) ; correspondances, administration des établissements : asile Le Graverend , 1848-1940, Préventorium de Pontchaillou, 1919-1939, déménagement d'établissements. - déménagement de Pontchaillou, 1896-1910, conditions de vie des hospitalisés, 1844-1919 (1 L 84 à 87).

Série M – Financement : budget des hospices civils, 1911-1936 (1 M 10) ; cahiers d'inscriptions des recettes (1 M 14 à 16) ; comptes de gestion annuelle, 1926-1940 (1 M 86 à 100) ; Grand livre de comptes ouverts (1911 et 1938) ; statistiques hospitalières, 1893-1939 (1 M168) ; relevé des prix de journées des hospices civils (1917 et 1936-1938) et frais de séjour à l'Hôtel-dieu et d'hospitalisation à Pontchaillou ,1897-1939 (1 M 228 à 244).

Série O – Bâtiments des hospices (1 O 32 à 76) : construction d'un pavillon de consultations ; centre anti-cancéreux, 1932-1937 ; construction d'un pavillon pour les services d'ophtalmologie et d'ORL, 1937-1939 ; construction de Pontchaillou, 1893-1898 ; achat et installation d'un appareil de chauffage à Pontchaillou, 1922-1938 ; réfection de la cuisine de Pontchaillou ; ascenseurs, monte-malade, monte-charges, 1931-1948 ; matériel médical.

Série P – Comptabilité de l'économat : état des consommations présumées ; adjudications des fournitures nécessaires aux hospices civils, 1930 à 1939.

Série Q – Population : Registres d'entrées et sorties des hommes et des femmes de l'Hôtel-dieu, 1910-1932 (1 Q 124 à 146) ; Répertoire alphabétique, 1926-1930 (1 Q 152) ; comptabilisation des entrées et sorties, août 1930 décembre 1942 (1 Q 153-154) ; assurances sociales, 1936-1940 (1 Q 156-160).

Série R – Archives médicales (1 R 1-2) : Épidémies de grippe et de typhoïde à Pontchaillou, 1932.

Séries modernes des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine :

5 M 25 : Infirmières visiteuses de puériculture et des services d'hygiène, 1924-1934 .

5 M 26 : Instructions et délivrance des diplômes des différents services par arrondissement, 1924-1927.

5 M 27 : Examens d'infirmières d'État, 1925-1931.

5 M 29 : Infirmières hospitalières et visiteuses : enquêtes et instructions ,1927-1938.

1 X 256 Compte de la Commission Administrative, 1936.

Séries modernes des Archives municipales de Rennes :

3 Q – Établissements hospitaliers : hospices civils, administration générale, 1789-1951 (3 Q 1 à 18) ; hospices civils, finances, 1791-1952 (3 Q 19-32).

1 D 137 à 177 : registres de délibérations du Conseil municipal (1900-1940).

CH de Lannion

Classé selon les instructions de la circulaire de mars 1968 en H-dépôt 3 aux archives des Côtes-d'Armor, le fonds d'archives de l'hôpital de Lannion résulte principalement d'un dépôt effectué par cet établissement en 1994. Il comprend 321 articles dont l'essentiel concerne la période « moderne » de 1790 à 1954.

Un aperçu du contenu des séries J à L permet de se rendre compte de la nature des documents conservés.

Série J – Réglementation générale et locale :

H-dépôt 3/2 (1793-1922) : Règlement de police pour l'hospice d'humanité de la ville de Lannion ; règlement pour le service intérieur des hôpitaux et hospices: instruction ; règlement des hospices civils de Lannion ; nouveau modèle de règlement pour les hôpitaux et hospices ; visiteurs ; valeurs, objets laissés par les malades décédés : législation, avis du Conseil d'État ; application de la législation et de la réglementation ; ordonnances royales, arrêtés ministériels: circulaires, instructions...

H-dépôt 3/3 (1828-1936) : arrêtés du Préfet ; assurances sociales: réglementation, convention, correspondance ; protection de l'enfance : enquête de 1877 sur les conséquences de la suppression des "tours" pour l'abandon anonyme des enfants ; protection des vieillards : nombre de lits affectés ; correspondance envoyée au préfet et au sous-préfet.

Série K – Personnel

H-dépôt 3/3 suite (anVIII-1935) : recrutement de militaires comme infirmiers ; contrôle médical (maladies et accidents professionnels) ; nomination de médecins, arrêtés... ; refus de nommer les vingt ex sœurs hospitalières demandées par la Commission administrative des hôpitaux de Lannion ; assurances sociales des personnels hospitaliers.

Série L – Administration générale

H-dépôt 3/3 suite : commission administrative, nominations (1806-1929).

Commission administrative, séances (1823-1923) : minutes et documents préparatoires aux séances de la Commission administrative ; pièces jointes aux délibérations de la Commission, pétitions, extraits de délibérations de Conseils municipaux, correspondances ; minutes originales des séances de délibérations de la Commission administrative.

H-dépôt 3/4 à 12 (an V-1946) : Registres des séances de délibérations de la Commission administrative du 2 pluviôse an V au 20 novembre 1946.

H-dépôt 3/13 à 15 (an III-1854) : Correspondance

(Correspondance reçue par la Commission administrative ou par les administrateurs).

H-dépôt 3/16 (an XIII-1940) : Correspondance (Correspondance envoyée par la Commission administrative aux maires des communes concernées ; correspondance avec le receveur).

H-dépôt 3/17 (1808-1933) : Correspondance avec l'administrateur-ordonnateur.

H-dépôt 3/18 (an VII-1926) : Registres de la correspondance.

H-dépôt 3/19 (1896-1936) : compte moral.

H-dépôt 3/20 (1854-1954) : Rapports d'inspection ; répertoire de la Commission administrative ; récompenses honorifiques ; correspondance relative à l'exposition universelle de 1900 ; photographie de la façade de l'hôpital.

Services privés d'archives

Sous cet intitulé, nous avons classé :

- d'une part les archives des organismes de Sécurité sociale, que celles-ci soient déposées au Centre régional des archives historiques de la sécurité sociale situé dans les locaux de la Caisse primaire d'assurance maladie du Mans ou qu'elles soient conservées directement par les organismes,
- et d'autre part, divers organismes privés (associatifs notamment) qui ont en leur possession des fonds d'archives intéressants pour écrire l'histoire régionale de la protection sociale.

Archives des organismes de Sécurité sociale

Conformément à loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives et au décret 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, les archives des organismes de Sécurité sociale sont des archives publiques et, de ce fait, les organismes sont soumis aux règles générales en la matière, notamment à l'interdiction de toute destruction sans le visa préalable du directeur des archives départementales du département dans lequel ces organismes ont leur siège.

Une circulaire récente (circulaire AD 2000-1 du 12 janvier 2000 relative à la conservation, au traitement et à la communication des archives historiques des organismes de Sécurité sociale) est venue préciser les règles applicables en matière d'archives par les caisses et devrait, dans une certaine mesure, faciliter les recherches historiques³⁵. Elle rappelle notamment que ce sont les services d'archives départementales qui ont vocation à assurer la conservation des archives des organismes de Sécurité sociale : rares sont cependant les caisses qui ont déposé leurs archives dans ces services, les dossiers que l'on y trouve étant le plus souvent des dossiers constitués par les organismes de contrôle (Directions régionales de la sécurité sociale puis

³⁵ Circulaire reproduite en annexe 2.

Directions régionales des affaires sanitaires et sociales) ou par les préfets (dossiers pour les élections par exemple). Beaucoup d'organismes conservent donc leurs archives directement dans leurs locaux, ceux relevant du régime général ayant pu par ailleurs en verser une partie au Centre régional des archives historiques du Mans.

Il appartient donc au chercheur extérieur aux organismes de sécurité sociale qui se lance dans l'histoire de la protection sociale sur un territoire donné, de se mettre en rapport avec les directions des organismes pour connaître les modalités de conservation et de communication des archives qui peuvent l'intéresser.

Afin de permettre au lecteur de mieux appréhender le contenu des archives des organismes de sécurité sociale, nous avons choisi :

- De rappeler la nature des principaux documents que l'on peut trouver dans les archives des organismes de Sécurité sociale,
- Puis de présenter succinctement l'ensemble des fonds des organismes du régime général déposés au centre régional des archives du Mans ;
- Et de terminer par un exemple local en synthétisant les travaux de repérage des archives qui ont été déjà réalisés dans divers organismes du département d'Ille-et-Vilaine.

Les documents conservés par les organismes de Sécurité sociale

Quels sont les types de documents qu'un chercheur en histoire de la protection sanitaire et sociale peut trouver dans les organismes de Sécurité sociale ? La réponse est apportée par une lettre ministérielle du 15 juin 1982 qui indiquait précisément la nature des documents à conserver par ces organismes.

Voici la liste de quelques-uns des documents à conserver par les organismes telle qu'elle est donnée dans le titre III (directives de conservation) de cette lettre ministérielle³⁶ :

Principaux documents à conserver par tous les organismes

- « Les procès-verbaux des conseils d'administration et des différentes commissions créées dans les caisses, les annexes et travaux préparatoires aux dits conseils et commissions, les notes et rapports de présentation. »
- « Les dossiers établis par tous les agents de direction et les agents de leurs secrétariats (secrétariats techniques ou attachés de direction), sur tous les problèmes relevant de leur compétence et ayant perdu de leur actualité. »
- « Les notes de service émanant de tous les agents de direction. »
- « Les doubles du courrier départ de la Présidence, et de la Direction. »

³⁶ Ministère de la solidarité nationale, Direction de la Sécurité sociale, *Lettre ministérielle n° 1567 du 15 juin 1982 relative à la conservation des archives des organismes de sécurité sociale du régime général*, 8 p.

- « Les projets de budget soumis aux conseils d'administration des organismes. »
- « Les rapports annuels d'activité. »
- « Les dossiers individuels du personnel d'encadrement géré par chaque caisse. »
- « Les études et notamment celles des bureaux d'Organisation et Méthode, les analyses de conception, les résultats des enquêtes des services statistiques et les documents de synthèse établis par eux, les enquêtes visant à établir l'opportunité des équipements à caractère sanitaire ou social. »
- « Les contrats et marchés intéressants les opérations immobilières et l'acquisition de matériel informatique et de saisie des données, les plans d'immeubles, les dossiers relatifs aux opérations immobilières (construction, extension), terminées au cours de l'année considérée. »
- « Les procès-verbaux des réunions avec le Comité d'entreprise ou les délégués du Personnel, les procès-verbaux des Comités d'hygiène et de sécurité, les protocoles d'accord, les cahiers de revendications, le bilan social, les procès-verbaux des Commissions Spécifiques (Commission de l'habitat, de l'amélioration des conditions de travail, de la formation professionnelle), le rapport annuel de la médecine du travail. »
- « Les rapports des services d'Inspection externes, éventuellement internes (inspection AT – inspection générale de la caisse, inspection contentieux), classés par nature. »
- « Les documents et publications (brochures, revues) produits par les services d'information et de relations publiques des caisses. »
- Et à raison d'une année tous les cinq ans, l'inventaire du patrimoine et du matériel au 31 décembre de l'année considérée.

Dispositions particulières à certains organismes

Par ailleurs, chaque organisme doit conserver intégralement ou par échantillonnage un certain nombre de documents liés à ses activités spécifiques.

Parmi les documents à conserver par les caisses régionales d'assurance maladie, on trouve par exemple :

- « Les procès-verbaux des Comités techniques régionaux et, le cas échéant, des commissions paritaires permanentes de classement. »
- « Les études menées par les services de prévention et les études générales thématiques, non publiées. »
- « Les déclarations annuelles de salaire, le fichier des cartes de retraites ouvrières et paysannes, les comptes individuels sur fichiers magnétiques. »
- « Les dossiers relatifs à la tarification des accidents du travail » à raison de 20 % par an.
- « Les documents de l'action sanitaire et sociale (assurance vieillesse et assurance maladie) :
 - « dossiers concernant les aides, les subventions ou participations financières, les participations à la gestion ou la gestion directe des œuvres et établissements, ainsi que les

études réalisées en matière d'action sanitaire et sociale. » (échantillonnage)
- à raison d'un dossier sur 100 par an, « les dossiers relatifs à la gestion de l'assurance vieillesse. »

Dans les Caisses primaires d'assurance maladie, doivent être conservés :

- « Les procès-verbaux des Commissions médico-sociales paritaires départementales et toutes études, notes de synthèse relatives à l'activité médicale, issues de l'exploitation des Tableaux Statistiques d'Activité des Praticiens. »
- « Les documents relatifs aux accords locaux ou conventions de dispense de l'avance des frais entre les caisses primaires et certains établissements, ainsi qu'avec certaines professions médicales et paramédicales. »
- ou encore « à raison d'une journée par an, 1/1000^{ème} des dossiers administratifs de prestations maladie (y compris les accidents du travail), maternité et décès et au minimum 50 dossiers. »

De même, les Caisses d'allocations familiales sont tenues de conserver « les dossiers des œuvres en gestion directe conservés à la caisse d'allocations familiales » et « à raison de 5 % par an et au minimum 50 dossiers, les dossiers de contentieux "prestations familiales" » et « les dossiers et/ou les fiches relatives aux prestations extra-légales et aux aides financières aux familles ».

Centre régional d'archives historiques de la Sécurité sociale (Le Mans)

À la suite d'un accord intervenu en 1982 entre le ministère de la Solidarité et le ministère de la Culture pour la mise en œuvre de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives, trois centres régionaux d'archives ont été créés pour conserver les archives historiques de la Sécurité sociale : Lyon, Bordeaux et Le Mans.

Ouvert en 1986, le Centre régional d'archives historiques de la Sécurité sociale situé au Mans est chargé de la conservation des archives des caisses du régime général des régions Bretagne et Pays-de-Loire. Sont donc normalement concernés par ce centre les diverses caisses primaires d'assurance maladie, caisses d'allocations familiales et unions de recouvrements des cinq départements étudiés dans le cadre de cette recherche (St-Brieuc, Brest et Quimper, Rennes, Nantes et St-Nazaire, Vannes), les deux caisses régionales d'assurance maladie (CRAM de Rennes et de Nantes), ainsi que divers organismes et fédérations en dépendant (centres de traitements informatiques, centres de formation...).

Pour des raisons techniques, les versements ont été interrompus en 1996 : ils s'étaient donc pour l'instant entre 1986 et 1996.

Ce centre devrait connaître un nouvel essor à la suite de la circulaire AD 2000-1 du 12 janvier 2000 relative à la conservation, au traitement et à la communication des archives historiques

des organismes de Sécurité sociale qui prévoit le maintien des divers centres régionaux placés sous le contrôle du service des archives départementales du département dans lequel ils sont situés. On ne peut toutefois que regretter l'insuffisance actuelle des moyens humains et matériels attribués à ce centre qui ne peut en l'état répondre parfaitement à sa vocation.

Les éléments présentés ci-après sont seulement un aperçu du contenu des versements effectués par les diverses caisses. D'une façon générale, s'y trouvent les différents documents signalés dans la lettre ministérielle du 15 juin 1982 citée auparavant. On notera également que peu d'organismes ont effectué des versements de documents antérieurs aux années 1970.

Organismes des Côtes-d'Armor

Caisse primaire d'assurance maladie

Versements en 1987 (5,8 ml), 1988 (5,1 ml), 1989 (3,84 ml), 1990 (2,2 ml), 1993 (4,5 ml), 1994 (6,3 ml).

Procès-verbaux du conseil d'administration (1981-1993) ; correspondance des agents de direction ; rapports d'activité (1979-1993) ; budgets (1980-1993). Commission des travaux et marchés (1985-1989) ; relations avec les professions de santé ; dossiers recours et contrôle technique ; dossiers divers de prestations (échantillon) : maladies, accidents du travail, tiers payants ; divers (1979-1993).

Caisse d'allocations familiales

Versements en 1987 (23,2 ml), 1989 (9,3 ml), 1990 (7,4 ml), 1991 (12,1 ml), 1992 (15,6 ml), 1993 (5,1 ml), 1994 (24,1 ml), 1995 (14,7 ml).

Les versements en grosses quantités contiennent essentiellement des dossiers individuels (prêts par exemple).

Service Prestations : déclarations de ressources ; dossiers toutes prestations sans suite et rejets ; dossiers radiés (1975-1985) ; dossiers étrangers...

Service comptabilité : pièces comptables ; prêts d'honneur, prêts amélioration habitat ; prêts mobiliers (1974-1976) ; comptabilité pour l'année 1977 (prêts).

Direction : procès-verbaux conseil d'administration et commissions émanant du conseil d'administration (1978-1985) ; budgets gestion administrative et action sociale (1972-1985).

Services généraux : personnels (élections des délégués du personnel 1955-1980) ; candidatures ; absentéisme.

Action sociale : prêts constructions, bons vacances ; travailleuses familiales (1973-1976) ; dossiers secours.

URSSAF

Versements en 1987 (0,8 ml), 1988 (0,5 ml), 1989 (0,84 ml), 1990 (1 ml), 1991 (1,2 ml), 1992 (0,5 ml), 1993 (0,8 ml), 1994 (0,6 ml), 1995 (15,2 ml).

Procès-verbaux conseil d'administration (1984-1994) ; rapports annuels d'activité (1961-1994) ; budgets de gestion administrative (1983-1990) ; comptes-rendus financiers (1981-1986) ; imprimés (1977-1987) ; lettres d'observations du service de contrôle (1982-1983) ; comité d'entreprise, délégués du personnel ; notes diverses.

Organismes du Finistère

CPAM Brest

Versements en 1987 (2,3 ml), 1988 (0,6 ml), 1990 (1,04 ml), 1991 (0,4 ml), , 1992 (0,4 ml), 1993 (0,2 ml), 1994 (0,1 ml).

Direction : Rapports d'activité (1965-1985) ; rapports de la direction régionale – contrôle (1977-1985) ; procès-verbaux du conseil d'administration(1982-) et du comité d'entreprise (1984-1987) ; budgets prévisionnels (1983-1987) ; notes de service (1958-1971) ; contentieux (1973-1981). Professions de santé ; centres de soins infirmiers.

Secrétariat général : notes de services (1984-1986) ; bulletin d'information du personnel et des administrateurs ; activités de la caisse...; commission opérations immobilières.

Services techniques : dossiers maladies, accidents du travail, maternité. Procès-verbaux commission secours ; rapports d'activité division technique ; procès-verbaux commission paritaire départementale pharmaceutique (1979-1987) ; procès-verbaux commission ASS (1986-1987) ; bilan social (1981-1986) ; relations avec les professions de santé (1982-1987). Plaquettes diverses d'information des assurés (1989-)

CPAM Quimper

Versements en 1987 (5,9), 1988 (2,3 ml), 1989 (1,9 ml), 1990 (1,7 ml), 1991 (1,1 ml), 1992 (1,8 ml), 1993 (1,5 ml), 1994 (1,3 ml), 1995 (1,3 ml).

Procès-verbaux conseil d'administration(1982-1992) ; budget de gestion administrative (1972-1987) ; Rapports d'activité (1975-1989) ; bilan social (1981-1988) ; rapports CHSCT (1983-1994) ; procès-verbaux réunions du comité d'entreprise (1986-1994) ; procès-verbaux réunions délégués du personnel (1982-1994) ; dossiers divers personnel (demandes d'emploi, commissions paritaires) ; professions de santé et ambulanciers ; divers dossiers de prestations (1979) ;documents financiers de synthèse (1984-1987) ; campagne de prévention contre le Sida (1991).

CAF Brest

Versements en 1986 (3 ml), 1989 (6,4 ml), 1990 (0,9 ml), 1993 (5,7 ml).

Service gestion : dossiers travailleuses familiales (1978) ; action socio-éducative ; formation des moniteurs ; aides aux vacances ; prêts aux jeunes ménages ; prêts action sociale (1978).

Services ASS : essentiellement des dossiers des prêts (1978-

1979).

Prestations ; dossiers prestations, imprimés (1979-1981).
Dossiers HLM ; pièces comptables.

URSSAF Brest

Versements en 1987 (0,9 ml), 1988 (0,2 ml), 1989 (0,1 ml), 1990 (0,2 ml), 1991 (0,1 ml), 1992 (0,1 ml), 1993 (0,2 ml), 1994 (0,2 ml), 1995 (0,2 ml).

Rapports annuels d'activité (1973-1994) ; comité de gestion ; conseil d'administration (1968-1994) ; bilans (1985-) ; comité d'entreprise ; pièces comptables ; comptes-rendus délégués du personnel ; rapports activité agents de contrôle (1978-1982) ; notes de service (1960-1989).

Fédération CRAM / CPAM Sud Finistère : St Yvi

Versements en 1988 (0,5 ml), 1990 (0,1 ml), 1993 (0,2 ml), 1994 (0,1 ml).

Procès-verbaux du conseil d'administration (1969-1994).
Budget de la fédération et de la maison de repos (1970-1988).
Comptes-rendus financiers et bilans ; rapports d'activités (1970-1987).

Organismes d'Ille-et-Vilaine

CRAM Bretagne

Versements en 1986 (11,5 + 2,8 ml), 1987 (9,1 ml), 1988 (3,2 ml), 1989 (3,3 ml), 1990 (3,2 ml), 1991 (6,4 ml), 1992 (2,3 ml), 1993 (1,8 ml), 1994 (7,1 ml), 1995 (12,7 ml).

Contentieux : commissions de recours amiable (1948-1981).
Direction : rapports annuels d'activité (1955-1980) ; procès-verbaux conseil d'administration (1947-1972) ; procès-verbaux comité d'entreprise (1964-1980) ; procès-verbaux commission immeubles, appels d'offres, marchés et travaux (1948-1980).
Service action sanitaire et sociale : dossiers d'appareillage (1952-1980) ; procès-verbaux commission action sociale (1957-1980) ; journées d'études et d'informations (1972-1980) ;
Conventions tiers payants (1958-1980) ; Commission tarifs (1967-1980) ; équipement hospitalier (1977-1982) ; Divers dossiers concernant les établissements sanitaires de la région : CHR Brest, St Malo, CHSP Rennes, Dinan, Hennebont, Kerpape (1978-1983).
Service prévention : prévention des risques – BTP, Transports, alimentation... (1956-1980) ; commissions et études ; commissions de sécurité sur les lieux de travail.
Centre breton de formation : statuts, procès-verbaux réunions ; rapports d'activités ; budgets, rapports de stages (1967-1980) ; cours de cadres.
Service social régional : procès-verbaux commission service social (1970-1980) ; rapports d'activité (1970-1981).
Agence comptable : réclamations des assurés ; prestations

vieillesse (1978-1981).

Tarification : nombreux dossiers radiés de chaque département.

CPAM Rennes

Versements en 1987 (6,2 ml), 1989 (1,8 ml), 1990 (1,5 ml), 1991 (2,7 ml), 1992 (3,6 ml), 1993 (2,2 ml), 1994 (3,4 ml), 1995 (3,7 ml).

Direction : procès-verbaux conseil d'administration (1951-1989) ;
Rapports annuels d'activité (1972-1988).

Prestations : dossiers de 1982. Dossiers administratifs ;
récupérations ; fiches de positions (dossiers assurés).

Mutuelle PTT : dossiers de 1982.

Agence comptable : exécution du budget ; pièces comptables ;
bordereaux divers (1975-1980).

Contentieux : dossiers cour d'appel et dossiers contentieux
(1960-1985).

Demandes immatriculations.

CAF

Versements en 1987 (2,1 ml), 1989 (7 ml), 1990 (0,7 ml), 1991 (0,6 ml), 1992
(13 ml), 1993 (5,3 ml), 1994 (8,3 ml), 1995 (5,5 ml).

Procès-verbaux commission action sociale (1972-1994) ; procès-
verbaux comité d'entreprise (1971-1986) ; bilan social (1981-
1983) ; procès-verbaux CHST (1978-1983) ; rapports des
centres sociaux (1987-1989) ; rapports techniques médecine du
travail ; budgets actions sociale, documents et publications
diverses (1977-1980) ; notes, bref documentaire.

URSSAF

Versements en 1987 (1 ml), 1989 (0,6 ml), 1990 (0,8 ml), 1991 (0,8 ml), 1992
(0,8 ml)

Rapports d'activité (1961-1987) ; procès-verbaux réunion comité
de gestion (1959-1966) ; procès-verbaux conseil d'administration
(1968-1981) ; procès-verbaux comité d'entreprise (1972-1978) ;
déclarations annuelles nominatives et trimestrielles (1980-1982).

Organismes de Loire-Atlantique

CRAM Pays-de-Loire

Versements en 1986 (10,5 ml), 1987 (9 ml), 1988 (10,4 ml), 1989 (6,8 ml), 1990
(5 ml), 1991 (6,6 ml), 1992 (4,8 ml), 1993 (4,9 ml), 1994 (3,8 ml), 1995 (2,9 ml).

Notes documentaires, bulletins d'information (1955-1984).

Action sanitaire et sociale : allocations vacances ; amélioration
de l'habitat (subventions) ; aide ménagères (1980-1983) ; forfaits
soins de maisons de retraite ; étude et correspondances avec
DDASS (1977-1986).

Personnel : état de présence ; candidatures ; mutations ;
tableaux d'avancement.

Gestion immobilière : Projets de bureaux, travaux, aménagements (Lagaudinière) (1957-1981), entretiens des locaux (1955-1981)
Déclarations annuelles de salaires ; immatriculations comptes employés ; dossiers de retraite (1980-1985).
Affaires sanitaires : établissements médicaux (1946-1986).
Agence comptable : dossiers 1986.
Service social régional : rapports annuels d'activité (1976-1988)
Dossiers sociaux individuels du service social, St-Nazaire et Nantes (1968-1988).

Au niveau de l'enregistrement des versements, le centre régional de formation (CRF) des Pays-de-Loire est considéré comme un service de la CRAM jusqu'en 1987 puis comme une entité autonome.

CRF : statuts ; procès-verbaux conseil d'administration, procès-verbaux conseils paritaires ; Commission pédagogiques ; Comptes-rendus d'activités ; budgets ; catalogues des actions ; copies d'examens (1979-1990).

CPAM Nantes

Versements en 1986 (15,5 ml), 1987 (4 ml), 1989 (1,5 ml), 1990 (5 ml), 1991 (4,2 ml), 1992 (7,8 ml), 1993 (7 ml), 1994 (4,3 ml), 1995 (8,6 ml).

Rapports de la direction régionale – contrôle (1947-1980) ; procès-verbaux du Conseil d'administration (1946-1989) ; procès-verbaux du comité d'entreprise (1948-1989) ; notes de service (1958-1976).
Budgets ; inventaires mobiliers ; plans et descriptifs (1977).
Contentieux (1955-1979).
Dossiers divers : invalidité, accidents du travail, maladie, maternité, premières immatriculations (1981-1986) ; dossiers prestations (1981-1983) ; procès-verbaux commission action sociale (1980).

CPAM St Nazaire

Versements en 1986 (6 ml), 1987 (2,4 ml), 1989 (2,1 ml), 1990 (2,2 ml), 1991 (1,2 ml), 1992 (0,8 ml), 1993 (0,8 ml), 1994 (1,1 ml), 1995 (0,8 ml).

Services administratif : notes de services direction (1965-1980) ; Délégués du personnel ; tracts syndicaux ; documentation Ucanss ; courrier général ; subventions diverses. Cahiers de revendications (1954-1979). procès-verbaux comité d'entreprise (1974-1981) ; procès-verbaux réunions de cadres (1979-1981).
Service Prestations : dossiers assurance personnelle, immatriculations (1978-1981).
Direction : procès-verbaux du conseil d'administration (1946-1980) ; procès-verbaux du comité d'entreprise (1948-1980) ; rapports, contrôles d'inspection de la Direction régionale (1950-1976) ; rapports d'activité de la caisse (1963-1980) ; notes diverses (1958-1980).
Service Gestion du personnel : cadres (1958-1980) ; personnel d'exécution (1951-1982).

Servie Invalidité : dossiers liquidation, gestion de pensions (1947-1980).

Service contentieux : procès-verbaux commission recours gracieux (1956-1980).

Centre de traitement informatique (CIRTI Nantes)

Versements en 1986 (12,6 ml), 1987 (3,2 ml), 1988 (2,7 ml), 1989 (3,6 ml), 1990 (3,6 ml), 1991 (5,9 ml), 1992 (6,1 ml), 1993 (5,8 ml), 1994 (7,2 ml), 1995 (6,7 ml).

Procès-verbaux du conseil d'administration (1975-1988) ; procès-verbaux comité d'entreprise (1975-1988) ; procès-verbaux réunions techniques et commissions techniques ; rapports d'activité ; projets de budgets ; nombreux dossiers concernant le personnel (paie, demandes d'emplois et mutations ; avancements ; notes de service relations de travail) ; notes de service ; études et circulaires (1972-1988) ; appels d'offres pour marchés.

CETELIC Nantes (informatique)

Versements en 1986 (9,3 ml), 1992 (0,6 ml)

Procès-verbaux conseil d'administration ; comptes-rendus du comité de direction (1972-1980) ; études et projets de mécanisation CPAM ; cahiers de charges (1967-1983). Notes de services ; personnels ; correspondances diverses (1972-1980).

CAF Nantes

Versements en 1988 (31,4 ml), 1990 (66,6 ml), 1991 (2,7 ml), 1992 (2,9 ml), 1993 (16 ml).

Services généraux : rapports annuels d'activité (1958-1982) ; commissions départementales des prestations familiales (1947-1977) ; procès-verbaux commission de recours gracieux (1950-1977) ; commissions accidents du travail ; attribution de secours (1953-1977) ; commissions régionales d'ASS (1948-1976) ; commission aides-ménagères (1951-1967) ; courriers direction (1966-1972).

Action sociale : bons vacances, correspondances diverses (1977-1982).

BEM (sigle inconnu) ; notes information, dossiers diverses prestations, informatiques, enquêtes CNAF (1972-1983)

Statistiques. Paie du personnel, etc.

Dossier du Mouvement Vie Libre (1957-1977).

URSSAF Nantes

Versements en 1989 (2,9 ml), 1990 (4,2 ml), 1991 (3 ml), 1992 (6,7 ml), 1993 (1,2 ml).

Rapports d'activités (1959-1992), Dossiers radiés.

Organismes du Morbihan

CPAM

Versements en 1986 (4,1 ml), 1987 (0,4 ml), 1988 (0,4 ml), 1989 (0,6 ml), 1990 (0,6 ml), 1991 (0,5 ml), 1992 (0,6 ml), 1993 (0,8 ml), 1994 (0,7 ml), 1995 (0,6 ml).

Rapports d'activité, livres d'accueil (1962-1984) ; projets de budgets (1975-1986) ; états de présence ; études de réorganisation des services ; commissions paritaires (1975-1985).

Rapports d'activité, lettres direction, projets de budgets ; procès-verbaux comité d'entreprise, rapports médecine du travail ; bilan social ; études diverses (1985-1987).

Dossiers individuels (échantillons) : incapacité temporaire ; rentes accidents du travail. Immatriculations.

Éducation sanitaire (1987) ; démographie des professions de santé ; commission paritaires des soins infirmiers (1987), commissions convention des professions de santé (1988-1990). Journal de la caisse (« Temps réel »).

CAF

Versements en 1987 (18,9 ml), 1992 (2,2 ml)

Prestations : dossiers divers (séquences) ; échantillon de courrier ; demandes d'enquêtes et contrôles (1975-1981).

URSSAF

Versements en 1987 (9,4), 1989 (1,3 ml), 1995 (3,4 ml).

procès-verbaux réunions du bureau et du Conseil d'administration(1960-1994) ; procès-verbaux commission de contrôle et comptes-rendus financiers (1960-1993) procès-verbaux commission des marchés (1966-1974) ; rapports d'activités (1972-1993). Dossiers et rapports directions (1959-1988) ; notes de services (1976-1988) ; budget de gestion administrative (1961-1988) ; dossiers immobiliers (1965-1980) ; procès-verbaux du comité d'entreprise (1962-1984) ; budgets, bilans et rapports d'activité (1961-1984) ; rapports des services d'inspection (1961-1977) ; dossiers de personnel : avancement, action de formation ; statistiques, états de présence ; candidatures (1962-1985).

Les archives de divers organismes de Sécurité sociale en Ille-et-Vilaine

Dans la mesure où la plupart des organismes de Sécurité sociale ne comportent pas à proprement parler de services d'archives, et plutôt que de tenter de faire des relevés partiels dans les diverses caisses de la région, il nous est apparu préférable de partir de travaux

existants en ce domaine et de dresser un rapide panorama des informations conservées dans trois des principaux organismes ayant leur siège en Ille-et-Vilaine (CPAM, CAF, MSA) pour permettre aux lecteurs d'appréhender la richesse et la diversité du matériau documentaire existant. Ce panorama a été établi à partir des inventaires réalisés en 1998 par une étudiante en DESS histoire et métiers des archives de l'Université d'Angers, Mikaëlle Hermel, à la demande des organismes concernés et du Comité breton d'histoire de la Sécurité sociale³⁷.

Il est à noter qu'un repérage documentaire succinct avait été réalisé à la Caisse régionale d'assurance maladie de Bretagne par un étudiant d'histoire, Stéphane Madelin, au début des années 1990. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un recollement exhaustif de toutes les archives de cet organisme : on y apprend néanmoins que sont conservés dans les archives de la direction de la CRAM tous les procès-verbaux des conseils d'administration des unions de caisses puis de la Caisse régionale depuis 1935, les rapports d'activité des services depuis 1955 et les comptes-rendus financiers conservés par l'Agence comptable depuis 1947 ; la présence d'autres documents plus récents est également signalée comme une section films/vidéo au service de prévention ou l'existence de nombreux rapports de stages dans les divers services, rapports dont il ne faut pas négliger l'intérêt lorsqu'ils décrivent telle ou telle activité à un moment donné.

Les archives de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) d'Ille-et-Vilaine

- HERMEL Mikaëlle, *État des lieux et inventaire des Archives de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Ille-et-Vilaine, Récolelement – Inventaire*, DESS Histoire et métiers des Archives, Université d'Angers, 1998, 178 p.

L'état des lieux et inventaire des archives de la CPAM d'Ille-et-Vilaine se présente sous la forme d'un document organisé en 3 parties :

- Les archives conservées au Centre régional d'archives du Mans.
- Les archives de la direction.
- Les archives de l'agence comptable.

Nous avons essayé ici de synthétiser le contenu principal des deux parties présentant les archives toujours conservées sur place.

Les archives de la direction

Les archives de la direction sont conservées dans deux lieux différents : d'une part, au siège de la CPAM d'Ille-et-Vilaine dans une salle proche de la direction et d'autre part, dans un local spécifique à Bédée.

³⁷ Les divers états et recollements réalisés par M. Hermel peuvent être consultés au siège du Comité breton d'histoire de la sécurité sociale.

Les archives conservées au siège de la CPAM d'Ille-et-Vilaine

Travée A : divers éléments concernant l'installation, le renouvellement et l'activité des conseils d'administration, principalement dans les années 1980, par exemple. les rapports d'activité du CA pour la période 1975-1989, ou encore la désignation des administrateurs chargés de représenter la caisse dans diverses organismes ou commissions et leur information (entre autres, dans les conseils d'administration des établissements hospitaliers depuis la réforme hospitalière de 1970).

Travée B : nombreux documents et dossiers thématiques émis entre 1984 et 1996. Entre autres, des dossiers remis aux administrateurs pour le Conseil d'administration dont les thèmes sont en prise directe avec l'actualité (dossiers sur la démographie des professions de santé libérales, sur les dépenses de l'Assurance maladie). De nombreux éléments sur les centres d'examen de santé et sur la promotion et sur l'espace santé de Rennes.

Travée C : Plutôt des éléments sur les agents de direction.

Travée D : Nombreux dossiers sur le système Sesam/vitale. Des éléments également sur la politique de communication de la CPAM 35. Exemplaires de la revue « Santé à la Une » publiée par la CPAM (1988-1991) et de la revue « Entre nous » (dont dossier dépôt légal).

Travée D : Divers éléments concernant la Caisse départementale de 1930 à 1940 et la réorganisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : on trouve notamment l'agrément de la caisse (19 juillet 1930), la nomination du CA par arrêté ministériel (28 mai 1930) et les statuts de la caisse (19 juillet 1930). Plus règlement intérieur de 1934-1937.

Travée E : Cartes Sesam vitale et informatique.

Travée F : Un important ensemble de documents intitulé Mémoire de la Caisse primaire qui a été réalisé en 1986 et regroupe en 7 dossiers divers aspects de la vie de la caisse depuis 1973 : entre autres, les objectifs de la CPAM (budgets et Procès-verbaux du Conseil d'administration de 1975 à 1985, une synthèse des rapports d'activité de la même période, des éléments sur l'organisation des services ou sur les conditions de travail ; ces dossiers sont complétés par d'autres qui permettent de situer le contexte de la période (par exemple, le 40^{ème} anniversaire de la sécurité sociale ou les lois Auroux), les relations avec les assurés et les professions de santé ou les établissements.

Dans la même travée, nombreux documents sur les Centres d'examen de santé.

Information des cadres : ensemble des dossiers documentaires (articles de presse) distribués aux cadres (1976-1980) puis *Dossier du mois* et *Bref information* (toujours mêmes objectifs) pour le début des années 1980.

Dans les autres travées, essentiellement des dossiers récents en rapport avec les diverses actions auxquelles participe la CPAM et l'actualité (par exemple, dépenses de santé, ordonnances Juppé, conférence de santé...). Sans oublier les lettres circulaires de la CNAM. Représentation de la vie de la CPAM dans son système.

Les archives conservées à Bédée

Ces archives sont plus anciennes et couvrent davantage les années 1950 à 1970. C'est là que se trouve le cœur de l'histoire de la CPAM. Parmi les documents les plus intéressants :

Correspondants payeurs : comptes-rendus de visites faites aux correspondants payeurs (1956-1970).
Sections locales : conseil d'administration (comptes-rendus), instructions officielles (1946-1965).
Conseil d'administration de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale (1947-1967) puis de la CPAM (jusqu'en 1985) : Procès-verbaux, minutes et rapports préliminaires aux réunions.
Caisse départementale d'assurance sociale (1930-1945) et *Caisse primaire La mutualiste* fondée par l'Union départementale des Sociétés de secours mutuels d'Ille-et-Vilaine (du 28 septembre 1930 à 1947) : Procès-verbaux des CA, minutes.
Élections des administrateurs (1947-1955).
Service médical (organisation et fonctionnement au début des années 1950).
Service social : rapports d'activité (une vingtaine s'étalant de 1948 à 1984) ; Procès-verbaux du conseil d'administration concernant le service social (1976-1981), règlement intérieur et organisation (1950-1967), circulaires et correspondances diverses (1950-1985), comptes-rendus du comité de liaison des services sociaux (1951-1974).
Réforme de la sécurité sociale (dossiers divers, 1959-1967).
Humanisation de la Sécurité sociale (1964-1966).
Conseil d'administration de la Caisse régionale de Sécurité sociale (de 1946 à 1967) puis de la CRAM de Bretagne (de 1967 à 1985) : Procès-verbaux du CA.
Rapports et divers éléments du *Centre breton de formation professionnelle et de perfectionnement* (1968-1981).
Nombreux dossiers sur l'informatisation ; CETELIC notamment (Procès-verbaux du comité de direction, constitution et statistiques) à partir de 1975. Sur les opérations immobilières des années 1975-1989 (dont l'aménagement des locaux actuels).
Comités d'entreprise (Procès-verbaux) à partir de 1953.
Audiences des délégués du personnel (1957-1980) et tracts syndicaux (1972-1978).
Statistiques : relevé annuel des opérations (statistiques des centres de paiements, du service accidents du travail, des immatriculations de 1959 à 1969) ; statistiques des dépenses (1970 à 1985).
Dossiers par centre (Saint-Malo, Dinard, Fougères, Rennes, Redon, Vitré) : correspondances diverses, contrôle de l'inspecteur des centres, activités des centres (1956-1987).
Contrôle divers : DRSS (1948-1969), IGAS (1972-1982).

Plusieurs dossiers sur le *préventorium Rey Leroux* de la Bouëxière : budgets, statuts, règlement intérieur (1955-1989).

Les archives de l'agence comptable.

Il s'agit essentiellement de dossiers postérieurs à 1981 : dossiers budgétaires divers (budgets de l'action sanitaire et sociale, des centres d'examens de santé, du CETELIC, de la CPAM ; documents de synthèses, bilans). À noter quelques dossiers antérieurs : budget de l'action sanitaire et sociale (1961-1973), budgets prévisionnels (1952-1963).

Les archives de la Caisse d'allocations familiales (CAF) d'Ille-et-Vilaine

- HERMEL Mikaëlle, *État des lieux et inventaire des Archives de la Caisse d'allocations familiales d'Ille-et-Vilaine, Récolement – Inventaire*, DESS Histoire et métiers des Archives, Université d'Angers, 1998.

Mikaëlle Hermel a repéré plusieurs lieux de conservation de l'information à la CAF d'Ille-et-Vilaine et a dressé son inventaire en fonction de ces lieux, à savoir le centre d'archives du Mans et sur place : les archives de la Direction, l'administration générale, le service des Opérations immobilières, l'action sociale et l'Agence comptable. Parmi les archives les plus intéressantes pour l'historien, on note :

Archives de la Direction :

Caisse patronale rennaise de compensation des allocations familiales : registres des procès-verbaux des conseils d'administration et assemblées générales (1920-1946) ; bilans adressés au ministère du Travail (1933-1942) ; registre des rapports financiers (1932).

CAF : registres ou classeurs des procès-verbaux du conseil d'administration, dont installation, de la commission d'action sociale, du comité de gestion des services communs avec la CPAM d'Ille-et-Vilaine et de diverses commissions (depuis 1946) ; courriers épurés.

Rapports d'activité et de fonctionnement (depuis 1953) ; lettres-circulaires de l'UCANSS et de l'UNCAF ; courriers DRSS et de la DRASS.

Archives du service Action sociale :

Procès-verbaux de la commission d'action sociale (depuis 1943).
Rapport d'activité de la polyvalence de secteur dans les circonscriptions d'action sociale ; Documents divers du Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptée (1964-1989) ; statistiques diverses ; rapports d'activité des centres sociaux (1967-1990) ; rapports sur l'économie sociale et familiale et enseignement ménager, histoire de l'ESF en Ille-et-Vilaine (1949-1985).

Archives de l'Agence comptable :

Bilans, comptes et résultats financiers de la CAF 35 (depuis 1947) ; bilans, comptes et résultats financiers de la Fédération bretonne (1977-). Divers dossiers de travaux, conventions et agréments, baux, polices d'assurance.

Divers textes et déclarations de création ou de dissolution des organismes : déclaration de fondation de la caisse patronale rennaise de compensation (2/07/1920) et dissolution (9/03/1935) ; statuts de la caisse patronale (1935) ; extraits du *Journal officiel* pour des agréments (caisse patronale de compensation, 1933 ; CAF : 4/09/1946) ; dossiers sur les immeubles.

Les archives de la Mutualité sociale agricole (MSA) d'Ille-et-Vilaine

- HERMEL Mikaëlle, *État des lieux et inventaire des Archives de la Mutualité sociale agricole d'Ille-et-Vilaine, Livret de présentation*, DESS Histoire et métiers des Archives, Université d'Angers, 1998.

En ce qui concerne la Mutualité sociale agricole d'Ille-et-Vilaine, le travail de Mikaëlle Hermel a permis d'identifier quelque 90 mètres linéaires d'archives dont le détail révèle la grande richesse de l'information conservée dans cet organisme³⁸.

Dans son livret de présentation, Mikaëlle Hermel a distingué 14 thèmes importants dont on présente ainsi une synthèse :

Caisse de secours mutuels des Syndicats agricoles d'Ille-et-Vilaine :

Procès-verbaux du conseil d'administration (1937-1941), de la commission du personnel (1938-1943) et des assemblées générales (1937-1941).

Caisse d' Assurance Sociale Agricole :

Procès-verbaux du conseil d'administration (1943-1961), de la commission permanente (1938-1939), de la commission de gestion (1948-1960), de la commission du personnel (1951-1958) et de diverses autres commissions (1948-1960).

Règlement intérieur (1947) et procès-verbaux des assemblées générales (1950-1960).

Divers états statistiques et journaux de comptes (1960-).

Caisse d' Assurance Vieillesse Agricole :

Procès-verbaux du conseil d'administration (1952-1960), de la commission de gestion (1953-1959) des assemblées générales (1955-1962) ; statistiques divers et états comptables (1957-1977).

Caisse des Allocations Familiales Agricoles :

³⁸ Selon M. Hermel, seules les archives de la direction apparaissaient immédiatement utilisables par des chercheurs.

Demande d'agrément d'une Caisse des Allocations Familiales Agricoles (1940-1942), arrêté ministériel d'agrément (12/11/1940) ; procès-verbal de l'assemblée générale constitutive (11/03/1940) ; procès-verbaux du conseil d'administration (1940-1960), du comité de gestion (1956-1959) et de diverses commissions ; pièces comptables (1950-) ; dossier de construction d'un immeuble avenue des Français Libres (1955-1962).

Caisse d' Assurance Maladie des exploitants agricoles (A.M.E.X.A.) :

Pièces comptables diverses et statistiques (1961-1977).

Caisse des Accidents du Travail :

Pièces comptables diverses et statistiques (1973-1994).

Caisse de Mutualité Sociale Agricole (1954-1960) et Mutualité sociale agricole (1960-1998) :

Procès-verbaux de l'assemblée générale (1957-1997), du conseil d'administration (1955-1998), du comité d'entreprise (1968-1997), de la commission de gestion (1954-1958), de la commission sociale, du comité d'action sanitaire et sociale (1959-1994) et de diverses autres commissions (1954-1979) ; procès-verbaux des élections (1971-1994) ; procès-verbaux de diverses réunions de direction, avec les représentants syndicaux.

Pièces comptables, prévisions budgétaires et comptes (1960-1978).

Notes d'organisation de la MSA (1959-1960), notes de services diverses.

Activité de l'Action Sanitaire et Sociale de la M.S.A.

Généralités : rapports annuels d'activité de l'ASS (1984-1989) ; subventions et prêts ASS (1964-1997).

Service social rural : comptes-rendus de réunions (1968-1972), pièces comptables.

Service des travailleurs sociaux : rapports d'activité des assistantes sociales spécialisées et polyvalentes (1958-1987), de l'ensemble des travailleurs sociaux (1980-1988) et des conseillères en économie sociale et familiale (1989-1993).

Travailleuses Familiales : convention départementale (1976), statistiques d'activité (1975-1988), procès-verbaux divers ; association familiale d'aide à domicile ; association d'aide à domicile en milieu rural (1973-1997) ; association d'aide aux mères ; prise en charge financière des travailleuses familiales (1971-1997) ; documents divers (1986-1994).

Fonds social d' Assurance Maladie des exploitants agricoles (F.S.A.M.E.X.A.) : procès-verbaux et enquêtes (1972-1997).

Differentes programmes : programmes locaux pour l'enfance (1987-1995) ; Maisons d'accueil rural pour personnes âgées (1986-1988) ; programme d'éducation et de promotion de la santé (1988-1993) ; programme d'insertion professionnelle des personnes handicapées (1988-1993) ; programme d'action pour la revitalisation du milieu rural (1989-1998) ; programme d'activation cérébrale (1990-1998) ; regain (1992-1997) ; cap-

insert (insertion, 1993-1997) ; prestation expérimentale dépendance (1994-1997) ; programmes d'aides aux personnes en difficulté (R.M.I., Complément local de ressources, insertion, aide aux accédants à la propriété en difficulté, logement des plus démunis) (1982-1997).

Autres interventions du service social : modes de garde des jeunes enfants (1982-1997) ; service de remplacement (1976-1998) ; prêts de l'Action Sanitaire et Sociale (aide aux vacances et loisirs, 1964-1998).

Centres sociaux : Pays de La Guerche (1977-1997), Le Grand-Fougeray (1983-1994), Vitré (1980-1997), Louvigné-du-Désert (1993-1997), Coglais (1986-1996).

Archives de la Médecine Préventive et du Travail :

Bilan social du service (1983-1988) ; conventions diverses. Médecine du travail : rapports d'activité, statistiques (1978-1997). Médecine préventive : rapports des examens, rapports et statistiques d'activité (1971-1997).

Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles :

Procès-verbaux du Comité départemental des prestations sociales agricoles (1962-1994).

Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et commissions antérieures :

Procès-verbaux de la commission d'hygiène et de sécurité (1972-1979), du CHS (1981-1984) et du CHSCT (1985-1990).

Union Mutualiste Sociale Agricole de l'Ouest :

Procès-verbaux du conseil d'administration (1980-1984) et des assemblées générales (1979-1984).

Association des Caisse de Bretagne et de la Manche :

Procès-verbaux du conseil d'administration (1978-1981).

Informations générales sur la M.S.A. au niveau national.

Services divers d'archives

Si les services publics d'archives sont un lieu privilégié de la recherche en histoire contemporaine de la protection sanitaire et sociale, ils ne recueillent malheureusement pas toute l'information disponible sur le sujet et une partie de l'activité des organismes privés leur échappent (activité des structures n'ayant pas une mission de service public, actions de diverses associations, bénévolat par exemple). Le chercheur doit donc souvent se mettre en rapport directement avec les responsables de ces organismes pour pouvoir accéder à leurs archives, si celles-ci existent.

Depuis quelques années toutefois, grâce à des initiatives diverses, une prise de conscience a permis la conservation et la mise à disposition d'une partie de ces archives appelées à disparaître.

Archives des organismes mutualistes

Le rôle des sociétés de secours mutuels et mutuelles dans le développement de la protection sanitaire et sociale est fondamental et les archives de ces organismes ne peuvent donc être ignorées. Sous l'égide de la Fédération nationale de la Mutualité française, la recherche historique a d'ailleurs été favorisée et une collection intitulée « racines mutualistes », lancée pour répondre à ce besoin.

On pourra se reporter à deux ouvrages de cette collection pour avoir un aperçu du développement de l'histoire en ce domaine et sur les sources disponibles à travers l'exemple de la Lorraine :

- DREYFUS Michel, *La mutualité, une histoire maintenant accessible*, Paris, Mutualité française, 1988, 119 p. [coll. Racines mutualistes].
- BIRCK Françoise et DREYFUS Michel, *La Mutualité en Lorraine. Étude d'un patrimoine historique*, Paris, Mutualité française, 1988, 150 p. [coll. Racines mutualistes].

De façon générale, l'histoire locale et régionale de la mutualité s'appuiera d'une part sur la documentation conservée dans les différents services publics d'archives, et d'autre part sur celle directement conservée par les diverses sociétés. Enfin, à l'échelon régional, on n'oubliera pas de consulter *le Mutualiste breton*, revue d'information dont les premiers numéros ont été publiés à partir de 1946 en Ille-et-Vilaine : d'abord tiré à 2000 exemplaires et couvrant uniquement ce département, le Mutualiste a étendu son champ d'action aux Côtes-du-Nord à partir de 1961 avant de couvrir l'ensemble de la région administrative à partir de 1978 (tirage de 100 000 exemplaires alors dépassé).

Mais que sont ces archives ? En ce qui concerne la Bretagne, un important travail de repérage des sources de l'histoire des mutuelles a été effectué en Loire-Atlantique. Il a donné lieu à la réalisation d'un inventaire qui a été rédigé par Jean-Pierre Le Crom³⁹ :

- LE CROM Jean-Pierre, *Inventaire des archives des sociétés de secours mutuels créées avant 1944 en Loire-Inférieure*, Nantes, chez l'auteur, 1985, 96 p.

Au travers de cet inventaire, on voit transparaître les problèmes soulevés par ces archives, souvent conservées par les mutuelles elles-mêmes. Jean-Pierre Le Crom souligne ainsi en avant-propos de son inventaire quelques problèmes essentiels :

³⁹ Ce document est consultable aux archives départementales de Loire-Atlantique et au Centre d'histoire du travail de Nantes.

- L'inégale conservation des documents selon les sociétés : « On trouve peu d'archives du XIX^e siècle, surtout pour les sociétés mutualistes corporatives qui sont les plus anciennes », alors que « les sociétés communales ont en général conservés leurs documents ».
- La primauté des sources écrites : « Les archives visuelles », (photographies, cartes postales, objets) « sont peu nombreuses, à l'exception des bannières, des drapeaux et des insignes qui reprennent presque toujours les mêmes symboles (ruches, mains serrées) ou les mêmes slogans (aimons-nous, aidons-nous). »
- L'intérêt variable de l'information conservée : « autant les registres de procès-verbaux de délibérations des sociétés et leurs statuts dans leurs évolutions sont d'un grand intérêt, autant les documents comptables, les registres d'amendes, de cotisations, de présence aux réunions, gardés en grand nombre, nécessiteraient un travail considérable pour en tirer des conclusions intéressantes ».

À titre d'exemple, on peut citer le cas de la Société mutualiste de Châteaubriant, fondée en 1854, qui a absorbé deux autres sociétés locales, la Société de secours mutuels des employés de l'arrondissement de Châteaubriant en 1861 et la Prévoyante, société féminine, au début des années 1960, avant de fusionner elle-même avec la Société départementale d'entraide mutuelle en 1975. Au moment du recensement fait par Jean-Pierre Le Crom, les archives étaient conservées sur deux sites distincts : la maison de la Mutualité de Châteaubriant et chez un particulier.

Le fonds de cette société, assez varié et important, illustre la nature des sources souvent conservées par les mutuelles. On y trouve par exemple :

- Le règlement de la société de secours mutuels de Châteaubriant (1884) ;
- Les registres de procès-verbaux de délibérations depuis 1854 ;
- Les registres de comptabilité de 1854 à 1945 ;
- Les livres de caisse de 1905 à 1945 ;
- Les livres d'encaissement des cotisations (1909-1972) ;
- Les dons faits à la société (1854-1965) ;
- Et divers bulletins et rapports ponctuels ainsi que des correspondances diverses.

Archives syndicales

Parce qu'ils sont au cœur de l'histoire sociale et qu'ils jouent un rôle essentiel en matière de protection sociale (représentation dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale par exemple), les syndicats sont également une source d'informations à ne pas négliger par l'historien de la protection sanitaire et sociale.

Ainsi, parmi les fonds d'archives réunis par le Centre d'histoire du travail de Nantes⁴⁰ grâce à des versements effectués notamment par des militants ouvriers ou paysans, principalement du département de la Loire-Atlantique, et diverses organisations syndicales locales, trouve-t-on quelques dossiers relatifs à la protection sanitaire et sociale. C'est le cas du Fonds CFDT Indret qui concerne l'activité syndicale à l'arsenal d'Indret de la Libération à 1969 (31 boîtes d'archives) : on y recense des articles sur les conditions de travail et les questions d'hygiène et de sécurité ainsi que divers dossiers de mutuelles.

Boites CFDT (IND) 8 et 9 :

CFDT-IND 8

1/ *Hygiène et sécurité* (1934/1969) : documents non datés, 1 photographie (déchargement d'une chaudière dans les années 1960) ; documents relatifs au Comité d'hygiène et de sécurité (1934/1962) ; chemises annuelles (1963/1969).

CFDT-IND 9

1/ *Hygiène et sécurité* : 9 chemises annuelles (1970-1980).
2/ *Accidents du travail et rentes/pensions* (1946-1973) : textes de lois (1946-1972), loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles) et divers lois et décrets sur les accidents du travail ; documents ministériels (Courrier, notes, instructions du ministère) ; convocations de la commission rentes accidents (1960-1972) ; 3 dossiers d'accidents du travail survenus à Indret (1960-1972).

Boite CFDT (IND) 17

Archives des mutuelles du personnel de la Marine (1910/1970) : Société de secours mutuels des anciens élèves de maistrance de Rochefort (1910/1941), courrier aux administrateurs, liquidation de contrats assurances mixtes, liste de membres, courrier du président de la mutuelle, procès-verbaux des réunions du comité central de la Caisse Nationale de Prévoyance des anciens élèves des écoles techniques, courrier à la caisse des dépôts et consignations, dossier concernant les récompenses honorifiques, dossiers de sociétaires ayant bénéfice d'une indemnité longue maladie ; Mutuelle de la Marine (1945/1966) : statuts de la mutuelle médico-chirurgicale de la Marine (1943), statuts et règlement intérieur de la Société de Secours mutuels des personnels civil et ouvrier de la Marine, éditions de 1945, 1952, 1955, *Bulletin d'information de la section de Lorient*, courrier et circulaires ; Caisse chirurgicale mutuelle familiale de Loire-Atlantique (1935/1970) : documents de présentation, Tarif de responsabilité, Bulletin de la Fédération Nationale des caisses chirurgicales mutualistes, courrier. Divers (1952/1962) : Garantie Mutuelle des Fonctionnaires, police spéciale à garanties forfaitaires contre l'incendie et les explosions (1962) ; document de la Caisse Nationale

⁴⁰ Les inventaires sont consultables sur internet (pages consacrées au Centre d'histoire du travail sur le site palissy.humana.univ-nantes.fr).

d'assurances sur la vie (1958) ; Bulletin de l'Association amicale et mutuelle de Fonderie (1957).

Les archives de l'éducation spécialisée : le Centre d'archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence (CAPEA)

Implanté à la bibliothèque universitaire d'Angers et ouvert au public depuis 1998, le Centre d'archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence (CAPEA) possède divers fonds privés concernant l'éducation spécialisée en France, fonds qui proviennent d'associations, de personnalités du secteur social ou encore de chercheurs qui travaillent sur ce secteur. Ces fonds représentent plus d'un kilomètre linéaire d'archives.

Les modalités de consultation des archives et les inventaires sont présentées sur le site internet du Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de l'Éducation Spécialisée (CNAHES), association qui est à l'origine du CAPEA et s'est donnée pour objectifs de sauvegarder et valoriser les archives de l'éducation spécialisée, de promouvoir des recherches sur ce secteur et de sensibiliser les professionnels à la conservation de leur patrimoine.

➤ <http://buweb.univ-angers.fr/extranet/cnahes>

Parmi les fonds susceptibles d'intéresser les historiens de la protection sociale en Bretagne, nous citerons le cas du fonds Jacques Guyomarc'h, fonds de l'une des principales figures de l'histoire de l'éducation spécialisée de l'après-guerre : ce fonds, d'une grande richesse, témoigne de l'intérêt à conserver les archives privées qui, faute d'une protection rendue obligatoire par les textes, disparaissent trop souvent. D'autres fonds à vocation nationale, comme celui du Centre de recherche interdisciplinaire de Vauresson, peuvent également intéresser le chercheur en raison de l'existence d'éléments spécifiques aux différents départements bretons.

Enfin, la bibliothèque universitaire d'Angers, alertée par le CNAHES, a repris le fonds documentaire du Centre international de l'enfance et de la famille (CIDEF), fondation issue de la fusion du CIE (Centre International de l'Enfance, fondé en 1949 par le professeur Robert Debré⁴¹) et de l'IDEF (Institut de l'Enfance et de la Famille créé en 1984) qui a cessé ses activités en 1999. Ce fonds qui représente 290 mètres linéaires pour les monographies, 1 km linéaire pour les revues, 140 m linéaires pour les archives, constitue une référence en matière de recherche dans le domaine de la santé des enfants.

Plusieurs autres fonds non encore classés ou en cours d'expertise viendront compléter l'information sur la Bretagne : on peut citer notamment le fonds du CREAL de Bretagne dont le récolelement est en cours (40 ml d'archives).

⁴¹ Une partie de la bibliothèque de R. Debré a été transférée aux archives de l'ENSP.

Fonds Jacques Guyomarc'h

Jacques Guyomarc'h est une personnalité marquante de l'éducation spécialisée en Bretagne : membre de la Jeunesse étudiante chrétienne, responsable d'une école de cadres de la jeunesse puis directeur d'un centre d'observation près de Rennes (La Prévalaye), il devient à partir de 1944 le secrétaire puis le président de la fédération bretonne de Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence ; il sera également secrétaire de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés.

Composé de plus de 900 articles, ce fonds, répertorié par Samuel Boussion dans le cadre d'un DESS archives, est particulièrement riche en courriers, comptes-rendus de réunions, photos, coupures de journaux, brouillons...

Allocations et textes de Jacques Guyomarc'h sur sa propre carrière (1 C 1).

Mouvements de jeunesse (1 C 2-1 C 37) :

Paroisse bretonne à Paris (1936-1944), Jeunesse étudiante catholique (1937-1939) ; école de cadres de Sillery ; école régionale de cadres de jeunesse de Bretagne de La Haye-en-Mordelles ; articles de journaux ; dossiers années.

Centre d'observation de la Prévalaye (1 C 38-1 C 119) :

Création (1944-1954) ; constructions et matériels (1944-1974) ; personnel (1950-1977) ; financements (1944-1978) ; fonctionnement du centre (1944-1968) ; correspondances (1975-1977) ; dossiers d'admissions d'éducateurs stagiaires (1948-1963) ; stagiaires des écoles (1950-1963) ; observation (1944-1969) ; documentation (1944-1975) ; anniversaires du centre (1945-1955).

Fédération bretonne de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (FBSEA) (1 C 120-1 C 165) :

Création et organisation de la FBSEA (1944-1962) ; locaux (1945-1958) ; personnel (1950-1978) ; rapports d'activités (1944-1969) ; formation (1945-1983) ; documents de travail.

Établissements annexes de la FBSEA (1 C 166-1 C 213) :

Centre de rééducation de Ker-Goat (1942-1989) ; Les amis de Ker-Goat (1946-1996) ; Le mas Bresson (1968-1994) ; Centre Jeunes et métiers (1948-1959) ; foyer rural du Bois du Loup (1949-1962) ; colonie de vacances du Bois-Martin ; Les Rabinardières (1976-1996).

Association Nationale des Éducateurs de Jeunes Inadaptés (ANEJI) (1 C 214-1 C 632) :

Création, statuts et règlements (1947-1971) ; siège social (1954-1963) ; personnel (1951-1971) ; bilans financiers, budgets et demandes de subventions (1949-1977) ; instance (1947-1980) ; assemblées générales et congrès (1947-1978) ; journées

nationales (1966-1978) ; adhérents (1947-1966) ; circulaires (1947-1973) ; correspondance et chronos (1949-1977) ; publicité (1947-1973) ; revue Liaisons (1952-1976) ; service de placement et de recrutement des éducateurs et éducatrices (1948-1966) ; commission nationale de formation et de perfectionnement (1943-1969) ; service national de perfectionnement (1969-1977) ; stages et journées d'études (1945-1978) ; directeurs et éducateurs-chefs (1956-1971) ; éducateurs techniques (1956-1976) ; moniteurs-éducateurs (1950-1966) ; Éducateurs scolaires (1956-1972) ; éducateurs de groupe (1956-1964) ; éducateurs de l'Éducation surveillée (1955-1964) ; éducateurs de handicapés physiques (1962-1970) ; éducateurs de débiles profonds (1958-1962) ; éducateurs des DASS. (1958-1971) ; commission permanente d'étude des rapports de travail entre assistants sociaux et éducateurs spécialisés (1966-1971) ; diplôme d'état d'éducateur spécialisé (1951-1967) ; commission nationale des litiges (1965-1978) ; commission déontologie (1957-1997) ; secret professionnel (1970-1979) ; prévention (1963-1969) ; accords de travail de 1958 (1955-1971) ; syndicats (1956-1968) ; convention collective de 1966 (1949-1970) ; ANEJI / Bretagne (1950-1978) ; ANEJI / Régions (1951-1977) ; coordination régionale (1955-1976) ; foyers d'aide sociale à l'enfance (1955-1976) ; relations avec des organismes nationaux (1946-1981) ; relations avec d'autres organismes (1949-1982) ; relations avec le Ministère de la Santé (1968-1971) ; textes officiels (1945-1979) ; enquêtes (1952-1968) ; aumônerie (1960-1981) ; hommages à des membres de l'ANEJI (1958-1977) ; service international (1949-1971).

Association Internationale des Éducateurs de Jeunes Inadaptés (1 C 633-1 C 722) :

Statuts, règlement intérieur (1950-1986) ; instances (1969-1984) ; correspondance (1950-1978) ; rencontres internationales organisées par l'AIEJI (1949-1994) ; Structures internationales (1972-1985) ; Bulletins d'informations (1954-1969) ; relations AIEJI /pays (1948-1988) ; relations avec d'autres organismes internationaux (1955-1978) ; Bureau international de l'enfance (1958-1980) ; Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (1963-1986) ; Union internationale de protection de l'enfance (1959-1978) ; documents de travail (1955-1992).

Union des Associations Régionales de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (1 C 723-1 C 752) :

Campagnes "Sauvegarde de l'enfance" (1951-1973) ; Union nationale des associations régionales de sauvegarde de l'enfance (1953-1966).

Association Française de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (1 C 753-1 C 771) :

Instances (1978-1993) ; journées d'études et congrès (1978-1993) ; correspondance (1979-1986) ; relations internes (1979-1990) ; diffusion (1980-1985) ; commissions (1978-1991) ; réunions régionales (1979-1993).

Henri Joubrel (1 C 772-1 C 784) :

Correspondance (1943-1983) ; documentation sur Henri Joubrel et ses activités (1954-1982) ; brochure en hommage (1983-1987).

Centre Régional pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptées de Bretagne (CREAI) (1 C 785-1 C 824) :

Statuts (1977-1995) ; Instances (1978-1998) ; Autres structures (1979-1998) ; bilans et budgets (1985-1992) ; commissions et comités (1971-1984) ; établissements gérés par le CREAI (1966-1984) ; recherche (1979-1987) ; information et diffusion (1986-1992) ; documents de travail (1967-1998) ; relations avec d'autres organismes ; réseau Histoire ; Comité de liaison et de concertation des CREAI (1976-1983) ; ANCREAI (1990-1993).

Centre Technique National pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptées (CTNEAI) qui devient en janvier 1975 le Centre Technique National d'Etudes et de Recherches sur les Handicaps et les Inadaptations (CTNERHI) (1 C 825-1 C 842) :

CTNEAI (1957-1972) ; CTNERHI (1979-1982).

Association Pour l'Action Éducative et Sociale en Ille-et-Vilaine (APASE) (1 C 843-1 C 880) :

Statuts et règlement intérieur (1973-1985) ; locaux (1986-1988) ; personnel (1974-1990) ; budgets (1980-1995) ; instances (1979-1991) ; rapports d'activités (1979-1993) ; relations avec les services sociaux (1980-1990) ; actions auprès d'adultes ; fusion avec le service social spécialisé d'Ille-et-Vilaine (1989-1991) ; service social spécialisé d'Ille-et-Vilaine (1979-1987).

Centre d'Aide par le Travail (CAT) / Association gestionnaire "Le Domaine" (1 C 881-1 C 912) :

Association gestionnaire "Le Domaine" (1986-1997) ; CAT (1986-1994) ; foyer d'hébergement (1986-1994) ; service d'accompagnement (1988-1997) ; ateliers (1986-1997) ; atelier protégé Espace Soleil (1993-1997).

Amitiés Sociales, Foyer de jeunes travailleurs (1 C 913-1 C 927) :

Amitiés Sociales (1951-1959) ; FJT de Rennes (1951-1959).

Collaboration avec des organismes officiels (1 C 928-1 C 930) :

Commission régionale des Institutions sociales et Médico-sociales (CRIMS) de Bretagne (1977-1983) ; comité d'Ille-et-Vilaine de la violence et de la criminalité (1977-1984).

Enquêtes (1 C 931-1 C 939) :

Enquête sur les 3 premiers et les 3 derniers de la classe sous l'égide du Service Social Spécialisé (1956-1968) ; rapport Bloch-Laîné (1966-1969).

Dossiers annexes (1 C 940-1 C 942).

Fonds Centre de Vaucresson

Parmi le fonds « Centre de Vaucresson », se trouvent divers documents intéressant la Bretagne, en particulier dans le sous-fonds Brisset où se trouvent regroupés divers éléments sur divers établissements et services privés habilités à accueillir des mineurs (classement par département. Pas d'information pour le Morbihan).

Sous-fonds Brisset, établissements et services privés habilités à accueillir des mineurs (1919-1989) :

Carton 3, départements 22 à 34

Côtes d'Armor : Établissement " Montbareil " : projet éducatif, 1973.

Finistère : Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Finistère à Quimper, Centre d'accueil et d'observation de Pluguffan "Manoir de Kervuygen" : rapport d'activités 1963-1964.

Carton 4, départements 35 à 37

Ille-et-Vilaine : Service social spécialisé d'Ille et Vilaine de protection de l'enfance et de l'adolescence : rapports, historique 1945-1955 ; Fédération bretonne pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à Rennes : rapport d'activités 1960 de "La Prevalaye" à Rennes, méthodes d'observation : correspondance, notice de présentation 1946-1954 Ker-Goat, Centre d'éducation " Georges Bessis " : illustrations (7 photographies) 1955 ; Refuge Saint-Cyr de Rennes, méthodes d'observation : note 1954 ; Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence d'Ille et Vilaine, AG et fonctionnement (répertoire d'organismes, répertoire des textes concernant les professions sociales, prix de journée) : compte rendu, répertoires 1968-1970 ; Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées Bretagne, service informations-documentation : bulletin 1971.

Carton 5, départements 18 à 45

Loire-Atlantique : Institution Notre-Dame de Charité, formation de mères célibataires : note d'information, liste des documents d'archives conservés 1976.

Éléments bibliographiques concernant l'histoire contemporaine de la protection sociale en Bretagne

La bibliographie relative à l'histoire contemporaine de la protection sanitaire et sociale en Bretagne qui est présentée ci-dessous ne prétend nullement être exhaustive, loin de là même. Il est en effet fort difficile de faire le tour de cette matière et c'est souvent aux détours des fichiers que l'on découvre, parfois par le plus grand des hasards, tel ou tel imprimé relatif à ce thème, par exemple les statuts de telle ou telle société de secours mutuels. De nombreuses revues ne font par ailleurs pas l'objet d'un dépouillement systématique et les articles qui pourraient intéresser le chercheur en histoire de la protection sociale ne peuvent être alors découverts qu'à la suite de recherches et dépouillements souvent longs et fastidieux.

Nous nous bornerons donc à proposer des pistes bibliographiques. Deux types de documents figurent dans ce relevé : d'abord, des études historiques réalisées principalement dans le cadre de mémoires universitaires (l'intérêt pour le chercheur est alors de disposer d'une base de départ pour sa propre recherche dans la mesure où la lecture de ces études peut lui être utile pour se constituer une première bibliographie, voire une méthode de travail pour s'aventurer dans la recherche des sources) — ces études historiques représentent la majorité des documents cités ; ensuite, des travaux de nature variée qui peuvent constituer des matériaux pour la recherche.

À quelques exceptions près, tous les documents cités ne concernent que la Bretagne. Les exceptions sont des travaux, par exemple des thèses de droit soutenues à Rennes, qui ont été réalisés et/ou publiés en Bretagne et qui peuvent de ce fait comporter des exemples locaux.

Pour élaborer cette bibliographie, nous avons dépouillé, plus ou moins systématiquement, différentes bibliographies, entre autres :

- *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France de 1500 à 1789*, de E. Saulnier et A. Martin.
- *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789*, de Pierre Caron (édité en 1912 chez éd. Cornély).

- *Répertoire méthodologique de l'histoire moderne et contemporaine de la France*, commencé en 1898 par Gaston Brière et Pierre Caron (11 fascicules couvrant la période 1899 à 1914).
- Grandin A., *Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales de 1800 à 1925-26*, Paris, Recueil Sirey, 1926, 3 vol.
- *Répertoire bibliographique de l'histoire de France*, établi par Pierre Caron, avec la collaboration de Henri Stein (6 tomes qui couvrent la période 1920 à 1931, avec 211 revues dépouillées dans le t. 6).
- *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*, publiée depuis 1955 (dépouillement à partir de 1953) par le C.N.R.S.

Pour les thèses de médecine, nous avons consulté le *Catalogue des thèses et écrits académiques* (1957 à 1959) et le *Catalogue des thèses de doctorat soutenues devant les universités françaises* (à partir de 1959), ainsi que le *Thésindex médical* publié par la bibliothèque interuniversitaire de Clermont-Ferrand (pour les années 1970).

Nous avons également exploité différents catalogues manuels et/ou informatisés de plusieurs bibliothèques universitaires et municipales, ceux des bibliothèques administratives des archives départementales de la région ainsi que diverses banques de données accessibles sur internet, notamment Théo pour les travaux universitaires et Dipouest pour les périodiques récents relatifs à l'histoire de l'Ouest de la France⁴².

Par ailleurs, il nous a semblé important de fournir en préalable aux lecteurs quelques éléments de bibliographie générale.

Données générales

Toute démarche bibliographique doit se faire selon une logique simple : aller du général au particulier. C'est pourquoi le chercheur néophyte en histoire de la protection sanitaire et sociale en Bretagne devra d'abord situer le contexte en s'intéressant aussi bien à l'histoire régionale et locale qu'à l'histoire générale de la protection sanitaire et sociale. Dans les deux cas, il disposera pour ce faire d'un certain nombre d'outils et d'ouvrages de base aisément consultables dont il nous paraît important de souligner l'existence.

Bibliographie de base relative à la Bretagne

Incontournable pour une approche de la région et pour une bibliographie de référence :

⁴² Theo et Dipouest sont deux bases gérées par le centre de documentation du Chrisco. Pour plus de détails, le lecteur pourra se reporter à la partie « informations et conseils ».

- CROIX Alain et VEILLARD Jean-Yves (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, 2000, 1103 p. + CD-Rom.

Pour une bibliographie de base sur la région, on pourra également consulter en ligne sur le site internet de la bibliothèque municipale de Rennes :

- JAIN Catherine, TOULOUSE Sarah, VAREON Lydie, *Ouvrages de référence pour un fonds breton*, Rennes, 2^{ème} édition.

En ce qui concerne l'histoire générale de la région, des départements et des principales villes, de nombreux travaux de synthèse existent, en particulier :

- CHEDEVILLE André et CROIX Alain, *Histoire de la Bretagne*, Paris, PUF, 1996, 127 p. [Que sais-je ? n° 147].
- DELUMEAU Jean (dir.), *Histoire de la Bretagne*, Toulouse, Privat, 1969, 542 p.
- MONNIER Jean-Jacques et CASSARD Jean-Christophe (coordination), *Toute l'histoire de Bretagne : des origines à la fin du XXe siècle*, Morlaix, Skol Vreizh, 1996, 800 p.

SAINCLIVIER Jacqueline, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Ouest-France, 1989, 499 p. [Coll. Ouest-France Université].

- ABBAD Fabrice (dir.), *La Loire-Atlantique des origines à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 1984, 463 p.
- LEBRUN François (dir.), *L'Ille-et-Vilaine des origines à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 1984, 454 p.
- LE BOUËDEC Gérard (dir.), *Le Morbihan de la préhistoire à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 1994, 508 p.
- LE GALLO Yves (dir.), *Le Finistère de la préhistoire à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 1991, 590 p.
- MINOIS Georges (dir.), *Les Côtes-du-Nord de la préhistoire à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 1987, 429 p.
- BOIS Paul (dir.), *Histoire de Nantes*, Toulouse, Privat, 1984, 484 p.
- KERHERVÉ Jean (dir.), *Histoire de Quimper*, Toulouse, Privat, 1994, 351 p.
- LE GALLO Yves (dir.), *Histoire de Brest*, Toulouse, Privat, 1976, 399 p.
- LEGUAY Jean-Pierre (dir.), *Histoire de Vannes et sa région*, Toulouse, Privat, 1988, 320 p.
- LESPAGNOL André (dir.), *Histoire de Saint-Malo et du pays malouin*, Toulouse, Privat, 1984, 324 p.
- MEYER Jean (dir.), *Histoire de Rennes*, Toulouse, Privat, 1984, 492 p.
- NIÈRES Claude (dir.), *Histoire de Lorient*, Toulouse, Privat, 1988, 319 p.
- NIÈRES Claude (dir.), *Histoire de Saint-Brieuc et du pays briochin*, Toulouse, Privat, 1991, 316 p.

Bibliographie générale relative à l'histoire de la protection sanitaire et sociale

Toute recherche bibliographique sur l'histoire de la protection sanitaire et sociale doit commencer par la consultation de quelques outils de base dont la diffusion est assurée par l'Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, à savoir :

- *Bibliographie pour servir à l'histoire de la Sécurité sociale, de l'assistance et de la mutualité en France de 1789 à nos jours*, 10 volumes réalisés par Nadine Dada-Porcin et Anne Proutière, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980-1987.
tome 1 : ouvrages et thèses, 2 volumes, 1980, 785 p.
tome 2 : articles de revues, 1 volume, 1983, 246 p.
tome 3 : travaux parlementaires et actes de l'autorité, 7 volumes, 1984-1987.
Le premier tome recense les ouvrages ainsi que les thèses soutenues dans les Universités françaises et des mémoires de l'ENA, du CNESS et de l'IEP de Paris. Le tome 2 est un choix d'articles sélectionnés dans 43 revues d'intérêt général.
- GUTTON Jean-Pierre, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*, Volume I (fin du Moyen Âge – 1789), Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1994, 214 p.
- IMBERT Jean, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale*, Volume II (1789-1914), Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1997, 253 p.

Histoire de la protection sociale

Généralités

- *Contribution à l'histoire financière de la Sécurité sociale*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale – Documentation française, 1999, 557 p.
- « 25^{ème} anniversaire de la Sécurité sociale », *Revue française des affaires sociales*, n° spécial, avril-juin 1971.
- « Quarante ans de Sécurité sociale », *Revue française des affaires sociales*, n° spécial, juillet-septembre 1985.
- BARJOT Alain (dir.), *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*, tome 3 : 1945-1981, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 1988, 905 p.
- BEC Colette, *Assistance et République. La recherche d'un nouveau contrat social sous la III^e République.*, Paris, éditions de l'Atelier, 1994, 256 p. [coll. Le social en actes].
- BEC Colette, *L'assistance en démocratie. Les politiques assistantes dans la France des XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Belin, 1998, 256 p.

- BICHOT Jacques, *Les politiques sociales en France au XXe siècle*, Paris, A. Colin, 1997, 189 p. [coll. Cursus économie].
- DÉMIER Francis, *Histoire des politiques sociales (Europe, XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Seuil, 1996, 94 p. [coll. Mémo, n° 31].
- GRAVRAND Pierre, *La Sécurité sociale sur le terrain*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1992, 275 p.
- GUESLIN André et GUILLAUME Pierre (dir.), *De la charité médiévale à la Sécurité sociale*, Paris, Ed. ouvrières, 1992, 342 p. [collection patrimoine].
- GUILLAUME Michel (dir.), *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*, tome 1 : 1780-1870, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1988, 718 p.
- HATZFELD Henri, *Du paupérisme à la Sécurité sociale. 1850-1940. Essai sur les origines de la Sécurité sociale en France*, Paris, Armand Colin, 1971 – Réédition, Presses Universitaires de Nancy, 1989, 348 p.
- HESSE Philippe-Jean et LE CROM Jean-Pierre, *La protection sociale sous le régime de Vichy*, Rennes, les PUR, 2001, 377 p. [coll. Histoire].
- HUTEAU Gilles, LE BONT Eric, *Sécurité sociale et politiques sociales*, Paris, Armand Colin, 2^{ème} édition, 1997, 464 p. [coll. Concours droit].
- IMBERT Jean (dir.), *La protection sociale sous la Révolution française*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1990, 567 p.
- LAROQUE Pierre, *Au service de l'homme et du droit. Souvenirs et réflexions*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1993, 376 p.
- LAROQUE Michel (dir.), *Contribution à l'histoire financière de la Sécurité sociale*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 2000, 557 p.
- LECLERC Pierre, *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*, tome 2 : 1870-1945, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1996, 784 p.
- MANDERSCHEID Françoise, *Une autre sécurité sociale. La Mutualité Sociale Agricole*, Paris, L'Harmattan, 1991, 256 p. [coll. Logiques sociales].
- MURARD Numa, *La protection sociale*, Paris, La découverte, 1993 [Coll. Repères, n° 72].

Études concernant divers régimes

- *La sécurité sociale dans les mines : 1894/1994. 100 ans d'innovation sociale et sanitaire*, Paris, Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, 1994 (?), 35 p.
- ANCELIN Jacqueline, *L'action sociale familiale et les Caisses d'allocations familiales, un siècle d'histoire*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale – Association pour l'histoire de la Sécurité sociale, 1997, 758 p.

- ANCELIN Jacqueline, *Histoire de l'action sociale familiale dans les départements d'Outre-mer*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale – Association pour l'histoire de la Sécurité sociale, 2000, 385 p.
- GROSS-CHABERT, *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*, tome 4 : 1919-1981 : la Mutualité sociale agricole, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1991, 315 p.
- CHALMIN Philippe, *Éléments pour servir à l'histoire de la mutualité agricole*, Paris, Economica, 1988, 2 vol., 602 et 218 p.
- DUMONS Bruno et POLLET Gilles, *L'État et les retraites. Genèse d'une politique*, Paris, Belin, 1994, 480 p.
- THUILLIER Guy, *Les pensions de retraite des fonctionnaires au XIX^e siècle*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1994, 305 p.
- THUILLIER Guy, *Les retraites des fonctionnaires. Débats et doctrines (1790-1914)*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1996, 2 vol., 856 et 853 p.

Mutualité

- BENHAMOU Jean et LEVECQUE Aliette, *La mutualité*, Paris, PUF, 1983, 126 p. [Coll. Que sais-je ?, n° 148].
- DREYFUS Michel, *La mutualité. Une histoire maintenant accessible*, Paris, Mutualité française, 1988, 118 p. [coll. Racines mutualistes].
- DREYFUS Michel, GIBAUD Bernard et GUESLIN André (dir.), *Démocratie, solidarité. Autour de la loi de 1898*, Paris, Economica, 1999.
- GIBAUD Bernard, *De la mutualité à la sécurité sociale. Conflits et convergences*, Paris, Les éditions ouvrières, 1986, 264 p. [collection politique sociale].
- GIBAUD Bernard, *Mutualités, assurances (1850-1914). Les enjeux*, Paris, Economica, 1998.
- TOUCAS-TRUYEN Patricia, *Histoire de la mutualité et des assurances. L'actualité d'un choix*, Paris, Syros-Mutualité française, 1998, 197 p.
- TOUCAS-TRUYEN Patricia, *L'identité mutualiste*, Rennes, éditions de l'ENSP, 2001, 97 p. [coll. Contrechamp].

Comparaisons internationales

- *Un siècle de protection sociale en Europe*, Actes du colloque organisé au Sénat en octobre 1996 par le Comité d'histoire de la Sécurité sociale et l'Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, Paris, La documentation française, 2001, 286 p.

- *Un siècle de Sécurité sociale (1881-1981). L'évolution en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Autriche et Suisse*, ouvrage édité par Peter A. KÖHLER et Hans F. ZACHER en collaboration avec Philippe-Jean HESSE (publication française du Centre de Recherche en histoire économique et sociale de l'Université de Nantes), 1982, 644 p.
- CHAMORAND Elisabeth, *Le système de santé américain. Poids du passé et perspectives.*, Paris, La documentation française, 1996, 141 p. [coll. Les études de la documentation française].
- KOTT Sandrine, *L'État social allemand. Représentations et pratiques*, Paris, Belin, 1995, 416 p.
- PERRIN Guy, *La Sécurité sociale : son histoire à travers les textes*, tome 5 : *Histoire du droit international de la Sécurité sociale*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1993, 741 p.
- VANTHEMSCHE Guy, *La sécurité sociale. Les origines du système belge. Le présent face à son passé*, Bruxelles, De Boeck Université, 1994, 200 p. [coll. PolHis].

Histoire des actions sanitaires et sociales

Santé et population

- *Quand la santé publique s'affiche : 1945-1995, 50 ans, 50 affiches*, Rennes, Éditions de l'E.N.S.P, 1995, 67 p.
- BARDET Jean-Pierre et alii, *Peurs et terreurs face à la contagion*, Paris, Fayard, 1988, 442 p.
- BOURDELAIS Patrice (dir.), *Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques (XVIII^e- XX^e siècles)*, Paris, Belin, 2001, 544 p.
- COMITI Vincent-Pierre, *Histoire sanitaire et sociale*, Paris, PUF, 1997, 128 p. [coll. Que Sais-Je ? n° 3203].
- COMITI Vincent-Pierre, *Histoire du droit sanitaire en France*, Paris, PUF, 1994, 128 p. [coll. Que sais-je ?, n° 2831].
- DELUMEAU Jean et LEQUIN Yves, *Les malheurs des temps. Histoire des fléaux et calamités en France*, Paris, Larousse, 1987, 519 p.
- DUPÂQUIER Jacques (dir.), *Histoire de la population française*, Paris, PUF, vol 3 (XIX^e siècle) et 4 (depuis 1914).
- FAURE Olivier et DESSERTINE Dominique, *La maladie entre libéralisme et solidarités (1850-1940)*, Paris, Mutualité française, 1994, 163 p. [coll. Racines mutualistes].
- FILLAUT Thierry, *Le système de santé français (1880-1995). Aide-mémoire*, Rennes, Éditions de l'ENSP, 1997, 78 p.

- GÉGOT Jean-Claude, *La population française aux XIX-XX^e siècles*, Paris, Ophrys, 1989, 144 p. [coll. Synthèse histoire].
- HILDESHEIMER Françoise, *Fléaux et société : de la Grande Peste au choléra (XIV^e-XIX^e siècle)*, Paris, Hachette, 1993, 175 p. [coll. Carré Histoire].
- HUDEMANN-SIMON Calixte, *La conquête de la santé en Europe (1750-1900)*, Paris, Belin/De Boeck, 2000, 176 p. [coll. Europe et Histoire].
- KNIBIEHLER Yvonne, *La révolution maternelle*, Ed. Perrin, 1996, 359 p.
- LÉONARD Jacques, *Archives du corps (la santé au XIX^e siècle)*, Rennes, éd. Ouest-France, 1986, 331 p.
- LÉONARD Jacques, *Médecins, malades et société dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Sciences en situation, 1992, 287 p.
- LEQUIN Yves, *Histoire des Français (XIX-XX^e)*, Paris, A. Colin, t. 1, Un peuple et son pays (livres 3 et 4).
- LUC Jean-Noël, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle (De la salle d'asile à l'école maternelle)*, Paris, Belin, 1997, 512 p.
- MOREAU Jacques et TRUCHET Didier, *Droit de la santé publique*, Paris, Dalloz, 1990, 163 p. [coll. Mémento]. 2ème édition
- RAUCH André, *Histoire de la santé*, Paris, PUF, 1995, 128 p. [coll. Que sais-je ?, n° 2924].
- ROLLET Catherine, *Les enfants au XIX^e siècle*, Paris, Hachette Littératures, 2001, 265 p.
- RONSIN Francis, *La population de la France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 94 p. [coll. Mémo, n° 80].
- VIGARELLO Georges, *Histoire des pratiques de santé. Le sain et le malsain depuis le Moyen Âge*, Paris, Seuil, 1999, 396 p. [coll. Points Histoire, H 259].

Pauvreté, exclusion, actions sociales

- BARRAL Catherine, PATERSON Florence, STIKER Henri, CHAUVIERE Michel (dir.), *L'institution du handicap. Le rôle des associations (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, Les PUR, 2000, 415 p.
- BRUZULIER Jean-Luc et HAUDEBOURG Guy, *Cachez ce pauvre que je ne saurais voir*, Rennes, éditions de l'ENSP, 2001, 107 p. [coll. Contrechamp].
- CHAUVIÈRE Michel, LENOËL Pierre et PIERRE Éric (direction), *Protéger l'enfant. Raison juridique et pratiques socio-judiciaires (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, Les PUR, 192 p. [coll «des sociétés »].

- DORIGUZZI Pascal, *L'histoire politique du handicap. De l'infirme au travailleur handicapé*, Paris, L'Harmattan, 1994, 223 p.
- DURAND Robert, *Histoire des centres sociaux (du voisinage à la citoyenneté)*, Syros, 1996, 262 p. [Coll. Alternatives sociales].
- FAYET-SCRIBE Sylvie, *Associations féminines et catholicisme. De la charité à l'action sociale XIX^e – XX^e siècle*, Paris, Éd. Ouvrières, 1990, 211 pages.
- GUESLIN André, *Gens pauvres, pauvres gens dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1997, 314 p. [collection historique].
- GUESLIN André et KALIFA Dominique, *Les exclus en Europe (1830-1930)*, Paris, Les éditions de l'atelier, 1999, 480 p. [coll. Patrimoine].
- PETIT Jacques-Guy et MAREC Yannick (dir.), *Le social dans la ville en France et en Europe (1750-1914)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, 351 p.
- PETIT Jacques-Guy, *Intégration et exclusion sociale d'hier à aujourd'hui*, Paris, Anthropos, 1999, 162 p.
- SASSIER Philippe, *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique, XVI^e-XX^e siècles*, Paris, Fayard, 1990, 450 p.
- STÉBÉ Jean-Marc, *Le logement social en France (1789 à nos jours)*, Paris, PUF, 1998, 128 p. [coll. Que Sais-Je ? n° 763].
- WAGNIART Jean-François, *Le vagabond à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1999, 349 p. [coll. Socio-histoire].

Établissements sanitaires et sociaux

- *Synopsis des publications de la société française d'histoire des hôpitaux*, n° spécial du Bulletin de la SFHH, avril 2001, 40 p.
- CLEMENT Jean-Marie, *La mutation à l'hôpital : 1900-2000*, Paris, Les éditions hospitalières, 2001, 217 p.
- HILDESHEIMER Françoise, GUT Christian, *L'assistance hospitalière*, Paris, Publisud, 1992, 132 p. [collection Courants universels – Histoire].
- IMBERT Jean (dir.), *Histoire des hôpitaux en France*, Toulouse, Privat, 1982, 559 p.
- IMBERT Jean, *Les hôpitaux en France*, Paris, PUF, 5ème éd, 1988 [coll. Que sais-je ?, n° 795].
- MAILLARD Christian, *Histoire de l'hôpital de 1940 à nos jours*, Paris, Dunod, 1986, 200 p.

- ROCHAIX Maurice, *Essai sur l'évolution des questions hospitalières de la fin de l'Ancien régime à nos jours*, Paris Fédération hospitalière de France, 1959, 356 p. rééd. augmentée, Berger-Levrault, 1995.

Professions sanitaires et sociales

Médecins

- FAURE Olivier, *Les Français et leur médecine au XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1993, 319 p.
- FAURE Olivier, *Histoire sociale de la médecine (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Anthropos, 1994, 272 p. [coll. Historiques].
- GUILLAUME Pierre, *Le rôle social du médecin depuis deux siècles*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 1996, 319 p.
- GUILLAUME Pierre, *Mutualistes et médecins. Conflits et convergences (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Éditions de l'Atelier — Mutualité française, 2000, 207 p. [coll. Patrimoine].
- LÉONARD Jacques, *La France médicale au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard-Julliard, 1978, 287 p. [coll. Archives].
- LÉONARD Jacques, *La médecine entre les savoirs et les pouvoirs. Histoire intellectuelle et politique de la médecine française au XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1981, 386 p. [Collection historique].
- SOURNIA Jean-Charles, *Histoire de la médecine*, Paris, La Découverte, 1992, 358 p.
- VERGEZ Bénédicte, *Le monde des médecins au XX^e siècle*, Bruxelles, éditions Complex, 1996, 312 p.

Infirmières

- « Pour une histoire des soins et des professions soignantes », *Cahier de l'AMIEC* n° 10, 1988.
- COLLIÈRE Marie-Françoise, *Soigner... le premier art de la vie*, Paris, Masson, 2001 (2^{ème} édition), 456 p.
- GOFFI Martine et RÉGENT Liliane, *100 ans de formation infirmière. Banque de données – recherche de textes officiels*, Vincennes, Éditions hospitalières, 1996, 299 p.
- KNIBIEHLER Yvonne (direction), *Cornettes et blouses blanches. Les infirmières dans la société française (1880-1980)*, Paris, Hachette, 1984, 366 p.
- LEROUX-HUGON Véronique, *Des saintes laïques. Les infirmières à l'aube de la 3^{ème} République*, Paris, éditions Sciences en situation, 1992, 225 p.

Professions sociales

Pour une bibliographie détaillée concernant les principales professions sociales, on se reportera aux textes suivants :

- BOUQUET Brigitte, CASSEGRAIN Denise, HACHE Marie-Agnès, RATER-GARCETTE Christine, SALOMON Georges-Michel, « Les assistant(e)s de service social », In « Guide bibliographique pour l'histoire des professions sociales », *Vie sociale*, avril 1995, hors série, pp 31-69 (Chapitre II).
- CHAUVIÈRE Michel, VILBROD Alain avec la collaboration de Jacques BOURQUIN, « Les éducateurs », In « Guide bibliographique pour l'histoire des professions sociales », *Vie sociale*, avril 1995, hors série, pp 79-93 (Chapitre IV).
- DOUARD Olivier, « Les animateurs », In « Guide bibliographique pour l'histoire des professions sociales », *Vie sociale*, avril 1995, hors série, pp 15-29 (chapitre I).

Plusieurs autres numéros spéciaux de la revue *Vie sociale* abordent l'histoire des professions sociales, notamment un numéro de 1995 consacré à l' « Histoire des premières écoles de service social en France (1908-1938) ». À voir également :

- GUERRAND R.-H. et RUPP M.-A., *Brève histoire du service social en France, 1896-1976*, Privat, 1978.
- KNIEBIEHLER Yvonne (direction), *Nous, les assistantes sociales (naissance d'une profession)*, Paris, Aubier, 1980, 383 p. [collection historique].

Pistes de recherche diverses

Données statistiques

On ne peut s'intéresser à l'histoire de la protection sociale sans s'intéresser à son impact quantitatif : c'est souvent un moyen pour apprécier l'intérêt d'une mesure pour la population à laquelle elle est destinée. D'où l'importance à savoir recueillir l'information chiffrée, quelle soit de nature statistique (dénombrément d'allocataires par exemple) ou financière (données comptables).

En ce domaine, de nombreuses informations sont disponibles qui permettent de relativiser des données ponctuelles que l'on peut recueillir dans les dossiers d'archives. De ce point de vue, les statistiques publiées par la Statistique générale de la France puis par l'INSEE constituent une bonne entrée en matière pour des comparaisons annuelles et locales. On pensera bien évidemment à la série des *Annuaires statistiques de la France* ou à des publications plus spécialisées comme la *Statistique annuelle des institutions d'assistance (1902-1933)* publiée par la Statistique générale de la France (Paris, Imprimerie nationale, 1904-1936).

Pour la période la plus récente, le *Guide pratique d'utilisation des statistiques sanitaires* constitue une aide utile à la recherche. Publié par le ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale au début des années 1980, sous l'impulsion de la Direction Générale de la Santé (DGS) avec la collaboration du Service des statistiques et des systèmes d'information (SESI) et de la Mission recherche-expérimentation (MIRE), puis réédité par les éditions de l'ENSP, ce guide dresse un tableau des principales sources d'information statistique dans le domaine de la démographie, de la morbidité et de la mortalité, avec des pistes régionales. Il est donc particulièrement utile pour repérer les données chiffrées pour la période la plus récente.

- *Guide pratique d'utilisation des statistiques sanitaires*, Paris, La Documentation française, s.d., 231 p.

Au niveau régional, l'information pourra être complétée par l'information statistique diffusée par les directions régionales de l'INSEE. On pensera en particulier à consulter les diverses éditions de l'*Annuaire statistique régional* (plusieurs volumes à partir de la fin des années cinquante) puis les *Tableaux de l'économie bretonne*.

Presse et périodiques

Qu'elle soit généraliste ou spécialisée, la presse constitue une source fondamentale d'information. D'où la nécessité de dépouillements qui peuvent être longs et fastidieux, notamment pour les revues anciennes qui ne possèdent pas d'index. De même, la consultation des catalogues de périodiques dans les bibliothèques permet souvent de repérer des séries de rapports annuels d'activité qui s'y trouvent classées à l'instar de n'importe quelle revue : c'est le cas des *Recueils des actes administratifs* des divers départements ou de la Région et des *Procès-verbaux des délibérations et rapports des préfets* (publiés depuis 1836 en Ille-et-Vilaine) ; on pensera également aux multiples annuaires et almanachs départementaux, comme l'*Annuaire des Côtes-du-Nord* (dont la publication commence dès le milieu du XIX^e siècle), l'*Annuaire de Dinan et de son arrondissement*, l'*Annuaire-Almanach général des cent mille adresses de la Loire-Inférieure*, l'*Annuaire officiel d'Ille-et-Vilaine* ou encore l'*Annuaire statistique historique et administratif du département du Morbihan*, autant de périodiques en apparence anodins qui se révèlent fort utiles pour localiser les diverses institutions d'un département ou d'une ville à un moment donné (on y trouvera en effet des encarts donnant de nombreuses informations sur les bureaux de bienfaisance, sur les hôpitaux, les professions de santé, les sociétés charitables...).

Il serait présomptueux de vouloir mentionner ici toutes les revues que le chercheur en histoire de la protection sociale peut consulter. On peut penser par exemple aux *Annales d'hygiène publique et de médecine légale* qui fourmillent d'informations dans le domaine de la santé publique, à la *Revue des établissements de bienfaisance* pour la fin et le début du XX^e siècle, à la *Revue française des Affaires sociales*. De nombreux organismes de protection sociale publient en outre des lettres, bulletins, et autres documents périodiques à l'intention de leurs

adhérents ou de leur personnel (par exemple *Entre nous* à la CPAM d'Ille-et-Vilaine). On y trouve de nombreux renseignements ponctuels particulièrement utiles pour saisir au fil du temps les grands problèmes d'actualité. Au niveau national, on pensera à la *Lettre CNAM* publiée mensuellement (n° 287 en avril 2000) et destinée aux responsables et aux cadres dirigeants des organismes d'assurance maladie.

Beaucoup de ces publications périodiques sont récentes et reflètent l'évolution de la communication institutionnelle depuis les années 1980 : ainsi, *La lettre de la MSA* est-elle publiée trimestriellement par la Mutualité sociale agricole du Morbihan depuis 1992. D'autres sont plus anciennes et leur dépouillement systématique peut dès lors se révéler particulièrement riche : c'est le cas notamment du *Mutualiste breton* qui a pris la suite du *Mutualiste d'Ille-et-Vilaine* qui apparaît en 1952. De son côté, l'Union départementale des sociétés mutualistes de Loire-Atlantique publiait *Le Mutualiste de Bretagne* dès l'entre-deux-guerres.

Pour un premier repérage de ces périodiques, on peut se reporter aux synthèses réalisées par les services d'archives. Ainsi, le *Répertoire de la presse et des publications périodiques d'Ille-et-Vilaine (1784-1958)* de Henri François Buffet (Rennes, imprimeries réunies, 1959, 42 p.) signale-t-il diverses publications dans trois rubriques intéressant le domaine sanitaire et social, parmi lesquelles on retiendra à titre d'exemples :

- dans la rubrique « médecine et pharmacie », les revues suivantes : *Rennes médical*, *La Bretagne médicale*, *La Revue armoricaine*, *Gazette médicale de Bretagne*, *La Jeunesse médicale rennaise* ;
- dans la rubrique « hygiène et assistance », les revues et périodiques suivants : *Compte-rendu des travaux du conseil central d'hygiène publique et de salubrité du département d'Ille-et-Vilaine*, qui devient *Compte-rendu des travaux du Conseil d'hygiène départemental et des commissions sanitaires d'Ille-et-Vilaine* (1868 à 1932), *Actual'Hop* (mensuel de l'hôpital psychiatrique de Rennes), *Bureau de bienfaisance de Rennes*, *compte moral et administratif* (de 1926 à 1937), *Les Annales du bien* (bulletin de la société des hospitaliers sauveteurs bretons, à partir de 1875), ou encore *L'Écho des familles* (revue de l'Union départementale des associations familiales, à partir de 1954) ;
- dans la rubrique « prévoyance », les revues et périodiques suivants : *Compte-rendu des opérations de la caisse municipale de secours mutuels de la ville de Rennes* (1846 à 1877), assemblées générales de la *Société de prévoyance et secours mutuels des médecins d'Ille-et-Vilaine* (1860 à 1937), *Le Paysan mutualiste* (1937), *le Mutualiste de la Sécurité sociale* (à partir de 1953) ou encore *Travail et sécurité* (cahiers de prévention de la caisse régionale de sécurité sociale à partir de 1948).

Bibliographie relative à l'histoire de la protection sanitaire et sociale en Bretagne

Les documents repérés sont classés thématiquement, puis alphabétiquement. Le classement thématique retenu s'organise en trois parties qui correspondent à une démarche classique d'étude du système sanitaire et social ; étudier ce système, c'est en effet porter son attention sur « un ensemble de trois groupes d'éléments » en interaction : « le groupe de la population, le groupe des producteurs de soins, le groupe des institutions chargées de l'organisation administrative et du financement⁴³ ».

Environnement sanitaire et social

Démographie

Évolution démographique

- [1] « Dénombrement de la population des communes du Finistère (1790-1968) », *Bulletin de la société archéologique du Finistère*, t. XCIX, 1972, pp 849-888.
- [2] « La population bretonne de 1800 à 1990 », *ArMen*, 43, 1992, pp 2-15.
- [3] *Naître, vivre, mourir autrefois. Étude des registres paroissiaux et d'état civil des Côtes-du-Nord (XV-XIX^e s.)*, St-Brieuc, Archives départementales, 1984, 196 p.
- [4] *Un siècle de démographie en Bretagne*, INSEE Bretagne, 2000 (Cd-Rom).
- [5] BELOEIL-BENOIST Yves-Jean, *La démographie des communes briéronnes de 1800 à 1880*, Maîtrise histoire, Nantes, 1980, 452 p.
- [6] BERTONNEAU Jacky, *Vivre à Laillé au 19e siècle : étude démographique. La formation et la structure des familles au milieu du 19e siècle*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1988, 144 p.
- [7] CALLON G, « Le mouvement de la population dans le département des Côtes-du-Nord au cours de la période de 1831-1920 et depuis la fin de cette période », *Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, n° 63, 1932, pp 97-135.
- [8] COAT Georges, *Démographie de Recouvrance des origines à 1962*, DES géographie, Rennes 2, 1965.

⁴³ J.-C. Hennard, B. Cassou et J. Ankri, « la notion de système de santé », *Après-demain*, 1990.

- [9] COTTIN Annie — LECLERC Jacqueline, *Aspects démographiques de l'évolution d'une localité bretonne : Redon (1830-1913)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1971, 197 p.
- [10] DESPORTES Joseph, *Étude démographique sur le département des Côtes-du-Nord*, Thèse droit, Rennes, 1913, 194 p.
- [11] HELAOUET François, *Étude démographique du pays bigouden (1881-1962)*, DES Géographie, Rennes 2, 1966.
- [12] HERVE Marie-Madeleine, *La Démographie bretonne de 1815 à 1914 : répertoire d'ouvrages susceptibles d'être utilisés dans une étude ultérieure sur la spécificité bretonne par rapport à l'ensemble français*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1975, 50 p.
- [13] LAURENT L. et RICHARD Y., « La population bretonne de 1800 à 1990 », *ArMen*, 43, 1992.
- [14] LE BIHAN Jean et OLLIVRO Jean, « D'une Bretagne à l'autre : un siècle et demi d'évolution démographique », *ArMen*, 98, 1998, pp 58-59.
- [15] LE BIHAN Jean et OLLIVRO Jean, « Un siècle et demi d'évolution de la population communale bretonne (1851-1999) », *Norois*, 184, 1999, p. 559-574.
- [16] LE GUEN Gilbert, « L'évolution démographique de la Bretagne depuis 20 ans (1962-1982) », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. LXXXVII, 1982, pp 71-80.
- [17] NAUDIN Ronan, *Étude démographique de Belle-Ile-en-Mer (1750-1918)*, Maîtrise histoire, Université catholique de l'Ouest, 1989, 161 p.
- [18] PELLETIER M.-T., *Des variations de la population de Loire-Inférieure de 1831 à 1931*, Thèse Sciences économiques, lieu inconnu, 1935.
- [19] PINAULT Jean-Yves, *La démographie historique à Saint-Médard-sur-Ille entre 1750 et 1839*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1971, 143 p.
- [20] PRIET Christian, *Les Rennais au 19^{ème} siècle : recherches sur les comportements démographiques et sociaux de la Monarchie de juillet aux débuts de la 3e République*, Thèse Histoire, Rennes 2, 1999, 1058 p.
- [21] ROLLAND D., *Démographie à Brest de 1800 à 1820*, DES histoire, Brest, 1966, 81 p.
- [22] ROUXEL Michel, « Le bilan démographique du siècle », *Octant*, 80, 1999, pp 4-11.
- [23] ROUXEL Michel, « Un siècle et demi de recomposition spatiale de la Bretagne », *Octant*, 79, 1999, pp 25-30.

Migrations

- [24] BERNICOT Anne-Marie, *La surveillance des étrangers dans le Finistère de 1800 à 1814*, Mémoire Droit, Brest, 1976.
- [25] BERNARD Lysiane, « L'émigration "américaine" de la région de Gourin et ses conséquences géographiques », *Norois*, n° 34, 1962, pp 185-195.
- [26] BOTREL Jean-Luc, *Le Mouvement des étrangers dans le Finistère (1848-1870)*, Mémoire droit, Brest, 1976.
- [27] CARGUIET Viviane, *Les mouvements migratoires dans la commune de Langonnet de la fin du 19e siècle à nos jours*, Maîtrise histoire, Brest, 1968, 261 p.
- [28] GESTIN Loïc, *Les étrangers dans le Finistère (1814-1830)*, Mémoire Droit, Brest, 1976.
- [29] GUYVARC'H Didier (et alii), *Venir à Nantes avant d'être damné. Migrations rurales basses-bretonnes sur Nantes, XIX^e-XX^e siècles*, Skol Vreizh, 2000, 168 p.
- [30] KEROUANTON, Danièle, *L'émigration bretonne en Aquitaine entre les deux guerres (1921-1939)*, Maîtrise histoire, Brest, 1994, 126 p.
- [31] LE ROCH, Christophe, *Les Réfugiés de Loire-Atlantique de 1914 à 1919*, Maîtrise histoire, Nantes, 1974, 100 p.
- [32] RUSAOUEN, Maryvonne, *Les Réfugiés espagnols dans le Finistère de 1936 à 1939*, Maîtrise Espagnol, Rennes 2, 1975, 101 p.
- [33] TREGOAT A.-G., *L'immigration bretonne à Paris. Son importance, ses causes, ses conséquences intéressantes au point de vue médical, de quelques moyens propres à la diminuer*, Thèse médecine, Paris, 1900, 52 p.

Cadre et conditions de vie

Alimentation

- [34] *Quand les Bretons passent à table. Manières de boire et de manger en Bretagne, 19ème-20ème siècle*, Rennes, Éditions Apogée, 1994, 252 p.
- [35] HIREL Sandra, *Cuisine et alimentation à Rennes au début du 19^{ème} siècle à travers les inventaires après décès*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1994, 120 p.
- [36] LE QUINTREC, Françoise, *Des habitudes alimentaires des Bretons*, Thèse médecine, Rennes 1, 1993, 188 p.

- [37] MEVEL Jean-Pierre, *Essai sur l'alimentation dans une commune rurale du Finistère de 1850 à 1914*, Thèse médecine, Rennes 1, 1983, 170 p.
- [38] PELLERIN Christine, *Le Boire et le manger dans le milieu rural breton au 19e siècle à travers les témoignages des artistes*, Maîtrise Hist. de l'Art, Rennes 2, 1993, 171 p.
- [39] RIOU Jean, « La disette de 1847 en Bretagne », *Les Cahiers de l'Iroise*, 4, 1960, pp 226-227.

Enfance et famille

- [40] *La petite enfance dans une province française (18^{ème}-19^{ème} siècles) : la Bretagne*, Catalogue d'exposition, Musée de Saint-Brieuc, 1984, 49 p.
- [41] AUMASSON Pascal et SIMON Jeanne-Yvonne, *Regards sur la petite enfance en Bretagne rurale traditionnelle (XVIII^e-XIX^e siècles)*, St-Brieuc, Musée, 1983, 82 p.
- [42] BARTHELEMY DE SAIZIEU Tiphaine, *Terres, familles et société dans une commune de Basse-Bretagne : Kergloff aux 19e et 20e siècles*, Thèse histoire, EHESS, 1984, 566 p.
- [43] BONARD Alain, *La famille et la vie familiale au Croisic (1830-1860)*, Maîtrise histoire, Nantes, 1990, 206 p.
- [44] CORNU-DESCHAMPS Laurence, *Le Mariage en Bretagne au XIXe siècle : étude statistique de la nuptialité en Ille-et-Vilaine*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1998, 179 p.
- [45] DEPAGNE Gaston, « De père et de mère inconnus (Consulat et Empire) », *Le Pays de Dinan*, 12, 1992, pp 145-155.
- [46] DORSO André, « Victorine un enfant abandonné au 19e siècle », *Mémoires d'Ille-et-Vilaine*, n° 4, 1986, pp 20-25.
- [47] FAUCHEUX Jacques, « L'enfant et son environnement dans la campagne fougeraise entre 1900 et 1910 », *Le Pays de Fougères*, 16, 1977, p. 11-13.
- [48] FAUCHEUX Jacques, « Les Anciens et les vieux », *Le Pays de Fougères*, 9, 1976, p. 2-5.
- [49] LE BOUEDEC Gérard, « Le drame de la mort des enfants dans les familles lorientaises en 1855 », *Les Cahiers de l'Iroise*, 1986, pp 192-197.
- [50] LEGER Georges, *Mœurs et coutumes concernant les enfants en bas âge en Bretagne*, Thèse médecine, Paris, 1921, n° 401, 47 p.
- [51] LEVY, Laure, *Les Enfants abandonnés à Nantes (1780-1850) : étude historique*, Maîtrise histoire Paris 4, 1992, 311 p.

- [52] ROHOU Cécile, *Les Enfants abandonnés à Rennes de 1810 à 1860*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1983, 178 p.

Femmes

- [53] AUDIBERT Agnès, *La Place et le rôle de la femme dans la famille et la société paysannes en Basse-Bretagne et particulièrement dans le Bas-Léon : essai psycho-ethnologique*, Thèse 3^{ème} cycle études régionales, Brest, 1982, 309 p.
- [54] AUDIBERT Agnès, *Le matriarcat breton*, Paris, 1984, 160 p.
- [55] CROIX Alain et DOUARD Christel (direction), *Femmes de Bretagne. Images et histoire*, Rennes, Apogée/PUR, 1998, 175 p.
- [56] GUICHARD-CLAUDIC Yvonne, *Identités de femmes de marins : le poids du statut d'épouse*, Thèse sociologie, Brest, 1997, 522 p.
- [57] LE CORRE Céline, *Femmes, travail et organisations syndicales en Ille-et-Vilaine dans l'Entre-deux-guerres (1914-1939)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1996, 145 p.
- [58] LOISEAU Dominique, « Associations féminines et syndicalisme en Loire-Atlantique (des années 1930 aux années 1980) », *Clio*, 3, 1996, pp 141-161.
- [59] RABIN Clotilde, *Place et rôle de la femme en Bretagne aux 19e et 20e siècles*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1996, 107 p.

Hygiène publique et privée

- [60] BRIAND Pierre, *Contribution à l'étude de l'alimentation en eau de la ville de Nantes*, Thèse médecine, Paris, 1934, n° 236, 79 p.
- [61] DENIZART Annie, « Les archives du service d'hygiène à Nantes », 303, n° 47, 1995, pp 14-21.
- [62] DOBY Jean-Marie et LE MENN Gwenolé, « Les Bretons et les parasites de la peau », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. C, 1997, pp 199-215.
- [63] GOUBERT Jean-Pierre, « Eaux publiques et démographie historique dans la France urbaine du XIX^e siècle : le cas de Rennes », *Annales de démographie historique*, 1975, pp 115-121.
- [64] GRALL Gaëlle, *Le Problème de l'eau et de l'assainissement à Brest au 19e siècle et jusqu'en 1914*, Maîtrise histoire, Brest, 1993, 189 p.
- [65] GUÉPIN Ange et BONAMY Eugène, *Hygiène physique et morale*, Nantes, Sebire, 1835 [Extrait de Nantes au XIX^e siècle. Statistique topographique, industrielle et morale]

- [66] LAGRIFFE Lucien, *Manuel d'hygiène à l'usage des écoles primaires*, Quimper, lib. Le Goaziou, 1923, 20 p.
- [67] LAPLUME Emile, *L'alimentation de la ville de Saint-Brieuc en eau potable*, Thèse médecine, Paris, 1913, n° 178, 141 p.
- [68] LECOMPTE Anne, *L'hygiène domestique à Saint-Malo aux 18e et 19e siècles*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1996, 203 p.
- [69] LE BUANEC Jean, *Considérations historiques et critiques sur les coutumes, mœurs et préjugés d'Armorique en matière d'hygiène*, Thèse médecine, Paris, 1931, n° 428, 52 p.
- [70] LE CHEVALLIER A., *L'hygiène de l'habitation rurale en Bretagne*, Thèse médecine, Paris, 1899, 56 p.
- [71] LE FEUNTEUN R., *De l'hygiène des populations maritimes de la Bretagne Armoricaine*, Thèse médecine, Bordeaux, 1899, n° 12, 82 p.
- [72] LE MAIGNANT DE KERANGAT, *L'hygiène infantile en Ille-et-Vilaine*, Thèse médecine, Paris, 1938, n° 672.
- [73] MAHE Patricia, *Vannes au fil de l'eau : le rétablissement des fontaines publiques (1854-1880)*, Maîtrise histoire Université catholique de l'Ouest, 1999.
- [74] MARTIN Eugène, *Villages et fermes dans le département du Finistère : leur hygiène*, Thèse médecine, Bordeaux, 1913, 54 p.
- [75] MERRIEN François-Xavier [préface de Michel Lagrée], *La bataille des eaux. L'hygiène à Rennes au XIX^e siècle*, Rennes, les PUR, 1994, 160 p. [coll. Histoire].
- [76] MOREL Émile, « L'eau potable à Saint-Malo jusqu'au 19e siècle », *Annales St-Malo*, , 1973, pp 79-91.
- [77] PRAT Edouard, *Quelques considérations sur l'hygiène en Basse-Bretagne et la désinfection à la campagne*, Thèse médecine, Paris, 1910, n° 98, 100 p.
- [78] QUERE Chrystelle, *Histoire des eaux minérales de Dinan*, Thèse Pharmacie, Rennes 1, 1999.
- [79] SAVINA Erwan, *Hygiène et santé publique sur les îles du Finistère : la situation à Ouessant, Molène et Sein de 1871 à 1914*, Maîtrise histoire Catho. Ouest, 1997.

Habitat et logement

- [80] 1920-1990 : 70 ans d'*histoire locale et d'efforts pour la cause du logement social*. *Décembre 1920 : première réunion du conseil d'administration de l'Office HBM*. *Décembre 1990 en hommage à nos aînés*, Rennes, OPHLM, 1990, 28 p.
- [81] ALLAIN Rémy, « Logement et croissance urbaine à Fougères depuis 1945 », *Le Pays de Fougères*, n° 41, 1982, pp 14-21.
- [82] BIET Marie-Christine, « Logement social à Rennes : 80 ans de bons offices », *Le Rennais*, mai 2001, pp 40-41.
- [83] GUERRAND Roger-Henri, LE COUËDIC Daniel, GOUTAL Alain, *Chronique de l'habitat populaire en Bretagne*, Association régionale des HLM, 1994, 44 p.
- [84] JACQ Michel, *Les venelles Kéravel en 1914 : histoire, urbanisme, société, problèmes*, DES Histoire, Brest, 1967, 62 p.
- [85] JOUAN, Pascal, *Urbanisme et hygiénisme à Saint-Brieuc (1850-1910)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1997, 168 p.
- [86] KAUFFMANN Jean-Claude, « Socialisation et conflits dans les grands ensembles rennais », *Norois*, 112, 1981, pp 629-638.
- [87] LEBORGNE A., *Notions générales sur la législation des logements insalubres en France*, Thèse droit, Rennes, 1908, 208 p.
- [88] MARTIN Daniel, *Dix ans de politique de la ville en Bretagne (1988-1997)*, Lyon, collection du CERTU, 1999, 154 p.
- [89] PERON Yves, *Les besoins en logement des jeunes travailleurs et jeunes travailleuses à Rennes et à Cholet*, Mémoire géographie, Rennes, 1962, 226 p.
- [90] ROUAULT Michel, *Évolution et problèmes de l'habitat populaire, l'exemple de la région rennaise*, Thèse 3^{ème} cycle Géographie et Aménagement de l'Espace, Rennes 2, 1982.
- [91] TUAL Christelle, *Histoire du quartier de Villejean : les "relations" entre la municipalité et les associations du quartier étudiées à travers la mise en place d'équipements socio-culturels pour les jeunes (1961 - début des années 1980)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1996, 128 p.
- [92] VIOLETTE Abel, *L'hygiène de l'habitation dans ses rapports avec l'alcoolisme et la tuberculose*, Saint-Brieuc, Imp. Moderne, 1919, 33 p.

Travail

- [93] ALLANO Marie-Françoise, *Démographie et emploi dans l'agglomération nantaise (1946-1975)*, Maîtrise histoire, Nantes, 1979.
- [94] BUNGENER Martine, HORELLOU-LAFARGE Chantal et LOUIS Marie-Victoire, *Chômage et santé. L'état d'une ville en chômage, Fougères (35)*, Paris, Economica, 1982, 158 p.
- [95] CHANTREAU Katell, *Le travail des enfants dans le monde agricole au 20e siècle : l'exemple du bas Léon*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2000, 240 p.
- [96] DIVET Marie-Anne, *Approche institutionnelle de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes : l'exemple brestois (1945-1985)*, DHEPS, Rennes 2, 1987, 274 p.
- [97] GUIBERT Joël, *La vieillesse ouvrière. Retraités du milieu nantais*, Thèse sociologie, Nantes, 1982, 382 p.
- [98] RICHARD Marcelle, *Le travail des enfants dans le Morbihan au XIX^e siècle*, Vannes, CDDP, 1980.

État de santé

Généralités (épidémiologie, actions de santé...)

- [99] *La santé en Bretagne*, Rennes, Observatoire régional de santé de Bretagne, 1989, 244 p.
- [100] ALLIOT Henri, *Cinq années d'observations et d'efforts dans un bureau d'hygiène (Fougères)*, Thèse médecine, Paris, 1913, 196 p.
- [101] AUBRY Paul, « La mortalité dans le département des Côtes-du-Nord (1880-1889) et plus principalement dans l'arrondissement de Saint-Brieuc », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, 1891, t. XXV, pp 325-339 ; t. XXVI, pp 348-370.
- [102] BARBIER Paulette, *La situation sanitaire de l'Ouest de la France (Bretagne, Pays-de-Loire)*, Mémoire Centre National d'Études Supérieures de Sécurité sociale, Paris, 1975, 44 p.
- [103] BÉCHEREL Jean, *Étude de quelques causes de mortalité infantile dans le département des Côtes-du-Nord et principalement dans les environs de Lamballe*, Thèse médecine, Paris, 1899, 51 p.
- [104] BIGEON Louis, *Le médecin des épidémies pour l'arrondissement de Dinan à MM. Les médecins, chirurgiens, officiers de santé et autres personnes disposées à concourir à l'extinction de la petite vérole en propageant la vaccine*, Dinan, J.-B. Huart, 1817, 8 p.

- [105] CARADEC Louis, *Topographie médico-hygiénique du département du Finistère ou guide sanitaire de l'habitant*, Brest, éditions Anner, 1861, 344 p.
- [106] CARRIERE Bruno et CARRIERE Geneviève, « Santé et hygiène au bagn de Brest au XIX^e siècle », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 88/3, 1981, pp 347-361.
- [107] CASTEL-TALLET Marie-Antoinette, *Géographie et mortalité en Bretagne*, Thèse 3^{ème} cycle géographie, Brest, 1983, 453 pages.
- [108] COMMO Louis, *La vaccine à Nantes et au pays nantais au 19^{ème} siècle (1802-1902)*, Thèse médecine, Nantes, 1959, 108 p.
- [109] DANIEL Emile-Olivier, *Monographie médicale de la ville de Guingamp*, Thèse médecine, Bordeaux, 1893, 56 p.
- [110] EVEN et VIOLETTE, *La protection de la santé publique dans les Côtes-du-Nord : historique, réalisations et projets*, St-Brieuc, Imp. Guyon, 1920, 31 p.
- [111] FRANSSU Etienne de, *Bréhat : contribution à l'étude médicale des îles du Ponant*, Thèse médecine, Nantes, 1982, 161 p.
- [112] GOUZIEN Louis, *Topographie médicale de l'île de Sein*, Thèse médecine, Paris, 1887, n° 222, 100 p.
- [113] GUÉRIN Catherine, *La mortalité à Gahard et Mézières de 1769 à 1868*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1989, 73 p.
- [114] GUIBERT René, *État sanitaire de la ville de St-Brieuc*, Thèse médecine, Paris, 1901, 55 p.
- [115] HARDY Pierre, *Étude climatologique, démographique et sanitaire de la ville de Rennes depuis 1900*, Thèse médecine, Rennes 1, 1965, 245 p.
- [116] LANSEZEUR Y., *Étude démographique et sanitaire de la ville de Rennes (1832-1900)*, Thèse médecine, Paris, 1902, 60 p.
- [117] LARIVIÈRE Jean-Pierre, « Chronique de Bretagne. Les incertitudes d'une politique de santé pour la Bretagne à propos des publications récentes sur la mortalité », *Norois*, 136, 1987, pp 565-570.
- [118] LARIVIÈRE Jean-Pierre, « Les disparités intrarégionales de la mortalité en Bretagne autour de 1975 », *Octant*, 2, 1980, pp 15-19.
- [119] LEJANNE T., *L'île de Groix (Morbihan), 1883-1885*, Thèse médecine, Paris, 1885, 79 p.
- [120] LE BACCON M.-M., *Géographie médicale de la Bretagne*, Thèse médecine, Paris, 1937, n° 15.

- [121] LÉONARD Jacques, « La santé publique en Bretagne en 1889 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 91, 3, 1984, pp 287-307 et *Santé Publique*, 1988, n° 4 bis, pp 133-144.
- [122] LESQUENDIEU Eugène, *Considérations hygiéniques et pathologiques sur Pontanézen*, Thèse médecine, Bordeaux, 1888, 50 p.
- [123] MORVAN Auguste-Alexis, *Essai d'organisation du service obstétrical dans les campagnes bretonnes*, Thèse médecine, Paris, 1934, 51 p.
- [124] PÉPIN Charles, *Étude sur la constitution médicale des cantons de Matignon et Pléneuf (Côtes-du-Nord)*, Paris, librairie Jouve, 1894, 96 p.
- [125] RENAUD Nicolle, *Épidémiologie dans la campagne morbihannaise de la Révolution à la Monarchie de Juillet (1793-1830)*, Mémoire ENSP, Rennes, 1978.
- [126] RETROUVÉY H., *La lutte contre la mortalité infantile à Nantes*, Thèse médecine, Lyon, 1913, n° 80.
- [127] ROUXEL Michel, « La progression de l'espérance de vie », *Octant*, 61, 1995, pp 13-18.
- [128] SENECHAL Danielle, *Étude historique et état actuel de la situation sanitaire de Belle-Isle-en-Mer*, Thèse médecine, Rennes 1, 1980, 180 p.
- [129] SIMON Robert, *Étude de géographie de la santé : l'équipement sanitaire dans le Sud-Finistère*, Thèse 3^{ème} cycle géographie, Rennes 2, 1978, 430 p. + annexes.
- [130] TOULMOUCHE A., *Recherches statistiques sur l'hygiène et la mortalité dans la ville de Rennes*, Paris, J.B. Baillière, 1849.

Anthropologie, psychologie

- [131] CARRER Philippe, *Le matriarcat psychologique des Bretons*, Paris, Payot, 1983, 190 p.
- [132] CARRER Philippe, « Migration bretonne et pathologie de l'émigration », *Dalc'homp soñj*, n° 12, 1985, pp 26-30.
- [133] CROIX Alain et ROUDAUT Fanch, *Les Bretons, la mort et Dieu de 1600 à nos jours*, Paris, Messidor/Temps actuels, 1984, 264 p.
- [134] GUIBERT, « Lecture sur l'anthropologie du département des Côtes-du-Nord », *Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, 1, 1865, p. 47-65.
- [135] LE GALLO Yves, « Les Bretons et leur corps », in *La santé en Bretagne* (ouv. coll. sous la direction de J. Pecker, J-L. Avril et J. Faivre), Paris, éd. Hervas, 1992, pp 19-42.

- [136] MEVELLEC François, *Étude de psychologie sociale sur le complexe d'émigration chez les Bretons d'Aquitaine*, Thèse Sciences Humaines, Paris, 1966.
- [137] PEE-LABORDE Lucienne, *Etude anthropobiologique d'une communauté bigouden (Finistère)*, Thèse Sciences, Paris, 1969, 150 p.
- [138] VAZEL E., *L'âme bretonne au XX^e siècle. Essai de psychologie du bas Breton*, Châteaulin, Jos Le Doaré, 1967.

Maladies transmissibles

Généralités sur les épidémies

- [139] BLOUET Philippe, *Les épidémies dans les arrondissements de Vannes et Ploërmel entre 1865 et 1895*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1981, 182 p.
- [140] BLOUET Philippe, *Les maladies épidémiques dans le Morbihan (an 13 - 1895)*, DEA Histoire, Rennes 2, 1981, 63 p.
- [141] DELAROCHE Christine, *Contribution à l'étude des épidémies dans le Petit Trégor à l'époque prépastorienne (1825-1885)*, Thèse médecine, Brest, 1996, 97 p.
- [142] DURAND Bruno, *Les épidémies dans les Côtes-du-Nord au 19^e siècle (hormis le choléra)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1973.
- [143] FOUQUET Auguste, *Compte rendu des épidémies et travaux des conseils d'hygiène du Morbihan (1847-1891)*, Vannes, Imp. Du Commerce, 1852-1892, 6 volumes.
- [144] GENIN Claire, *Les épidémies dans le Finistère (entre 1841 et 1871)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1988, 173 p.
- [145] GUILLOTTE D., *Contribution à l'étude de la lutte contre les épidémies en Ille-et-Vilaine du V siècle à la fin du XIX^e siècle*, Thèse médecine, Rennes, 1973.
- [146] HESRY Mylène, *Les épidémies à l'hôpital-hospice civil de Lorient de 1832 à 1893*, Maîtrise histoire Université Catholique de l'Ouest, 1996, 158 p.
- [147] HEURTE Claude, *Épidémies dans le Cap-Sizun au 19^e siècle*, Thèse médecine, Brest, 1986.
- [148] JOLLY Y., « Épidémies dans la campagne morbihannaise de la révolution à la monarchie de Juillet (1790-1830) », *Bulletin de Société polymathique du Morbihan*, 1980, pp 36-37.
- [149] LECOURSONNAIS Hervé, *Les Maladies épidémiques en Ille-et-Vilaine à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1980, 296 p.

- [150] LE FLOCH Vincent, « Les épidémies dans le Pays Bigouden (1830-1914) », *Cap Caval*, 1993 (supplément au n° 17), pp 111-123.
- [151] MAURICET Alphonse, *Histoire des épidémies de maladies fébriles de 1792 à 1851 avec pièces pouvant servir de preuves à l'appui*, Vannes, Galles éd., 1888.
- [152] MEVELLEC Annick, « Épidémies [au XIX^e siècle] », *Généalogie* 22, 22, 1994, pp 20-22.
- [153] PRISE Isabelle, *Deux siècles d'épidémies et d'endémies en Basse-Bretagne (1750-1850) : réactions administratives, populaires, artistiques locales*, Thèse médecine, Brest, 1998.

Choléra

- [154] BAZIN Bertrand, *Le Choléra en Ille-et-Vilaine au 19e siècle (1832, 1834, 1849 et 1854)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1984, 208 p.
- [155] BERRANGER H. de, « Le choléra en Loire-Inférieure au XIX^e siècle », *Bulletin de la société archéologique de Nantes*, t. CV, 1966, pp 69-81.
- [156] COLLET Daniel, « Le choléra de 1832 dans le Finistère », *Bulletin de la société archéologique du Finistère*, t. CXIII, 1984, pp 237-270.
- [157] COSSET Maryvonne, *Le Choléra à Nantes en 1832*, Thèse médecine, Nantes, 1961, 75 p.
- [158] DURAND R., « L'épidémie de choléra de 1832 dans les Côtes-du-Nord », *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, janvier 1925, pp 5-8.
- [159] GURY Jacques, « Une épidémie de choléra à Brest en 1866 », *Les Cahiers de l'Iroise*, IV, 1968, pp 213-220.
- [160] LEJEUNE Benoît, HEURTE Cl., MOULLEC, « Le choléra dans le Cap Sizun », *Regards sur la médecine et la pharmacie en Bretagne*, Institut culturel de Bretagne, 1991, pp 85-99.
- [161] LE NAOURES Jacques, *Les Épidémies de choléra dans le Finistère de 1832 à 1893*, Maîtrise histoire, Brest, 1985, 142 p.
- [162] MONOD Henri, *Le choléra. Histoire d'une épidémie, Finistère, 1885-1886*, Paris, Delagrave, 1892, 657 p.
- [163] VIAUD-GRAND MARAIS A., *Simple note sur l'épidémie cholérique de Bretagne de la fin octobre 1885 aux premiers jours de mars 1886*, Nantes, Mellinet, 1886, 4 p.

Tuberculose

- [164] *Congrès régional de la tuberculose à Rennes*, 1921, 71 p.
- [165] *La mortalité par tuberculose de l'appareil respiratoire, 1958-1965. Bretagne*, INSEE, Rennes, 1966, 37 p.
- [166] AUFFRET D^r, « La Tuberculose dans l'arsenal de Brest (étiologie, prophylaxie) », *Archives de médecine navale et coloniale*, 1900, t. 73, pp 401-459.
- [167] BOUFFORT Daniel, *Tuberculose et cité ouvrière : le cas de Fougères (1880-1940)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1993, 91 p.
- [168] CARPENTIER André, *La tuberculose en Ille-et-Vilaine de 1935 à 1945*, Thèse médecine, Paris, 1946, n° 115, 37 p.
- [169] HEMON Jeanne, *La lutte antituberculeuse dans le Finistère. Ses résultats, ses enseignements*, Thèse médecine, Paris, 1930, 222 p.
- [170] PALAUX Léon, *Contribution à l'étude de la tuberculose pulmonaire dans l'Armor chez les populations maritimes*, Thèse médecine, Paris, 1919, n° 374, 176 p.
- [171] RENAULT Léon, *La tuberculose chez les Bretons (étude étiologique)*, Thèse médecine, Paris, 1899, n° 523, 69 p.
- [172] TREGOAT-SIMON Céline, *La tuberculose à Brest chez les ouvriers de l'Arsenal et dans les équipages de la flotte de 1870 à 1930 d'après la "Revue de médecine navale"*, Thèse médecine, Brest, 1977, 128 p.

Autres maladies transmissibles

- [173] BENOÎT P., *La fièvre typhoïde dans le Finistère*, Thèse médecine, Paris, 1942, n° 28.
- [174] DELAPORTE Hervé, *La Syphilis à Brest de 1919 à 1938*, Thèse médecine, Paris, 1938, n° 342, 154 p.
- [175] DOBY J.-M., « Le paludisme autochtone en Bretagne », *Conférences rennaises d'histoire de la médecine et de la santé*, 1990-1992, vol. 4, pp 19-44.
- [176] GUEHO Raymond, *Relation historique d'une épidémie de fièvre jaune survenue à Saint-Nazaire en 1861, ou le cas du Docteur Chaillon de Montoir*, Thèse médecine, Nantes, 1973, 298 p.
- [177] HAMEL A., *Du paludisme dans le canton d'Évran (Côtes-du-Nord)*, Thèse médecine, Paris, 1884.

- [178] JAUNEAU Maurice, *Étude sur la morbidité vénérienne et les résultats de la réglementation prostitutionnelle à Brest*, Thèse médecine, Bordeaux, 1903, 100 p.
- [179] JOLY F., *Contribution à l'étude de la syphilis à Rennes de 1935 à 1937*, Thèse médecine, Paris, 1937, n° 609.
- [180] LECLERC Émile, *La fièvre typhoïde à Rennes (1875 à 1896)*, Thèse médecine, Paris, 1897, 56 p.
- [181] LECOMTE Yves, *Étude statistique des teignes du cuir chevelu dans le département d'Ille-et-Vilaine pendant 25 ans (1911-1935)*, Thèse médecine, Paris, 1938, n° 45, 62 p.
- [182] LOGERAIS Jean, *Relation d'une épidémie d'oreillons qui s'est déclarée à Brest au 2e Régiment d'Infanterie de Marine*, Thèse médecine, Bordeaux, 1889, 46 p.
- [183] OGÈS, L., « Les épidémies de variole en Bretagne : l'inoculation et la vaccination antivarioliques », *Nouvelle revue de Bretagne*, 4, 1947, p. 249-255.
- [184] PASCO F., *La fièvre typhoïde dans les Côtes-du-Nord*, Thèse médecine, Paris, 1942, n° 185.
- [185] PÉPIN Charles, *Étude sur une épidémie de fièvre typhoïde dans les Côtes-du-Nord et sur la fièvre typhoïde en général*, Bruxelles, A. Vromant, 1894, 506 p.
- [186] RANNOU Gilles, *La Lutte contre la variole en Basse-Bretagne au 18e et 19e siècle*, Thèse médecine, Nantes, 1962, 202 p.
- [187] SALAUN François-Xavier, *Quelques cas de typhoïde observés à l'hôpital maritime de Brest*, Thèse médecine, Bordeaux, 1887, 43 p.
- [188] SOULABAILLE Sylvie, « Une épidémie à Évran l'année 1815 », *Généalogie* 22, 1992, 16, pp 6-11.

Alcoolisme, suicide, maladies mentales

- [189] *Décès par suicide en Bretagne : les effectifs et les taux au cours de la période 1980-1995*, Rennes, ORS de Bretagne, juin 1998, 11 p.
- [190] « Le suicide en Bretagne » [ORSB], *Solidarité-santé – études statistiques*, 1, 1988, pp 67-77.
- [191] AUFRAY P., *Rapports entre l'alcoolisme et l'aliénation mentale dans le département des Côtes-du-Nord*, Thèse médecine, Paris, 1905, n° 249, 48 p.
- [192] BADEROT Albert, *De l'influence du milieu sur le développement du délire religieux en Bretagne*, Thèse médecine, Paris, 1897, n° 337, 95 p.

- [193] BOTOREL Noël, *Contribution à l'étude de l'inadaptation sociale du Breton*, Thèse médecine, Paris, 1963.
- [194] BOUTER Line, *Modèles de consommation et problèmes d'alcoolisme selon les classes sociales en Bretagne de 1945 à nos jours*, DEA Histoire, Rennes 2, 1983, 39 p.
- [195] CARO Guy et BERTRAND Yvon, *Yec'hed Mad. À votre santé*, Le Guilvinec, Le Signor, 1981, 265 p.
- [196] CORRE A, « Le délit et le suicide à Brest », *Archives de l'anthropologie criminelle et des sciences pénales*, 1890, pp 109-146 et 259-292.
- [197] DEPOIVRE Carole, « Approche épidémiologique du suicide des jeunes âgés de 15 à 24 ans en Bretagne », *Sauvegarde de l'enfance*, 1994, n° 1, pp 5- 17.
- [198] FAHLER J., *L'ivresse bretonne. Cidre et alcool : ce qu'en pensent les médecins*, Vannes, Imp. Lafolye, 1907, 89 p (tiré à part de la *Revue Morbihannaise*).
- [199] FICHET Richard, *Contribution à l'étude de l'hystérie collective. A propos d'un fait d'ethnopsychiatrie : les aboyeuses de Josselin*, Thèse médecine, Rennes 1, 1983, 109 p.
- [200] FILLAUT Thierry, *L'alcoolisme dans l'Ouest de la France pendant la seconde moitié du XIX^e siècle*, Paris, La Documentation Française, 1983, 248 p. (Collection Prix R. Debré, H.C.E.I.A.).
- [201] FILLAUT, Thierry, *Alcool, alcoolisation et alcoolisme en Bretagne (1852-1980)*, Thèse État Histoire, Rennes 2, 1989, 1031 p.
- [202] FILLAUT Thierry, *Les Bretons et l'alcool (XIX^e-XX^e siècle)*, Préface du P^r Jean-Charles Sournia, Rennes, éditions de l'ENSP, 1991, 352 p. + 10 p. hors-texte
- [203] FILLAUT Thierry, « Alcoolisation et comportements alcooliques en Bretagne au XIX^e siècle », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 90, 1, 1983, p. 35-46.
- [204] FILLAUT Thierry, « Manières de boire et alcoolisme dans l'Ouest de la France au XIX^e siècle », *Ethnologie Française*, 14, 4, 1984, p. 377-386.
- [205] GRIGON Jean-Michel, « Le suicide en Bretagne », *Octant*, n° 26, pp 18-20.
- [206] HARSCOUËT De KERAVEL, *Contribution à l'étude de l'alcoolisme en Bretagne, et plus particulièrement en Ille-et-Vilaine*, Thèse médecine, Paris, 1908.
- [207] LAGRIFFE Lucien, « Considérations sur quelques documents concernant l'alcoolisme dans le Finistère (1826-1906) », *Annales médico-psychologiques*, 10/2, 1912, pp 129-161.

- [208] LAUVIN BERTRAND Laurence, *La mortalité par cirrhose du foie et par psychose alcoolique – alcoolisme en Bretagne : évolution de 1953 à 1983, projections et analyses*, Thèse médecine, Rennes 1, 1989.
- [209] LE GALL A., *Alcoolisme et aliénation mentale dans le département du Morbihan*, Thèse médecine, Paris, 1939, n° 489.
- [210] LE QUELLENEC Jean-François, « Les Bretons et l'alcool : des manières de boire singulières », *ArMen*, 36, 1991, pp 2-15.
- [211] LÉONARD Jacques, « Développement et originalité de l'alcoolisme armoricain au XIX^e siècle », *La Mayenne : archéologie, histoire*, n° 10, 1987, pp 123-134.
- [212] LEROY R., « L'alcoolisme dans le Finistère au XIX^e siècle », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, 43, 1900, pp 121-148.
- [213] L'HENORET F., *Considérations sur l'aliénation mentale dans le département d'Ille-et-Vilaine depuis 1920 jusqu'à 1942*, Thèse médecine, Paris, 1943.
- [214] MEVEL J., *Contribution à l'étude de l'alcoolisme chez le marin breton*, thèse médecine, Paris, 1899, n° 70.
- [215] PRIGENT Y., *Contribution à l'étude sociopsychiatrique des marins et des ruraux du Finistère*, Thèse médecine, Rennes, 1960, n° 97, 81 p.
- [216] RIO Stéphane, *Bagarres, rires, ivrognerie, solidarités : images de la vie rennaise à l'intérieur des débits de boissons (de 1851 à la Première guerre mondiale)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1995, 211 p.
- [217] RIVIÈRE Louis, « L'alcoolisme en Bretagne et les Abris du marin pêcheur », *La Réforme sociale*, 1903, pp 505-516.
- [218] SALAUN A., *De l'alcoolisme en Basse-Bretagne (en particulier dans le Finistère)*, Thèse médecine, Lyon, 1927, n° 41, 71 p.

Accidents du travail et maladies professionnelles

- [219] AVRIL Jean-Loup, « Sur la santé des pêcheurs d'Islande », *Conférences rennaises d'histoire de la médecine et de la santé, cycle 1986-1987*, 1988, pp 47-51.
- [220] AVRIL Jean-Loup, « La santé des gens de mer », in *La santé en Bretagne*, sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Editions Hervas, 1992, pp 340-346.
- [221] AVRIL Jean-Loup, QUEMERE Michel, *Pêcheurs d'Islande*, Rennes, Ouest-France, 1984, 125 p. [collection De mémoire d'homme : l'histoire].

- [222] CASSARD Ph. et HESSE Philippe-Jean, « L'inspection du travail et les accidents en Loire-Inférieure de 1894 à 1904 », *Histoire des accidents du travail*, Nantes, 1980, pp 33-42.
- [223] COSSON Béatrice, « Les accidents du travail à Nantes pendant la guerre de 1914-1918, d'après Le Phare de Nantes », *Histoire des accidents du travail*, Nantes, 1980, n° 8, pp 43-59.
- [224] HESSE Philippe-Jean, « Les statistiques d'accidents du travail en Loire-Inférieure (1800-1894) », *Histoire des accidents du travail*, Nantes, 1978, n° 5, pp 3-53.
- [225] HESSE Philippe-Jean, « Les accidents mortels dans les actes de justice de paix de Loire-Atlantique (1791-1838) », *Histoire des accidents du travail*, Nantes, 1979, n° 6, pp 86-95.
- [226] LE STRAT Dominique, *La Santé à bord des longs courriers cap-horniers (1840-1925)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1976, 251 p.
- [227] PERRETTE Patrice, *Problèmes médicaux et assistance médicale à la Grande pêche française de la morue de 1880 à 1914 : Terre-Neuve et Islande*, Thèse médecine, Paris 7, 1982, 225 p.
- [228] QUEMERE Michel, *Aspects sanitaires et sociaux de la grande pêche en Islande au temps de Pierre Loti*, Thèse médecine, Rennes 1, 1983, 123 p.
- [229] SICARD D., « La réglementation préfectorale en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles : l'exemple de la Loire-Inférieure, 1870-1914 », *Histoire des accidents du travail*, 1979, fascicule 6.
- [230] SIMONNEAU Ph. et CORAUD Y., « Les marins à l'hôpital de Paimboeuf (1809-1856) », *Histoire des accidents du travail*, fasc. 3, sd, pp 81-86.

Autres pathologies

- [231] LEFEUVRE Evariste, *Sur l'établissement des statistiques de mortalité par cancer dans le département du Morbihan*, Thèse médecine, Paris, 1937, n° 517, 70 p.
- [232] MARQUIS Eugène, « La Bretagne devant le problème du cancer », *Conférences universitaires de Bretagne*, 1943-1944, pp 89-94.
- [233] PINOT Marie-Antoinette, *Analyse de la mortalité par cancer digestif en Bretagne de 1968 à 1977. Comparaison à la France entière ; évolution entre 1968 et 1977*, Thèse médecine, Rennes 1, 1985.

- [234] THOUEMENT H., *la mortalité par maladies de l'appareil respiratoire en Bretagne de 1968 à 1984 : comparaison avec la France*, Thèse médecine, Brest, 1988, 217 p.

Pauvreté et exclusion

Indigence

- [235] *De la mendicité en Bretagne et des moyens propres à l'éteindre par un président de Société de secours mutuels du Finistère*, Châteaulin, Chavignaud, 1860, 30 p.
- [236] BERTELOT de CHESNAYS R., *De la transformation morale des professionnels de la mendicité*, Thèse droit, Rennes, 1905, 148 p.
- [237] DÉGUIGNET Jean-Marie, *Mémoires d'un paysan bas-breton* [édition établie par Berner Rouz], An Here, Le Relecq Kerhuon, 1998, 462 p.
- [238] GARGADENNEC R., « Les mendians à Pont-Croix », *Les Cahiers de l'Iroise*, 1960, n° 1, pp 37-38.
- [239] GAUTIER Élie, *Un siècle d'indigence. Pourquoi les Bretons s'en vont...*, Paris, Éditions ouvrières, 1950, 170 p.
- [240] HAUDEBOURG Guy, *Mendians et vagabonds en Bretagne-Sud (Finistère-Sud, Morbihan, Loire-Inférieure) au 19e siècle*, Thèse Histoire, Rennes 2, 1995, 636 p.
- [241] HAUDEBOURG Guy, *Mendians et vagabonds en Bretagne au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, 435 p. (coll. Histoire).
- [242] HELLEUX Jean-François, « Marie, ma Grand-Mère : le début du siècle pour une enfant pauvre », *Le Pays de Fougères*, n° 82, 1991, pp 12-13.
- [243] LE BORGNE Sébastien, *Misère et révoltes en milieu rural sous la Monarchie constitutionnelle : l'arrondissement de Fougères*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1995, 125 p.
- [244] MARCE Joseph (de), *De la condition des serviteurs ruraux dans le pays de Redon*, Thèse Droit, Rennes 1908, 158 p.
- [245] MARTIN J., « La Révolution et les pauvres. Un exemple : le département des Côtes-du-Nord », *Bulletins et mémoires de la société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. 117, 1988, pp 155-207.
- [246] ODÉYÉ D^r, « Le métier de mendiant en Basse-Bretagne (Lesneven, 1818-1894) », *Les Cahiers de l'Iroise*, juillet-septembre 1954, p 39.

- [247] PERON André, « Les Bas-Bretons à Nantes, un sort peu enviable autrefois », *Cap Caval*, n° 14, 1990, pp 23-28.
- [248] PICARD Y, *L'ouvrier agricole de St Pol de Léon (étude sociale)*, Brest, imp. De la Dépêche, 1904, 45 p.
- [249] STEPHAN Nathalie, *La ville de Brest et ses indigents de 1799 à 1845*, Maîtrise histoire, Brest, 1994, 157 p.

Violence, délinquance, criminalité

- [250] BOUSQUET Frédéric, *Étude statistique de la délinquance à Rennes entre 1937 et 1947*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1999, 73 p.
- [251] COLIN Cyrille, *Les crimes sexuels en Ille-et-Vilaine (1918-1939)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1999, 144 p.
- [252] DELOGET Delphine, *Ordre et désordre des familles : les violences familiales dans l'arrondissement de Rennes de 1811 à 1914*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1996, 183 p.
- [253] FILLAUT Thierry, « L'alcoolique, un être dangereux. Alcoolisme et violence en Bretagne (1870-1914) », *Colloque international « violence et société en Bretagne et dans les pays celtiques »*, Brest, Université de Bretagne occidentale (CRBC), 18-20 mars 1999. Actes parus dans *Kreiz, Etudes sur la Bretagne et les pays celtiques*, 2000, n° 13, pp 379-389.
- [254] FRESSIER, Sandra, "Les Fruits qu'elles n'ont pas laissé mûrir" : *l'infanticide à partir des dossiers de la Cour d'assises d'Ille-et-Vilaine entre 1870 et 1890*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1998, 218 p.
- [255] GILLOT Isabelle, *Criminalité et délinquance dans l'arrondissement malouin sous le Second Empire (1852-1870)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1999, 176 p.
- [256] LE LIVEC Annaick, *Les criminelles de la misère : les femmes voleuses à Rennes et Saint-Malo (1792-1811)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2000, 278 p.
- [257] LEVREL Mireille, *Des parents indignes : représentations de la maltraitance et du modèle parental entre 1930 et 1944 dans l'arrondissement de Rennes*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2001.
- [258] LE MOIGNE Anne, *La délinquance juvénile à Rennes au 19e siècle*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1987, 193 p.
- [259] MAUVOISIN Manuella, *Le vagabondage en Ille-et-Vilaine sous le Consulat d'après les archives judiciaires (février 1801 - juin 1803) : ou "les inutiles au monde"?*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1997, 188 p.

- [260] MEVEL Agnès, *Violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants au 19^e siècle dans le Finistère*, Maîtrise histoire, Brest, 1998, 225 p.
- [261] MORICE Frédérique, *Les crimes sexuels au 19^{ème} siècle, dans les arrondissements de Fougères et de Montfort*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1999, 211 p.
- [262] MOYSAN Lise, *Délinquance, criminalité et répression : la jeunesse déviant dans l'arrondissement de Quimper (1847-1896)*, Maîtrise histoire, Brest, 1998, 177 p.
- [263] ROSSIGNOL Emmanuelle, *Les infanticides en Ille-et-Vilaine (1890-1914)*, Maîtrise histoire Paris 7, 1993, 140 p.
- [264] SCIOU Catherine, *L'infanticide au XIX^e siècle en la cour d'assises du Finistère*, DEA Droit, Rennes 1, 1990, 94 p.
- [265] THOMAS Pierre-Yves, *Les violences sur descendants au travers des archives judiciaires du Morbihan (1811-1900)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2000, 117 p.
- [266] TILLIER Annick, *Des criminelles au village. Femmes infanticides en Bretagne (1825-1865)*, Rennes, Les PUR, 2001, 279 p. [coll. Histoire].

Prostitution

- [267] BRESSLER Juliette, *Étude sociologique et médicale des prostituées à Nantes au 19^{ème} siècle*, Thèse médecine, Nantes, 1976, 113 p.
- [268] DEHERGNE J.-P., *La prostitution à Nantes et son contrôle de 1939 à 1947*, Thèse médecine, Paris, 1948, n° 74.
- [269] JOUIN Philippe, *La prostitution à Rennes (1820-1900)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 101 p.
- [270] KERMORGANT-LEOQUEL Nicole, *La prostitution à Brest (1813-1837)*, Mémoire Droit, Brest, 1975.
- [271] LECAPLAIN Bruno, *La Lutte anti-vénérienne en Ille-et-Vilaine de 1914 à 1930*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1990, 162 p.
- [272] LE TRIONNAIRE Alexa, *La prostitution à Vannes au 19^{ème} siècle*, Maîtrise histoire, Université catholique de l'Ouest, 1995, 153 p.
- [273] LEOCAT Bernard, *La prostitution à Brest aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles*, Maîtrise histoire, Brest, 1982, 245 p.
- [274] NICOLAS Éric, *L'amour vénal en Ille-et-Vilaine (1870-1914)*, Maîtrise Histoire, Rennes 2, 1991, 120 p.

Professions sanitaires et sociales

Généralités

- [275] ACKER F. et DENIS G., *Le développement des professions et des emplois de santé : le cas de la Bretagne de 1970 à 1987*, Paris, CERÉQ, 1991, 66, 150 p.

Professions médicales

Médecins

Exercice de la médecine

- [276] BAILLARGE J., *Médecin et sécurité sociale*, Rennes, 1957, 53 p.
- [277] BAILLARGE J., *Le contrôle médical, l'action sanitaire et sociale*, Rennes, 1953, 107 p.
- [278] BOUILLAND Brigitte, *Les Bretons à l'Académie de Médecine (1820-1988)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1988.
- [279] BREMONT Philippe, *Île de Sein : la médecine au péril de la mer*, Thèse médecine, Angers, 1979, 97 p.
- [280] CUCARULL Jérôme, « Les Médecins et l'assistance médicale gratuite (1893-1914) : l'exemple de l'Ille-et-Vilaine », *Le Mouvement social*, n° 161, 1992, pp 67-82.
- [281] DEVEZE Jean-Pierre, *Les anatomistes bretons*, Thèse médecine, Rennes 1, 1968, 131 p.
- [282] FILLAUT Thierry, « Médecins et société en Bretagne (1892-1930) », *Colloque "Elites et notables aux XIX^e et XX^e siècles"*, Brest, Université de Bretagne Occidentale – CRBC, 15-16 mai 1998. Actes parus dans *Kreiz, Études sur la Bretagne et les pays celtiques*, 1999, n° 10, pp 177-189.
- [283] FOLL Augustin, *Médecine et superstitions populaires en Bretagne*, Thèse médecine, Bordeaux, 1903, 53 p.
- [284] GEAY Gérard, *Les médecins nantais de 1793 à 1860*, Thèse médecine, Nantes, 1975, 148 p.
- [285] HOUTTE Nicolas, *Les étudiantes en médecine à Rennes des années dix aux années soixante*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2001, 236 p.

- [286] KERVELLA Goulven, *Médecine et littérature en langue bretonne aux 19e et 20e siècles*, Thèse médecine, Brest, 1982, 252 p.
Publiée à Brest par les Éditions du Liogan en 1991, 335 p.
- [287] LAGRÉE Michel, « Tableau médical de la France de l'Ouest », pp 21-29 in *Pour l'histoire de la médecine. Autour de l'œuvre de Jacques Léonard*. Rennes, PUR, 1994, 122 p.
- [288] LEBON Armel, *Les sociétés savantes et la presse médicale en Bretagne sous l'Ancien régime et à l'époque contemporaine*, Thèse médecine, Rennes 1, 1990, 75 p.
- [289] LEBORGNE Jean-Philippe, *Contribution à la vie médicale à Rennes au 19e siècle*, Thèse médecine, Rennes 1, 1991.
- [290] LE DOZE Martial, *Le monde médical dans le Morbihan pendant la Révolution, le Directoire et le Consulat (1789-1804)*, Thèse médecine, Nantes, 1973, 233 p.
- [291] LÉONARD Jacques, *Les médecins de l'Ouest au XIX^e siècle*, Thèse de doctorat d'Etat soutenu le 10 janvier 1976 à Paris IV. Atelier de reproduction des thèses, Lille III. Diffusion Honoré Champion, 1978, trois volumes, 1570 pages et 248 pages d'annexes.
- [292] LÉONARD Jacques, « Les médecins de l'Ouest au XIX^e siècle », CR de la thèse d'Etat dans *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 86/1, 1979, pp 152-160.
- [293] LÉONARD Jacques, « Le médecin de province au XIX^e siècle », in *Les Bretons et leur santé 1500-1900*, Éditions nouvelles du Finistère, 1995, pp 69-77 (nb Catalogue d'une exposition de château de Kerjean).
- [294] LE JELOUX Marie, *La médecine du travail agricole. Son application dans le département du Morbihan*, Thèse médecine, Rennes, 1969, 75 p.
- [295] LELIEVRE Marcel, *De l'exercice illégal de la médecine en Bretagne*, Thèse médecine, Paris, 1907, n° 283, 71 p.
- [296] LIGUINE, Laurent, *La Médecine générale dans les Côtes-du-Nord pendant la seconde guerre mondiale*, Thèse médecine, Rennes 1, 1989,.
- [297] MELOT Henri, *Contribution à l'étude du développement de la médecine et de la pharmacie à Rennes et dans la région rennaise*, Thèse médecine, Rennes, 1963, n° 356, 2 t, 188 p.
- [298] SANDRET Alain, *La médecine à Houat et Hoedic*, Thèse médecine, Rennes, 1976, 134 p.
- [299] TRUMIER Jean-François, *Une Assemblée savante de province : la société de médecine de Rennes (1800-1860)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1998, 109 p.

[300] VALLAUD Yves, *Évolution de la médecine rurale dans le Finistère*, Thèse médecine, Rennes, 1962, n° 251, 88 p.

[301] WOITIEZ Michel, *La thérapeutique de la morsure de vipère au XIX^e siècle : références particulières à la Bretagne et à la Vendée*, Thèse médecine, Rennes 1, 1993.

Écoles de médecine

[302] AMINTAS Olivier, *La médecine à Rennes : de la clinique à la bactériologie clinique (1870-1914)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1992.

[303] BILLY Thierry, *Un document : les premiers registres de l'École de médecine de Nantes (années 1837-1851)*, Thèse médecine, Nantes, 1976, 263 p.

[304] BLANCHARD Elisabeth, *Histoire de l'enseignement de la médecine générale en pays nantais*, Thèse médecine, Nantes, 2000.

[305] BRENUGAT C., *Étude historique de l'enseignement obstétrical en Bretagne et principalement à Rennes*, Thèse médecine, Paris, 1897, n° 105, 45 p.

[306] CHARETTE Françoise, *Discours de rentrée de l'école de médecine de Nantes de 1864 à 1906*, Thèse médecine, Nantes, 1981, 37 p.

[307] CHAUVET Olivier, *Un document : les discours de rentrée de la première école de médecine de Nantes de 1834 à 1864*, Thèse médecine, Nantes, 1981, 465 p.

[308] KERNÉÏS Jean-Pierre, « L'essor de l'École de médecine de Nantes au XIX^e siècle » in *La santé en Bretagne*, sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 230-236.

[309] KERNÉÏS Jean-Pierre, « L'École de médecine navale de Brest de 1850 à 1890 », in *La santé en Bretagne* sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 257-260.

[310] LE GALLO Yves, « l'École de médecine navale de Brest dans la première moitié du XIX^e siècle », in *La santé en Bretagne* sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 243-256.

[311] PENNEC Joseph, « L'enseignement médical à Rennes au XIX^e siècle », in *La santé en Bretagne* sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 237-242.

[312] VERRIER Marie-Claude, *Les élèves de l'école de médecine de Nantes de 1808 à 1830*, Thèse médecine, Nantes, 1982, 186 p.

Biographies

- [313] *Commémoration du bicentenaire de la naissance de Laennec (1781-1826)*, Actes du colloque du Collège de France, Paris, 1981.
- [314] AUDIC Marie-Laure, *Le docteur de Closmадeuc : médecin, archéologue et historien (1828-1918)*, Maîtrise histoire Université catholique de l'Ouest, 1997, 219 p.
- [315] AVRIL Jean-Loup, *Les médecins bretons célèbres*, Paris, Tribune médicale, 1988.
- [316] BALLEREAU-DONGEVILLE S.- P, *L'œuvre scientifique de Stéphane Leduc, médecin et physicien nantais*, Thèse pharmacie, Nantes, 1965, 190 p.
- [317] BLANPAIN DE SAINT-MARS Marie-Françoise, *La vie et les navigations de Pierre Brunet, chirurgien nigan de Nantes (1770-1832)*, Thèse médecine, Nantes, 1978, 224 p.
- [318] BOTOREL Michèle, *La Vie et l'œuvre d'Augustin Morvan (1819-1897)*, DES, Histoire, Rennes 2, 1954, 70 p.
- [319] CARNEC Jean-Pierre, *L'œuvre scientifique d'A.-H. Malherbe, médecin nantais (1846-1915)*, Thèse médecine, Nantes, 1972, 98 p.
- [320] CHAZY Noëlle, épouse DU BOUTIEZ, *Le chirurgien nantais, Jules Aristide Gély, et la vie hospitalière nantaise de 1806 à 1861*, Thèse médecine Nantes, 1981, n° 2744, 110 p.
- [321] CORLAY J., *Laennec face à l'Ankou. Édition du bicentenaire (1781-1981)*, Lorient, 1980, 189 p.
- [322] CROCHET Guy, *La Correspondance de René-Théophile Laennec de 1803 à 1808 d'après le fonds Rouxau*, Thèse médecine, Nantes, 1982, 270 p.
- [323] ETIENVRE Michel, *Contribution à la biographie de Félix Dujardin et étude de son oeuvre biologique et médicale*, Thèse médecine, Rennes 1, 1961, 155 p.
- [324] EVELLIN Émile, « Le docteur Paul Hardouin », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. LXXI, 1958, pp 32-34.
- [325] FOURRE, Michel, *Le Professeur Godefroy (1805-1875) : médecin rennais*, Thèse médecine, Rennes 1, 1974,.
- [326] FRANCOIS J., *Contribution à l'étude des années rennaises du docteur Destouches (Louis-Ferdinand Céline)*, 1918-1924, Thèse médecine, Rennes, 1967.
- [327] FRAMBOURG Guy, *Un philanthrope et démocrate nantais : le docteur Guépin, 1805-1873. Étude de l'action et de la pensée d'un homme de 1848*, Nantes, 1964 ; 481 p.

- [328] FRETIGNE André, *Bio-bibliographie de Antoine-Joseph Jobert (de Lamballe) chirurgien et anatomiste breton (1799-1867)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1970.
- [329] GEOFFROY Daniel, *Pierre-Marie Chassaignac (1804-1879) : de la vie d'un étudiant en médecine nantais à celle d'un chirurgien parisien*, Thèse médecine, Nantes, 1981, 288 p.
- [330] GOUBERT Jean-Pierre, *Médecins d'hier, médecins d'aujourd'hui. Le cas du Docteur Lavergne (1756-1831)*, Paris, Publisud, 1992, 251 p.
- [331] GUESNIER, Emmanuelle, *La vie et l'œuvre du docteur Louis-Marie du Bois Saint-Séverin, médecin de la marine (1858-1933)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1998,.
- [332] GUILLOU Louis, *Biographie du docteur M. Prouff de Morlaix (1849-1931). La vie d'un médecin à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle*, Thèse médecine Rennes, 1972, n° 1115, 67 p.
- [333] HESSE Philippe-Jean, « In scientia, spes. Portrait d'Ange Guépin » in *La Bretagne des savants et des ingénieurs, 1825-1900* (dir. Jean Dhombres), CCSTI – Ouest-France, 1994, pp 212-219.
- [334] HUERRE H., « Joseph Léquier, docteur en médecine briochin », *Bulletins et mémoires de la société d'émulation des Côtes-du-Nord*, 84, 1954, pp 48-54.
- [335] KERVELLA Goulc'han, « Louis Dujardin et l'éducation médicale populaire dans la revue *Feiz ha Breiz* (1912-1929) », *Kreiz*, 1993, n° 2, pp 125-143.
- [336] KERVRAN R., *Laennec, médecin breton*, Paris, 1955, 268 p.
- [337] LE BOUEDEC Gérard, *Un médecin face à la misère dans le Lorient du XIX^e siècle : D' Louis Bodelio*, Lorient, Centre hospitalier, 1988.
- [338] LE GALLO Yves, « Augustin Morvan (1819-1887) », *Kreiz*, 3, 1974, pp 103-117.
- [339] MAHEO Patrick-François, *Un grand médecin rennais : Pierre Le Damany (1870-1963)*, Thèse médecine, Rennes, 1979, n° 214, 181 p + biblio.
- [340] MAHEO Patrick, « Un grand médecin breton : Pierre Le Damany (1870-1963) », *Bulletins et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-Et-Vilaine*, 94, 1992, pp 229-266.
- [341] MORIN Marie-Thérèse, *Contribution à la biobibliographie des officiers de santé de la marine de guerre française aux 18^e, 19^e et 20^e siècles*, Thèse médecine, Rennes 1, 1971, 307 p.
- [342] NEAU Florence, *Ange Guépin*, Thèse médecine, Nantes, 2000, 159 p.
- [343] OBERLIN S., « Eugène Marquis », *Mémoires de l'Académie de chirurgie*, 1963, pp 533-534.

- [344] PAILLAT Michèle, *Un manuscrit de Guillaume Laennec : son cours nantais de matière médicale de 1808. Première partie : un cours inédit de Guillaume Laennec, professeur à Nantes en 1808*, Thèse médecine, Nantes, 1984.
- [345] PAILLAT Serge, *Un manuscrit de Guillaume Laennec : son cours nantais de matière médicale de 1808. Deuxième partie : matière médicale enseignée en 1808 par Guillaume Laennec*, Thèse médecine, Nantes, 1984.
- [346] PAILLUSSEAU Elie, « L'institut Pasteur de Nantes et le docteur Rappin », *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, 1985, t. 121, pp 205-224.
- [347] PENNEC Jos, « Journal de famille de Charles Lefeuvre (1839-1929), professeur à l'Ecole de médecine de Rennes », *Mémoires de la société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1993, t. LXX, pp 335-363.
- [348] PÉZIER J. (D^r), « Le docteur Cornudet (1861-1949). Un médecin d'autrefois, maire de La Roche-Bernard pendant 40 ans », *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, 1993, t. 129, pp 251-265.
- [349] PICQUENARD Yvonne, « Le docteur Charles Armand Picquenard (1872-1940) », *Bulletin de la Société d'Archéologie du Finistère*, 1980, t. CVIII, pp 337-348.
- [350] PINSON Caroline, *La Correspondance de la famille Laennec de 1815 à 1821 d'après le fonds Rouxéau*, Thèse médecine, Nantes, 1980, 328 p.
- [351] PREVOST Patrice, *La vie médicale à Rennes à travers la biographie de François-Louis et François-Marie Duval (1760-1865)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1968, 293 p.
- [352] ROGER Jules, *Les médecins bretons du XVI^e au XIX^e siècle. Biographies et bibliographie*, 1900, réédition Saint-Malo, L'Ancre de marine, 1987, 198 p.
- [353] ROUX DE REILHAC Pia, *La Correspondance de Laennec de 1822 à 1826*, Thèse médecine, Nantes, 1980, 428 p.
- [354] SALLIER-DUPIN H. (de), « Le docteur Adolphe Leray (1865-1921) », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 74, 1964, p. 21-23.
- [355] SOLARY-JAVAUDIN Catherine, *Le docteur Alfred Fouquet : un notable vannetais au 19^e siècle*, Maîtrise histoire Université catholique de l'Ouest, 1997.
- [356] TANGUY Gwenaëlle, *Médecine rurale dans le Finistère dans l'entre-deux-guerres. Docteur Yves Morzezen, médecin de campagne à Pont-Aven*, Thèse médecine, Rennes, 1995, 2 vol, 286 p.

Pharmaciens

- [357] BLONCE Jeannine, « Une famille de pharmaciens briochins, les Le Maout », *Généalogie* 22, 38, 1998, pp 14-18.
- [358] FARDEAU, Emmanuel, *Les pharmaciens nantais de la Révolution à nos jours : contribution à l'étude de la pharmacie à Nantes*, Thèse médecine, Nantes, 1998.
- [359] LE BARS Goulven, *Les "Le Maout" : une famille de pharmaciens bretons au 19e siècle*, Thèse pharmacie, Rennes 1, 1990, 132 p.
- [360] NICOLLE Louis, *Apothicaires et pharmaciens du Morbihan. Contribution à l'histoire de la pharmacie dans le Morbihan des origines au début du XX^e siècle*, Rennes, Oberthur, 1962, 282 p.
- [361] ROMIEUX Yannick, « De la création de l'université de Nantes à l'unité de formation et de recherche de pharmacie actuelle », *Bulletin de la Société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, n° 130, 1994, pp 203-216.
- [362] ROUSSELY Anne-Gaëlle, *Le pharmacien nantais Jean-Alexandre-Musculus Hectot (1769-1843)*, Thèse médecine, Nantes, 1984.,

Sages-femmes

- [363] MARTIN Michel, MARTIN-DUBREIL Jeanne, « Sage-femme de 1^{ère} classe », *Le Pays de Fougères*, n° 45, 1983, p. 20-22 et n° 47, 1984, p. 11-12.

Professions soignantes non médicales et professions sociales

Congrégations religieuses

- [364] *La congrégation des Filles du Cœur immaculé de la Guislérine en Vitré*, Rennes, imp. Bretonne, 1958, 15 p.
- [365] *Les religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve à l'hôpital de Saint-Malo de 1687 à 1937*, Saint-Malo, imprimerie Bazin, 1938, 40 p.
- [366] *Soins aux malades et aux enfants par les Filles de la Charité, monitrices de l'école régionale d'infirmières hospitalières et d'assistantes sociales de Rennes*, Rennes, Oberthur, 1949, 274 p.
- [367] ANSQUER Christiane, *Exercice illégal de la médecine et de la pharmacie par les sœurs en 1903 à Carhaix et Henrivic*, Mémoire Droit, Brest, 1977.

- [368] BELLEVUE (Comte de), *L'hôpital Saint-Yves de Rennes et les religieuses Augustines de la Miséricorde de Jésus*, Rennes, Plihon et Hervé, 1895, 478 p.
- [369] BÉREST Eugène, *Note sur la présence et l'activité des Dames de Saint-Thomas de Villeneuve dans les hôpitaux de Brest : 1689-1976*, Brest, note dactylographiée, 1976, 9 p. (nb: consultable à la bibliothèque universitaire de médecine de Brest).
- [370] BOURGALAISS Patrick, *Les sœurs adoratrices de la Justice de Dieu (1827-1914)*, DEA Histoire, Rennes 2, 1999, 166 p.
- [371] CORVEC Paul-Jean, *L'exercice illégal de la médecine pratiquée par des religieuses dans certains cantons bretons*, Thèse médecine, Paris, 1946, n° 346.
- [372] DESCOTTES J., *La congrégation des dames de la Charité, une fondation de Saint Vincent de Paul à St-Malo*, Rennes, 1943, 31 p.
- [373] FILLAUT Thierry, « Les religieuses Augustines de Pont-l'Abbé, trois cents ans au service de la santé », *La santé en Bretagne* (ouv. coll. sous la direction de J. Pecker, J-L. Avril et J. Faivre), Paris, éd. Hervas, 1992, pp 352-353.
- [374] H.. (Abbé), *Notice historique sur l'établissement des Frères de Saint-Jean-de-Dieu dans le diocèse de Saint-Brieuc et Tréguier. 1830-1935*, Rennes, impr. Oberthur, 1936, 135 p.
- [375] KITOUS Bernhard, « La filiation hospitalière des Augustines, Essai sur l'identité », *Gestions hospitalières*, 316, 1992, pp 373-396.
- [376] PIACENTIN R., *Les chanoinesses régulières hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'ordre de Saint-Augustin, Vannes-Malestroit (1635-1935)*, Courtrai, Jos Vermont, 1935, 398 p.

Infirmiers (ières)

- [377] AMIET M., *Historique de l'École d'infirmières de Rennes (à l'occasion du cinquantenaire de l'école, 1923-1973)*, Rennes, 1973.
- [378] FOLLET, *Les blessés de la tuberculose. La pratique des moniteurs d'hygiène, visiteurs et visiteuses à domicile*, Rennes, Imp. Bretonne, 1916, 40 p.
- [379] LE CORRE Maryvonnick, « Les écoles d'infirmières » in *La santé en Bretagne*, sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 370-374.
- [380] LE CORRE Maryvonnick, *Le Personnel secondaire des hôpitaux et hospices d'Ille-et-Vilaine : naissance de la profession d'infirmière au 19e et dans la première moitié du 20e siècle*, DEA Histoire, Rennes 2, 1984, 88 p.

- [381] PERRAULT Marie-Thérèse, *Les problèmes du personnel infirmier dans les hôpitaux publics de la région bretonne*, Mémoire Sciences et techniques sociales, ENSP Rennes, 1970, 55 p.

Divers

- [382] BERTHOU Jean, « Loeiz ar Floc'h, marchand ambulant de plantes médicinales et auteur breton », in *Les Léonards et leur santé. Onzièmes rencontres historiques du Léon*, Lesneven, Musée du Léon, 1998, pp 43-48.
- [383] GEOFFROY Daniel, *1840. Nantes découvre l'homéopathie*, Nantes, éditions Opéra, 1995, 139 p.
- [384] LEBEAU Bernard, « L'Abbé Chaupitre, un pionnier de l'homéopathie en Bretagne (1859-1934) », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 90, 1988, pp 175-196.
- [385] LE BIHAN F, « Les Guérisseurs populaires », *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, Janvier 1891, pp 59-73.
- [386] LIEGARD, *Les saints guérisseurs de la Basse-Bretagne*, Thèse médecine, Lyon, 1903, n° 457, 87 p.

Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux

Généralités

Patrimoine

- [387] *Patrimoine hospitalier de Loire-Atlantique*, Société d'histoire des hôpitaux de l'Ouest, 1995, non paginé.
- [388] ANNE-DUPORTAL A., « Hédé : hôpital et maison des retraites », *Bulletins et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 32, 1903, p. 37-84.
- [389] BURNOD-SAUDREAU Véronique, « Le patrimoine de l'ancien hospice de Dinan, un trésor inestimable conservé jusqu'à nos jours », *Le pays de Dinan*, 7, 1987, pp 147-153.
- [390] FILLAUT Thierry (direction), *Lieux de soins, lieux d'histoire : la Bretagne. Guide d'histoire hospitalière*, Préface de Jean-Yves Andrieux, Rennes, éd. ENSP, 1995, 224 p.
- [391] FILLAUT Thierry, « Contribution à un inventaire des thèses de médecine relatives à l'histoire des établissements de santé (thèses concernant la Bretagne soutenues à Brest,

- Nantes et Rennes jusqu'en 1994) », *Bulletin de la société française d'histoire des hôpitaux*, n° 81, 1996/1, pp 23-26.
- [392] VAYSSAIRE Nicole, « Inventaire des bâtiments hospitaliers d'Ille-et-Vilaine », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 84, 1982, pp 43-65.
- Politique hospitalière, planification***
- [393] *Guide départemental sanitaire et social du Morbihan*, 2^{ème} édition, Paris, Régie française de propagande, 1967, 242 p.
- [394] *Plan médico-hospitalier breton soumis par la Région au Gouvernement*, Rennes, Région de Bretagne, 1975, 56 p.
- [395] BERGER D^r, *Armement hospitalier de la région sanitaire de Nantes*, Nantes, 1949, 151 p.
- [396] BOUFFORT Daniel, *L'adaptation de l'équipement hospitalier à l'évolution de la pathologie tuberculeuse : l'exemple de la région Bretagne (1918-1980)*, Mémoire E.D.H, ENSP, Rennes, 1990, 92 p.
- [397] CLERBOIS Georges, *L'équipement hospitalier et l'effort financier de la sécurité sociale dans le département d'Ille-et-Vilaine*, Mémoire de stage, ENA (Promotion « Guy Desbos »), 1954, dactylo, 26 p. + ann.
- [398] DELARUELLE Nolwenn, *La politique hospitalière en Bretagne entre 1958 et 1991*, Maîtrise Rennes 2, 1998, 146 p.
- [399] PONTIS Jacques, *L'équipement hospitalier en Bretagne*, ENSP, mémoire ADH, 1978, dactylo, 233 p.
- [400] FILLAUT Thierry, « Les institutions psychiatriques dans le Finistère de la Révolution à nos jours », *Gestions hospitalières*, 1990, 295, pp 355-359.
- [401] GAUTHIER P.-H., *Évaluation de la demande en matière de lits d'hôpitaux de 1968 à 1980. Un exemple : le centre hospitalier de Vannes*, Mémoire ENSP, Rennes, 1968.
- [402] LE FOLL Jean-Alain et FILLAUT Thierry, « Les institutions psychiatriques de la Révolution à nos jours », in *La santé en Bretagne sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE*, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 152-160.
- [403] MÉNARD Christian, « Les débuts de la psychiatrie à Quimper », *Bulletin de la société archéologique du Finistère*, t. 97, 1971, pp 305-335.

- [404] NOEL Catherine, épouse Morel, *Contribution à l'histoire des hôpitaux psychiatriques bretons depuis leurs origines jusqu'en 1945*, Thèse médecine, Rennes, 1990, 272 p. + annexes, bibliographie.

Fonctionnement des établissements

- [405] *Inspection divisionnaire de la santé de Nantes : activité des établissements hospitaliers de la circonscription sanitaire de Nantes pendant l'année...*, 9 fascicules multigraphiés, 1951-.
- [406] « Un épisode de l'histoire de l'hôpital. La population belliloise réclame les sœurs de charité », *Belle-Isle Histoire*, 20, 1997, pp 32-42.
- [407] BOUILLON F., *St-Pierre-et-Miquelon/Morlaix : les relations des deux hôpitaux depuis la fin du XIX^e siècle*, Mémoire E.D.H, ENSP, Rennes, 1985.
- [408] BROUDIC C., *Étude du fonctionnement de la maternité du CHR de Rennes (1946-1960)*, Thèse médecine, Rennes, 1961, n° 191.
- [409] CASTEL Marie-Christine, *Recherches sur la fonction hospitalière à Brest*, Maîtrise histoire, Brest, 1978.
- [410] CORDIER Annie, *La fréquentation des maternités dans les hôpitaux publics. Un exemple : l'Ille-et-Vilaine*, Mémoire ENSP, ADH, 1969, 46 pages + annexes.
- [411] COZ Jacques, *Variations du prix d'une journée dans les hôpitaux et hospices publics de l'Ille-et-Vilaine depuis 1945. Ses relations avec le mouvement des prix*, ENSP, mémoire IASS, 1968, 42 pages + annexes.
- [412] DAYOT H., « Une maison de santé chirurgicale à Rennes », *Archives provinciales de chirurgie*, 1897, pp 488-510.
- [413] DESMOT Nathalie, *La vie quotidienne des hospices civils de Fougères (1789-1830)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1995, 115 p.
- [414] FOLLET D^r, *Considérations médicales et administratives sur le développement de l'asile public Saint-Athanase de Quimper de 1826 à 1853*, Quimper, impr. Blot, 1853, 122 p. + plans.
- [415] FOLLET A., *À propos de la transformation des services de l'Hôtel-Dieu*, Imprimeries bretonnes, Rennes, 1913, 16 p.
- [416] HERVOT, « La médecin et les médecins à l'hôpital général de St-Malo (1679-1901) », *Annales de la société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de St-Malo*, 1901, pp 7-16.

- [417] LÉON A. De, *Rapport sur les hospices de Rennes*, Rennes, 1858, 24 p.
- [418] MALO Christine, *La population hospitalière de Morlaix (d'après les registres de décès de l'hospice civil de Morlaix, 1813-1863)*, Maîtrise histoire, Brest, 1997, 105 p.
- [419] NICOLAS-QUENET Gaëlle, *La vie quotidienne à l'hôpital psychiatrique de Quimper de 1939 à 1945*, Maîtrise histoire, Brest, 2000.
- [420] SIOPATHIS Raymond Max, *Évolution des activités du centre de prématuré du CHR de Rennes de 1968 à 1976*, Mémoire M.I.S, École nationale de la santé publique , Rennes, 1977.

Monographies d'établissements

Établissements hospitaliers (publics et privés)

- [421] *L'hôpital rennais à travers les âges*, Rennes, Amicale des retraités du C.H.R, 1987, 76 p.
+ ann.
- [422] « Les hôpitaux de Guingamp », *Amis du pays de Guingamp*, 21, 1996, pp 1-40.
- [423] « 30 ans d'histoire », *Regards* (journal d'information du Centre hospitalier de Saint-Nazaire), supplément au n° 9, 1990, 15 p.
- [424] ADAM Charles-Jean, *Histoire hospitalière de Tréguier (Côtes-du-Nord)*, Thèse médecine, Rennes, 1971, n° 995, dactylographiée, 118 p.
- [425] ALOUIE Chaouki, *Contribution à l'étude de l'histoire hospitalière de Dinan*, Thèse médecine, Rennes, 1967, n° 670, 85 p.
- [426] AULNETTE Jean-Claude, *Histoire hospitalière de Ploërmel*, Thèse médecine, Rennes 1, 1969, n° 781, 215 p.
- [427] BARRIÈRE Henri, « Regards sur les hôpitaux de Nantes au début du XIX^e siècle (Consulat et Empire) », *Bulletin de la Société française d'histoire des hôpitaux*, 63-64, 1991, pp 39-50.
- [428] BAULT J.-L., *L'hôpital de Paimbœuf*, Paimbœuf, 1968, 156 p.
- [429] BOCQUET Marie-Christine, *Contribution à l'étude des hôpitaux de Rennes*, Thèse médecine, Rennes, 1984, 176 p.
- [430] CAPSIE Roger, *L'Hôpital général de Rennes sous la Révolution et l'Empire*, Mémoire ENSP, Rennes, 1969.

- [431] CHÈNE Yannick, *Contribution à l'étude de l'histoire de l'hôpital de Lannion*, Mémoire A.D.H, ENSP, dactylo, 1978, 92 p.
- [432] CUZENT Gilbert, *L'hospice civil et les hôpitaux de Brest*, Brest, imp. Dumont, 1889, 437 p.
- [433] DENNIEL Jean-Paul, *Histoire hospitalière de Guingamp*, Thèse médecine Rennes, 1971, n° 976, 129 p.
- [434] DENNIELLOU, « Contribution à l'histoire hospitalière de Brest », *Les Cahiers de l'Iroise*, 4, 1962, pp 215-219.
- [435] FAUVY Marie-Annick, *Histoire de l'hospitalisation dans la région de Fougères*, Thèse médecine Rennes, 1970, n° 902, 99 p.
- [436] FILLAUT Thierry, « Un exemple de construction d'hôpital au début de la IIIème République : Redon », *Bulletin de la Société française d'histoire des hôpitaux*, 1992, n° 67, pp 41-56.
- [437] FOLIGNÉ Gabriel, *Contribution à l'histoire hospitalière de Saint-Malo*, Thèse médecine Rennes, 1969, n° 755, 144 p.
- [438] FRESNEAU, Gilles, *Histoire des hôpitaux de Nantes à travers le choix des services de 1930 à 1968*, Thèse médecine, Nantes, 1983, 455 p.
- [439] GOUGAY René, *L'Hôtel-Dieu des Religieuses Augustines (Carhaix 1663-1859; Pont-l'Abbé 1860...)*, Bannalec, Imprimerie régionale, 1987, 302 p.
- [440] GUILLAUME Albert, *Contribution à l'histoire de deux hôpitaux de Vannes : l'hôpital Saint-Nicolas et l'hôpital Chubert*, Thèse médecine, Rennes 1, 1969, 223 p.
- [441] GUILTIER Florence, *Les Hospices civils de Rennes dans la première moitié du 20^{ème} siècle (1900-1940)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1994, 112 p.
- [442] HANRY Caroline, *Des hospices civils au CHR de Rennes, évolutions et contraintes, 1941-1992*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1999, 95 p.
- [443] JACOB Robert, *Histoire des hôpitaux civils de Lorient*, Thèse médecine, Rennes, 1968, n° 752, 124 p. (photos et plans).
- [444] JAFFRES Jean-Yvon, *Histoire de l'Hôpital général de Morlaix*, Thèse médecine, Rennes 1, 1970, 94 p.
- [445] JEGO Alain, *Histoire des hôpitaux civils de Brest*, Thèse médecine, Nantes, 1968, n° 548, 202 p. + annexes

- [446] KERNÉÏS Jean-Pierre, « Les Hôtels-Dieu de Nantes de 1463 à 1943 » in *La santé en Bretagne*, sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Editions Hervas, 1992, pp 123-138.
- [447] LATINIER Alain, *Les hospices civils de Fougères de la Révolution au Second Empire*, Mémoire E.D.H, ENSP, Rennes, 1981.
- [448] LE DOUAREC Armand, *L'Hôtel-Dieu de Rennes ou l'évolution récente d'un vieil hôpital de province*, Thèse médecine, Paris, 1938, n° 49, 56 p.
- [449] LE GOFFE Michel, *Contribution à l'étude de l'histoire hospitalière de Pontivy*, Thèse médecine, Rennes 1, 1971, 56 p.
- [450] LE GOUAREGUER Bernard, *Les Hospices civils de Nantes du 9e au 19e siècle*, Thèse médecine, Nantes, 1974, 319 p.
- [451] LENFANT Bernard, *Histoire de la vie hospitalière de Tréguier (des origines à la fin du 19^{ème} siècle)*, mémoire ADH, ENSP, 1981, 164 pages.
- [452] LE TALLEC Chantal, *Évolution historique des hôpitaux civils de Brest*, Mémoire ADH, ENSP, 1979, 159 pages.
- [453] LIBÉRAL J.-H., *Les hôpitaux de Quimper*, Thèse médecine, Paris, 1941, n° 393, 63 p.
- [454] MAÎTRE Léon, *Histoire administrative des anciens hôpitaux de Nantes*, Nantes, imp. Mellinet, 1875, 390 p.
- [455] MORVAN Armand, *Histoire des hôpitaux d'Hennebont (Morbihan)*, Thèse médecine, Rennes, 1969, n° 770, 105 p.
- [456] NEVEU Paul, *Histoire des hôpitaux de Saint-Brieuc*, Thèse médecine, Rennes, 1971, n° 985, 103 p. (photos et plans)
- [457] OLLIVIER Louis, *Histoire de l'hôpital hospice de Lannion (Côtes-du-Nord)*, Thèse médecine, Rennes 1, 1969, 94 p.
- [458] PASQUIER Jean-Marc, *Contribution à l'histoire hospitalière de Vitré*, Thèse médecine, Rennes 1, 1973, 108 p.
- [459] PRUDON Patrick, *Les Hospices civils de Rennes dans la première moitié du 19^{ème} siècle (1800-1858)*, DEA Histoire, Rennes 2, 1984, 137 p.
- [460] PRUDON Patrick, « L'Hôtel-Dieu de Rennes au XIX^e siècle : naissance de l'hôpital moderne », in *La santé en Bretagne* sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Editions Hervas, 1992, pp 105-122.

- [461] RICARD Guy, *Les origines de l'hôpital Laennec de Nantes (1884-1909)*, Thèse médecine, Nantes, 1975, n° 1469, 107 p. + bibliographie.
- [462] RICARD Guy, « Les origines de l'hôpital Laennec », *Annales de Nantes et du pays nantais*, 1982, 206, pp 19-23.
- [463] ROBERT, Jacob, *Histoire des hôpitaux civils de Lorient*, Thèse médecine, Rennes 1, 1968, 124 p.
- [464] ROLLAND Jean-Claude, *Contribution à l'étude de l'histoire de l'hôpital civil de Brest, des origines à 1941*, Thèse médecine Rennes, 1968, n° 694, 149 p. + bibliographie.
- [465] ROMIEUX Yannick, « L'hôpital civil de Lorient aux XVIII et XIX^e siècles », in *La santé en Bretagne*, sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Editions Hervas, 1992, pp 139-146.
- [466] ROMIEUX Yannick et De LAGUÉRENNE Claude, « Les hôpitaux nantais et la pharmacie de 1808 à nos jours », *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et Loire-Atlantique*, 129, 1993, pp 235-250.
- [467] SAVARIAU Maurice, « Les hôpitaux de Nantes se souviennent. La destruction de l'Hôtel-Dieu le 16 septembre 1943 », *Bulletin de la Société française d'histoire des hôpitaux*, 73, 1994, pp 25-29.
- [468] SIMON Marie-Madeleine et STOFFT Henri, « Histoire de la maternité de Fougères : de 1941 à nos jours », *Le Pays de Fougères*, n° 45, 1983, pp 20-22.
- [469] SOURNIA Jean-Charles, « Histoire des hôpitaux de Rennes », *Histoire des sciences médicales*, 7, 1973, pp 181-223.
- [470] STREMPLEWSKI Anne-Marie, épouse Copin, *Histoire hospitalière de Lamballe*, Thèse médecine, Rennes, 1978, n° 71, 45 p. + plans + biblio.
- [471] TRICHET Pierre-Alain, *L'Hôtel-Dieu de Nantes de 1815 à 1900*, Maîtrise histoire, Nantes, 1989, 194 p.
- [472] TROUDE A., *L'hospice civil de Brest*, Brest, 1888, 213 p.
- [473] VAUTIER Pierre, *Histoire de l'hôpital d'Auray*, Thèse médecine, Rennes 1, 1977, n° 143, 68 p.
- [474] VERRON Marie-Christine, *Contribution à l'étude de l'évolution des hôpitaux de Rennes à travers leur histoire*, Thèse médecine, Rennes 1, 1984, 176 p.

Asiles d'aliénés, hôpitaux psychiatriques (publics et privés)

- [475] C.H.S. Charcot. *Histoire et projets (1971-1991)*, Hennebont, Impr. de Basse-Bretagne, 1991.
- [476] *Historique de l'hôpital psychiatrique de Rennes*, Rennes, Imp. Ramage, 1951, 10 p.
- [477] *Hôpital de Plouguernevel (1934-1984)*, Plouguernevel, Conseil d'administration, 1984, 10 p.
- [478] *Mémoire d'un asile psychiatrique en Bretagne : 1886-1986. Les cent ans du centre hospitalier spécialisé de Saint-Avé*, Saint-Avé, C.H.S, 1987, 64 p.
- [479] *Regards sur un établissement. De l'aumônerie de Saint-Méen au Centre hospitalier Guillaume-Régnier (1627-1997)*, Rennes, ENSP, 1998, 283 p. + annexes
- [480] BONNARD Françoise, « Le petit St-Méen (à Rennes, 1838-1950) », *Mémoires d'Ille-et-Vilaine*, 4, 1986, p. 3-9 et 5, 1986, p. 22-31.
- [481] BOURDELLON Geneviève, *Contribution à l'histoire de l'hôpital Gourmelen*, Thèse médecine, Brest, 1976, n° 191, 92 p.
- [482] BOUREL Jacques, *L'asile de Saint-Méen avant l'application de la loi de 1838 et étude des thérapeutiques*, Thèse médecine, Rennes 1, 1971, 141 p.
- [483] BUREL Marie-Paule, *Contribution à l'étude de la condition du malade mental en France au XIX^e siècle : le quartier des aliénés de l'hospice de Vannes*, Thèse médecine Brest, 1991, n° 61, 81 p.
- [484] CHEVALIER Françoise, *La création de l'hôpital général Saint-Jacques à Nantes : un exemple de mise en application des principes des premiers aliénistes au début du 19^e siècle*, DEA histoire des sciences, Nantes, 1992, 101 p.
- [485] COSLEOU R., *L'hôpital psychiatrique de Quimper, ses médecins, son histoire*, Thèse médecine, Paris, 1938, n° 701.
- [486] HAMON Georges, *Contribution à l'étude de l'Histoire de l'hôpital psychiatrique de Léhon*, Thèse médecine, Rennes 1, 1971, 143 p.
- [487] LE CORRE Maryvonnick, *L'asile d'aliénés dit du "Petit Saint-Méen" dans la première moitié du 19^e siècle*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1982, 136 p.
- [488] LE FOLL J.-A., « L'hôpital St Méen de Rennes des origines au milieu du XIX^e siècle : une contribution à l'illustration de la place du malade mental dans la société », *Conférences rennaises d'histoire de la médecine et de la santé, cycle 1986-1987*, vol. 2, 1988, pp 47-51.

- [489] LE MENANT DES CHESNAIS, *Notice historique sur le Petit Saint-Méen, aujourd'hui asile départemental des aliénés d'Ille-et-Vilaine, depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, Rennes, Imprimerie Leroy, 1864, 44 p.
- [490] LE THIEC Cyrille, *L'asile de Lesvellec : étude sociologique (1886-1918)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1994, 125 p.
- [491] MAUVISSEAU Frédéric, *Contribution à l'étude historique de l'hôpital psychiatrique de Morlaix*, Thèse médecine, Paris 6, 1982, 489 p.
- [492] MINIE Nicole, *Origines, évolution et avenir de l'hôpital psychiatrique de Morlaix*, Thèse médecine, Angers, 1968, n° 15, 72 p.
- [493] MORIN Jean-Loup, *Contribution à une étude historique du quartier psychiatrique de l'hôpital Saint-Jacques à Nantes*, Thèse médecine, Nantes, 1980, n° 2504, 107 p.
- [494] MOROUX René, *Contribution à l'histoire de l'hôpital psychiatrique de Bégard*, Thèse médecine, Rennes, 1970, n° 892, 85 p.
- [495] OLLIVIER Gilles, « L'Ordre et la folie : l'hôpital psychiatrique des Frères de Saint-Jean-de-Dieu et ses relations avec les communes de Lehon et Dinan », *Le Pays de Dinan*, 14, 1994, pp 194-224.
- [496] SEBILLE Rémi, *Contribution à l'histoire de l'hôpital psychiatrique de Bégard (Côtes-du-Nord) des origines au début du 20^{ème} siècle*, CES Psychiatrie, Rennes 1, 1986, 140 p.
- [497] SIZARET Ch., *Notice sur l'asile d'aliénés, dit de Saint-Méen*, Rennes, Oberthur, 1906, 12 p.
- [498] THY P. (de), *Histoire de la fondation de l'asile départemental de Lesvellec*, Thèse médecine, Paris, 1946, n° 408.

Hôpitaux militaires

- [499] « Historique de l'hôpital régional des Armées Ambroise Paré de Rennes », *San* 3, 8, 1985, 28 p.
- [500] HAMONIAUX Yann, *Hôpital militaire Ambroise Paré*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1987, 190 p.
- [501] LE GALLO Yves, « L'hôpital Clermont-Tonnerre à Brest », in *La santé en Bretagne* (ouv. coll. sous la direction de J. Pecker, J-L. Avril et J. Faivre), Paris, éd. Hervas, 1992, pp 184-187.

- [502] OLIER François, « Les hôpitaux militaires de 1708 à nos jours », in *La santé en Bretagne* sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 167-172.
- [503] RICHARD Jacques, « L'hôpital des armées Broussais à Nantes », in *La santé en Bretagne* sous la direction des Prs J. PECKER, J-L. AVRIL et FAIVRE, Préface de J. DELUMEAU, Paris, Éditions Hervas, 1992, pp 178-181.
- [504] TURIER Henri, « L'hôpital Ambroise Paré à Rennes », *La santé en Bretagne* (ouv. coll. sous la direction de J. Pecker, J-L. Avril et J. Faivre), Paris, éd. Hervas, 1992, pp 173-177.

Autres établissements (lutte contre la tuberculose, thalassothérapie, rééducation...)

- [505] « Après plus de 25 ans de vie commune... La Pierre Blanche », *Entre nous* (CPAM 35), décembre 1999, n° spécial, 12 p.
- [506] CAPARROS Paule, épouse Le Meihlour, *Historique du CTS de Nantes*, Thèse médecine, Nantes, 1958, n° 46, 94 p.
- [507] CAVE Luc, « Le Sanatorium de Bodiffé à Plémet », *Mémoire du pays de Loudéac*, 10, 1997, p.19-35.
- [508] DEPARDIEU Ida, « Kerpape : le sanatorium marin de Kerpape et son préventorium forestier », *Les cahiers du pays de Ploemeur*, 4, 1994, pp 32-38.
- [509] DERE Anne-Claire, « Les origines de la thalassothérapie », in *La Bretagne des savants et des ingénieurs, 1825-1900* (dir. Jean Dhombres), CCSTI – Ouest-France, 1994, pp 130-142.
- [510] FOUCHER Françoise, « Thalassothérapie : de la vogue des bains de mer à la vague de la remise en forme », *ArMen*, n° 103, mai 1999, 1999, pp 2-11.
- [511] GALLAND Nicolas, *Histoire de l'hydroclimatothérapie marine en Bretagne*, Thèse médecine, Rennes 1, 1991, n° 59, 150 p.
- [512] GALLAND Nicolas, « De l'héliothérapie à la thalassothérapie », in *La santé et la mer en Bretagne*, Institut culturel de Bretagne, 1997, pp 101-121.
- [513] GALLAND Nicolas, « Les sanatoriums marins bretons », *Conférences rennaises d'Histoire de la Médecine et de la Santé*, cycles 1990-1992, vol. 4, pp 132-164.
- [514] GOÜIN Jean-Loïc, « Établissements de lutte contre la tuberculose ostéoarticulaire et leur reconversion en centres de rééducation fonctionnelle et de thalassothérapie », in *La*

santé en Bretagne (ouv. coll. sous la direction de J. Pecker, J-L. Avril et J. Faivre), Paris, éd. Hervas, 1992, pp 161-166.

- [515] OREAU Y., *Pen-Bron 1887-1987*, Le Croisic, 1987.
- [516] LAINÉ Rémi, *Le centre régional de lutte contre le cancer de Nantes (1924-1929)*, Thèse médecine, Paris, 1929, n° 193, 92 p.
- [517] LE PAPE Georges, *Le centre hélio-marin de Pen-Bron (Loire-Atlantique). Origine, évolution, orientation actuelle*, Thèse médecine Rennes, 1970, n° 873, 70 p.
- [518] ORY Brigitte, épouse Coatmelec, *Histoire et devenir du préventorium Rey-Leroux*, Thèse médecine, Rennes, 1983, n° 52, 2 vol, 169 p. et 119 p.
- [519] PERRION Charles-François, *L'hôpital marin de Pen-Bron pour le traitement des tuberculoses osseuses et ganglionnaires*, Thèse médecine, Paris, 1909, n° 381, 117 p.
- [520] ROUSSEAU André, « Les instituts marins de la presqu'île guérandaise », *Cahier des amis de Guérande*, 15, 1968, pp 25-28.
- [521] TANGUY Yves, « Le sana de Kerpape à Lamotte-Beuvron », *Les cahiers du pays de Ploëmeur*, 7, 1997, pp 49-50.

Établissements sociaux et médico-sociaux

- [522] « De l'orphelinat à l'horticulture à St-Illan », *Généalogie* 22, 14, 1992, pp 6-14.
- [523] AUCLAIR Georges, « L'hospice St-Louis (à Guérande) », *Cahier des amis de Guérande*, 15, 1968, pp 13-14.
- [524] CADUDAL Chantal, *Histoire de La Persagotière dans l'éducation des grands sourds*, Thèse médecine, Nantes, 1968, 78 p.
- [525] CLEMENT Pascal, *Saint-Illan : destin d'une colonie pénitentiaire agricole privée et catholique au 19e siècle (1843-1903)*, Maîtrise histoire, Paris 13, 1990, 88 p.
- [526] DU CLESIEUX Achille, *Œuvre de Saint Illan (colonisation des orphelins de la Bretagne)*. Mémoire lu au comité du travail de l'Assemblée nationale, Paris, 1848, 31 p.
- [527] FILLAUT Thierry (direction), *Une institution publique d'éducation surveillée : Belle-Ile (1945-1977)*. Vauresson, CNFE-PJJ, 1996, 122 p.
- [528] FILLAUT Thierry, « Belle-Ile : l'enfance punie. La colonie pénitentiaire sous le Troisième République », *Sociétés et représentations*, novembre 1996, n° 3 (Michel Foucault. Surveiller et punir : la prison vingt ans après), pp 219-229.

- [529] GARANS L.-C., *Histoire de la maison d'arrêt de Belle-Île-en-Mer*, supplément à la *Gazette de Belle-Île-en-Mer*, 1986, non paginé.
- [530] GODARD D^r, *L'école de rééducation de Dinan. 25 ans au service de l'enfance déficiente en Bretagne*, Saint-Brieuc, Presses bretonnes, 1947, 101 p.
- [531] GUICHOUX Hervé, « L'orphelinat Ponchelet », *Les Cahiers de l'Iroise*, 178, 1998, pp 19-30.
- [532] JOUBREL Henri, *Kergoat ou le salut des enfants perdus*, Paris, Éditions familiales de France, 1945, 168 p.
- [533] KERNÉ Abbé, *Saint-Joseph, autrefois Bel-Air, maison de repos à St-Pol-de-Léon*, Morlaix, 1891, 374 p.
- [534] LE LAY Yvette, *L'enfance inadaptée en Ille-et-Vilaine. Étude de la clientèle des établissements spécialisés*, Mémoire géographie, Rennes, 1970, 2 vol.
- [535] LE MEUR, Frédéric, *L'Orphelinat agricole et horticole de Kerbernes en Plomelin (1902-1939)*, Maîtrise histoire, Brest, 1999, 158 p.
- [536] PIERRAT, Jérôme, « Belle-Île-en-mer : la colonie pénitentiaire maritime », *Le Chasse-Marée*, 109, 1997, pp 28-39.
- [537] PRIGENT, Marie-Pierre, *Une histoire de l'assistance aux vieillards de la ville de Morlaix à travers les institutions de 1830 à 1860*, Mémoire DU Gérontologie, Brest, 1999, 159 p.
- [538] ROUSSET Geneviève, *Une forme originale d'assistance aux handicapés mentaux : le centre de post-cure et de réadaptation sociale agricole de l'Ouest*, Thèse médecine, Lille, 1969, 315 p.

Assistance et bienfaisance

Organisation des services

- [539] BENOIST D^r, *Assistance et hygiène publiques. Rapport de l'année 1900*, Vannes, Galles, 1901, 44 p.
- [540] DUPUIS P., *Manuel historique et pratique des œuvres d'assistance publique et de bienfaisance privée de la ville de Nantes*, Nantes, Imprimerie Dugas, 1911, 516 p.
- [541] JAFFREZOU Raymond, *La liaison et la coordination des services sociaux*, Stage ENA, Préfecture du Morbihan, 1959, 41 p.

Assistance et aide sociale

Généralités

- [542] *Congrès national de l'Assistance publique*, Nantes, 1911.
- [543] ANIZON D', « Situation des classes nécessiteuses de la Loire-Inférieure sous le rapport des secours médicaux dans les campagnes et dans les villes », *Annales de la Société académique de Nantes*, 1865, t. XXXV, pp 675-762.
- [544] CUCARULL Jérôme, « Aspects de l'assistance à Rennes dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle », *Mémoires d'Ille-et-Vilaine*, n° 13, 1988, pp 17-24.
- [545] GLORENNEC Hervé, « Quelques aspects de l'assistance à Quimper dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Charpianna*, 1991, pp 331-336.
- [546] HESSE Philippe-Jean, « La politique sociale municipale nantaise de 1830 à 1870 », in *Le social dans la ville en France et en Europe (1750-1914)*, sous la direction de Jacques-Guy Petit et Yannick Marec, Éditions de l'Atelier, pp 115-129.
- [547] KODJO Édouard, *Analyse comparée des systèmes d'organisation de la division d'aide sociale. Cas de la Loire-Atlantique*, Mémoire de stage ENA, Nantes, 1962, 17 p.
- [548] LE CANN Annie, *L'Assistance Publique dans le Finistère de 1830 à 1845*, Maîtrise histoire, Brest, 1971, 83 p.
- [549] SALLION, « Quelques vues sur la nécessité de l'établissement d'un dispensaire à Nantes pour assurer les secours à domicile aux indigents malades », *Annales de la Société académique de Nantes*, 1838, 8, pp 494-538.
- [550] VINCENT A., « Les œuvres d'assistance et de mutualité », *L'Illustration économique*, n° spécial Loire-Inférieure, 30 juin 1923, pp 52-53.

Assistance médicale gratuite, aide médicale

- [551] *Projet de règlement du service de l'assistance médicale et pharmaceutique : loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite – Département des Côtes-du-Nord*, St-Brieuc, F. Guyon, 1894, 56 p.
- [552] *Règlement départemental d'aide médicale*, Département du Morbihan, Vannes, 1970, 31 p.
- [553] *Règlement départemental de l'aide médicale adopté par le Conseil Général des Côtes-du-Nord le 27 novembre 1957*, St-Brieuc, Imp. Moderne, 1958, 30 p.

- [554] *Règlement pour l'application de la loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite adopté par le Conseil général dans sa séance du 27 août 1899*, Vannes, Imprimerie Galles, 1903, 24 p.
- [555] CUCARULL Jérôme, « L'Assistance médicale dans la région de Fougères. Un exemple de l'antagonisme entre médecins et municipalités à la fin du 19^{ème} siècle : le cas de Saint-Aubin-du-Cormier en 1895 », *Le Pays de Fougères*, n° 59, 1986, pp 13-15.
- [556] CUCARULL Jérôme, « L'Assistance médicale dans la région de Fougères : contribution à l'histoire de la médicalisation dans le pays de Fougères et ses environs », *Le Pays de Fougères*, n° 58, 1986, pp 13-19.
- [557] CUCARULL Jérôme, *L'application de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite dans le département d'Ille-et-Vilaine*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1985, 320 p.
- [558] CUCARULL Jérôme, « Vers la Sécurité sociale : les résultats de la loi sur l'assistance médicale gratuite en Ille-et-Vilaine (1895-1914) », *Prévoyance sociale*, 1991, n° 14, pp 117-126.

Assistance et protection de la mère et de l'enfant

- [559] *Assistance publique, Service des enfants assistés, Règlement. Département du Morbihan*, Vannes, Galles, 1901, 44 p.
- [560] *Enfants de justice. La rééducation en Bretagne dans les années 40*, Rennes, Musée de Bretagne, 1999, 63 p. (Catalogue d'exposition).
- [561] BRULON Christian, *Évolution historique et sociologique du service d'aide à l'enfance en Ille-et-Vilaine depuis la création de l'inspection*, Mémoire IASS, ENSP, 1968, 37 pages + annexes.
- [562] COLIN Marie-Françoise, *Les enfants mis en nourrice dans le pays de Quimper aux 18e et 19e siècles*, Maîtrise histoire, Brest, 1993, 66 p.
- [563] DENOUAL André, *Fonctionnement de la Protection Maternelle et Infantile dans le Morbihan en zone rurale ces cinq dernières années*, Thèse médecine, Nantes, 1970, 189 p.
- [564] GOURLAOUEN ROLLAND Anne, *Histoire de l'allaitement maternel en Bretagne*, Thèse médecine, Brest, 1991.
- [565] GUYOT-JOMARD, *Service de l'assistance publique. Rapport sur la protection du premier âge pendant l'année 1882*, Vannes, 1883.

- [566] HODEBERT Marcel, « Les petits Fougerais en nourrice à Javené », *Le Pays de Fougères*, n° 119, 2000, pp 25-26.
- [567] JAMBON J., *Essai sur l'assistance maternelle en Bretagne*, Thèse médecine, Paris, 1903, 53 p.
- [568] LE FESSANT Florence, *La mise en nourrice dans la région de Morlaix de 1700 à 1850*, Maîtrise histoire, Brest, 1994, 86 p.
- [569] MALO Christine, « Les enfants décédés à l'hôpital de Morlaix de 1813 à 1863 », *Les Cahiers de l'Iroise*, n° 178, 1998, pp 31-34.
- [570] NICOLAS Myriam, *Les Enfants assistés à Vannes et à Lorient (1810-1860)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1984, 179 p.
- [571] PATAY, « L'assistance familiale des dispensaires obstétricaux (société maternelle de Rennes) » *L'assistance familiale*, 1902, pp 73-84.
- [572] RIVAS E. (de Rostaing de), *Des établissements publics destinés à la première enfance à Nantes*, Nantes, Mellinet, 1849, 56 p.
- [573] ROLLET Catherine, « Les nourrices en Bretagne vers 1900 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 98, 4, 1991, p. 407-422.
- [574] ROUXEL Marie-Thérèse, *Les Enfants assistés dans les Côtes-du-Nord (1811-1869)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 131 p.

Hygiène sociale et autres types d'assistance et d'aide sociale (vieillards, handicapés...)

- [575] ANIZON D', « Du placement des vieillards indigents dans leurs familles à l'aide d'une pension », *Annales de la société académique de Nantes*, 1862, pp 3-26.
- [576] ANTOINE François, *Une organisation départementale antituberculeuse : le Finistère*, Thèse médecine, Paris, 1924, 43 p.
- [577] BIEDER J., « Histoire de l'assistance psychiatrique dans le Morbihan avant la création de l'hôpital de Lesvellec », *Information psychiatrique*, 36è année, 2, 1960, pp 139-167.
- [578] CHAMBRIN Jean, *Organisation de l'hygiène sociale dans le département des Côtes-du-Nord*, Thèse médecine, Paris, 1932, 88 p.
- [579] DUVAL R., *Contribution à l'étude de la lutte contre la tuberculose en France. L'organisation des dispensaires (dispensaires d'Ille-et-Vilaine)*, Toulouse, 1920, 32 p.
- [580] JORET PUILLANDRE Chantal, *Histoire des dispensaires anti-tuberculeux en Ille-et-Vilaine*, Thèse médecine, Rennes 1, 1992, 258 p.

- [581] PAILLER Yves, « "La Mission Rockefeller" à Brest en août 1918 », *Les Cahiers de l'Iroise*, n° 178, 1998, pp 11-18.
- [582] RABEFIRASANA Raphaël, *Évolution de l'assistance psychiatrique dans le département du Morbihan*, Thèse médecine, Nantes, 1972, n° 999, 121 p.
- [583] RENANWARTELLE, *La tuberculose et la lutte contre la tuberculose dans les Côtes-du-Nord*, Thèse médecine, Paris, 1940, n° 644.
- [584] VIOLETTE Abel (direction), *Conférences de la lutte antituberculeuse. Croix-Rouge française – St-Brieuc*, Saint-Brieuc, Imp. Moderne, 1920, 302 p.
- [585] VIOLETTE Abel, *Contribution à la lutte contre les grands fléaux sociaux — alcool, tuberculose, syphilis : un dispensaire d'hygiène sociale à St-Brieuc*, Saint-Brieuc, Imp. Moderne, 1918, 74 p.

Charité, bienfaisance publique et privée, associations

Généralités

- [586] *L'assistance des pauvres en 1859. Rapport présenté à Monseigneur l'Évêque de Quimper et Léon par la commission diocésaine*, Quimper, Alphonse, 1860, 58 p.
- [587] BLANDIN Gaston, *Le pain du pauvre à Nantes (1789-1799) : de la charité à l'assistance publique ou la Révolution face à la pauvreté à Nantes*, Nantes, Ouest-Editions, 1992, 103 p.
- [588] CUCARULL Jérôme, « De la charité individuelle à la bienfaisance organisée : l'assistance à Rennes de 1850 à 1914 », *Gavroche*, n° 49, janvier-février 1990, pp 8-12 ; n° 50, mars-avril 1990, pp 19-22.
- [589] DUPONT A., « La bienfaisance privée à Nantes et dans le département de la Loire-Inférieure », in *La ville de Nantes et la Loire-Inférieure, Congrès de l'association française pour l'avancement des sciences*, Nantes, 1898, vol. 1, pp 305-310.
- [590] GICQUEL Annie-Mauricette, *Étude sur les classes populaires et la bienfaisance publique sous la Monarchie de Juillet dans le département du Finistère d'après les archives Armand Duchatellier*, Maîtrise histoire, Brest, 1972, 111 p.
- [591] GUEGUEN Michel et DAËRON Jean, *1796-1996 : de la charité à la solidarité à Concarneau*, Concarneau, CCAS, 1977, 21 p.
- [592] GUIST'HAU G., « Assistance publique et privée à Nantes », in *La ville de Nantes et la Loire-Inférieure, Congrès de l'association française pour l'avancement des sciences*, Nantes, 1898, vol. 1, pp 285-292.

- [593] HODEBERT Marcel, « Secours et assistance à Javené au 19e siècle : de généreux donateurs », *Le Pays de Fougères*, 121, 2001, pp 23-25.
- [594] JOLY Martine, *Indigence et sociétés de bienfaisance à Rennes (1860-1914)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1976, 148 p.
- [595] LE PERSON Jean-Yves, *De la bienfaisance à la solidarité ou les chemins de l'exclusion (Brest, 1797-1984)*, DSTS, IRTS de Bretagne, Rennes, 1985, 160 p.
- [596] MARC Nicolas, *Étude des dons et legs à Quimper au XIX^e siècle (1809-1914)*, Maîtrise histoire, Brest, 1997, 184 p.
- [597] PORQUIER E., *Caisse obligatoire d'assurance et de retraite pour les ouvriers*, Nantes, Imp. Vincent, 1883, 24 p.

Bureaux de bienfaisance, monts-de-piété

- [598] *La bienfaisance à Nantes. Projet de réorganisation du bureau de bienfaisance de Nantes*, Nantes, Schwab, 1893, 15 p.
- [599] *200 ans d'action sociale publique. Bicentenaire de la création des bureaux de bienfaisance*, Nantes, CCAS, catalogue d'exposition, 1997, 27 p.
- [600] CASTEL Jacques, *Le Mont-de-Piété à Brest (1826-1937)*, Mémoire Droit, Brest, 1975, 55 p.
- [601] DANIEL Nathalie, *Le Bureau de bienfaisance de Nantes : un siècle d'assistance (1802-1902)*, DEA Histoire, Nantes, 1990, 96 p.
- [602] MARHADOUR Christelle, *Le Bureau de bienfaisance de Brest de 1870 à 1914*, Maîtrise histoire, Brest, 1998, 128 p.

Œuvres et associations en direction de l'enfance et de l'adolescence

- [603] *Association de l'œuvre des orphelins de la Guerre dans le diocèse de Vannes. Statuts*, Vannes, Galles, sd.
- [604] *Enfants de la Loire-Inférieure*, Nantes, 1881, 12 p.
- [605] BARON Sophie, *Évolution et pertinence d'un mouvement de scoutisme dans notre société : les Eclaireuses et Eclaireurs de France région Bretagne de 1964 à nos jours*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2000, 204 p.
- [606] CARICHON Christophe, *Les Scouts de France dans le diocèse de Quimper et de Léon des origines à la veille de la Deuxième guerre mondiale (1924-1939)*, Maîtrise histoire, Brest, 1990, 251 p.

- [607] CORRE Rozenn, *Le Scoutisme catholique à Nantes des origines au jamborée de la paix (1925-1947)*, Maîtrise histoire, Nantes, 1992.
- [608] GROSSET Jean-François, *Le Cercle Paul Bert : la maison laïque de Rennes (1937-1965)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 2000, 196 p.
- [609] GROSSET Jean-François, « Un aspect original de la vie associative à Rennes au XXe siècle : les garderies du Cercle Paul Bert », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, Tome LXXVII, 1999, pp 273-280.
- [610] HENAUT Mélanie, *Les Maisons des jeunes et de la culture de Saint-Brieuc dans les années 70 : origine et action*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1998, 142 p.
- [611] HENWOOD Annie, « Une œuvre de bienfaisance : la société de charité maternelle de Brest (1839-1939) », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, Tome LXXV, 1997, pp 113-126.
- [612] HENWOOD Annie, « La "goutte de lait" brestoise : (1904-1953) », *Les Cahiers de l'Iroise*, n° 178, 1998, pp 2-10.
- [613] HENWOOD Annie, « Histoire de la première crèche du Finistère : Brest (1845-1907) », *Charpianna*, 1991, pp 337-341.
- [614] OURDREN Lionel, *Gourin, une paroisse, des œuvres, un patronage (1850-1950)*, Maîtrise histoire, Brest, 1993, 140 p.
- [615] MARECHAL Camille, *Le Cercle Paul Bert : la grande œuvre laïque de Rennes (1885-1937)*, Maîtrise histoire, Rennes 2, 1996, 224 p.
- [616] ROUVIN Amédée, *Le patronage à Brest*, tiré-à-part, 1892.
- [617] TRANVOUEZ Yvon (direction), « Scoutisme en Bretagne, scoutisme breton », *Kreiz*, n° 7, 1997.

Oeuvres et associations en faveur de gens de mer

- [618] *Les Abris du marin et l'Almanach du marin breton, Rapport moral du 31 mars 1905*, Paris, Imp. Laffont, 1905, 60 p.
- [619] DALBARD J., « La Société des Oeuvres de Mer de 1894 à 1939 », *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo*, 1991, pp 211-241.
- [620] DARRIEUS Henri, « Société des Oeuvres de Mer de 1931 à nos jours », *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo*, 1991, pp 243-255.

- [621] DARRIEUS Henri, *L'œuf des mers. Histoire de la Société des œuvres de mer*, St-Malo, Éditions l'Ancre de marine, 1990, 303 p.
- [622] DU BOIS SAINT-SEVRIN, « Les œuvres de mer », *Bulletins et mémoires de la société d'émulation des Côtes-du-Nord*, 1903, pp 76-97.
- [623] FILLAUT Thierry, « Maisons et abris du marin : des œuvres sociales au service des gens de mer », in *La Santé et la mer en Bretagne*, Institut culturel de Bretagne, 1997, pp 21-41.
- [624] FOUCHER H., *L'action médico-sociale en faveur des gens de mer*, Thèse médecine, Rennes, 1980.
- [625] GUEGAN Andrée, *Évolution de la protection sanitaire et sociale des gens de mer : région de Concarneau*, Thèse Pharmacie, Rennes 1, 1996, 221 p.
- [626] JARRY Hervé, *L'Assistance médicale et la médecine de la grande pêche à Terre-Neuve au Groenland, en Islande et en Atlantique Nord de 1548 à 1972*, Thèse médecine, Nantes, 1974, 289 p.
- [627] LE STUM Philippe, « Marins du Finistère - Jacques de Thézac et l'Oeuvre des Abris du Marin », *Les Cahiers de l'Iroise*, n° 178, 1998, pp 50-55.
- [628] LINARD André, « L'Almanach du marin breton : l'Almanach aujourd'hui », *Le Chasse-marée*, n° 127, 1999, pp 2-3 et 13-17.
- [629] NADAULT de BUFFON H., *Statuts des hospitaliers sauveteurs bretons*, Paris, Furne-Jouvet, 1877, 349 p.
- [630] TANTER Frédéric, *Les œuvres maritimes de Jacques de Thézac (1862-1936)*, Maîtrise histoire, Brest, 1989, 378 p.
- [631] TANTER Frédéric, *Les pêcheurs bretons et les abris du marin en cartes postales anciennes*, Pont-l'Abbé, Sked, 1995, 206 p.
- [632] TANTER Frédéric, « Jacques de Thézac (1862-1936). Un hygiéniste chez les pêcheurs bretons », in *La Santé et la mer en Bretagne*, Institut culturel de Bretagne, 1997, pp 79-96.
- [633] TANTER Frédéric, « Jacques de Thézac (1862-1936) : un yachtsman-philanthrope », *Le Chasse-marée*, n° 125, 1999, pp 16-27.
- [634] TANTER Frédéric, « L'Almanach du marin breton : la première oeuvre de Jacques de Thézac », *Le Chasse-marée*, n° 127, 1999, pp 2-12.

- [635] THÉZAC Jacques (de), *Les abris de marins pêcheurs*, Sainte-Marine, Œuvre de la Côte bretonne, 1901, 12 p.

Oeuvres et associations diverses

- [636] « Amis d'Emmaüs de Fougères : 26 ans déjà », *Le Pays de Fougères*, n° 62, 1987, pp 25-26.
- [637] *Œuvre des dames visiteuses des malades : rapport annuel*, St-Brieuc, Imp. Prud'homme, 1899 et 1900.
- [638] *Œuvre des pauvres malades de la ville de St-Brieuc : rapport*, St-Brieuc, imp. Prud'homme, 1901.
- [639] ABED L. et BELSER C., *40 ans d'œuvres sociales (1955-1995). Le comité des œuvres sociales du personnel de la ville de Nantes*, Nantes, COS de la ville de Nantes, 1995, 131 p.
- [640] CADIC François, *L'émigration bretonne vers Paris. L'œuvre de la Paroisse bretonne*, Paris, Imp. de l'œuvre des pauvres du Sacré-cœur, 1899, 43 p.
- [641] DEVOT, Franck, *L'action caritative des congrégations féminines dans le diocèse de Nantes au 19e siècle*, Maîtrise histoire, Nantes, 1997,.
- [642] DUCLOS Pierre, « La Mission bretonne de Paris : de l'aide sociale à l'action culturelle », *ArMen*, n° 83, fév. 1997, 1997, pp 50-60.
- [643] FAUGERAS Marius, « La congrégation vendéenne des filles de la sagesse en pays nantais de 1770 à 1850 », *97^{ème} Congrès national des sociétés savantes : Assistance et assistés de 1610 à nos jours*, Nantes, 1972, t. 1, pp 329-350.
- [644] GUÉRIN Régis, *La société de Saint Vincent de Paul à Nantes de 1837 à 1914*, Maîtrise histoire, Nantes, 1981.
- [645] HARDOUIN P., « La marmite des pauvres et la fondation des sœurs de la Charité à Rennes », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 1956, 70, pp 41-77.
- [646] LAUTIER, LE BOUR'HIS F., « La Société de Saint-Vincent-de-Paul à Rennes », *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 68, 1951, p. 93-100.
- [647] MASSE Johanne, *Le "Relais" : une association au service de l'intégration des Tsiganes dans la région nantaise de 1968 à 1997*, Maîtrise histoire, Nantes, 1997.
- [648] MEAR Gérard, *La Société pour l'extinction de la mendicité à Brest (1840-1907)*, Mémoire Droit, Brest, 1975, 55 p.

- [649] SICARD François, *Histoire du mouvement familial en Loire-Inférieure (1917-1947)*, DEA Droit, Nantes, 1990, 109 p.
- [650] POSTIC Fañch, « La Paroisse bretonne de Paris : l'œuvre de François Cadic », *ArMen*, 103, 1999, p. 12-19.
- [651] VILBROD Alain, « La dissémination du sacré : de la charité chrétienne à l'éducation spécialisée dans la région d'Auray », *Kreiz*, 6, 1996, pp 333-343.

Bienfaiteurs, donateurs, personnalités diverses

- [652] CRUBLET A., *L'abbé Louis Bridel, docteur en théologie, fondateur et aumônier des œuvres sociales de Fougères, 1880-1932*, Paris, Bloud et Gay, 1934.
- [653] GASTARD Joseph, « L'abbé Guy Carron (1760-1821) : un Rennais serviteur des pauvres », *Bulletin et mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, n° 103, 2000, pp 191-215.
- [654] LAGRÉE Michel, « Jeanne Jugan (1792-1879) », in *La santé en Bretagne* (ouv. coll. sous la direction de J. Pecker, J-L. Avril et J. Faivre), Paris, éd. Hervas, 1992, pp 354-358.
- [655] LANGLOIS C., « Je suis Jeanne Jugan : dépendance sociale, condition féminine et fondation religieuse », *Archives des sciences sociales et des religions*, 52/1, 1981, pp 21-35.
- [656] NIAULT B., *Louis-François de Tollemare, négociant et philanthrope nantais, 1780-1853*, Maîtrise histoire, Paris X, 1988, 145 p.
- [657] PARIS Benoît, « Jeanne Jugan au Pays de Rance », *Le Pays de Dinan*, n° 3, 1983, pp 79-85.
- [658] QUINIOU Caroline, *Le Père Yvon de Guengat : portrait d'un catholique social*, Maîtrise histoire, Brest, 1999, 138 p
- [659] SALLIER-DUPIN Henri (de), « Auguste-François Pointeau du Ronceray (1792-1873), bienfaiteur des hospices de Rennes »), *Bulletins et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 84, 1982, pp 135-143.

Sécurité sociale

Régime général

Caisses Primaires et Régionales d'Assurance maladie

- [660] *50 ans de solidarité*, Vannes, CPAM du Morbihan, 1995, 27 p.

- [661] *Contre vents et marées. 50 ans d'histoire de la sécurité sociale à Brest*, CPAM Brest, 1995, 48 p.
- [662] *Tous ensemble. Histoire et mémoire de la Caisse primaire d'Assurance maladie des Côtes-d'Armor, 1932-1995*, CPAM des Côtes-d'Armor, 1996, 2 vol, 128 et 136 p.
- [663] BOUFFORT Daniel, « La Caisse primaire de Sécurité Sociale, section de Fougères : d'hier à aujourd'hui », *Le Pays de Fougères*, n° 55, 1985, pp 20-21.
- [664] CLAISSE René, « Historique de la Chambre régionale de Sécurité sociale des Pays-de-Loire », *Association des membres des commissions de 1^{ère} instance de la sécurité sociale et de la MSA*, 23-24, 1974, pp 1304-1307.
- [665] FUSTEC Jacques, *Le personnel de la Caisse primaire d'assurance maladie du Nord-Finistère de 1946 à 1990*, Maîtrise histoire, Brest, 1993, 2 vol.
- [666] LEMOYNE P., *Le projet de loi du 23 février 1906 sur les retraites ouvrières*, Thèse droit, Rennes, 1907, 190 p.
- [667] SOUCHET Jean-Luc, *Éléments archivistiques pour une histoire de la Caisse primaire de Nantes*, tapuscrit, Nantes, 1998, 2 vol. 105 et 225 p.

Caisse d'Allocations familiales

- [668] *Bulletin trimestriel de la Caisse interdépartementale des allocations familiales des Côtes-du-Nord*, St-Brieuc, 1934-1938.
- [669] CAF du Sud-Finistère. *L'histoire de l'entreprise*, Amicafsd, sd :
tome 1 : *La Caisse armoricaine de compensation des allocations familiales (1923-1946)*, 43 p.
tome 2 : *Naissance et premières années (1946-1953)*, 96 p.
tome 3 : *De la pointe Bic à l'ordinateur (1953-1967)*, 208 p.
tome 4 : *D'Ouest en Est : cap sur Ti-Douar (1968-1985)*, 220 p.
- [670] « Comment les allocations familiales naquirent à Lorient », *Les Cahiers de l'Iroise*, 18^{ème} année, n° 1, 1971, pp 16-18.
- [671] COTEREAU Agnès (épouse CARRIOU), *Histoire du service médico-social de la CRIFO (Caisse régionale des Institutions familiales ouvrières)*, Thèse médecine, Nantes, 1980, 85 p.
- [672] JAOUEN Angélique, *De la caisse armoricaine de compensation à la caisse d'allocations familiales du Nord-Finistère (1921-1955). Histoire d'un système d'allocations familiales dans le Finistère*, Maîtrise histoire, Brest, 2000, 165 p.

- [673] LARDIÈRE Guy, « Actes de naissance des Caisses d'allocations familiales. La caisse familiale ouvrière de la région lorientaise », *Colloque sur l'histoire de la Sécurité sociale – Congrès national des sociétés savantes*, Lyon, 1987.
- [674] MARTINIE Marie-Paule, *Émile Marcesche, "un patron peu ordinaire"*, Lorient, Conférence à l'UPB, 20 octobre 1999, dactylographié, 16 p. [AD 56].
- [675] MARTINIE Marie-Paule, « Émile Marcesche (1868-1939), "un patron peu ordinaire" », *Bulletins et mémoires de la Société polymathique du Morbihan*, t. CXXVII, 2001, pp 285-307.

Unions de recouvrement (URSSAF)

- [676] *La naissance de l'URSSAF du sud-Finistère (1947-1960) ou la difficile évolution des structures de la Sécurité sociale*, URSSAF du Sud-Finistère, Les Amis de l'Union de recouvrement (AMUR 29), 1999, 81 p. + XVII annexes.
- [677] *L'URSSAF d'Ille-et-Vilaine, 1959-1999, 40^{ème} anniversaire*, URSAFF 35, dossier documentaire, 1999.

Régime agricole

- [678] *XIX^e congrès de la mutualité et de la coopération agricole, Vannes, 18-22 juin 1931. Rapports et compte-rendus des travaux*, Vannes, A. Commelin, 1938, 343 p.
- [679] Caisse mutuelle agricole d'allocations familiales du Morbihan, *Statuts et règlement intérieur*, Vannes, Imprimerie du Commerce, 1925.
- [680] *Guide de la législation sociale agricole. Département du Morbihan*, Nantes, 1959, 36 p.
- [681] *La mutualité agricole dans le Morbihan*, Vannes, Chambre d'agriculture, 1968, 70 p.
- [682] GALZAIN L. de, *Les caisses rurales du Morbihan*, Lille, Université catholique, 1946, 174 p.
- [683] MOINGEON Guillaume, *Le glaive et le sillon. Histoire de la Mutualité sociale du Morbihan*, Bron, éd. Cheminements, 2000, 389 p. + illustrations.
- [684] RIBET Jean, « Les grands partenaires de la mutation sociale agricole dans le Morbihan : les assurances et la protection sociale », in *Les racines de l'avenir : histoire et traditions rurales en Bretagne morbihannaise*, Brec'h, écomusée de St-Degon, 1994, pp 195-202.
- [685] TESSIER de CROS Henri, *L'assurance maladie des exploitants agricoles*, Mémoire stage ENA, Rennes, 1958, 32 p.

Autres régimes

- [686] *Caisse bretonne de compensation des travailleurs indépendants. Statuts et règlement intérieur*, Rennes, 1941, 29 p.
- [687] LECOURBE G., *La caisse de prévoyance des marins français*, Thèse droit, Rennes, 1907, 164 p.

Mutuelles et institutions de prévoyance

Études diverses

- [688] *50 ans de solidarité MGEN en Loire-Atlantique*, St-Herblain, MGEN, 1997, 16 p.
- [689] *Mémoires des solidarités*, Centre d'histoire du Travail (dir.), Éditions Érès, 1997, 182 p. (coll. Pratiques du champ social).
- [690] « Société mutualiste de Mauves et de ses environs », *Mauves Histoire*, 1, 1992, pp 66-69.
- [691] AUTISSIER Alexandre, *La mutualité dans le Morbihan*, Nantes, Robert, 1900.
- [692] BOQUIEN Pierre, « La société de secours mutuels des mariniers d'Ancenis (1829-1865) », *Histoire et patrimoine du pays d'Ancenis*, 7, 1992, pp 7-11.
- [693] BOUFFORT Daniel, « Les sociétés de secours mutuels », *Le Pays de Fougères*, 65, 1987, pp 19-20.
- [694] CHALVIGNAC J.-Y, « Aux origines de mutualité en Ille-et-Vilaine », *Mémoires d'Ille-et-Vilaine*, n° 9, 1988, pp 15-20.
- [695] CHALVIGNAC: Jean-Yves, *Les sociétés de secours mutuels en pays de Fougères de la fin du Second Empire au début de la IIIème République*, Maîtrise histoire, Université de Haute-Bretagne, Rennes, 1985, 127 p. [document publié par la Mutualité française].
- [696] DENIZEAU M et RIOU Y., *Contribution à l'histoire des origines et de la création de la section de la MGEN de Loire-Atlantique, 1858-1948*, Nantes, 1980, 20 p.
- [697] FOUCHER Jean et THOMAS Georges-Michel, *Historique de la caisse d'épargne et de prévoyance de Brest (1821-1971)*, Brest, 1971, 191 p.
- [698] GUINE Antonin, « Le rôle social de la Caisse d'Épargne de Nantes au XIX^e siècle », *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, 134, 1999, pp 249-261.

- [699] HEURÉ Gilles, « Dix générations de solidarité », *Espace social européen*, édition spéciale, pp 16-18.
- [700] HOUIS Paul, *La mutualité et les sociétés de secours mutuels*, Thèse droit, Rennes, 1907, 160 p.
- [701] JARY Christian, « Editorial », *Le Mutualiste breton*, 1996, édition spéciale, 200^{ème} numéro, 8 p.
- [702] LE CROM Jean-Pierre, *Inventaire des archives des sociétés de secours mutuels créées avant 1944 en Loire-Inférieure*, Nantes, chez l'auteur, 1985, 96 p.
- [703] LE CROM Jean-Pierre, « Inventaire des archives des sociétés de secours mutuels créées avant 1945 en Loire-Inférieure », *Colloque sur l'histoire de la Sécurité sociale – Congrès national des sociétés savantes*, Poitiers, 1986.
- [704] LE CROM Jean-Pierre, « Les mutuelles de Loire-Atlantique à la découverte de leur patrimoine », *La Revue de la mutualité*, 125, 1986.
- [705] LE GOFF Jean-Yves, « La Société de Secours Mutuels de Lesneven », *Les Cahiers de l'Iroise*, n° 178, 1998, pp 35-38.
- [706] MADEC Jean-Pierre, « Mutuelles du siècle dernier en Finistère », in *Les Bretons et leur santé (1500-1900)*, Éditions nouvelles du Finistère, 1995, pp 79-84. (Catalogue d'exposition, Château de Kerjean).
- [707] MADEC Jean-Pierre, « Contribution à l'histoire de la protection sociale et de la mutualité au XIX^e siècle dans le Finistère », in *Les Léonards et leur santé. Onzièmes rencontres historiques du Léon*, Lesneven, Musée du Léon, 1998, pp 49-58.
- [708] ROMILLY Robert (Président de l'UMIV), *Discours pour l'inauguration du siège social et le 90^{ème} anniversaire de l'Umiv*, Rennes, document dactylographié, 1994, 4 p.
- [709] SOUCHET Jean-Luc et ROUX Denis, *La mutualité en Loire-Atlantique. Dix générations de traditions et d'innovations solidaires*, Nantes, Mutuelles de Loire-Atlantique, 1996, 319 p.
- [710] SOUCHET Jean-Luc, « L'association mutualiste aux origines de la protection sociale », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, Tome LXXVII, 1999, pp 233-262.

Statuts, organisation et congrès de diverses sociétés de secours mutuels et mutuelles

- [711] *Association générale (dit municipale) de Rennes (SSM n° 9). Nouveaux statuts adoptés par l'assemblée générale du 30 juin 1901*, Rennes, 1901, 48 p.
- [712] *Association mutuelle des femmes vannetaises, Statuts*, Vannes, Imp. Galles, 1905, 16 p.
- [713] *Création d'une institution de prévoyance et d'assistance en faveur de la pêche côtière et des industries annexes dans le département du Finistère*, Quimper, Imprimerie du Finistère, 1903, 16 p.
- [714] *Fédération mutualiste de l'Ouest. 3^{ème} congrès tenu à Lorient les 6, 7 et 8 juin 1914*, Lorient, Jumel, 1914.
- [715] *Institution d'une caisse de secours mutuels au profit de la classe ouvrière créée par arrêté de M. le Maire de Rennes en date du 27 janvier 1844*, Rennes, Imp. Jaussion, 1844, 40 p.
- [716] *Maison de Sainte-Eugénie à Napoléonville (Morbihan)*, Napoléonville, Imp. Le Buzulier, 1855, 15 p.
- [717] *Société de secours mutuels de Vannes, Statuts*, Vannes, imprimerie galles, 1895, 20 p.
- [718] *Société de secours mutuels des ouvriers de Tréguier, Statuts*, Tréguier, A. Ourgane, 1899, 8 p.
- [719] *Société de secours mutuels établie à Malestroit en faveur de la classe ouvrière. Livret du sociétaire participant*, Vannes, A. Commelin, 1927.
- [720] *Société scolaire de secours mutuels et de retraite des Côtes-du-Nord, Statuts*, St-Brieuc, sd, 8 p.
- [721] *Statuts de la société de secours mutuels des anciens militaires pensionnés ou décorés établie à Rennes*, Rennes, 1884.
- [722] *Statuts pour l'institution dans la ville de Rennes d'une association générale de secours mutuels en faveur de la classe ouvrière (20 octobre 1852)*, Rennes, sans date, 32 p.

Quelques adresses, conseils et informations utiles

Comités d'histoire de la Sécurité sociale

- Comité d'histoire de la Sécurité sociale (CHSS),
et Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale,
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité,
8 avenue de Ségur,
75350 – Paris 07 SP.
- Comité breton d'histoire de la Sécurité sociale,
CPAM d'Ille-et-Vilaine,
Cours des Alliés,
BP 35 A,
35024 – Rennes Cedex 9.

Le Comité d'histoire de la Sécurité sociale publie un *Bulletin de liaison du Comité d'histoire de la Sécurité sociale* qui devient le *Bulletin d'histoire de la Sécurité sociale* à partir de juillet 1986. Le n° 20 (juillet 1989) présente un index alphabétique des articles et communications publiés par les soins du Comité d'histoire (bulletin, communications aux colloques d'histoire de la sécurité sociale dans le cadre du Congrès national des sociétés savantes) depuis l'origine du Comité. Un nouvel index couvrant la période 1976 à 1997 a été publié en 1999. Au départ, ce *Bulletin* s'est d'abord voulu un outil de travail et il fournit de ce fait de nombreux pistes de travail et des conseils à ses lecteurs. Par la suite, il a davantage évolué vers le recueil de documents et d'archives.

Par ailleurs, le Comité d'histoire de la Sécurité sociale publie régulièrement un petit catalogue de ses publications, par exemple les actes des colloques tenus à son initiative dans le cadre du Congrès national des sociétés savantes (avec la table de toutes les communications faites dans ces colloques).

Musée d'histoire de la Sécurité sociale

- Musée national de la Sécurité sociale
Château « Les Lauriers »

Route de Carbon Blanc,
33310 – Lormont

Une visite virtuelle, intitulée « La Sécurité sociale, des origines de la protection sociale à nos jours », est possible sur le site internet de la Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde (www.cpam33.com).

Services d'archives

Archives départementales

- Archives départementales des Côtes-d'Armor,
7 rue François Merlet,
22000 – Saint-Brieuc.
- Archives départementales du Finistère,
Cité administrative de Ty Nay Kerfeunteun,
29000 – Quimper,
- Archives départementales d'Ille-et-Vilaine,
20 avenue Jules Ferry,
35000 – Rennes.
- Archives départementales de Loire-Atlantique,
6 rue Bouillé,
44000 – Nantes.
- Archives départementales du Morbihan,
80 rue des Vénètes,
BP 405,
56010 – Vannes Cedex.

Archives communales

- Archives municipales de St Brieuc,
Hôtel de Ville,
BP 2365,
22023 – Saint-Brieuc Cedex.
- Archives municipales de Brest,
1 rue des Archives,
29200 – Brest.
- Archives municipales de Quimper,
Hôtel de Ville,
- BP 1759,
29107 – Quimper.
- Archives municipales de Fougères,
BP 111,
35301 – Fougères.
- Archives municipales de Rennes,
Avenue Jules Ferry,
35000 – Rennes.

- Archives municipales de St Malo,
16 rue d'Alsace,
35400 – Saint-Malo.
- Archives municipales de Nantes,
1 rue d'Enfer,
44094 – Nantes Cedex.
- Archives municipales de Lorient,
Hôtel de Ville,
56325 – Lorient Cedex.

Services divers

- Service régional d'archives historiques de la Sécurité sociale,
CPAM de la Sarthe,
178 avenue Bollée,
72033 – Le Mans Cedex 9.
- Centre d'archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence (CAPEA),
Bibliothèque universitaire d'Angers,
5 rue Le Nôtre,
49045 – Angers Cedex.
- Cinémathèque de Bretagne,
Siège social,
2, avenue Clemenceau,
BP 6611,
29266 – Brest Cedex.
(Antennes à Rennes, Nantes et Saint-Quay-Portrieux).
- Assistance Publique / Hôpitaux de Paris :
 - Archives, 7 rue des Minimes, 75003 Paris.
 - Musée, Hôtel de Miramion, 47 quai de la Tournelle, 75005 Paris.
 - Photothèque, 10 rue des Fossés Saint-Marcel, 75005 Paris.

Bibliothèques

Traditionnellement, la recherche de l'information écrite passe par les bibliothèques et les centres de documentation. En fonction de leur vocation (lecture publique, universitaire, patrimoine), ces lieux peuvent offrir au chercheur en histoire de la protection sociale un matériau plus ou moins diversifié et riche : rien de comparable en effet entre une bibliothèque municipale disposant d'un fonds ancien remarquable comme la bibliothèque municipale de Rennes et un modeste centre de documentation comme il existe parfois dans certains organismes de sécurité sociale, établissements de santé ou certaines administrations ou mutuelles.

Reste au chercheur à repérer les lieux de conservation de l'information. Des guides peuvent l'aider dans ses démarches, à l'instar du guide réalisé par le groupe régional de l'Association des professionnels de l'information et de la documentation (ADBS) qui recense près d'un millier d'unités documentaires les plus variées en Bretagne. Ce guide fournit pour chaque organisme cité, par exemple les bibliothèques municipales, un certain nombre de renseignements importants comme ses coordonnées, le type d'information qu'il met à la disposition du public et ses conditions d'accès. Des index par secteur d'activité et géographique facilitent la recherche.

Ce Guide des sources est aujourd'hui consultable sur Internet : www.superdoc.com/adbs-bretagne.

À noter également l'existence de divers documents utiles pour mieux appréhender les fonds des bibliothèques comme celui publié par l'Institut Culturel de Bretagne il y a quelques années.

- *S'informer en Bretagne. Guide 1998 des sources documentaires*, ADBS éditions, 1998, 389 p. [collection Recherches et documents].
- *Les Bibliothèques en Bretagne*, Rennes, Institut culturel de Bretagne, 1996, 140 p.

Bibliothèques universitaires

Destinées en priorité aux étudiants, enseignants et chercheurs universitaires, les bibliothèques universitaires, dont la richesse des fonds en matière d'histoire de la santé et de la protection sociale ne peut être ignorée (collections de thèses et de revues spécialisées par exemple), sont néanmoins ouvertes à tous pour la consultation sur place (conditions d'accès à demander à l'accueil de la bibliothèque).

Les catalogues de ces bibliothèques sont en général consultables, au moins pour partie, sur internet (on peut y accéder à partir des pages d'accueil des universités concernées).

La recherche d'information doit souvent être complétée par la consultation des fonds des bibliothèques de section ou de département (conditions d'accès plus limitées).

Sections de droit, sciences politiques et économiques

- Bibliothèque universitaire de l'Université de Bretagne Occidentale, section Droit,
10 Avenue Victor Le Gorgeu,
BP 26,
29284 – Brest Cedex.
- Bibliothèque universitaire de Rennes 1, section droit,
4 rue Lesage,
BP 90404,
35704 – Rennes Cedex 7.
- Bibliothèque Universitaire, Section Droit – Économie – Gestion,
Chemin de la Censive du Tertre,
BP 12236,
44322 – Nantes Cedex 3.
- Bibliothèque de l'Université de Bretagne Sud (site de Vannes),
1 rue de la Loi,
56000 – Vannes.

Sections de Lettres

- Bibliothèque universitaire de Brest, section Lettres,
Faculté des Lettres Victor Segalen,
BP 810,
20 rue Duquesne,
29285 – Brest Cedex.
- Bibliothèque universitaire Rennes 2,
19 avenue Bataille Flandres-Dunkerque,
35043 – Rennes Cedex.
- Bibliothèque universitaire de Nantes, section Lettres,
Chemin de la Sensive du Tertre,
44000 – Nantes.
- Bibliothèque de l'Université de Bretagne Sud (site de Lorient),
4 rue Jean Zay,
56100 – Lorient.

Sections de médecine

- BU section santé de l'Université de Bretagne Occidentale,
22 rue Camille Desmoulins,
BP 806,
29285 – Brest Cedex.
- BU Rennes 1, section Santé,
13, avenue du professeur Léon Bernard,
35043 – Rennes Cedex.
- BU Nantes, section Santé,
1 rue Gaston Veil,
44000 – Nantes.

Bibliothèques municipales

Diverses bibliothèques de Bretagne, en particulier celles des principales villes de la région, possèdent d'importants fonds d'ouvrages et de périodiques pouvant être utilisés pour écrire l'histoire contemporaine de la protection sanitaire et sociale. On peut citer par exemple la Bibliothèque municipale de Rennes ou celle de Brest. On trouvera une liste détaillée de ces établissements sur le site de l'ADBS-Bretagne (cf. ci-dessus). Nous ne donnons ici que les adresses des bibliothèques municipales de principales villes de la région :

- BM de Saint-Brieuc,
44 rue du 71^{ème} RI,
22015 – Saint-Brieuc Cedex.

- BM de Brest,
22 rue Traverse,
29238 – Brest.
- BM de Quimper,
Place Toul al Laër,
29000 – Quimper.
- BM de Rennes,
1 rue de La Borderie,
CS 44211,
35042 – Rennes Cedex.
- Médiathèque de Nantes,
24 quai de la Fosse,
44000 – Nantes.
- Médiathèque de Lorient,
Place François Mitterrand,
BP 915,
56019 – Lorient Cedex.
- BM de Vannes,
Place de Bretagne,
BP 212,
56006 – Vannes Cedex.

Bibliothèques spécialisées

Bibliothèque et fonds anciens de l'École Nationale de la Santé Publique

- École nationale de la Santé publique,
Service documentation,
Avenue du Professeur Léon Bernard,
CS 74312,
35043 – Rennes Cedex.

Installée depuis 1962 à Rennes et chargée de former différents cadres du secteur sanitaire et social (entre autres les corps de direction des établissements de santé et les corps d'inspection relevant du ministère de la santé), l'École nationale de la santé publique dispose d'un centre de documentation qui couvre les principaux champs d'action de l'ENSP : épidémiologie, environnement, action et protection sociales, hôpital, management des établissements sanitaires et sociaux. La bibliothèque est accessible aux personnes extérieures à l'ENSP pour une consultation sur place et sous certaines conditions.

Le service de documentation intègre par ailleurs une unité d'archives, d'iconographie et d'histoire qui possède un fonds contemporain d'ouvrages et de périodiques couvrant les mêmes

champs. Une partie de ce fonds documentaire résulte de l'histoire de l'ENSP, fondée en 1945 au sein de ce qui était alors l'Institut national d'hygiène : ils proviennent à la fois du Conseil supérieur de l'assistance publique (début de la Troisième République), de l'Office national d'hygiène sociale (fondé en 1924) et du service de documentation du ministère de la santé. D'autres fonds ont pu être rassemblés par des personnalités diverses (fonds du Dr Yves Biraud, directeur de la section d'hygiène de la Société des Nations ; bibliothèque du Professeur Robert Debré qui présida le Conseil d'administration de l'ENSP de 1963 à 1975). Enfin cette unité d'archives entreprend un travail important en matière de collecte d'images (affiches, documents audiovisuels).

Le catalogue du centre de documentation peut être consulté à partir du site internet de l'ENSP (www.esnp.fr). Ce site comprend en outre une rubrique historique qui met en valeur différents travaux relatifs à l'histoire sanitaire et sociale.

Centres et équipes de recherche en histoire

La plupart des grands centres de recherche disposent d'un fonds documentaire important. À titre d'exemple, nous en citerons trois, deux principalement tournés vers l'histoire de la Bretagne et le troisième centré sur l'histoire du travail.

Ces bibliothèques peuvent être en accès limité. Se renseigner avant toute visite sur les conditions d'accès et de lecture sur place.

CHT (Centre d'histoire du travail)

- CHT,
2 bis Bd Léon Bureau,
44200 – Nantes.

Créé en 1980 par des universitaires et des syndicalistes, le Centre d'histoire du travail de Nantes (dénommé antérieurement Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail) dispose à la fois de fonds d'archives divers et d'un fonds documentaire dont le catalogue est disponible en ligne sur le site du CHT (<http://palissy.humana.univ-nantes.fr/labos/cht>).

CRBC (Centre de recherches bretonnes et celtiques),

- CRBC,
20 rue Duquesne,
29200 – Brest.

Créé en 1969, le Centre de recherches bretonnes et celtiques dispose d'une bibliothèque riche de quelque 35 000 ouvrages et de 1 500 titres de périodiques. Il acquiert chaque année toutes les publications nouvelles qui concernent la Bretagne et les pays celtiques et augmente le fonds antérieur à 1960 par des achats ou des donations (10 000 ouvrages antérieurs à 1960

ont été ainsi acquis). Enfin, la bibliothèque possède un nombre important de tapuscrits (monographies, mémoires de maîtrise, thèses...).

CRHISCO (Centre de recherches historiques sur les sociétés et cultures de l'Ouest européen)

- Bibliothèque du Crhisco,
Université de Rennes 2,
6 avenue Gaston Berger,
35043 – Rennes Cedex.

La bibliothèque du Centre de recherches historiques sur les sociétés et cultures de l'Ouest européen, qui a repris le flambeau de l'Institut Armoricain de recherches historiques, possède un fonds d'environ 8 000 d'ouvrages, 150 titres de périodiques différents, et de quelque 2 500 DES, maîtrises, DEA et thèses d'histoire soutenus pour la plupart à l'Université de Haute Bretagne (Rennes 2). Le catalogue est pour partie répertorié dans la base bibliographique de l'Université de Rennes 2 et accessible sur le site internet de celle-ci (www.uhb.fr).

La bibliothèque du CRHISCO pilote deux bases de données bibliographiques essentielles pour la recherche historique locale :

La base bibliographique THEO est un recensement des travaux universitaires (maîtrises, DEA et thèses) qui concernent l'histoire du nord-ouest de la France et sont déposés dans les différents lieux documentaires de cette aire géographique (bibliothèques, archives départementales ou communales) ;

La base bibliographique DIPOUEST est un recensement d'articles sur l'histoire de l'Ouest, fait à partir du dépouillement d'une quarantaine de revues.

Ces deux bases sont consultables sur le site internet de Rennes 2.

Autres centres de documentation et bibliothèques

D'autres centres de documentation doivent retenir l'attention de l'historien de la protection sanitaire et sociale. Celui-ci pensera tout d'abord aux observatoires sanitaires et sociaux (Observatoires régionaux de santé, Centres régionaux pour l'enfance et l'adolescence inadaptées) dont les ressources et productions peuvent être fort utiles pour l'histoire récente (connaissance des populations et de leur état sanitaire et social, études de besoins, enquêtes diverses sur les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux...).

- Observatoire régional de santé de Bretagne (ORSB),
4 avenue Charles Tillon,
35000 – Rennes.
- CREAL de Bretagne,
61 rue Jean Guéhenno,
35700 – Rennes.

Il consultera également les centres de documentation des divers centres de formation du milieu de la santé (Instituts de formation en soins infirmiers, notamment les plus anciens) et du social. À titre d'exemple, la médiathèque de l'Institut régional de travail social de Bretagne possède un important fonds de mémoires professionnels (assistants sociaux, éducateurs, DSTS...) réalisés le plus souvent dans le cadre de terrains de stages locaux : ces mémoires apportent de ce fait toute une gamme de renseignements pratiques pour saisir la réalité de l'action sociale de proximité.

- IRTS de Bretagne,
2 avenue du Bois Labbé,
BP 71369,
35016 – Rennes Cedex.

Enfin, il ne négligera pas les observatoires régionaux de l'INSEE d'autant que ceux-ci publient divers périodiques et synthèses concernant leur ressort géographique, entre autres la revue *Octant* ou les *Tableaux de l'économie bretonne* dans le cas de l'INSEE Bretagne (quelques articles de synthèse récents, par exemple des bilans démographiques, sont fournis en ligne sur le site www.insee.fr).

- Insee Bretagne,
Le Colbert,
36 place du Colombier,
35082 – Rennes Cedex.
- Insee Pays-de-Loire,
105 rue des Français libres,
BP 2189,
44204 Nantes Cedex 02.

Par ailleurs, à l'échelon national, divers centres de documentation et bibliothèques sont spécialisés dans les champs de la protection sanitaire et sociale. On pensera par exemple :

- À la bibliothèque des ministères sociaux qui possède un patrimoine historique fort riche couvrant toute la période contemporaine. Pour tout renseignement, s'adresser au Bureau des réseaux documentaires et de l'information (ASC4) au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 8 avenue de Ségur, 75007 Paris.
- Au Centres d'études, de documentation, d'information et d'actions sociales (CEDIAS – Musée social), 5 rue Las-Casas, 75007 Paris. Ce centre dispose d'un fonds documentaire historique et actuel de 100 000 documents concernant la question sociale. Il publie la revue *Vie sociale* dont de nombreux numéros ont été consacrés à l'histoire du travail social.
- À la bibliothèque du Centre National d'études supérieures de sécurité sociale, 27 rue des Docteurs Charcot, 42031 Saint-Etienne Cedex 2.

Bibliothèques virtuelles (Internet)

Aujourd'hui, même en histoire, la recherche documentaire passe de plus en plus par l'utilisation de supports informatiques et par le recours à Internet. De nombreuses bibliothèques, de la Bibliothèque Nationale de France à de plus modestes bibliothèques municipales en passant par les bibliothèques universitaires, mettent en ligne à la disposition de leurs lecteurs potentiels leurs catalogues, voire une partie de leurs fonds. Il est donc particulièrement important que l'historien néophyte qui s'intéresse à l'histoire de la protection sociale pense à consulter les sites web de ces bibliothèques ou des collectivités qui les accueillent (par exemple, les municipalités ou les universités).

Outre les catalogues de bibliothèques mis en ligne par celles-ci, de nombreuses banques de données sont accessibles sur Internet.

Ainsi, le catalogue collectif des ouvrages et périodiques des bibliothèques universitaires françaises et le catalogue national des thèses sont-ils accessibles gratuitement sur Internet. Ce catalogue du Système universitaire de documentation comprend quelque 5 millions de notices bibliographiques de monographies, thèses et autres types de documents localisés dans les bibliothèques universitaires et dans près de 3000 autres centres documentaires. Il est donc fort utile, au moins dans l'immédiat pour trouver la trace de références bibliographiques générales concernant la santé publique et la protection sociale (il convient de rappeler que l'essentiel de l'information des catalogues en ligne est récente et qu'il n'est pas nécessairement possible par ce moyen de trouver de nombreuses références de d'ouvrages ou d'articles datant d'avant les années 1980).

➤ www.sudoc.abes.fr

On citera également le Catalogue Collectif des Ouvrages (CCO) mis en place en 1994 par le CNRS et qui regroupe les catalogues bibliographiques des bibliothèques des laboratoires du CNRS spécialisés dans les sciences de l'Homme et de la société. Plusieurs catalogues sont en ligne, par exemple celui de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP).

➤ dodge.upmf-grenoble.fr

D'autres banques, spécialisées dans le champ de la santé ou de la protection sociale, couvrent le thème de l'histoire. À titre d'exemple, citons la Banque de données en Santé publique (BDSP) : outil de recherche et de veille informative destiné principalement aux spécialistes de la santé publique (gestionnaires et décideurs ou chercheurs), cette banque de données couvre, de manière systématique, la littérature scientifique, technique et économique de langue française dans des champs aussi variés que les acteurs de santé, l'action sociale, l'hôpital, la protection sociale, la réglementation depuis les années 1970. Sa production annuelle est de l'ordre de 25 000 références bibliographiques. Son accès est pour partie libre (recherche sans abonnement).

➤ www.bdsp.tm.fr

Outre les catalogues, fort utiles pour la recherche, de nombreux sites proposent également en ligne des documents. On trouve ainsi aussi bien des articles de synthèse récents sur tel ou tel domaine ou de véritables sources imprimées (reproductions d'ouvrages anciens, souvent introuvables ou difficiles à se procurer).

Il est évidemment des sites incontournables comme celui de la Bibliothèque nationale de France. On y trouve en ligne plusieurs catalogues fort utiles pour des recherches bibliographiques, en particulier BN Opale-Plus (plus de 6 millions de livres et périodiques des origines à nos jours) et BN Opale (plus de 2 millions de références pour les ouvrages et périodiques depuis 1970). En outre, sur le site Gallica créé par la BNF, 80 000 documents, du Moyen Âge au début du XX^e siècle et tombés dans le domaine public, peuvent être consultés ou téléchargés.

➤ <http://gallica.bnf.fr>

Tout aussi incontournable, le site de la Bibliothèque Inter Universitaire de Médecine de Paris (Université René Descartes) offre une multitude d'informations et des partenariats intéressants.

En premier lieu, plusieurs catalogues peuvent être interrogés, par exemple le catalogue des thèses soutenues à partir de 1985, soit déjà plus de 100 000 documents (à noter : la BIUM possède la quasi-totalité des thèses soutenues en France depuis l'origine), ou celui des documents anciens (près de 338 000 fiches pour des ouvrages allant de 1477 à 1952 environ). De même, un dixième environ de la photothèque de la BIUM en cours de numérisation (10 000 documents au total tirés d'ouvrages de médecine du XV^e au XIX^e siècle), est aujourd'hui accessible en ligne, mais peu de ces images concernent l'époque contemporaine.

En second lieu, le site de la BIUM, qui héberge le site du Musée d'histoire de la Médecine de Paris, propose diverses expositions virtuelles, par exemple celle très réussie sur les Gueules cassées (les blessés de la face de la Première Guerre mondiale).

Enfin, diverses sociétés d'histoire sont également présentées, en particulier la Société française d'histoire de la médecine et la Société française d'histoire des hôpitaux.

➤ www.bium.univ-paris5.fr

Plus anecdotique en comparaison de ce site mais également entièrement consacré à la santé, le site Medpict.com propose des expositions virtuelles, des bibliographies succinctes, quelques articles et surtout un accès à une base iconographique de plus de 25 000 images.

➤ www.medpict.com

Pour ce qui concerne l'histoire sociale, et tout particulièrement l'histoire du mouvement ouvrier, le site Maitron.org, qui reprend l'esprit du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*

français de Jean Maïtron, est incontournable. On y trouve par exemple en ligne le guide des sources de l'histoire ouvrière de Michel Dreyfus.

➤ www.maitron.org

Enfin, un détour par le site portail du CHU de Rouen est indispensable pour repérer les sites liés au domaine de la santé. Il indexe et dresse une liste de sites, services et documents particulièrement étendue que l'on peut exploiter par mots-clés. Ainsi, le mot-clé *Histoire médecine* permet-il d'accéder aussi bien à des listes de bases de données ou de bibliothèques, de bibliographies, qu'à des cours, articles ou documents anciens ayant trait à ce sujet.

➤ www.chu-rouen.fr

Organismes de Sécurité sociale

La plupart des organismes de Sécurité sociale, notamment les plus importants (Caisses régionales et primaires d'assurance maladie notamment), possèdent un centre de documentation à vocation interne. Le plus souvent, les organismes sont en possession de leurs archives.

- CRAM de Bretagne,
236 rue de Châteaugiron,
35030 Rennes Cedex 9.
- CRAM des Pays-de-Loire,
2 place de Bretagne,
44000 – Nantes.
- CPAM des Côtes-d'Armor,
106 Bd Hoche,
22024 – St Brieuc Cedex 1.
- CPAM du Nord Finistère,
rue de Savoie,
29282 – Brest Cedex.
- CPAM du Sud Finistère,
Cité du Guerlac'h,
rue de la République,
BP 515,
29192 – Quimper Cedex.
- CPAM d'Ille-et-Vilaine,
Cours des Alliés,
BP 35A,
35024 – Rennes Cedex 9.
- CPAM de Nantes,
9 rue Gaëtan Randeau,
44269 – Nantes Cedex 2.
- CPAM de St Nazaire,
28 avenue Suzanne Lenglen,
BP 415,
44618 – St Nazaire Cedex.
- CPAM du Morbihan,
37 Bd de la Paix,
BP 321,
56018 – Vannes Cedex.
- CAF des Côtes-d'Armor,
53 Bd Clemenceau,
22025 – St Brieuc Cedex 9.
- CAF du Nord Finistère,
1 rue Portzmoguer,
29602 – Brest Cedex.
- CAF du Sud Finistère,
1 avenue de Ti-Douar,
Ergue-Armel,
29321 – Quimper Cedex.

- CAF d'Ille-et-Vilaine,
Cours des Alliés,
35028 – Rennes Cedex 9.
- CAF de la Loire-Atlantique,
22 rue de Malville,
44044 – Nantes Cedex 1.
- CAF du Morbihan,
70 rue Ste Anne,
BP 322,
56018 – Vannes Cedex.
- URCAM Bretagne,
40-42 rue Saint-Louis,
CS 34620,
35064 – Rennes Cedex.
- URSSAF des Côtes-d'Armor,
53 Bvd Clemenceau,
22093 – St Brieuc Cedex 9.
- URSSAF du Nord Finistère,
8 square Marc Sangnier,
29455 – Brest Cédex.
- URSSAF du Sud Finistère,
Le Guerlac'h,
BP 450,
29108 – Quimper Cedex.
- URSSAF d'Ille-et-Vilaine,
6 rue d'Arbrissel,
Zone de Beauregard,
35052 – Rennes Cedex.
- URSSAF de la Loire-Atlantique,
3 rue Gaëtan Rondeau,
44933 – Nantes Cedex 9.
- URSSAF du Morbihan,
37 Bd de la Paix,
BP 323,
56018 – Vannes Cedex.
- Caisse régionale des artisans
commerçants de Bretagne (CMR),
1 rue de Belle-Ile-en-Mer,
BP 1619,
29106 – Quimper.
- MSA des Côtes-d'Armor,
12 rue de Paimpont,
22000 St Brieuc.
- MSA du Finistère,
3 rue Hervé de Guébriant,
29800 – Landerneau.
- MSA d'Ille-et-Vilaine,
10 avenue des Français Libres,
35000 – Rennes.
- MSA du Morbihan,
Avenue Général Borgnis Desbordes,
BP 326,
56018 – Vannes Cedex.
- ORGANIC de Bretagne,
2 rue de Brest,
BP 68,
35000 – Rennes Cedex.

Unions mutualistes

Seules sont données ici les coordonnées des unions départementales :

- Mutualité des Côtes-d'Armor,
7 rue des Champs de pies,

- BP 8,
22099 – Saint-Brieuc Cedex.
- Mutualité du Finistère,
1 allée François Truffaut,
BP 1415,
29104 – Quimper Cedex.
 - Union des Mutuelles d'Ille-et-Vilaine,
20 square Louis et Maurice de Broglie,
BP 6659,
35366 – Rennes Cedex.
 - Mutualité de Loire-Atlantique (UDMLA),
29 quai François Mitterrand,
44273 – Nantes Cedex 2.
 - Mutualité du Morbihan,
14 rue Colbert,
56325 – Lorient Cedex.

Annexes

Annexe 1 : Principes et cadres de classement des archives départementales, communales et hospitalières.

Annexe 2 : Circulaire AD 2000-1 du 12 janvier 2000 relative à la conservation, au traitement et à la communication des archives historiques des organismes de sécurité sociale (Ministère de l'Emploi et de la solidarité, ministère de la Culture).

Annexe 3 : circulaire AD 93-4 du 4 mai 1993 relative aux archives des établissements publics d'hospitalisation (ministère de la Culture).

Annexe 1 : Principes et cadres de classement des archives départementales, communales et hospitalières

Principes de conservation et délais de communication des archives publiques

La loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives (*Journal Officiel* du 5 janvier 1979), dont sont extraits les articles présentés ci-dessous, précise les grands principes applicables en matière de conservation et de communication des archives publiques.

Article 1^{er} : « Les archives sont l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé, dans l'exercice de leur activité.

La conservation de ces documents est organisée dans l'intérêt public tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, que pour la documentation historique de la recherche. »

Article 3 (extraits) : « Les archives publiques sont :

1° Les documents qui procèdent de l'activité de l'État, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics ;

2° Les documents qui procèdent de l'activité des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public (...). »

Article 6 : « Les documents dont la communication était libre avant leur dépôt aux archives publiques continueront d'être communiqués sans restriction d'aucune sorte à toute personne qui en fera la demande.

Les documents visés à l'article 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal demeurent communicables dans les conditions fixées par cette loi.

Tous les autres documents d'archives publiques pourront être librement consultés à l'expiration d'un délai de trente ans ou des délais spéciaux prévus à l'article 7 ci-dessous. »

Article 7 : « Le délai au-delà duquel les documents d'archives publiques peuvent être librement consultés est porté à :

1° Cent cinquante ans à compter de la date de naissance pour les documents comportant des renseignements individuels de caractère médical ;

- 2° Cent vingt ans à compter de la date de naissance pour les dossiers de personnel ;
- 3° Cent ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier pour les documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions, y compris les décisions de grâce, pour les minutes et répertoires des notaires ainsi que pour les registres de l'état civil et de l'enregistrement ;
- 4° Cent ans à compter de la date du recensement ou de l'enquête, pour les documents contenant des renseignements individuels ayant trait à la vie personnelle et familiale et, d'une manière générale, aux faits et comportements d'ordre privé, collectés dans le cadre des enquêtes statistiques des services publics ;
- 5° Soixante ans à compter de la date de l'acte pour les documents qui contiennent des informations mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'État ou la défense nationale, et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. »

Article 8 : « Sous réserve, en ce qui concerne les minutes des notaires, des dispositions de l'article 23 de la loi du 25 ventôse an XI, l'administration des archives peut autoriser la consultation des documents d'archives publiques avant l'expiration des délais prévus aux articles 6, alinéa 3, et 7 de la présente loi.

Cette consultation n'est assortie d'aucune restriction, sauf disposition expresse de la décision administrative portant autorisation.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, aucune autorisation ne peut être accordée aux fins de permettre la communication, avant l'expiration du délai légal de cent ans, des renseignements visés au 4° de l'article 7 de la présente loi. »

Article 9 : « Les archives privées sont l'ensemble des documents définis à l'article 1er qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 3 ci-dessus. »

Cadre de classement simplifié des archives départementales

Le cadre de classement est commun à tous les services d'archives départementales de France.

ARCHIVES ANCIENNES (avant 1790)

- A – Actes du pouvoir souverain et domaine public ;
- B – Cours et juridictions ;
- C – Administrations provinciales ;
- D – Instruction publique, sciences et arts ;
- E – Féodalité, communes, état-civil, notaires ;
- F – Fonds divers se rattachant aux archives civiles ;
- G – Clergé séculier ;
- H – Clergé régulier ;
- I – Fonds divers se rattachant aux archives ecclésiastiques ;

- J – Entrées par voies extraordinaires.

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE (1790 -1800)

L – Documents administratifs et judiciaires de la période révolutionnaire ;
I/Q – Biens nationaux.

ARCHIVES MODERNES (1800 - 1940)

L – Lois, ordonnances et arrêtés ;
M – Administration générale et économie ;
N – Administration et comptabilité départementales ;
O – Administration et comptabilité communales ;
P – Finances, Cadastre, Postes ;
Q – Domaines, Enregistrement, Hypothèques ;
R – Affaires militaires ;
T – Enseignement, Affaires Culturelles, Sports ;
U – Justice ;
V – Cultes ;
X – Assistance et prévoyance sociale ;
Y – Établissements pénitentiaires ;
Z – Sous-préfectures

ARCHIVES CONTEMPORAINES

W – Archives administratives postérieures au 10 juillet 1940 ;
Fi – Documents iconographiques ;
Mi – Microfilms.

Précisions concernant les séries M et X des archives départementales

Les éléments ci-dessous sont extraits de l'annexe « cadre de classement » de la circulaire AD 98-8 du 18 décembre 1998 du ministère de la Culture (direction des Archives de France) relative au classement et la cotation des archives dans les services d'archives départementales.

Cette circulaire étant particulièrement dense, nous n'avons retenus que les instructions relatives aux deux séries modernes particulièrement importantes pour l'histoire de la protection sanitaire et sociale. Pur la série M, nous avons reproduit l'intégralité des informations même lorsque celles-ci n'intéressent pas le champ de la protection sanitaire et sociale.

série M – Administration générale et économie

« La série M regroupe les documents en provenance du cabinet du préfet et de différentes directions de la préfecture. Pour les sous-séries consacrées à l'économie s'y ajoutent les dossiers produits par certains services déconcentrés de l'État (direction des services agricoles, etc.). On peut également y trouver certains fonds d'établissements et organismes, sous réserve de les affecter à la série ETP (voir *infra*).

Conformément à l'observation générale formulée pour l'ensemble des séries modernes, on s'attachera en priorité, pour chacune des sous-séries, à individualiser les différents fonds qui la composent ; ce n'est qu'à l'intérieur de chacun de ces fonds que les dossiers pourront être ordonnés selon les propositions de la circulaire AD 65-29 qui sont reprises ici.

1 M -Administration générale du département (fonds du cabinet du préfet)

On gardera groupé ici tout le fonds du cabinet du préfet, qui ne sera pas démembré entre les différentes sous-séries. Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- affaires générales, organisation du travail des services préfectoraux ; télégrammes officiels, correspondance avec le ministre de l'intérieur ; organisation et réforme administratives... ;
- tableaux statistiques du département ;
- circonscriptions administratives et territoriales ;
- événements politiques, opinion publique ;
- cérémonies officielles, voyages officiels, monuments commémoratifs (renvois à la série T et réciproquement) ;
- toutes les distinctions honorifiques ;
- sinistres, protection civile (renvois à la sous-série 6 R et réciproquement)
- affaires diverses traitées par le cabinet du préfet (renvois aux différentes sous-séries complémentaires, et réciproquement).

2 M - Personnel de la préfecture

Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- instructions, circulaires, textes législatifs et réglementaires, etc. ;
- dossiers de personnel : titulaires, puis auxiliaires.

Les dossiers des personnels des administrations autres que la préfecture vont dans les séries affectées aux versements de ces administrations. Les dossiers du personnel politique (conseillers municipaux et conseillers généraux, maires), même pendant les périodes où ces personnels étaient nommés et non élus, doivent être placés dans la sous-série 3 M.

3 M - Plébiscites, élections

On préférera le classement par grandes périodes politiques au classement par catégories d'élections, ces dernières étant souvent très floues. Pour chaque période, on placera en tête les plébiscites et référendums, puis les élections : documents généraux, listes électorales, dossiers de chaque élection. C'est également dans cette sous-série qu'on placera les dossiers individuels du personnel politique, lorsqu'il en existe, même pendant les périodes où ces personnels étaient nommés et non élus.

4 M - Police

Les matières de cette sous-série sont extrêmement nombreuses et variables. Elles recoupent en partie celles de la sous-série 1 M.

On distinguera le fonds de la préfecture et celui des commissariats. À l'intérieur de chaque fonds, on pourra suivre l'ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- questions générales : instructions, circulaires, etc. ; personnel de police (y compris les gardes-champêtres) ; rapports périodiques de police et de gendarmerie ;
- police administrative (réglementation administrative de l'ordre public) : réglementation de l'affichage, des armes à feu, du vagabondage et de la mendicité, des professions ambulantes, de la colombophilie, de la pêche et de la chasse (renvois à la sous-série 7 M et réciproquement), des loteries, des réunions et manifestations (renvoi à la sous-série 5 T et réciproquement), des courses et jeux (même remarque), des associations (y compris les dons et legs aux associations), des débits de boisson, des hôtels (renvois à la sous-série 8 M et réciproquement) ; police de la route (renvois à la sous-série 2 S et réciproquement) ; police des mineurs.

C'est également dans cette section de la sous-série 4 M que doivent être classés les carnets anthropométriques et les livrets et carnets de circulation des nomades (circulaires AD 70-3 du 13 avril 1970 et AD 76-2 du 12 mai 1976) dont le règlement de 1921 prescrivait la destruction.

En revanche, la police de l'imprimerie, de la librairie et de la presse relève de la sous-série 2 T : c'est donc dans cette dernière sous-série que l'on classera les papiers du service de la censure de la Première guerre mondiale, et non dans la sous-série 4 M comme le prescrivait la circulaire du 24 octobre 1917.

- sûreté générale et police judiciaire : police des étrangers (surveillance, réfugiés étrangers...), passeports, cartes d'identité, surveillance des personnalités et mouvements politiques suspects (anarchistes, etc.) et des sociétés secrètes, surveillance des condamnés libérés, recherche des évadés ; camps d'internement (pour le temps de guerre, renvois à la série R et réciproquement).

5 M - Santé publique et hygiène

Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- affaires générales, réglementation, circulaires, etc. ;
- personnel médical et para-médical ; conseils d'hygiène, commissions sanitaires, inspection de l'hygiène, affaires relatives aux offices départementaux d'hygiène sociale ;
- épidémies, eaux, assainissement, contrôle de l'hygiène et des pharmacies, vaccination, bactériologie, sérothérapie, désinfection, thermoclimatisation, etc ; logements et établissements insalubres (faire les renvois nécessaires à la sous-série 3 X et réciproquement) ;
- inspection médicale des écoles (renvois à la sous-série 1 T et réciproquement) ;
- médecine du travail (renvois à la sous-série 10 M et réciproquement) ;
- écoles d'infirmières : tutelle et fonds des établissements (sous réserve de cotation de ces fonds dans la série ETP).

6 M - Population. Affaires économiques. Statistiques

Conformément à la circulaire AD 65-29, on regroupera ici, faute de pouvoir les distinguer nettement en autant de sous-séries distinctes :

- la population proprement dite : mouvement annuel, dénominations et recensements, émigration, immigration, naturalisations (renvoi à la série E pour l'état civil) ;
- le contrôle de l'économie (contrôle des prix, contrôle du marché) et des subsistances (mercuriales, etc.) ;
- les statistiques de tout ordre (notamment la statistique agricole, qui doit être placée ici et non pas dans la sous-série 7 M).

En revanche, on cotera dans la série E, conformément à la circulaire AD 61-29 du 4 novembre 1961, les expéditions et extraits d'actes d'état civil conservés après tri, qui avaient été rattachés à la série M par le règlement de 1921.

On peut également placer dans cette sous-série, lorsqu'elle existe, la troisième série des tables décennales, celle des préfectures, dont la tenue a été prescrite par décret en 1807 et abrogée par les décrets du 1^{er} mars 1910 et du 27 février 1913, et qui couvre la période 1803-1902.

7 M - Agriculture. Eaux et forêts

Il importe, lorsque cela est possible, de distinguer le fonds de la préfecture, celui de la direction des services agricoles, celui du génie rural et celui des Eaux-et-forêts.

Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- affaires générales, réglementation, circulaires, etc.
- s'il y a lieu : personnel des services agricoles ;
- relations avec les chambres d'agriculture (il est préférable de placer les fonds des chambres elles-mêmes dans la série ETP) ;
- associations, syndicats, sociétés coopératives ;
- crédit agricole ;
- enseignement agricole et vétérinaire : tutelle et fonds des établissements (sous réserve de cotation de ces fonds dans la série ETP), recherche ;
- production agricole : main-d'œuvre agricole, engrains, semences, carburants, diverses productions végétales, diverses productions animales. On placera ici ceux des dossiers relatifs à la météorologie qui intéressent l'agriculture ; les dossiers de météorologie qui intéresseraient les transports aériens ont leur place dans la sous-série 6 S ;
- haras ;
- épizooties, contrôle sanitaire (abattoirs, boucheries...) ;
- concours agricoles, comices, expositions, courses ;
- équipement rural : assainissement, eau, électricité, machinisme agricole ;

- secours aux agriculteurs, lutte contre les calamités, assurances agricoles, mutualité agricole ;
- eaux-et-forêts : administration générale, gestion des forêts domaniales, gestion des forêts soumises au régime forestier, contrôle des forêts appartenant à des particuliers, eaux (renvois aux sous-séries 3 S et 7 S, et réciproquement).

8 M - Commerce et tourisme

Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- affaires générales, réglementation, circulaires, etc. ;
- relations avec les chambres de commerce (les fonds des chambres ont vocation à figurer dans la série ETP) ;
- conseil supérieur du commerce ;
- écoles de commerce : tutelle et fonds des établissements (sous réserve de cotation de ces fonds dans la série ETP) ;
- agents de change, syndics, courtiers, voyageurs de commerce ;
- foires et marchés ;
- commerce maritime (renvois à la sous-série 4 S et réciproquement) ;
- poids et mesures ;
- tourisme (renvois à la sous-série 4 M pour la police des hôtels et réciproquement).

9 M - Industrie

Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- réglementation générale, circulaires, etc. ;
- relations avec les chambres de métiers ;
- réglementation et contrôle des diverses industries ;
- brevets d'invention ;
- apprentissage et enseignement technique.

10 M - Travail et main-d'œuvre

Ordre proposé par la circulaire AD 65-29 :

- organisation du travail ;
- accidents du travail (renvois à la sous-série 5 M, et réciproquement) ;
- chômage ;
- grèves (renvois aux sous-séries 1 M et 4 M, et réciproquement) ;
- bourses du travail ; relations avec les syndicats (mêmes renvois).

Pour toute cette sous-série, faire également les renvois nécessaires aux sous-séries 4 X et 5 X, et réciproquement. »

série X - Assistance et prévoyance sociale

Les dossiers de la préfecture relatifs à la santé publique doivent figurer dans la sous-série 5 M.

1 X - Administration hospitalière

« Contrairement aux dispositions de la circulaire AD 93-4 du 14 mai 1993, la sous-série 1 X ne doit plus accueillir que les fonds de la préfecture. Les fonds des établissements hospitaliers trouvent place dans la série H-dépôt.

2 X - Bureaux de bienfaisance et d'assistance

Cette sous-série ne concerne que les versements de la préfecture ; les fonds des bureaux sont placés en série Q des archives communales.

Il convient de ne pas confondre les bureaux de bienfaisance, créés par la loi du 7 frimaire an V et auxquels se rattachent les bureaux d'assistance prévus par la circulaire ministérielle du 19 janvier 1903 dans les communes dépourvues de bureaux de bienfaisance, et les bureaux d'assistance médicale gratuite instaurés par la loi du 15 juillet 1893 : les premiers sont les ancêtres des bureaux d'aide sociale, puis des C.C.A.S., les seconds des services municipaux d'hygiène et de santé. Les dossiers relatifs aux bureaux de bienfaisance et aux bureaux d'assistance trouvent place dans la sous-série 2 X ; les dossiers des bureaux d'assistance médicale gratuite doivent être classés dans la sous-série 3 X.

3 X - Assistance sociale

La circulaire AD 65-29 précise que doivent être regroupés dans cette sous-série tout ce qui concerne l'aide apportée, à des titres divers et sous des formes diverses, aux personnes dont les ressources sont insuffisantes. On suivra un ordre méthodique tel que :

- affaires générales, personnel (assistantes sociales, travailleuses familiales), enseignement ménager familial ;
- assistance aux femmes en couches (1913) ;
- assistance à l'enfance : enfants trouvés et abandonnés, protection du premier âge : aide à l'enfance inadaptée, protection maternelle et infantile ;
- assistance aux familles : aides aux familles (1913), colonies de vacances, dossiers relatifs aux H.B.M. (" habitations à bon marché ", lois du 30 novembre 1894 et du 12 avril 1906 ; faire les renvois nécessaires à la sous-série 5 M et réciproquement) ;
- assistance aux infirmes et incurables ;
- assistance aux personnes âgées : retraites ouvrières et paysannes, etc. ;
- assistance médicale : envois gratuits aux eaux minérales, assistance médicale gratuite (voir la note de la sous-série 2 X ci-dessus), assistance aux tuberculeux, etc.

4 X - Prévoyance sociale.

Placer dans cette sous-série les dossiers intéressant toutes les formes d'assistance et de prévoyance sociale à caractère facultatif : sociétés de secours mutuels, assurances générales, sociétés mutualistes, caisses d'épargne (à l'exception des caisses d'épargne postale qui relèvent de la sous-série 6 P : faire les renvois nécessaires), éventuellement les caisses départementales d'assurance incendie.

5 X - Assurances sociales.

Cette sous-série est peu abondante, l'essentiel de la législation de sécurité sociale étant postérieur à 1940. On y placera ce qui concerne les " assurances sociales " proprement dites et les allocations familiales (instituées en 1932). »

Cadre de classement simplifié des archives communales

Archives anciennes (antérieures à 1790)

AA – Actes constitutifs et politiques de la commune,
correspondance générale,
BB – Administration communale,
CC – Finances, impôts et comptabilité,
DD – Biens communaux, eaux et forêts, travaux publics, voirie,
EE – Affaires militaires,
FF – Justice et police,
GG – Cultes, instruction publique, assistance publique,
HH – Agriculture, industrie, commerce
II – Divers (dons, cartes et plans...).

Archives modernes (postérieures à 1790)

A – Lois et actes du pouvoir central,
B – Actes de l'administration départementale,
C – Bibliothèque administrative,
D – Administration générale de la commune,
E – État civil,
F – Population, économie sociale, statistique,
G – Contributions, administrations financières,
H – Affaires militaires,
I – Police, hygiène publique, justice,
K – Élections et personnel municipal,
L – Finances de la commune,
M – Édifices communaux, monuments et édifices communaux,
N – Biens communaux,
O – Travaux publics, voirie, moyens de transport, régime des eaux,
P – Cultes,
Q – Assistance et prévoyance,
R – Instruction publique, sciences, lettres et arts,
S – Documents divers ne rentrant pas dans les séries précédentes.

Archives contemporaines (postérieures à 1940)

W – Archives administratives versées après 1979.

Archives complémentaires

Z – Documents entrés par voies extraordinaires (archives privées)

Fi – Documents figurés (cartes, plans, cartes postales, gravures, photographies...)

Mi – Microfilms.

Précisions concernant les séries I et Q des archives communales

Série I – Police, hygiène publique, justice

« En série I, doivent être notamment classés les dossiers se rapportant aux questions suivantes :

- Lieux publics. Débits de boisson, estaminets et cafés. Casinos, maisons de jeux, music-halls, cinémas. Déclarations et autorisations d'ouverture, consignations. Fermetures par l'autorité administrative. Excitation de mineurs à la débauche. Fermeture tardive, autorisations et contraventions. Autorisations de musique, danse et jeu.
 - Prostitution. Filles publiques. Maisons de tolérance.
 - Vagabondage. Mendicité.
 - Chiens errants et police de la rage.
 - Crimes, délits, suicides.
 - Balayage et arrosage des rues. Neiges, glaces, boues, fumiers. Enlèvement des ordures ménagères. Vidanges des immeubles municipaux et des immeubles particuliers.
 - Établissements de répression et de préservation. Prison. Dépôt de sûreté municipal. Dépôts de mendicité.
 - Conseils d'hygiène et de salubrité. Bureau municipal d'hygiène. Commission des logements insalubres.
 - Médecins, pharmaciens, droguistes, sages-femmes. Inspection des pharmacies et drogueries. Ouverture et fermeture des pharmacies. Sociétés médicales et pharmaceutiques.
 - Logements insalubres. Établissements insalubres et incommodes.
 - Surveillance des eaux potables. Fraudes sur les denrées alimentaires.
 - Surveillance médicales des écoles.
 - Prophylaxie de maladies vénériennes.
 - Vaccination. Dispensaires. Ambulance municipale et transport des malades et des blessés.
- Institut Pasteur.
- Maladies contagieuses. Épidémies.
 - Mesures et service de désinfection.
 - Décharges et dépôts d'immondices.

- Service vétérinaire. Inspection des viandes. Surveillance des abattoirs, tueries et porcheries.
- Surveillance du bétail. Épizooties, fièvre aphteuse, tuberculose bovine, morve, etc. Surveillance des étables. »

Série Q - Assistance et prévoyance

« En série Q, on trouvera les dossiers relatifs aux thèmes suivants :

- Bureaux de bienfaisance. Personnel. Administration et comptabilité. Subventions, droits sur les bals, spectacles et autres fêtes, collectes, dons et legs. Affaires diverses. Statistique.
- Secours d'urgence. Voyageurs indigents.
- Fourneaux économiques. Soupes populaires. Refuges. Asiles de nuit. Ateliers de charité. Sociétés de bienfaisance. Fêtes et concerts de bienfaisance.
- Hôpitaux et hospices. Personnel et administration. Comptabilité. Subventions, droits sur les bals, spectacles et autres fêtes, collectes, dons et legs. Affaires diverses. Statistiques.
- Sourds-muets, admission à l'Institution nationale des sourds-muets. Aveugles, hospitalisation aux Quatre-Vingts. Aliénés.
- Caisse d'épargne. Mont-de-piété. Caisse départementale ou régionale d'assurance contre la grêle, l'incendie, la mortalité du bétail, etc. Habitations à bon marché. Jardins ouvriers.
- Retraites et pensions civiles et militaires. Caisse des retraites municipale. Secours au personnel municipal.
- Retraites ouvrières et paysannes.
- Allocations aux familles des militaires, appelés ou mobilisés.
- Soins médicaux aux réformés et aux mutilés de la guerre.
- Assistance médicale gratuite. Médecins et pharmaciens. Eaux thermales.
- Assistance aux tuberculeux.
- Protection du premier âge et de l'enfance. Assistance aux femmes en couches. Primes d'allaitement. Maternités. Crèches publiques et privées. Goutte de lait. Pouponnières. Consultations de nourrissons. Nourrices et nourrissons.
- Enfants assistés. Filles-mères.
- Patronage des apprentis.
- Protection de la famille. Aide nationale aux familles nombreuses. Primes pour la natalité.
- Mutualités. Sociétés de secours mutuels. »

Cadre de classement simplifié des archives hospitalières

Archives antérieures à 1790

- A – Actes de fondation de l'établissement, privilèges, cartulaires,
- B – Titres de propriété,
- C – Mémoires ecclésiastiques,
- D – Inventaires,
- E – Administration de l'établissement,
- F – Registres d'entrée et de sortie des personnes admises, malades et personnel,
- G – Papiers des institutions charitables (bureaux des pauvres, mendicité, tutelle des enfants trouvés et des orphelins, écoles, salles d'asile),
- H – Divers (documents ne rentrant dans aucune des séries précédentes).

Archives postérieures à 1790

- J – Réglementation générale et locale,
- K – Personnel,
- L – Administration générale,
- M – Financement,
- N – Capital, immobilisation,
- O – Travaux et matériel,
- P – Comptabilité de l'économat,
- Q – Population (entrées et sorties, dossiers administratifs des hospitalisés, service des salles, décédés, malades militaires),
- R – Archives médicales (dossiers médicaux),
- S – Aumônerie,
- T – Bibliothèque administrative médicale et des malades,
- U – Archives, inventaires.

Annexe 2 : Circulaire AD 2000-1 du 12 janvier 2000 relative à la conservation, au traitement et à la communication des archives historiques des organismes de sécurité sociale.

- Circulaire signée conjointement par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (direction de la Sécurité sociale) et le ministère de la Culture (direction des Archives de France).

« Conformément à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, les archives des organismes de sécurité sociale sont des archives publiques : leur organisation, leur durée de conservation, leur élimination, les conditions de leur communication obéissent donc aux dispositions légales prévues par la loi précitée et par ses décrets d'application. La présente circulaire en précise les principales règles.

Sélection des documents à conserver

Afin de conserver le témoignage des activités des organismes de sécurité sociale et à l'initiative du Comité d'histoire de la sécurité sociale, une réflexion conjointe a été menée entre des représentants de ces organismes, la direction de la Sécurité sociale, la direction des Archives de France et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS). Cette concertation a abouti à la présente circulaire.

On trouvera en annexe I le tableau de tri et de conservation des archives des organismes de sécurité sociale. Les dispositions avancées dans ce tableau ne concernent que les archives à conserver indéfiniment en raison de leur intérêt au regard de l'histoire, soit intégralement, soit à titre d'échantillons soit à titre de spécimens ; elles fixent des minima de conservation et les organismes peuvent décider, avec l'accord du directeur des Archives départementales et en application de directives locales, de conserver certains documents au-delà de ces préconisations minimales.

Il convient, en outre, de rappeler que toute destruction d'archives, quel que soit le lieu de conservation des archives (dans les organismes eux-mêmes ou dans un centre régional d'archives de la sécurité sociale) est interdite sans le visa du directeur des Archives départementales (décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) et doit être accompagnée de l'établissement d'un bordereau d'élimination et d'un procès-verbal de destruction (voir annexe II).

Le tableau s'organise en six colonnes :

- Colonne n° 1 : Nomenclature

Il s'agit d'un numéro d'ordre attribué à chaque type de dossiers. Il est à reporter sur le bordereau de versement.

- Colonne n° 2 : Nature des documents à conserver

Y sont énumérées les différentes catégories de documents ou de dossiers produits par les organismes de sécurité sociale destinées à une conservation intégrale ou partielle.

- Colonne n° 3 : Textes de référence

La référence réglementaire, créant une obligation de conservation pendant un temps donné (délai de prescription), est fournie à chaque fois qu'elle existe. Cette précision sert à justifier la durée d'utilité administrative (colonne suivante).

- Colonne n° 4 : Durée d'utilité administrative (DUA)

La durée d'utilité administrative est la durée pendant laquelle les organismes de sécurité sociale sont tenus de conserver les documents mentionnés dans la deuxième colonne. Cette durée est définie en fonction des obligations juridiques qui incombent aux organismes de sécurité sociale, mais aussi en tenant compte des besoins d'information nécessaires à la bonne marche des services.

La DUA court :

- soit à partir de l'année d'achèvement du document (exemples : procès-verbaux, études),

- soit à partir d'un acte particulier alors mentionné dans la colonne (exemples : versement d'une indemnité, jugement, décès).

Les opérations de tris, de constitution des échantillons, de versements ou d'éliminations prévues interviennent annuellement et portent sur les dossiers dont la DUA est expirée.

- Colonne n° 5 : Sort des documents à l'issue de la DUA.

Les mentions de conservation ou de tri sont portées dans cette colonne.

- Colonne n° 6 : Observations.

Cette colonne permet d'apporter, quand nécessaire, des précisions sur la sélection d'échantillon ou de spécimens, prévue dans la colonne précédente.

Conservation des archives définitives

Dans l'esprit de l'article 10 du décret n° 79-1037 du 31 décembre 1979, et suite à un accord informel, intervenu en 1982, entre le ministère de la Solidarité nationale (direction de la Sécurité sociale) et le ministère de la Culture (direction des Archives de France) des centres régionaux spécialisés, placés sous l'autorité fonctionnelle de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS), ont été mis en place pour la collecte des archives historiques des organismes de sécurité sociale du régime général, à des fins de conservation définitive.

Il s'agit des centres de :

- Lyon-Vénissieux (région Rhône-Alpes : départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de

l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie) ;

- Le Mans (régions Bretagne et Pays de Loire : départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne, du Morbihan, de la Sarthe et de la Vendée) ;
- Bordeaux (région Aquitaine : départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques).

En vertu de la présente circulaire, les services d'archives départementales ont vocation à assurer la conservation des archives historiques des organismes de sécurité sociale sur l'ensemble du territoire. Les centres régionaux pourront continuer à assurer, sous le contrôle des directeurs des Archives départementales du Rhône, de la Sarthe et de la Gironde, la collecte, le traitement et la communication des archives historiques des organismes de la sécurité sociale des régions concernées. En cas de difficultés d'application de la réglementation et des normes en vigueur pour la conservation, le traitement et la communication des archives publiques, il pourra toutefois être procédé au versement aux archives départementales des archives historiques conservées par les centres.

En cas de fusion, regroupement ou cessation d'activité d'un organisme de sécurité sociale, les archives sont normalement remises à l'organisme repreneur. En l'absence d'organisme repreneur les archives historiques sont versées au centre régional d'archives ou au service d'archives départementales compétent.

Communications

La communication des archives peut s'effectuer au bénéfice :

- des organismes versants (communication administrative) ;
- du public, c'est-à-dire de toute personne qui en fera la demande selon les conditions prévues par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 (liberté d'accès aux documents administratifs) et par la loi n°79-18 du 3 janvier 1979 (loi sur les archives).

Ces dispositions s'appliquent quelque soit le lieu où sont conservées les archives (service producteur, centre régional ou service d'archives départementales).

Dans le cas où une demande de consultation porterait sur des archives non encore librement communicables, toute personne peut déposer une demande de communication, par dérogation à la loi sur les archives, à ces archives. Le service d'origine des documents concernés ainsi que le service qui en assure la conservation (service qui peut être le même, si les documents demandés sont encore détenus par leur organisme d'origine) doivent donner leur avis sur cette demande de dérogation. L'ensemble du dossier (demande mentionnant expressément la liste des documents demandés, avis du service versant, avis du service d'archives) doit ensuite être adressé à la direction des archives de France, seule instance habilitée à autoriser la

consultation d'archives publiques non encore librement communicables (décret n°79-1038 du 31 décembre 1979, article 2).

Un exemple de formulaire de demande de communication, par dérogation aux délais légaux de communicabilité des archives publiques, est fourni, à cet effet, en annexe IV.

Enfin, il est rappelé que l'établissement d'un fichier des lecteurs par les centres régionaux d'archives des organismes de la sécurité sociale est soumis à l'autorisation de la CNIL (cf délibération de la CNIL n°99-27 du 22 avril 1999, parue au J.O. du 28 mai 1999, et note de la direction des Archives de France AD/DEP-1750 du 5 octobre 1999), puisque renfermant des données nominatives :

- nom et prénom du lecteur,
- adresse,
- référence d'un document d'identité officiel (avec photographie),
- nature de la recherche effectuée,
- articles demandés en consultation.

Suivi des archives historiques des organismes de sécurité sociale

Afin de permettre au comité d'histoire de la sécurité sociale de disposer d'un inventaire des archives historiques des organismes de sécurité sociale et d'établir un guide du chercheur, les organismes de sécurité sociale adresseront chaque année à l'UCANSS un rapport sur la gestion de leurs archives historiques. Ce rapport, rédigé conformément au modèle joint en annexe V, fera l'objet d'une synthèse annuelle qui sera transmise au comité d'histoire et à la direction des Archives de France.

De même toute information sur les archives historiques (transfert en cas de cessation d'activité d'un organisme, destruction accidentelle ou criminelle, vol, sinistre) devra être transmise à l'UCANSS, qui en informera la direction des Archives de France et le comité d'histoire.

Vous voudrez bien nous saisir de toute difficulté que pourrait entraîner l'application de la présente circulaire, qui fera l'objet d'une évaluation dans un délai de cinq ans. »

Tableaux de tri et de conservation des archives historiques des organismes de sécurité sociale

Dispositions communes à l'ensemble des organismes

No-men-cature	NATURE DES DOCUMENTS A CONSERVER	TEXTES DE REFERENCE (1)	DUREE D'UTILITE ADMINISTRATIVE (D.U.A.)	SORT DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA D.U.A.	DIRECTIVES DE CONSERVATION
A1	Procès-verbaux du Conseil d'administration, de ses commissions et des instances représentatives du personnel ainsi que leurs annexes ou documents examinés en séance lorsqu'ils ne sont pas annexés aux P.V. (ex. règlement intérieur, budget, rapport d'activité)		2 mandats	Conser-vation	Conservation intégrale.

Dispositions particulières aux organismes du régime général rattachés à un centre d'archives

Dispositions relatives aux Caisse régionales

	NATURE DES DOCUMENTS A CONSERVER	TEXTES DE REFERENCE (1)	DUREE D'UTILITE ADMINISTRATIVE (D.U.A.)	SORT DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA D.U.A.	DIRECTIVES DE CONSERVATION
B 1	Dossiers relatifs à la gestion de l'assurance vieillesse	D 253 44 du code de la sécurité sociale, instruction générale du 23 juillet 1996, lettre ministérielle du 13 avril 1995	5 ans après le décès du titulaire	Tri	Tri aléatoire : 1% des données quelque soit leur support de conservation, en éditant, si nécessaire, le reflet papier du support. Les données se rapportant à un même individu, dispersées en des lieux ou sur des supports différents, ne sont pas rapprochées.
B 2	Déclarations annuelles de données sociales	Décret 85-1343 du 16 décembre 1985	Support papier : 3 mois Données saisies :	Tri	Tri aléatoire : 0,5 % des données retraite uniquement.

			70 ans		
B 3	Dossiers d'appareillage (agrément)		Au moins 5 ans après la suppression de l'agrément	Conservation de spécimen	Un dossier par an.
B 4	Dossiers relatifs à la tarification des Accidents du travail		Au moins 5 ans après la cessation définitive d'activité de l'établissement concerné par la tarification. Ce délai peut être prolongé en cas de contentieux, de façon à conserver le dossier 5 ans après la date de la dernière décision définitive rendue, lorsque celle-ci est postérieure à la date de cessation d'activité de l'établissement.	Tri sélectif	<p>A titre de témoignage :</p> <p>. 10 dossiers par an, illustrant les différentes catégories de tarification.</p> <p>Le cas échéant, le reflet papier des données informatisées est édité, sans qu'il soit nécessaire que ces données se rapportent à l'Etablissement dont le dossier a été sélectionné.</p>
B 5	Dossiers d'action sociale	D 253.43 du code de la sécurité sociale	5 ans après l'approbation des comptes de l'exercice sous réserve des délais de prescription de droit commun applicables à certaines opérations particulières	Conservation de spécimen	A titre de spécimen, 1 dossier de chaque type d'aide individuelle et collective accordée aux bénéficiaires.

Dispositions relatives aux Caisse primaires d'assurance maladie

	NATURE DES DOCUMENTS A CONSERVER	TEXTES DE REFERENCE (1)	DUREE D'UTILITE ADMINISTRATIVE (D.U.A.)	SORT DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA D.U.A.	DIRECTIVE DE CONSERVATION
B 6	Procès-verbaux des commissions médico-sociales paritaires	-	2 mandats	conservation	100 %
B 7	Etudes ou synthèses relatives à l'activité médicale, issues de l'exploitation des tableaux statistiques d'activité des professionnels de santé, n'ayant pas fait l'objet d'une communication au conseil ou aux commissions.	-	10 ans	tri sélectif	<p>à titre de témoignage,</p> <p>1 étude complète et significative par an</p>
B 8 B 9 B 10	Règlements (gestion technique) - aux assurés - aux établissements	D 253-44 du Code de la Sécurité Sociale	2 ans et 9 mois	Conservation de spécimens	<p>A titre de témoignage, et pour chacune des catégories, 1 demande de remboursement et 1 décompte par an.</p> <p>Si nécessaire, le reflet papier des données est édité.</p>

	- aux professionnels de santé				
B 11	Dossiers contentieux : - général ou technique	L 142-1 et L 143- 1 L 145-1	Le dossier est conservé tant qu'il n'est pas soldé ou qu'il existe un risque de réouverture, et au moins, après la clôture de l'affaire :		A titre de témoignage pour chaque contentieux, 1 dossier par an, parmi les plus complexes.
B 12	- contrôle technique	L 376-1, L 454-1 et D 253-45	B11/B12 : 3 ans		Il peut s'agir d'un dossier mené en cassation ou devant le Conseil d'Etat.
B13	- recours contre tiers	du code de la Sécurité sociale 2270.1 du Code civil	B13 : u 10 ans	Conservation de spécimens	Un dossier comporte les décisions rendues, les mémoires et conclusions des parties échangées à chaque étape de la procédure ainsi que les pièces produites.
B 14	Dossiers d'invalidité	D 253-44 du code de la Sécurité sociale	5 ans après le décès du titulaire ou de son conjoint	Conser- vation de spécimens	A titre de témoignage, 1 dossier parmi les plus volumineux
B 15	Dossiers de maladies professionnelles	D 253.44 du code de la sécurité sociale	2 ans et 6 mois après le point de départ du délai de prescription	Conser- vation de spécimens	A titre de témoignage, 1 dossier parmi les plus volumineux
B 16	Dossiers d'accidents du travail	D 253.44 du code de la sécurité sociale	2 ans et 6 mois après le point de départ du délai de prescription	Conservation de spécimens	A titre de témoignage, 1 dossier parmi les plus volumineux

Dispositions relatives aux caisses d'allocations familiales

	NATURE DES DOCUMENTS A CONSERVER	TEXTE DE REFERENCE (1)	DUREE D'UTILITE ADMINISTRATIVE (D.U.A.)	SORT DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA D.U.A.	DIRECTIVE DE CONSERVATION
B 17	Dossier de l'allocataire	D 253-43 et 44 du code de la Sécurité sociale	. gestion technique : 2 ans et 6 mois . gestion budgétaire : 5 ans	Conservation de spécimen	0,01 % des plis reçus et émis couvrant l'ensemble des relations susceptibles d'intervenir entre la caisse et l'allocataire. Ces documents sont la copie des pièces émises et les originaux des plis reçus. Selon l'organisation de la caisse, les originaux sont triés avant destruction, après microfilmage ou numérisation. Ou 40 dossiers
					Ce choix est laissé à l'appréciation de l'organisme.

B 18	Documents représentatifs de la politique d'action sociale de la caisse	D 251-2 et D 253 43 du code de la Sécurité sociale	5 ans	Conservation de spécimen	A titre de témoignage, 1 dossier de chaque type d'aide individuelle et collective accordée, parmi les plus volumineux, à l'exclusion des aides dont 1 spécimen figure déjà dans les dossiers conservés, au titre de la rubrique B 17.
-----------------	--	--	-------	--------------------------	---

Dispositions relatives aux Unions de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'allocations familiales

	NATURE DES DOCUMENTS A CONSERVER	TEXTES DE REFERENCE (1)	DUREE D'UTILITE ADMINISTRATIVE (D.U.A.)	SORT DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA D.U.A.	DIRECTIVE DE CONSERVATION
B 19	Dossiers constitués lors de l'engagement et du traitement d'une procédure juridique ("contentieux général")	Articles L 243-5 L 244-11, D 253-42, D 253-43, D 253-44, D 253-45, R 243-43 et R 243-5 du code de la sécurité sociale	Le dossier est conservé tant qu'il n'est pas soldé. Le dossier est soldé lorsque la dette est éteinte.	Tri sélectif	30 dossiers par an A titre de témoignage, il faut conserver au moins 1 dossier par type de procédure engagée par l'Urssaf. Ces types de procédure s'apprécient en fonction de l'état du dossier au moment de l'extinction de la dette. Les 30 dossiers choisis doivent permettre de couvrir l'ensemble des catégories de cotisants pour lesquels une procédure est engagée. La sélection s'effectue parmi les dossiers les plus significatifs.
B 20	Dossiers constitutifs d'une action de contrôle	Articles L 244-3, D 253-44 et D 253-45 et R 243-59 du code de la Sécurité Sociale	Au moins 3 ans et 6 mois. Ce délai peut être prolongé en cas de contestation. (Dans ce cas, le dossier est conservé jusqu'à ce qu'un jugement ayant autorité de la chose jugée soit prononcé).	Tri sélectif	Chaque année : w 10 dossiers se rapportant à des employeurs de moins de 10 salariés. w 10 dossiers se rapportant à des employeurs de 10 à 50 salariés. w 10 dossiers se rapportant à des employeurs de plus de 50 salariés. Chaque dossier comporte l'intégralité des documents le composant. La sélection des dossiers s'opère de façon à conserver des spécimens représentatifs : · des types d'entreprises contrôlées, · des suites du contrôle (en règle, débiteur, créiteur), · des chefs de redressement opérés. Chaque dossier comporte l'intégralité des documents le composant.

**Dispositions particulières aux organismes du régime d'assurance maladie
maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.**

	NATURE DES DOCUMENTS A CONSERVER	TEXTES DE REFERENCE (1)	DUREE D'UTILITE ADMINISTRATIVE (D.U.A.)	SORT DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA D.U.A.	DIRECTIVE DE CONSERVATION
C 1	Statuts, règlements intérieurs		Durée de validité	Conservation intégrale	100 % par la caisse
C 2	Instructions émises (circulaires, notes d'information, lettres circulaires)	-	Durée de validité		100 % par l'émetteur
C 3	Rapports d'activité des organismes conventionnés	Arrêté du 6 mai 1987 pris en application de l'article L 611-14 du code de la sécurité sociale	3 ans	Conservation intégrale	100 % par la CMR
C 4	Courriers (chrono) : - de la présidence,		5 ans Une durée plus longue peut	Tri sélectif	Un tri est fait afin de ne conserver que les documents présentant un intérêt pour la recherche ou l'histoire.
C 5	- du directeur,		être retenue pour certains		
C 6	- du médecin conseil national et des médecins conseils régionaux,		courriers en fonction de leur		
C 7	- des agents de direction dans le cadre de leur délégation de signature.		Intérêt administratif ou probatoire.		
C 8	Dossiers relatifs à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires soumis pour avis à la caisse nationale ou proposés par elle	-	- Jusqu'à parution du texte - Durée de	Tri sélectif	
C 9	Dossiers relatifs aux expérimentations auxquelles le régime est partie,	-	l'expérimentation		
C 10	Etudes et enquêtes, dont les études et enquêtes statistiques, y compris celles menées par les services médicaux,	-	10 ans		Conservation des documents présentant un intérêt pour la recherche et l'histoire.
C	Dossiers administratifs d'assurés ou pièces constitutives de ces	Article D 613-44 du code de	3 ans et 6 mois pour les pièces	Spécimens	1 dossier type d'assuré par an ou 1 exemplaire des catégories de pièces à même

11	dossiers. (1) ex. : déclarations de revenus, demandes adressées à la commission de recours amiable ou au fonds d'action sanitaire et sociale, etc. - pour les recours contre tiers, les pièces constitutives de la procédure amiable.	la Sécurité sociale Article D 613-44-1 du code de la Sécurité sociale	relatives à l'encaissement des cotisations 2 ans et 6 mois pour les pièces relatives à l'encaissement des majorations de retard, 2 ans et 9 mois pour les pièces relatives au paiement des prestations. En cas de procédure amiable de recours contre tiers, les pièces sont conservées 10 ans à compter de la clôture du dossier. L'accord de règlement amiable et la décision de conciliation, ainsi que les rapports médicaux et d'expertise sont conservés toute la vie de la victime.		de le constituer. Dans la mesure où le regroupement des pièces ne peut pas être réalisé pour un même assuré, une extraction de type aléatoire peut être faite dans des dossiers d'assurés différents. Les documents sont considérés comme des dossiers sur papier ou comme un reflet sur papier de documents informatisés. Le dossier type est conservé par la CMR, les pièces peuvent être demandées à l'organisme conventionné.
C 12	Dossiers de contentieux : Contentieux général de la sécurité sociale ou contentieux de droit commun ou contentieux du contrôle technique, recours contre tiers, contentieux administratif.	Article L 376-1 du code de la Sécurité sociale Article D 613-43, 44 et 44-1 du code de la Sécurité sociale	Le dossier est conservé tant qu'il n'est pas soldé ou s'il existe un risque de réouverture.. Au minimum, la DUA est de 3 ans et 6 mois. En cas de procédure judiciaire de recours contre tiers, pour les pièces diverses : 3 ans et 6 mois ; pour la décision judiciaire et les rapports médicaux et d'expertise : toute la vie de la victime	Spécimens	1 dossier par an. Il s'agit d'un dossier mené en cassation ou devant le conseil d'état et comportant les décisions rendues par le juge suprême et le juge du fond, les mémoires et conclusions des parties, échangés à chaque étape de la procédure, ainsi que les pièces produites. Ce dossier est conservé par la caisse nationale.

Annexe 3 : circulaire AD 93-4 du 4 mai 1993 relative aux archives des établissements publics d'hospitalisation (ministère de la Culture)

➤ Document reproduit intégralement.

« Cette circulaire a pour objet de tirer les conséquences pour le traitement des archives hospitalières des dispositions législatives et réglementaires s'appliquant aux hôpitaux et aux archives publiques depuis ces vingt dernières années.

Contexte législatif et réglementaire. Rappels historiques

L'arrêté du 11 mars 1968 portant règlement des archives hospitalières

Les principes de conservation et du classement des Archives hospitalières ont été fondés jusqu'en 1979 sur l'arrêté du 11 mars 1968 portant règlement des Archives hospitalières qui remplace l'arrêté du 20 novembre 1944.

Tout en reconnaissant d'emblée l'extrême diversité des statuts juridiques des hôpitaux publics, le règlement de 1968 n'en tire pas de conséquence pratique pour le traitement et la conservation de leurs archives en dehors de l'hôpital, exception faite des documents centenaires. L'objectif du règlement de 1968 est de privilégier la conservation sur place, sous la responsabilité du directeur de l'établissement, comme les communes conservent leurs archives, sur place sous la responsabilité du maire.

L'article 7 du règlement, qui prévoit le dépôt ou le versement, suivant le statut juridique de l'établissement hospitalier, des archives centenaires, est une application restrictive et à l'usage des hôpitaux des dispositions relatives aux archives hospitalières de la circulaire AD 65-29 du 16 décembre 1965 sur la cotation, le classement et le répertoire des séries modernes des archives départementales dont la portée s'étend jusqu'à 1940.

La loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière

Mais dès 1970, une circulaire du ministère de la Santé publique en date du 16 juillet conseillait aux directeurs d'hôpitaux d'étendre les dispositions de l'article 7 du règlement de 1968 aux archives antérieures à 1920. Cette prescription s'inscrit dans le cadre de la réforme hospitalière promulguée par la loi du 31 décembre 1970.

Celle-ci définit pour la première fois le service public hospitalier. Elle institue une carte sanitaire de la France visant à rationaliser la répartition, les capacités, l'équipement et l'orientation des établissements et elle classe les hôpitaux en fonction de leur destination. Le mode de gestion de l'hôpital public s'en trouve profondément modifié (commission administrative remplacée par un conseil d'administration, pouvoirs du directeur étendus au détriment des collectivités locales, normalisation et systématisation des documents transmis à l'administration de tutelle).

Ces éléments ont été réaffirmés dans la loi sur le budget dit global des établissements hospitaliers (19 janvier 1983) et dans la nouvelle loi hospitalière du 31 juillet 1991.

La loi du 31 décembre 1970 constitue donc, au plan du statut juridique et de la production des documents des hôpitaux, une date charnière.

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives

La loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives a partiellement remis en cause l'arrêté du 31 mars 1968 en ôtant aux archives hospitalières le statut particulier dont elles jouissaient auparavant en les assimilant aux autres archives publiques.

Aux termes du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, les archives publiques sont destinées, in fine et sous réserve des tris nécessaires, à être conservées dans les services d'archives publics territorialement compétents (articles 7 et 8). Ce n'est que par dérogation aux articles précédents que les établissements publics peuvent envisager la conservation sur place, mais sous contrôle, de leurs archives (article 10).

La loi du 22 juillet 1983 portant répartition de compétence entre l'État et les collectivités locales

Cette compétence territoriale a été réaffirmée par la loi n° 88-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, modifiée par la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 (article 66, 3e alinéa) : les archives des communes et de leurs établissements publics ne peuvent entrer aux archives départementales que par dépôt à la différence de celles des autres établissements publics localisés dans le département.

Modalités d'entrée dans les services d'archives publics

C'est le statut juridique de l'établissement qui détermine le mode d'entrée aux archives départementales ou communales.

Établissements publics d'hospitalisation communaux

En vertu des textes susmentionnés, les archives des hôpitaux communaux ne diffèrent pas de celles des autres établissements publics communaux (syndicat, district, communauté urbaine, office public d'habitation à loyer modéré, centre communal d'action sociale, caisse des écoles). Leur place est aux archives communales où elles entrent par versement.

Si ces fonds vont aux archives départementales elles y entrent par dépôt.

Autres établissements publics d'hospitalisation

Il s'agit des établissements intercommunaux, départementaux, interdépartementaux, régionaux ou d'État recensés par la direction des hôpitaux au titre de la carte sanitaire (Bottin administratif, rubriques "Circonscriptions sanitaires régionales et centres hospitaliers en relevant" et "Hôpitaux psychiatriques publics").

Ces établissements sont appelés à verser aux archives départementales tant leurs fonds propres que ceux des établissements supprimés dont ils ont repris les attributions.

Compte tenu des évolutions mentionnées ci-dessus, on veillera à faire entrer les archives hospitalières dans les services d'archives publics soit, si cela est possible jusqu'à la date du 31 décembre 1970, soit au moins jusqu'en 1940, en fonction des possibilités de place et de gestion offertes par les services d'archives concernés.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le soin particulier qu'il convient d'apporter aux archives hospitalières antérieures à la Révolution : au-delà de leur intérêt évident pour l'histoire de la santé et de la protection sociale, les archives hospitalières constituent une source irremplaçable pour l'histoire domaniale et économique du Moyen Age à la Révolution ; en outre elles contribuent encore très largement à une meilleure connaissance du tissu social de la France d'Ancien Régime. Leur sauvegarde, leur classement et leur mise à la disposition du public doivent être un enjeu pour tout archiviste.

Classement des archives hospitalières

Le cadre de classement annexé au règlement des archives hospitalières de 1968 s'applique, aux documents antérieurs au 31 décembre 1970, quelque soit le lieu de leur conservation (établissement d'hospitalisation, archives communales ou départementales) et sans préjudice pour la cotation (voir ci-dessous).

A compter de cette date le rangement des documents se fait en continu.

Cotation des archives hospitalières

Les cadres de classement des archives communales et départementales déterminent la cotation des fonds d'archives hospitalières dans les services d'archives publics.

Archives communales

Aux archives communales les fonds des établissements hospitaliers communaux sont considérés comme des fonds annexes. Selon leur date, ces fonds doivent être cotés dans la série ouverte aux fonds annexes, puis dans la série W destinée à accueillir les archives publiques contemporaines.

La coupure entre série S et série W en rangement continu sera l'année 1940 pour les services qui ont depuis longtemps mis en œuvre série W, et l'année 1983 pour les autres.

Au sein de la série S, chaque fonds d'établissements hospitaliers constitue une sous-série particulière et reçoit de ce fait une cotation à trois éléments.

Exemple :

- 1 S + n° article : fonds de l'Hôtel Dieu
- 2 S + n° article : fonds de l'hôpital général etc.

Les subdivisions du cadre de classement de 1968 cité ci-dessus (I. 1) peuvent servir à la cotation interne des fonds intégrés en série S. De même, si les fonds hospitaliers ont reçu une cotation issue du cadre de 1968 avant leur entrée aux archives, celle-ci est conservée. Dans l'un et l'autre cas, la cotation issue du cadre de 1968 sera précisée entre parenthèses à la suite de la cote dans la série S.

Archives départementales

Cinq séries du cadre de classement des Archives départementales sont affectées aux archives hospitalières.

- Les séries H et L accueillent suivant leurs dates (avant 1790 et 1790-1800) les fonds hospitaliers séquestrés sous la Révolution, ou entrés par versement.
La cotation au sein de ces séries s'effectue conformément aux dispositions de la circulaire du 26 juillet 1913 qui établit que chaque fonds constitue une sous-série ayant sa propre cote.
Si les fonds intégrés en série H ou en série L ont reçu précédemment une cotation issue du cadre de classement de 1968, celle-ci sera mentionnée entre parenthèses après la cote N ou la cote L.
- La sous-série 1 X et la série W accueillent suivant leurs dates (avant et après le 10 juillet 1940) les fonds versés par les établissements d'hospitalisation d'État, régionaux,

interdépartementaux, départementaux ou intercommunaux.

Au sein de la sous-série 1 X chaque fonds d'établissement hospitalier constitue une subdivision identifiée par une cote à quatre éléments : ainsi la cote 1 X 5f10 représentera le dixième article du 5e hôpital.

Au sein de la série W, la cotation s'effectue par versement conformément aux dispositions de la circulaire AD 79-6 du 31 décembre 1979 relative aux archives contemporaines. Si les fonds intégrés en série X ou en série W ont reçu précédemment une cotation issue du cadre de classement de 1968, celle-ci sera mentionnée entre parenthèses après la cote 1 X ou la cote W.

- La série H-dépôt est réservée aux fonds d'hôpitaux communaux déposés. Chaque fonds constitue une subdivision de H-dépôt et reçoit un numéro qui lui est propre : ainsi H-dépôt 4 désigne l'ensemble de papiers constituant le 4e dépôt d'archives.

Les subdivisions du cadre de classement de 1968 servent à la cotation interne des fonds intégrés en N-dépôt.

Toutefois, par commodité de rangement, on pourra attribuer à chaque fonds de H-dépôt une cotation continue suivie entre parenthèses de la cote intellectuelle du fonds issue du cadre de 1968 ; ainsi H-dépôt 4J2 (B1) représente le 2ème article du 4e dépôt d'archives hospitalières dont la cote méthodique serait 8 1.

Instrument de recherche

Il sera loisible d'établir des instruments de recherche par série ou sous-série, comme il est usuel (exemple : répertoire de la série H, ou de la sous-série 1 X).

Toutefois pour assurer le principe du respect des fonds et faciliter la recherche historique, on privilégiera les instruments de recherche par fonds ou par groupes de fonds tenant compte de la période d'activité des établissements concernés, quelles que soient les coupures chronologiques (1790, 1800, 1940) ou numériques (numéros de versement W) introduites par l'archivistique.

Je tiens à rappeler qu'en vertu du contrôle scientifique et technique exercé par l'État sur les archives des collectivités territoriales (décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, article 1), tout plan de classement doit être soumis à mon approbation de même que -par la suite- le dactylogramme des répertoires et inventaires avant publication.

Réglementation antérieure

Ce texte annule la circulaire AD 60-28 du 21 octobre 1960 relative aux archives des établissements hospitaliers supprimés. »

Annexe : Conservation et traitement des archives hospitalières

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	ARCHIVES HOSPITALIERES		
Statut juridique actuel (1)	Conservation	Classement	Cotation
Etablissements publics d'hospitalisation communaux	1. à l'hôpital, sous contrôle 2. aux Archives communales, par versement 3. aux Archives départementales	- jusqu'en 1970 : cadre du règlement de 1968 - après 1970 : rangement continu - jusqu'en 1970 : cadre du règlement de 1968 - après 1970 : rangement continu - jusqu'en 1970 : cadre du règlement de 1968 - après 1970 : rangement continu	Cotation du règlement 1968 Numérotation continue Série S 1970-1940 ou 1982 : série S à partir de 1940 ou de 1983 : série W H-dépôt H-dépôt
Autres établissement publics d'hospitalisation (intercommunaux, départementaux, interdépartementaux, régionaux, d'Etat)	1. à l'hôpital sous contrôle 2. aux Archives départementales par versement	- jusqu'en 1970 : cadre du règlement de 1968 - après 1970 : rangement continu - jusqu'en 1970 : cadre du règlement de 1968 - après 1970 : rangement continu	Cotation du règlement 1968 Numérotation continue avant 1790 : série H 1790-1800 : série L 1800-1940 : sous-série 1 X 1940-1970 : série W série W

Table des matières

PRÉSENTATION	5
<u>L'HISTOIRE DE LA PROTECTION SOCIALE : UN TERRAIN COMPLEXE À EXPLORER</u>	6
<i>Essai de cadrage du champ de la protection sociale</i>	6
<i>L'histoire de la protection sociale : le poids de l'actualité</i>	8
<u>LES RAISONS D'ÊTRE D'UNE APPROCHE LOCALE DE L'HISTOIRE DE LA PROTECTION SOCIALE</u>	11
<i>L'importance du local</i>	12
<i>Un exemple à suivre : le Lyonnais</i>	14
<i>La Bretagne : quelle exemplarité ?</i>	16
<u>AVEC QUELLES SOURCES FAIRE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA PROTECTION SOCIALE EN BRETAGNE ?</u>	18
<i>De la connaissance de l'environnement</i>	18
<i>À la recherche des sources</i>	20
ARCHIVES PUBLIQUES ET PRIVÉES RELATIVES À L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA PROTECTION SANITAIRE ET SOCIALE EN BRETAGNE	25
<u>LES SERVICES PUBLICS D'ARCHIVES</u>	28
<u><i>Archives départementales</i></u>	28
<u><i>Archives départementales des Côtes-d'Armor</i></u>	30
<u><i>Série M – Administration générale (1800-1940)</i></u>	30
<u><i>Série X – Assistance et prévoyance sociale (an VIII-1940)</i></u>	31
<u><i>Série W – Archives administratives contemporaines</i></u>	33
<u><i>Archives départementales du Finistère</i></u>	34
<u><i>Série M – Administration générale (1800-1940)</i></u>	34
<u><i>Série X – Assistance et prévoyance sociale (1800-1940)</i></u>	34
<u><i>Série W – Archives contemporaines</i></u>	35
<u><i>Archives départementales d'Ille-et-Vilaine</i></u>	36
<u><i>Série M – Administration générale (1800-1940)</i></u>	36
<u><i>Série X – Assistance et prévoyance sociale (1800-1940)</i></u>	38
<u><i>Série W – Archives contemporaines</i></u>	38
<u><i>Archives départementales de Loire-Atlantique</i></u>	41
<u><i>Archives départementales du Morbihan</i></u>	43
<u><i>Série M – Administration générale (1800-1940)</i></u>	43
<u><i>Série X – Assistance et prévoyance sociale (1800-1940)</i></u>	44
<u><i>Série W – Archives contemporaines</i></u>	47
<u><i>Archives communales</i></u>	48
<u><i>Archives municipales de Rennes</i></u>	49
<u><i>Série C – Bibliothèque administrative</i></u>	49
<u><i>Série D – Administration générale de la commune</i></u>	50
<u><i>Série F – Population, économie sociale et statistiques</i></u>	50
<u><i>Série I – Police, hygiène publique, justice</i></u>	51
<u><i>Série Q – Assistance, aide sociale et prévoyance</i></u>	51
<u><i>Série W – Archives contemporaines</i></u>	52
<u><i>Série Z – Documents privés</i></u>	52
<u><i>Contenu des séries I, Q et W de quelques autres services d'archives communales</i></u>	52
<u><i>Archives de Quimper – Série I, Police, hygiène publique, justice (1789-1959)</i></u>	52
<u><i>Archives de Brest – Série Q, Assistance, aide sociale et prévoyance</i></u>	53
<u><i>Archives de Nantes – Série Q, Assistance, aide sociale et prévoyance</i></u>	56

Archives de Lorient – Série W, Archives contemporaines	57
<i>Archives hospitalières</i>	58
<u>Repérage des archives hospitalières en Bretagne (1995)</u>	59
<u>Côtes-d'Armor</u>	60
<u>Finistère</u>	61
<u>Ille-et-Vilaine</u>	62
<u>Loire-Atlantique</u>	63
<u>Morbihan</u>	64
<u>Exemples d'archives hospitalières</u>	65
<u>CHR de Rennes</u>	65
<u>CH de Lannion</u>	67
<i>SERVICES PRIVÉS D'ARCHIVES</i>	68
<u>Archives des organismes de Sécurité sociale</u>	68
<u>Les documents conservés par les organismes de Sécurité sociale</u>	69
<u>Principaux documents à conserver par tous les organismes</u>	69
<u>Dispositions particulières à certains organismes</u>	70
<u>Centre régional d'archives historiques de la Sécurité sociale (Le Mans)</u>	71
<u>Organismes des Côtes-d'Armor</u>	72
<u>Caisse primaire d'assurance maladie</u>	72
<u>Caisse d'allocations familiales</u>	72
<u>URSSAF</u>	72
<u>Organismes du Finistère</u>	73
<u>CPAM Brest</u>	73
<u>CPAM Quimper</u>	73
<u>CAF Brest</u>	73
<u>URSSAF Brest</u>	74
<u>Fédération CRAM / CPAM Sud Finistère : St Yvi</u>	74
<u>Organismes d'Ille-et-Vilaine</u>	74
<u>CRAM Bretagne</u>	74
<u>CPAM Rennes</u>	75
<u>CAF</u>	75
<u>URSSAF</u>	75
<u>Organismes de Loire-Atlantique</u>	75
<u>CRAM Pays-de-Loire</u>	75
<u>CPAM Nantes</u>	76
<u>CPAM St Nazaire</u>	76
<u>Centre de traitement informatique (CIRTI Nantes)</u>	77
<u>CETELIC Nantes (informatique)</u>	77
<u>CAF Nantes</u>	77
<u>URSSAF Nantes</u>	77
<u>Organismes du Morbihan</u>	78
<u>CPAM</u>	78
<u>CAF</u>	78
<u>URSSAF</u>	78
<u>Les archives de divers organismes de Sécurité sociale en Ille-et-Vilaine</u>	78
<u>Les archives de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) d'Ille-et-Vilaine</u>	79
<u>Les archives de la direction</u>	79
<u>Les archives de l'agence comptable</u>	82
<u>Les archives de la Caisse d'allocations familiales (CAF) d'Ille-et-Vilaine</u>	82
<u>Les archives de la Mutualité sociale agricole (MSA) d'Ille-et-Vilaine</u>	83
<u>Services divers d'archives</u>	85
<u>Archives des organismes mutualistes</u>	86
<u>Archives syndicales</u>	87
<u>Les archives de l'éducation spécialisée : le Centre d'archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence (CAPEA)</u>	89
<u>Fonds Jacques Guyomarc'h</u>	90
<u>Fonds Centre de Vaucresson</u>	93

ÉLÉMENS BIBLIOGRAPHIQUES CONCERNANT L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA PROTECTION SOCIALE EN BRETAGNE	94
DONNÉES GÉNÉRALES	95
<i>Bibliographie de base relative à la Bretagne</i>	95
<i>Bibliographie générale relative à l'histoire de la protection sanitaire et sociale</i>	97
<i>Histoire de la protection sociale</i>	97
<i>Généralités</i>	97
<i>Études concernant divers régimes</i>	98
<i>Mutualité</i>	99
<i>Comparaisons internationales</i>	99
<i>Histoire des actions sanitaires et sociales</i>	100
<i>Santé et population</i>	100
<i>Pauvreté, exclusion, actions sociales</i>	101
<i>Établissements sanitaires et sociaux</i>	102
<i>Professions sanitaires et sociales</i>	103
<i>Médecins</i>	103
<i>Infirmières</i>	103
<i>Professions sociales</i>	104
<i>Pistes de recherche diverses</i>	104
<i>Données statistiques</i>	104
<i>Presse et périodiques</i>	105
BIBLIOGRAPHIE RELATIVE À L'HISTOIRE DE LA PROTECTION SANITAIRE ET SOCIALE EN BRETAGNE	107
<i>Environnement sanitaire et social</i>	107
<i>Démographie</i>	107
<i>Évolution démographique</i>	107
<i>Migrations</i>	109
<i>Cadre et conditions de vie</i>	109
<i>Alimentation</i>	109
<i>Enfance et famille</i>	110
<i>Femmes</i>	111
<i>Hygiène publique et privée</i>	111
<i>Habitat et logement</i>	113
<i>Travail</i>	114
<i>État de santé</i>	114
<i>Généralités (épidémiologie, actions de santé...)</i>	114
<i>Anthropologie, psychologie</i>	116
<i>Maladies transmissibles</i>	117
<i>Généralités sur les épidémies</i>	117
<i>Choléra</i>	118
<i>Tuberculose</i>	119
<i>Autres maladies transmissibles</i>	119
<i>Alcoolisme, suicide, maladies mentales</i>	120
<i>Accidents du travail et maladies professionnelles</i>	122
<i>Autres pathologies</i>	123
<i>Pauvreté et exclusion</i>	124
<i>Indigence</i>	124
<i>Violence, délinquance, criminalité</i>	125
<i>Prostitution</i>	126
<i>Professions sanitaires et sociales</i>	127
<i>Généralités</i>	127
<i>Professions médicales</i>	127
<i>Médecins</i>	127
<i>Exercice de la médecine</i>	127
<i>Écoles de médecine</i>	129
<i>Biographies</i>	130
<i>Pharmacien</i>	133

<u>Sages-femmes</u>	133
<u>Professions soignantes non médicales et professions sociales</u>	133
<u>Congrégations religieuses</u>	133
<u>Infirmiers (ières)</u>	134
<u>Divers</u>	135
<u>Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux</u>	135
<u>Généralités</u>	135
<u>Patrimoine</u>	135
<u>Politique hospitalière, planification</u>	136
<u>Fonctionnement des établissements</u>	137
<u>Monographies d'établissements</u>	138
<u>Établissements hospitaliers (publics et privés)</u>	138
<u>Asiles d'aliénés, hôpitaux psychiatriques (publics et privés)</u>	142
<u>Hôpitaux militaires</u>	143
<u>Autres établissements (lutte contre la tuberculose, thalassothérapie, rééducation...)</u>	144
<u>Établissements sociaux et médico-sociaux</u>	145
<u>Assistance et bienfaisance</u>	146
<u>Organisation des services</u>	146
<u>Assistance et aide sociale</u>	147
<u>Généralités</u>	147
<u>Assistance médicale gratuite, aide médicale</u>	147
<u>Assistance et protection de la mère et de l'enfant</u>	148
<u>Hygiène sociale et autres types d'assistance et d'aide sociale (vieillards, handicapés...)</u>	149
<u>Charité, bienfaisance publique et privée, associations</u>	150
<u>Généralités</u>	150
<u>Bureaux de bienfaisance, monts-de-piété</u>	151
<u>Oeuvres et associations en direction de l'enfance et de l'adolescence</u>	151
<u>Oeuvres et associations en faveur de gens de mer</u>	152
<u>Oeuvres et associations diverses</u>	154
<u>Bienfaiteurs, donateurs, personnalités diverses</u>	155
<u>Sécurité sociale</u>	155
<u>Régime général</u>	155
<u>Caisses Primaires et Régionales d'Assurance maladie</u>	155
<u>Caisses d'Allocations familiales</u>	156
<u>Unions de recouvrement (URSSAF)</u>	157
<u>Régime agricole</u>	157
<u>Autres régimes</u>	158
<u>Mutuelles et institutions de prévoyance</u>	158
<u>Études diverses</u>	158
<u>Statuts, organisation et congrès de diverses sociétés de secours mutuels et mutuelles</u>	160
QUELQUES ADRESSES, CONSEILS ET INFORMATIONS UTILES	161
<u>COMITÉS D'HISTOIRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE</u>	161
<u>MUSÉE D'HISTOIRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE</u>	161
<u>SERVICES D'ARCHIVES</u>	162
<u>Archives départementales</u>	162
<u>Archives communales</u>	162
<u>Services divers</u>	164
<u>BIBLIOTHÈQUES</u>	164
<u>Bibliothèques universitaires</u>	165
<u>Sections de droit, sciences politiques et économiques</u>	165
<u>Sections de Lettres</u>	166
<u>Sections de médecine</u>	166
<u>Bibliothèques municipales</u>	166
<u>Bibliothèques spécialisées</u>	167
<u>Bibliothèque et fonds anciens de l'École Nationale de la Santé Publique</u>	167
<u>Centres et équipes de recherche en histoire</u>	168

<u>CHT (Centre d'histoire du travail)</u>	168
<u>CRBC (Centre de recherches bretonnes et celtiques)</u>	168
<u>CRHISCO (Centre de recherches historiques sur les sociétés et cultures de l'Ouest européen)</u>	169
<u>Autres centres de documentation et bibliothèques</u>	169
<u>Bibliothèques virtuelles (Internet)</u>	171
<u>ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE</u>	173
<u>UNIONS MUTUALISTES</u>	174
ANNEXES	176
<u>ANNEXE 1 : PRINCIPES ET CADRES DE CLASSEMENT DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, COMMUNALES ET HOSPITALIÈRES</u>	
<u>Principes de conservation et délais de communication des archives publiques</u>	177
<u>Cadre de classement simplifié des archives départementales</u>	178
<u>Précisions concernant les séries M et X des archives départementales</u>	179
<u>série M – Administration générale et économie</u>	179
1 M -Administration générale du département (fonds du cabinet du préfet)	180
2 M – Personnel de la préfecture	180
3 M – Plébiscites, élections	180
4 M – Police	180
5 M – Santé publique et hygiène	181
6 M – Population, Affaires économiques, Statistiques	182
7 M – Agriculture, Eaux et forêts	182
8 M – Commerce et tourisme	183
9 M – Industrie	183
10 M – Travail et main-d'œuvre	183
<u>série X - Assistance et prévoyance sociale</u>	184
1 X - Administration hospitalière	184
2 X - Bureaux de bienfaisance et d'assistance	184
3 X - Assistance sociale	184
4 X - Prévoyance sociale	185
5 X - Assurances sociales	185
<u>Cadre de classement simplifié des archives communales</u>	185
<u>Précisions concernant les séries I et Q des archives communales</u>	186
<u>Série I – Police, hygiène publique, justice</u>	186
<u>Série Q – Assistance et prévoyance</u>	187
<u>Cadre de classement simplifié des archives hospitalières</u>	187
<u>ANNEXE 2 : CIRCULAIRE AD 2000-1 DU 12 JANVIER 2000 RELATIVE À LA CONSERVATION, AU TRAITEMENT ET À LA COMMUNICATION DES ARCHIVES HISTORIQUES DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE</u>	
<u>Sélection des documents à conserver</u>	189
<u>Conservation des archives définitives</u>	190
<u>Communications</u>	191
<u>Suivi des archives historiques des organismes de sécurité sociale</u>	192
<u>Tableaux de tri et de conservation des archives historiques des organismes de sécurité sociale</u>	193
<u>Dispositions communes à l'ensemble des organismes</u>	193
<u>Dispositions particulières aux organismes du régime général rattachés à un centre d'archives</u>	193
<u>Dispositions relatives aux Caisses régionales</u>	193
<u>Dispositions relatives aux Caisses primaires d'assurance maladie</u>	194
<u>Dispositions relatives aux caisses d'allocations familiales</u>	195
<u>Dispositions relatives aux Unions de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'allocations familiales</u>	196
<u>Dispositions particulières aux organismes du régime d'assurance maladie maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles</u>	197
<u>ANNEXE 3 : CIRCULAIRE AD 93-4 DU 4 MAI 1993 RELATIVE AUX ARCHIVES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'HOSPITALISATION (MINISTÈRE DE LA CULTURE)</u>	
<u>Contexte législatif et réglementaire. Rappels historiques</u>	199

<u>L'arrêté du 11 mars 1968 portant règlement des archives hospitalières</u>	199
<u>La loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière</u>	199
<u>La loi du 3 janvier 1979 sur les archives</u>	200
<u>La loi du 22 juillet 1983 portant répartition de compétence entre l'État et les collectivités locales</u>	200
<u>Modalités d'entrée dans les services d'archives publics</u>	200
<u>Établissements publics d'hospitalisation communaux</u>	201
<u>Autres établissements publics d'hospitalisation</u>	201
<u>Classement des archives hospitalières</u>	201
<u>Cotation des archives hospitalières</u>	202
<u>Archives communales</u>	202
<u>Archives départementales</u>	202
<u>Instrument de recherche</u>	203
<u>Réglementation antérieure</u>	203
<u>Annexe : Conservation et traitement des archives hospitalières</u>	204
TABLE DES MATIÈRES	205